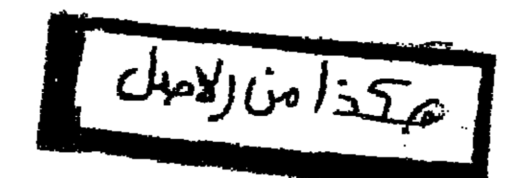
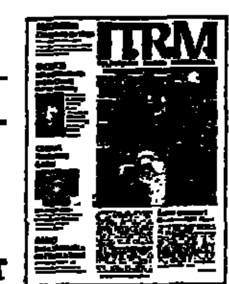




TÉLÉVISION-RADIO MULTIMÉDIA



■ Les animateurs-producteurs montrés du doigt
■ Thèses sur Inter

CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE – Nº 16621 – 7,50 F - 1,13 EURO — DIMANCHE 5 - LUNDI 6 JUILLET 1998 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Fronde contre l'arabisation en Algérie

● La loi généralisant l'usage de l'arabe entre en vigueur le 5 juillet ● Dénoncée avec force en Kabylie, elle s'appliquera à l'administration, aux entreprises et aux médias publics ● Le FFS d'Aït Ahmed appelle à une manifestation de protestation à Alger

L'ENTRÉE en application, dimanche 5 juillet, date anniversaire de l'indépendance de l'Algérie, de la loi – votée en 1996 – généralisant l'usage de la langue arabe, provoque une levée de boucliers parmi les défenseurs de la culture berbère, notamment en Kabylie. Désormais, l'administration, les entreprises, les associations et les médias officiels devront rédiger tous leurs documents en arabe sous peine d'amendes. Aujourd'hui, de nombreux documents officiels sont rédigés en français.

Parmi les autres obligations figure celle de doubler ou de traduire les films et les émissions télévisées en langue étrangère. Les panneaux publicitaires et les enseignes devront également être rédigés en arabe. L'enseignement supérieur, en revanche, bénéficie d'un sursis jusqu'en l'an 2000.

L'assassinat, jeudi 25 juin, du chanteur berbère Lounès Matoub et l'agitation qu'il continue de susciter en Kabylie, une région farouchement hostile à l'arabisation, ne sont pas de nature à calmer les esprits même si, sur un plan pratique, les pouvoirs publics algériens ne semblent pas en mesure de faire respecter la nouvelle législation.

Jeudi, à l'appel du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) de Saïd Sadi, un parti à dominante kabyle, a été organisé un rassemblement à Alger contre *« la loi scélérate sur l'arabisation totalitaire »*. Plus d'un millier de personnes y ont participé. Dimanche, c'est au tour du Front des forces socialistes (FFS), le parti concurrent de Hocine Aït Ahmed, d'appeler à une manifestation nationale dans le centre de la capitale pour protester contre *« l'exclusion politique, économique, sociale et linguistique »*. Dimanche également sort en principe en Algérie, et le 10 juillet en France, le dernier disque enregistré par Lounès Matoub.



Lire page 2

Le Mondial



HUGUES DE WURSTEMBERG

■ La France continue sans marquer
■ Le Brésil chahuté par le Danemark
■ Enquête sur les vrais-faux billets

Lire pages 11 à 18

■ Sida : les effets de la crise asiatique

La chute de la monnaie grève lourdement les programmes de lutte contre la pandémie en Thaïlande, alors que le pays s'était bien organisé après l'apparition meurtrière de celle-ci. p. 3 et notre éditorial p. 10

■ Versailles : Congrès consensuel

La première révision constitutionnelle imposée par l'accord de Nouméa devrait être adoptée à une large majorité. Les dossiers à venir risquent de poser plus de problèmes. p. 5

■ Le DAL en action

L'association Droit au logement (DAL), qui s'en prend aux bailleurs sociaux, multiplie les actions afin d'obtenir le relogement de cent familles *« ultra-prioritaires »*. p. 7

■ L'Amérique impériale est née

Il y a cent ans, les Etats-Unis débarquaient à Cuba, aux mains de l'Espagne. A l'issue de la guerre hispano-américaine, en décembre 1898, l'Espagne cède Cuba, Porto-Rico et les Philippines. p. 9

■ L'Irlande, paradis pour cyclistes

Le départ du Tour de France, prévu à Dublin le 11 juillet, est l'occasion de découvrir les innombrables petites routes qui maillent l'Irlande, terre natale de grands coureurs. p. 21

■ Otto Dix s'expose

La Fondation Maeght à Saint-Paul-de-Vence organise une rétrospective des œuvres du peintre allemand. p. 24

La vie conjugale des militaires est plus pacifique que celle des civils

LE MARIAGE en France est plus fréquent et plus précoce chez les militaires que chez les civils. Il est aussi plus stable. Compte tenu de la pression et de la puissance des traditions au sein de la communauté militaire, cette constatation n'est pas surprenante. Mais elle vient de recevoir son fondement scientifique avec le bilan social 1997 que, pour la treizième année consécutive, l'Observatoire social de la défense (OSD) publie en avant-première du 14 juillet. Ce bilan, comme le fait remarquer le chef de l'OSD, Alain Chassagne, dans la revue *Armées d'aujourd'hui*, revêt un caractère particulier : il marque, pour les sociologues de la chose militaire, l'an I de la professionnalisation des armées françaises.

L'an dernier, 97 % des militaires – qui sont des hommes pour la plupart – étaient mariés à 50 ans, tandis que le taux, selon les mêmes critères, est de 90 % au sein de la population masculine française. D'autre part, l'âge moyen des militaires au mariage est de 29,1 ans, au lieu de 31 ans chez les civils. Enfin, le taux de divorcés – estimé en divisant le nombre des divorcés par le nombre des personnes qui se sont mariées – est nettement inférieur à la moyenne nationale puisque, en 1995 (dernière statistique connue), 6 % des militaires mariés avant cette date étaient divorcés, quand, aux mêmes conditions, il était de 10 % chez les civils. Du reste, est-il constaté, *« le taux de divorces, à tous les âges, des militaires est une fois et demie moins élevé que la moyenne nationale »*.

Les militaires, à en croire l'OSD, ont aussi cette particularité de chercher à s'intégrer à tout prix dans la vie locale, en dépit de leur mobilité professionnelle. Plus de la moitié des militaires prennent des responsabilités dans le cadre de l'association où ils exercent des activités (9 sur 10 sont inscrits dans un *« cercle relationnel »* qui comprend des civils), qu'il s'agisse de réunions de parents d'élèves, de commissions municipales ou de toute autre action à caractère bénévole. Ainsi, quelque 40 % des militaires, auxquels il convient d'ajouter un tiers des conjoints, font partie d'une association sportive ou culturelle. Les trois quarts des militaires ont voté lors des dernières élections municipales. *« Leur intérêt pour la vie locale,* croit pouvoir en déduire l'OSD, *dépasse le cadre d'une simple insertion au tissu social local. Il exprime aussi une véritable volonté des militaires de participer à la vie de la cité qui les accueille en garnison pour une période plus ou moins longue. »*

L'Observatoire social de la défense, instance autonome au sein du ministère, travaille à partir de fichiers de personnels qui lui sont fournis par les armées, d'études sociologiques, d'enquêtes et des données de référence publiées par l'Institut national des statistiques et des études économiques (Insee). Cette fois, l'OSD a été amené à demander à des élus locaux et à des responsables associatifs, en entretiens individuels, ce qu'ils pensaient de l'intégration sociale des militaires. Il apparaît que, malgré leurs mutations fréquentes, ceux-ci s'adaptent bien à leur nouveau cadre de vie. En ce début de professionnalisation, il y a là de quoi rassurer ceux qui redoutent une armée de métier qui s'isolerait peu à peu, telle *« une réserve d'Indiens »*.

Jacques Isnard

Le sort des tribunaux de commerce

LES TRIBUNAUX de commerce souffrent de graves dysfonctionnements. François Colcombet, député socialiste de l'Allier et président de la commission parlementaire qui enquête sur cette institution, en est convaincu. Il propose de créer une juridiction spécialisée dans les faillites, de réviser la carte judiciaire, de mieux contrôler les tarifs et honoraires, et d'instaurer un échevinage réunissant des juges professionnels et des juges élus.

Ces conclusions indignent Jean-Pierre Mattei, président du tribunal de commerce de Paris, persuadé que la commission parlementaire est *« animée d'une volonté de nuire »*.

Lire page 19

Europe-Etats-Unis, nouvelle donne ?

« L'EUROPE ? Quel numéro de téléphone ? », disait Henry Kissinger, célèbre pour ses navettes diplomatiques et son sens de la formule. L'ancien secrétaire d'Etat soulignait ainsi l'absence d'un interlocuteur capable sans longues délibérations de parler pour les Européens sur la scène mondiale. *« L'Europe ? Quel numéro de téléphone ? »*, pourrait aussi se demander Robert Rubin, secrétaire américain au Trésor, quand il s'agit des grandes questions monétaires internationales.

Il existe pourtant une différence de taille. Alors que l'Union européenne court toujours après une politique extérieure et de sécurité commune, elle va avoir dans six mois, le 1er janvier 1999, une monnaie unique, dont certains Européens voudraient bien faire un égal, sinon un rival du dollar. Peut-on imaginer que le même espace économique et monétaire soit représenté par plusieurs responsables venus de plusieurs pays et changeant au gré des présidences tournantes ? Il y a aura certes le chef de la Banque centrale européenne, Wim Duisenberg, mais l'absence d'un partenaire politique ne pourra pas longtemps être comblée par la simple concertation des onze ministres des finances de l'Euroland. La mise en place de la monnaie unique a déjà entraîné la création du Conseil de l'euro, forum pour l'instant informel entre les Onze. Ce n'est qu'un début. L'Euroland ne pourra pas faire l'économie de la prochaine étape : la désignation d'un porte-parole – dont le secrétaire américain au Trésor pourra avoir le « numéro de téléphone » –, indispensable si l'on veut que l'euro joue un rôle international au même titre que le dollar. Dominique Strauss-Kahn l'a bien compris. *« Le monde a besoin de l'Europe comme pôle d'équilibre ; mais l'Europe ne sera entendue sur la scène internationale que le jour où elle parlera d'une seule voix »*, a déclaré le ministre de l'économie et des finances à une récente conférence du Parti social-démocrate allemand. Conclusion : *« Il nous faut très vite adapter le fonctionnement du G 7 à la naissance de l'euro »*. Dans le groupe des nations les plus industrialisées, comme dans d'autres instances internationales, l'euro va obliger les Européens à déléguer à l'un d'entre eux la représentation de l'ensemble.

Daniel Vernet

Lire la suite page 10

La photo d'art au pilori



OLIVIERO TOSCANI

CE PUBLICITAIRE, qui depuis dix ans façonne l'image de la firme italienne de textile Benetton, avec des campagnes dérangeantes, voire scandaleuses, affiche son mépris pour la photo d'art. Les Rencontres d'Arles, dont il est l'invité lundi 6 juillet, Oliviero Toscani les voit comme un rendez-vous *« de frustrés, de fondamentalistes de la photo, d'ânes qui se frottent entre eux »*, car *« la photo n'a de sens que si elle est liée au monde et à l'industrie »*.

Lire page 8

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 450 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0146 - 705 - 7,50 F

MAGHREB L'Algérie va parachever dimanche 5 juillet une politique d'arabisation commencée dès l'indépendance en 1962, avec l'entrée en vigueur d'une loi généralisant l'usage de cette langue dans l'administration, les entreprises et les médias publics. Des amendes sont prévues pour les contrevenants. ● POUR KHAOULA IBRAHIMI, professeur de linguistique à l'institut d'arabe de l'université d'Alger, la politique d'arabisation est une séquelle de l'idéologie unanimiste qui avait cours du temps du parti unique. L'universitaire plaide pour une Algérie plurielle qui reconnaîtrait en particulier l'identité berbère. ● C'EST LE 5 JUILLET aussi que sortira en Algérie sous le titre *Lettre ouverte aux...* le disque de Lounès Matoub, le chantre de la culture kabyle, assassiné la semaine dernière. Il sera distribué en France à partir du 10 juillet.

L'Algérie parachève sa politique d'arabisation

La loi sur la généralisation de la langue arabe dans la vie publique entre en vigueur, dimanche 5 juillet, une semaine après l'assassinat du chantre de la culture kabyle. La question de l'identité algérienne se pose toujours en termes d'affrontement

C'EST donc dimanche 5 juillet – date anniversaire de l'indépendance – qu'entrera en application la loi sur la généralisation de la langue arabe dans la vie publique. A compter de cette date, « *toutes les déclarations, interventions, conférences (...) doivent être en langue arabe* », selon la nouvelle législation. Des amendes sont prévues pour « *quiconque signe un document rédigé dans une autre langue que la langue arabe, pendant ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions officielles* ».

L'entrée en vigueur de ce texte n'est pas une surprise. La loi sur l'arabisation date de 1991. Pour des raisons pratiques, son application avait été gelée l'année suivante par le président Boudiaf. Elle a été remise au goût du jour en décembre 1996, au lendemain du vote d'une loi de « *généralisation de l'utilisation de la langue nationale* ». C'est elle qui avait fixé au 5 juillet l'entrée en vigueur des nouvelles mesures. Seul l'enseignement supérieur est provisoirement épargné. Il n'aura à appliquer la loi qu'à compter du 5 juillet 2000.

La politique d'arabisation a commencé dès l'indépendance. Le départ des Français avait laissé l'Algérie sans encadrement pour la mise en place d'un système scolaire. Pourtant, en dépit de la venue en masse d'enseignants syriens et égyptiens, ce n'est qu'au début des années 70 que le président Boumediène a lancé une véritable politique d'arabisation. Les premiers cycles d'enseignement du primaire furent arabisés. 1976 fut la dernière année du bac littéraire en français.

Peu à peu, la contradiction entre un système de formation scolaire et universitaire qui s'arabise de plus en plus et le monde économique, où le français domine largement, s'exacerbe. En 1979, des étudiants arabophones de l'université mènent une grève dure pour protester contre l'absence de débouchés pour les diplômés de langue arabe. Cette contestation est récupérée par des dirigeants du FLN, le parti unique de l'époque, au nom du panarabisme. L'année suivante, ils verront dans la montée de la revendication berbère une « *manipulation* » des francophones pour s'opposer à l'arabisation de l'université.

Ensuite, avec la poursuite de l'arabisation de l'université, le dualisme historique des élites algériennes n'a fait que s'exacerber. Les arabophones sont devenus largement majoritaires, mais le français continue à dominer l'activité économique et la haute fonction publique.

INCERTAINE APPLICABILITÉ

A l'heure actuelle, dans la fonction publique, seuls deux secteurs sont totalement arabisés : l'état civil et la justice. Dans les autres ministères, la langue française reste la langue de travail, utilisée même lors des réunions officielles. La loi imposant dorénavant de libeller la correspondance administrative en arabe, il est probable que celle-ci sera rédigée en français dans un premier temps puis traduite en arabe. S'il y a des gagnants à la généralisation de l'arabisation, ce seront les traducteurs...

Diverses administrations ont d'ores et déjà trouvé des astuces pour tourner la loi tout en respectant la lettre. Ainsi, dans les PTT, l'imprimé des factures téléphoniques est rédigé en arabe, alors que les indications concernant le nom, l'adresse, la somme à payer par l'abonné sont toujours écrites en français. Arabiser ces données et les introduire dans les systèmes informatiques coûterait une fortune aux PTT comme à l'administration des impôts ou aux entreprises qui assurent un service public. C'est un luxe que ne peut s'offrir le pays, confronté à une crise économique et sociale majeure.

En pratique, peu de choses vont changer après le 5 juillet. Ce ne sera pas un « grand soir », car la période de gel de la loi n'a pas plus que la fois précédente été mise à profit pour préparer le terrain. Les cadres arabophones savent eux-mêmes que l'application de la loi n'ouvrira pas de véritables perspectives : la fonction publique n'embauche plus et les entreprises publiques « dégraissent ».

Les raisons qui avaient amené à repousser l'application de la loi sur l'arabisation restent valables six ans après. « *Boudiaf nous avait demandé d'étudier l'applicabilité de la loi. (...) Cinq organismes étaient prévus pour accompagner la mise en œuvre de la loi, mais rien n'avait été mis en place. C'est pour cela que nous avons recommandé le gel (...), et c'est ce qu'a fait Boudiaf* », a expliqué un ancien membre du CNT, Mahfoudh Benoune, à l'occasion d'une conférence organisée jeudi 2 juin à Alger par un parti politique de l'opposition.

Ce constat reste valable. Et le pouvoir le sait, même s'il développe un discours convenu sur la nécessité de se conformer à la loi et à la Constitution, laquelle, depuis l'indépendance, fait de l'arabe la « *langue nationale et officielle* ». Mais que peut faire le gouvernement ? Jeudi, dans le centre d'Alger, les sympathisants du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), un parti à dominante kabyle, venus rendre hommage au chanteur Lounès Matoub, assassiné la semaine précédente, ont réclamé l'abrogation de « *la loi scélérate sur l'arabisation totalitaire* ». Mais, de leur côté, les islamistes « modérés » du Hamas, membres de la coalition gouvernementale, ont menacé de descendre eux aussi dans la rue si d'aventure la loi sur l'arabisation était ajournée.

Une porte de sortie existe cependant. Un Conseil supérieur de la langue arabe doit être mis en place « *sous le patronage du président de la République* ». Il devra assurer « *le suivi de l'application* [de] *la généralisation de l'utilisation de la langue arabe* » et, le cas échéant, faire des propositions, précise le communiqué publié à l'issue du conseil des ministres du 24 juin.

Le côté flou de la mission dévolue au Conseil, son contrôle par la présidence, qui nommera une partie des membres, en font un possible instrument au service du pouvoir pour retarder, s'il le souhaite, l'application de la nouvelle loi. Mais le mal est fait. La question de la langue, sensible entre toutes, a été relancée dans une Algérie dont la cohésion est écornée.

J.-P. T.

Trente-six ans d'arabisation

● **1962** : à l'indépendance, l'arabe est proclamé langue nationale et officielle. Création de la chaîne de radiodiffusion en langue arabe.
● **1968** : parution des textes portant sur l'arabisation de la fonction publique.
● **1971** : « *Année de l'arabisation* » proclamée par le président Houari Boumediène. L'Algérie se dote de textes étendant l'arabisation à tous les secteurs d'activité.
● **1979** : les étudiants arabisants de l'université d'Alger observent une grève de plusieurs semaines. Ils réclament de meilleurs débouchés pour leur filière.
● **1980** : le FLN relance l'arabisation par une « *résolution sur la généralisation de l'utilisation de la langue nationale* ».
● **1984** : l'enseignement des sciences sociales, économiques et politiques à l'Université est totalement arabisé.
● **1989** : grève d'enseignants à l'appel d'un comité « *arabiste* », soutenue par le FIS, et partiellement suivie. L'arabisation de l'enseignement secondaire est parachevée par la suppression du baccalauréat bilingue arabe-français.
● **1990** : le Parlement algérien, contrôlé par le FLN, vote la première loi de généralisation de la langue arabe, qui stipule notamment que tous les actes et documents officiels doivent être rédigés en arabe et prévoit des sanctions pénales en cas de non-respect. Au lendemain du vote, plus d'un demi-million de personnes descendent dans les rues d'Alger, pour la démocratisation du régime et la défense du *tamazight* (la langue berbère).
● **1992** : la loi de généralisation de l'arabe est reportée *sine die* à l'initiative du président Boudiaf, car, estime-t-il, les conditions pour la généralisation de l'arabe ne sont pas réunies.
● **1994** : l'Algérie se dote d'une nouvelle Constitution, qui confirme l'arabe comme seule langue nationale et officielle mais reconnaît l'« amazighité » comme l'une des trois composantes fondamentales de l'identité nationale, à côté de l'arabité et de l'islamité.
● **1996** : le Conseil national de transition adopte une loi de généralisation de l'arabe, qui doit entrer en vigueur le 5 juillet 1998.

Le dernier album de Lounès Matoub devait sortir pour la Fête de l'indépendance

QUELQUES jours encore avant sa mort, Lounès Matoub préparait la sortie de son nouvel album, *Lettre ouverte aux...*, dont il avait demandé au caricaturiste algérien Dilem de dessiner la pochette. Le dessinateur, un talent mis en lumière par la presse indépendante d'Alger née après octobre 1988, y croque barbus islamistes et moustachus au pouvoir sur fond de drapeau algérien. En chemise à carreaux, la main posée à plat sur le sourcil, Lounès Matoub, en scrutateur attentif de l'avenir, pose sous une étoile et un croissant ensanglantés. Ecrit en arabe, le slogan des islamistes, « Qui ne vivra, ni ne mourra », côtoie un personnage de BD portant une pancarte, « *Algérassic Park* ». *Lounès Matoub avait souhaité que* son disque sorte le 5 juillet, en France et en Algérie, fête de l'indépendance et date d'entrée en vigueur de l'arabisation. Prévue en France le 10 juillet, la parution de *Lettre ouverte aux...* tombe en Algérie dans la tourmente provoquée par son assassinat. Les thèmes abordés dans cet album, pour l'instant inaccessible, rejoignent l'actualité en combattant frontalement l'arabisation et les alliances plus ou moins souterraines entre le pouvoir et les islamistes. Il y défend, parfois sans nuances, les vertus kabyles : « *Inutile d'attendre l'espoir, de croire aux vertus de la patience, le montagnard ne gouvernera jamais même s'il a de la culture et de l'instruction... Ils ont repeint le pays : l'Algérie, aux couleurs de la religion et de l'arabe : trahison, trahison, trahison... Avec les racines et la clarté de l'esprit, nous débarrasserons l'Algérie de la trahison* », chante-t-il, en kabyle, dans *Lettre ouverte au pouvoir*, une chanson en partie bâtie sur l'air de l'hymne algérien – une atteinte à l'honneur national qui passe souvent pour un délit, *a fortiori* dans un pays en état de guerre civile.

Véronique Mortaigne

★ *Lettre ouverte aux...*, à paraître le 10 juillet chez Blue Silver.

Lounès Matoub ou Matoub Lounès ?

Certains médias parlent de Lounès Matoub d'autres de Matoub Lounès. Les deux variantes se retrouvent parfois dans les colonnes d'un même journal. La confusion s'explique. Héritage de l'administration française, les Algériens ont conservé l'habitude lorsqu'ils nomment une personne d'indiquer, comme sur les documents de l'état civil, le nom de famille puis le prénom. La presse algérienne et les Algériens auront donc tendance à parler de Matoub Lounès. Lounès est le prénom du chanteur kabyle et Matoub son nom de famille.

En France, l'usage est différent : le prénom précède en général le nom de famille. On préfère dire Lounès Matoub.

Khaoula Ibrahimi, professeur de linguistique à Alger

« Les Algériens ont la hantise de la division »

KHAOULA IBRAHIMI est professeur de linguistique à l'institut d'arabe de l'université d'Alger. Elle est l'auteur d'un ouvrage, *Les Algériens et leur(s) langue(s)*, publié en 1995 à Alger (éditions Dar el Hikma).

« Comment expliquer que, trente-six ans après l'indépendance, la question de la langue reste un sujet très sensible en Algérie ?

– C'est qu'elle pose le problème numéro un de ce pays : celui de son identité. Jamais cette question n'a fait l'objet d'un débat serein. L'identité a toujours été posée en termes d'affrontements : langue arabe contre langue française, langue arabe contre langue berbère...

» Au lendemain de l'indépendance, en 1962, l'arabisation a été présentée comme une récupération, un juste retour des choses, car la langue arabe avait été bannie de la vie publique par le colonisateur. C'est pour cette raison que l'argument de souveraineté a toujours été mis en avant dans le discours pro-arabisation. Mais, en privilégiant ce thème de l'identité algérienne, d'autres facteurs ont été occultés et, en particulier, celui de l'*amazighité* [la berbérité].

» L'Histoire est responsable de cet oubli. Les Algériens ont la hantise de la division. Pour eux – je parle des gens au pouvoir –, il est inconcevable d'accepter le concept d'une Algérie plurielle. Ils continuent à vivre avec des concepts hérités d'un temps où le parti unique était l'alpha et l'oméga.

» Il faut accepter l'idée d'une Algérie plurielle. Il faut voir cela comme une richesse héritée de l'Histoire et de la position géographique de ce pays. L'Algérie est berbère, arabe, méditerranéenne, africaine aussi. Les Moyens-Orientaux ont coutume de dire que l'Algérie est le plus occidental des pays arabes. Et ils ont raison.

– Mais pourquoi ne pas débattre sereinement de cette question ? Pourquoi la discussion est-elle toujours parasitée par le politique ?

– Parce que la question est toujours posée en termes de légitimité d'un clan par rapport à l'autre. Il y a un mois et demi, un ancien ministre, en charge du dossier de l'arabisation au sein du gouvernement, s'est livré à des attaques outrancières et gratuites contre la presse francophone. « *Elle n'a rien à voir avec le peuple algérien, sa culture et ses traditions* », a-t-il déclaré. C'était de la provocation, même les arabisants l'ont souligné. Pourquoi l'a-t-on laissé proférer de telles énormités ? Ce sont elles qui ont déclenché la tempête actuelle.

– Que faudrait-il faire pour apaiser les esprits ?

– Apporter une réponse véritable à la revendication *amazight* [berbère]. Il ne faut pas tourner autour du pot. On ne peut pas se contenter de dire que l'on accepterait que le *tamazight* [la langue berbère] soit largement enseigné à l'école. Il faut lui reconnaître une place dans la société : c'est la deuxième langue nationale, parlée, estime-t-on, par 25 % à 30 % de la population, voire davantage. Il faut avoir le courage d'inscrire cette réalité dans la Constitution. Il faut offrir un enseignement facultatif de la langue *tamazight* dans toutes les écoles.

– Mais il n'y pas une langue berbère unifiée. Elle varie d'une région à l'autre.

– C'est vrai, mais ne surestimons pas le problème. Des spécialistes travaillent à son unification linguistique. Laissons-les achever leur tâche.

> « Il faut accepter l'idée d'une Algérie plurielle, comme une richesse héritée de l'Histoire. L'Algérie est berbère, arabe, méditerranéenne, africaine aussi »

– Comment expliquer que les Kabyles et, au-delà, les Berbères ne réussissent pas à faire aboutir leurs revendications alors qu'ils sont fortement représentés à la tête de l'Etat. Le président Zeroual est d'origine berbère, son premier ministre, Ahmed Ouyahia, est un Kabyle...

– Les plus extrémistes des arabisants se recrutent parmi les berbérophones. Ils obéissent à ce réflexe nationaliste dont je parlais à l'instant. A l'inverse, vous trouverez des non-berbérophones acquis aux revendications berbères.

– Est-ce qu'une cohabition est possible entre ces deux mondes ?

– Mais la cohabitation dure depuis des siècles. Ce sont les élites francophones et arabophones, et certains politiciens, qui ont créé ce faux problème.

» Le vrai problème, c'est celui de la mauvaise qualité de l'enseignement dans ce pays. Pour les jeunes, le problème de l'arabisation n'en est pas un. Ce qu'ils réclament, c'est une bonne formation, la pratique de l'arabe, du français, et d'une autre langue étrangère, pour pouvoir décrocher un emploi.

» Il est urgent de réformer l'école algérienne pour en faire un lieu ouvert sur la vie et qui forme de véritables citoyens. Hélas ! on n'en prend pas le chemin. On continue à baigner dans cette idéologie unanimiste qui nie la réalité. On oublie que, depuis dix ans, des dizaines de milliers de personnes ont été emportées dans une guerre qui ne veut pas dire son nom. Je ne voudrais pas qu'elles soient mortes pour rien.

– Comment avez-vous réagi en entendant, au lendemain de l'assassinat du chanteur Lounès Matoub, des jeunes Kabyles crier : « *Nous ne sommes pas des Arabes* » ?

– C'est une réponse à l'attitude du pouvoir. On ne peut répliquer que de cette façon à la non-prise en compte de ces revendications. Mais je n'exclus pas non plus une manipulation politique exacerbée par la mort de Lounès Matoub. »

Propos recueillis par Jean-Pierre Tuquoi

Séoul joue l'accalmie avec Pyongyang après l'incident du sous-marin espion

Les neuf cadavres d'agents trouvés à bord ont été remis à la Corée du Nord

Les autorités de la Corée du Sud ont remis à celles du Nord, vendredi 3 juillet, au point frontalier de *Panmunjon*, les cadavres des neuf agents trouvés à bord du sous-marin arraisonné le 22 juin dans les eaux *sud-coréennes au cours d'une mission d'espionnage qui a mal tourné. Le* président Kim Dae-jung a évité de dramatiser l'incident.

SÉOUL
de notre envoyé spécial

« Est-ce une averse ou la saison des pluies qui commence ? » La formule d'un spécialiste américain de la Corée du Nord, à Séoul, reflète le climat d'incertitude créé par l'incident du sous-marin espion nord-coréen capturé par le Sud. Cette nouvelle intrusion est-elle une indication des intentions belliqueuses de Pyongyang qui risquerait de remettre en cause la politique d'apaisement du président Kim Dae-jung ?

L'enquête menée par les autorités sud-coréennes sur cette épave, retrouvée avec neuf cadavres de soldats du Nord à bord, a permis d'établir que sa mission d'espionnage a donné lieu à une brève intrusion de trois agents de Pyongyang sur le territoire national. A en juger par les documents saisis à bord du mini-sous-marin, capturé le 22 juin après qu'il se fut empêtré dans les filets d'un bateau de pêche dans les eaux territoriales du Sud, le ministère de la défense pense que les agents faisaient partie des neuf hommes retrouvés morts à bord. Le capitaine et les trois agents auraient exécuté les cinq marins et se seraient ensuite donné la mort. Les corps des marins ont été atteints de plusieurs coups de feu alors que les trois agents et le capitaine sont morts d'une balle dans la tête.

Le président Kim Dae-jung a évité de dramatiser l'incident. Il l'a seulement qualifié de *« violation de l'accord d'armistice de 1953 »*. *« La Corée du Nord doit en assumer la responsabilité et prendre les mesures appropriées pour prévenir de tels incidents »*, poursuivait le communiqué présidentiel. Tout en réaffirmant les trois principes de sa politique à l'égard du Nord – ne pas tolérer de provocation armée ; ne pas chercher à réunifier la péninsule par la force ; mener une politique de coopération –, le président mettait en garde contre *« les menaces qui pèsent toujours sur la sécurité du pays »*. Par la suite, il s'est même abstenu d'exiger des excuses de Pyongyang comme l'avaient fait ses prédécesseurs dans des cas similaires. Conformément à l'exigence exprimée par Pyongyang, les corps des neuf agents ont été remis aux autorités nord-coréennes, vendredi 3 juillet, à Panmunjom. Lors du précédent incident de ce genre, l'infiltration d'un sous-marin du Nord avec à son bord vingt-cinq soldats en septembre 1996, les tués avaient été incinérés au Sud avant que leurs cendres ne soient remises au Nord.

UN MOMENT SENSIBLE

Cet incident met à rude épreuve la politique de main tendue du président Kim Dae-jung vis-à-vis du Nord. Il renforce la position de *ceux qui doutent de sa résolution* face à Pyongyang et ses *« provocations armées »*. Il est intervenu, de surcroît, à un moment sensible : le quarante-huitième anniversaire du déclenchement de la guerre de Corée (le 25 juin).

Cependant, la flexibilité de M. Kim bénéficie d'un large soutien dans l'opinion. A en croire un sondage, les Sud-Coréens étaient encore, après l'incident, à 80 % en faveur de la politique de conciliation envers Pyongyang, même si une proportion quasi équivalente de la population aurait souhaité des excuses.

Séoul a donc, cette fois, fait preuve de calme. Dans l'entourage du président, on fait valoir que l'espionnage et l'infiltration sont des pratiques dont les régimes communistes ne se départissent jamais : l'Allemagne de l'Est envoya des agents à l'Ouest jusqu'à la chute du mur de Berlin.

Cette nouvelle intrusion n'est pas interprétée à Séoul comme le signe du rejet des ouvertures du Sud, mais plutôt de la confusion des dirigeants nord-coréens, qui ne savent pas très bien comment réagir à une politique délibérée d'apaisement qu'ils cherchent à tester. Pyongyang, sans se priver de ses habituelles diatribes à l'égard des autorités de Séoul, s'est jusqu'à présent abstenu d'attaquer personnellement le président Kim.

Ce nouvel incident est-il une indication d'une opposition à tout infléchissement de la ligne dure ? La coïncidence entre phases où se dessine une détente et périodes de tension résultant d'incidents est certes troublante. Lors de l'intrusion de 1996, les négociations quatripartites entre les deux Corées, la Chine et les Etats-Unis allaient commencer ; des hommes d'affaires étrangers visitaient la future zone économique de Rajin.

Cette fois, les pourparlers entre les deux pays ont repris. La Corée du Nord a accepté de siéger de nouveau à la table de la commission d'armistice à Panmunjon et de laisser passer par ce seul point de contact entre les deux pays le patriarche de l'industrie sud-coréenne, Chung Ju-yong, fondateur du groupe Hyundai, qui a accompagné un convoi de bovins destinés à ses compatriotes du Nord. Selon les spécialistes de la Corée du Nord à Séoul, le monolithisme du régime de Pyongyang rend difficile de mettre l'incident sur le compte de dissensions internes.

Philippe Pons

La crise asiatique bouleverse le programme thaïlandais de lutte contre le sida

Les responsables sanitaires de Bangkok annoncent, à Genève, des coupes drastiques dans leurs programmes préventifs et les soins, en raison de la chute de la monnaie

GENÈVE
de notre envoyé spécial

Maladie-symptôme, épidémie révélatrice des dysfonctionnements sociaux, le sida ne peut jamais très longtemps se cantonner aux seules préoccupations scientifiques et médicales. La 12e Conférence mondiale de Genève en a donné de multiples exemples qui voient la diplomatie, l'économie et la politique omniprésentes dans cet étonnant forum qu'aucune autre maladie infectieuse n'a jamais su bâtir.

L'épidémiologie avait, depuis plusieurs années, appris que plusieurs pays du Sud-Ouest asiatique étaient massivement touchés par l'épidémie de sida ; la Thaïlande au premier chef, sous l'effet conjoint de la toxicomanie intraveineuse, de la prostitution et du tourisme sexuel. Les responsables de la politique sanitaire thaïlandaise s'inquiètent aujourd'hui des conséquences de la crise économique à laquelle ils sont confrontés et de son impact sur le programme national de lutte contre le sida. Les différentes communications faites à Genève par les responsables du ministère thaïlandais de la santé témoignent de l'acuité du problème.

Tous les experts du sida en conviennent : la Thaïlande fournit, depuis plusieurs années, le meilleur exemple au monde de ce qu'un pays en voie de développement peut déployer en matière de lutte contre le sida. On compte aujourd'hui dans ce pays environ huit mille personnes contaminées (soit 2,3 % de la population adulte), le plus souvent des prostituées, leurs clients et des toxicomanes.

Le virus du sida est arrivé en Thaïlande un peu plus tard que dans de nombreux pays africains. Mais il s'y est rapidement propagé de manière explosive. Il y a dix ans, le taux d'infection parmi les toxicomanes de Bangkok était passé de près de 0 % à 30 %. Le ministère thaïlandais de la santé publique a alors rapidement réagi. *« Bien que la prostitution soit officiellement illégale en Thaïlande, cet Etat a œuvré afin d'établir des partenariats avec les propriétaires des maisons de passe pour traiter le problème*, explique-t-on aujourd'hui auprès de l'Onusida. *Avec le soutien du gouvernement thaïlandais, les propriétaires de ces maisons et les prostituées ont commencé à mettre en vigueur une politique visant à utiliser les préservatifs. D'autre part, les campagnes d'information et de prévention énergiques semblent avoir eu un effet tant sur les comportements à risque que sur la propagation du virus du sida. »*

UNE COUPE DE 15 %

C'est ainsi que la Thaïlande, où l'épidémie est la mieux observée de tous les pays en voie de développement, connaissait récemment une baisse des nouveaux cas d'infection, notamment chez les prostituées et chez leurs clients. *« Depuis le début des années 90, les différents gouvernements thaïlandais n'avaient pas cessé d'augmenter les budgets consacrés à la lutte contre le sida, ces budgets étant multipliés par trois entre 1992 et 1997*, résume Werasit Sittitrai, spécialiste thaïlandais d'anthropologie travaillant aujourd'hui auprès de l'Onusida. *Mais les contraintes économiques imposées avec la dévaluation de la monnaie thaïlandaise et l'inflation qui prévaut depuis ont conduit à des coupes sévères dans les budgets de tous les ministères, y compris – à hauteur de 15 % – celui de la santé publique. »*

A Genève, les responsables sanitaires thaïlandais ont expliqué dans le détail les économies qu'ils ont été amenés à faire dans leur programme de lutte contre le sida. Dans leur budget 1998, l'usage des médicaments antirétroviraux et de ceux utilisés pour traiter les maladies opportunistes a été réduit de moitié, du fait notamment de la chute de la monnaie, ces médicaments étant importés. Cette réduction a été encore plus importante en ce qui concerne l'AZT, utilisé pour prévenir la transmission du virus du sida de la femme enceinte à son enfant. La ligne budgétaire affectée à l'achat et à la diffusion des préservatifs masculins a, elle aussi, fait l'objet de restrictions importantes, ce qui n'a pas l'heur de plaire aux responsables de la Banque mondiale présents à Genève, pour qui la prévention doit demeurer dans ces pays un poste budgétaire prioritaire.

Inquiets des conséquences multiformes de la crise économique et du chômage croissant, les responsables thaïlandais observent que le nombre des prostituées « officielles » n'a pas, dans leur pays, varié (63 526 en 1997 contre 63 941 cette année). Ils soulignent en revanche les perturbations induites par la crise économique dans la prise en charge au quotidien des malades du sida dans les hôpitaux et les dilemmes auxquels sont confrontés les personnels médicaux conduits à avoir recours, du fait de la pénurie, à des médecines alternatives (herbes médicinales, méditation) et aux soins palliatifs à des stades précoces de la maladie.

Jean-Yves Nau

Lire aussi notre éditorial page 10

Bill Clinton évite de cautionner la prise en main de Hongkong par la Chine

HONGKONG
de notre envoyé spécial

La visite de M. Clinton sur le sol chinois s'est achevée, vendredi 3 juillet, à Hongkong, par un assourdissant non-dit. Alors que toutes les personnalités de passage se répandent en commentaires – *en général plutôt positifs* – sur le bilan d'une année d'exercice de la souveraineté de Pékin sur l'ex-colonie britannique, le président américain n'a pas soufflé un mot *sur le sujet*. Il a loué avec emphase l'importance des liens entre les Etats-Unis et Hongkong, a indiqué que les Américains étaient disposés à aider le territoire en difficulté *économique, mais il s'est bien gardé* d'évoquer la formule *« un pays, deux systèmes »* – régime de *« large autonomie »* appliqué à la colonie depuis sa rétrocession à Pékin en *juillet 1997. Visiblement*, M. Clinton ne voulait surtout pas en parler.

Ce silence délibéré s'explique par la question de Taïwan, un dossier *qui reste explosif dans* les relations sino-américaines. M. Clinton, qui a quitté la Chine en laissant le sentiment qu'il a beaucoup cédé à Pékin sur Taïwan, ne voulait pas aggraver la peine des Taïwanais en faisant l'apologie d'une formule politique que Pékin souhaite *in fine* étendre à l'île récalcitrante. Les Taïwanais récusent en effet toute analogie avec Hongkong, s'estimant citoyens d'un Etat *de facto* souverain et non pas d'une ancienne colonie. Le moindre commentaire favorable de M. Clinton sur la gestion du territoire depuis la rétrocession aurait donc été interprété à Taipeh comme un blanc-seing américain donné aux projets de Pékin sur Taïwan. S'ajoutant aux propos que le président avait précédemment tenus *sur le refus américain de soutenir* la cause de l'indépendance de l'île, le choc aurait été rude.

D'une manière générale, le président américain a cherché à dissiper l'impression selon laquelle il aurait péché par une excessive naïveté vis-à-vis des hiérarques du Parti communiste chinois. Tout en se félicitant de la *« remarquable transformation »* en cours en Chine, il s'est dit conscient du jeu de *« forces puissantes qui résistent au changement »*. *« Cela se traduit*, a-t-il ajouté, *par des restrictions gouvernementales persisantes sur la liberté de parole, d'association et de culte. »*

RÉSISTANCE AU CHANGEMENT

Au risque d'alimenter les suspicions au sein de l'appareil communiste, M. Clinton n'a pas fait mystère de sa volonté de voir *« démantelée »* cette *« résistance »* au changement afin que la démocratie finisse par triompher. A cette fin, il joue la carte d'un homme : le numéro un Jiang Zemin, qui lui a fait la faveur d'accepter à deux reprises la retransmission télévisée en direct de ses propos. M. Clinton n'a pas tari d'éloges pour ce dirigeant dont *« l'énergie »*, *« l'intelligence »* et *« la vision »* lui permettent *« d'imaginer un futur qui soit différent du présent »*. M. Clinton s'est dit convaincu que les dirigeants chinois comprendront que l'ouverture politique est dans *« leur propre intérêt »*, car cela rendra le pays *« plus fort »*.

M. Clinton ne se fait-il pas des illusions ? Sa visite aura-t-elle un véritable impact en Chine ? A-t-elle vraiment dopé les forces du changement ? L'avenir le dira. Dans l'immédiat, *il n'est pas exclu que* des forces conservatrices cherchent à signifier a posteriori au président américain qu'il est allé un peu trop loin sur le terrain des droits de l'homme et de la démocratie.

Tout dépendra en réalité du degré de contrôle de l'appareil par Jiang Zemin, qui a tout intérêt à cultiver les acquis de ce réchauffement sino-américain. On lui prête l'intention de pousser les feux de la réforme politique – qui, dans l'esprit des dirigeants chinois, ne signifie pas la démocratisation – alors que le régime se prépare à célébrer le vingtième anniversaire du lancement, en décembre 1978, des réformes économiques par Deng Xiaoping. Mais dans une période de tension sociale attisée par les licenciements massifs, le pouvoir chinois n'est sûrement pas disposé à ouvrir la boîte de Pandore de changements politiques dont il perdrait la maîtrise.

Frédéric Bobin

L'ampleur des violences s'accroît en Guinée-Bissau

AU MOINS UNE CENTAINE de civils, dont une majorité de femmes et d'enfants, auraient été tués à Mansoa, un important carrefour routier à 60 kilomètres au nord-est de Bissau, après des combats qui ont opposé les forces loyalistes, appuyées par des troupes sénégalaises, aux rebelles du général Ansumane Mané, a rapporté, vendredi 3 juillet, l'agence de presse de la congrégation missionnaire italienne Misna. De source gouvernementale, on indiquait que deux personnes seulement avaient trouvé la mort lors des combats.

Selon Misna, dont les informations n'ont pu être vérifiées, les soldats sénégalais *« ont brûlé des villages entiers et se sont livrés à des actes d'une incroyable cruauté en tuant des gens innocents »*.

Misna a également attiré l'attention sur le sort de dizaines de milliers de réfugiés qui, selon l'agence, se détériore d'heure en heure. Selon l'agence de presse, les combats touchent désormais de nombreuses villes du pays ainsi que certaines zones de la capitale, Bissau, et les environs de l'aéroport.

Vendredi après-midi, les troupes rebelles auraient lancé une offensive pour tenter de reprendre la ville de Mansao, mais sans succès, a-t-on appris de source officielle.

« La communauté internationale doit agir de toute urgence étant donné que près de 100 000 personnes sont proches de la famine là-bas », a de son côté déclaré Kofi Annan en visite au Ghana. Une équipe de l'ONU a été envoyée sur place pour évaluer la situation, a-t-il précisé.

A la demande du président bissau-guinéen, Joao « Nino » Bernardo Vieira, qui est confronté depuis trois semaines à la mutinerie menée par son ancien chef d'état-major Ansumane Mane, les ministres de la défense et des affaires étrangères de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cedeao) se sont réunis vendredi à Abidjan pour envisager *l'envoi de renforts militaires*. Kofi Annan a implicitement désapprouvé une intervention de l'Ecomog, la branche armée de la Cedeao : *« La situation ne nécessite pas forcément une solution militaire et nous devons plutôt envisager une option diplomatique et politique »*, a-t-il dit.

A Lisbonne, la Communauté des pays lusophones a réclamé, dans un communiqué, l'arrêt des affrontements et l'ouverture de négociations. Les sept pays se sont prononcés également contre toute nouvelle intervention étrangère dans la crise. C'est également ce que préconise Carlos Veiga, le premier ministre du Cap-Vert – un pays voisin de la Guinée-Bissau. *« Ce ne sont sûrement pas les étrangers qui vont trouver une solution aux problèmes de la Guinée-Bissau »*, a-t-il déclaré vendredi à Lisbonne. – *(AFP, Reuters.)*

L'Iran fait partir la drogue en fumée et se pose en exemple

TÉHÉRAN
de notre envoyée spéciale

Au moins 700 millions de dollars qui auraient pu garnir les cassettes des trafiquants de drogue sont littéralement partis en fumée, jeudi 2 juillet à Téhéran. Cinquante et une tonnes de drogue, principalement de l'opium et de l'héroïne, ont été brûlées lors d'une cérémonie officielle organisée en présence du président Mohamad Khatami et du secrétaire adjoint des Nations unies et directeur exécutif du programme de l'ONU pour le contrôle de la drogue, Pino Arlacchi.

Lorsqu'un archer, qui n'en était pas peu fier, mit le feu au bûcher, un épais nuage de fumée noire s'est élevé au pied du mont Alborz, dans le nord de Téhéran. La drogue avait été placée dans des sacs de jute empilés sur des bidons d'essence. Un diable en carton-pâte qui les enlaçait de ses énormes bras musclés a subi le même sort. Ces cinquante et une tonnes auraient couvert la demande d'une année sur les marchés italien, français et britannique de la drogue, a précisé M. Arlacchi, qui a rendu un hommage particulièrement appuyé à l'Iran pour les moyens qu'il met en œuvre dans la lutte contre ce fléau.

L'Iran est pris en sandwich entre les deux principaux producteurs de drogue à l'Est, le Pakistan et surtout l'Afghanistan, et le circuit des consommateurs à l'Ouest. C'est le chemin plus court et le moins cher pour le transit de la drogue vers l'Europe. La présence sur le territoire iranien de 2 millions de réfugiés afghans qui ont fui leur pays, mais avec lequel ils gardent des liens familiaux et tribaux, favorise le trafic. Le chômage aussi.

Le gouvernement de la République islamique, a souligné M. Arlacchi, a consacré, en dix-neuf ans, un demi-milliard de dollars pour imperméabiliser ses frontières. Il dépense annuellement des centaines de millions de dollars dans la lutte contre la drogue. Sept brigades de mille hommes, équipées d'armement lourd, sont mobilisées pour lutter contre les trafiquants. Depuis dix-neuf ans, 2 500 membres des forces de sécurité et des brigades antidrogue ont été tués dans les régions frontalières.

Pour M. Arlacchi, l'Iran doit servir d'exemple aux autres pays et doit être aidé par les organisations internationales et les Etats de la région. Il a annoncé que le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, a invité le président Khatami à participer à l'assemblée générale de l'ONU, en septembre, à New York, et qu'une conférence internationale sur la drogue se tiendra en avril 1999 à Téhéran.

Tous les efforts déployés en aval demeureront insuffisants aussi longtemps que le problème de la culture et de la production de la drogue n'aura pas été convenablement traité, a déclaré pour sa part le président Khatami. Il a suggéré la *« création d'une ceinture de sécurité autour de l'Afghanistan »*. *« Bien que nous ne soyons pas hostiles à des contacts avec les officiels afghans, nous pensons (...), pour des raisons à la fois politiques, militaires, sociales et culturelles, qu'il ne sera pas possible d'éradiquer la culture de la drogue en Afghanistan dans un futur proche »*, a ajouté M. Khatami, qui préside lui-même l'organisme supérieur de lutte contre la drogue dans son pays.

Mouna Naïm

Le traditionnel défilé de l'ordre d'Orange provoque un regain de tension en Irlande du Nord

Une douzaine d'églises, catholiques et protestantes, ont été incendiées

Depuis Hongkong, où il achevait, vendredi 3 juillet, sa visite en Chine, le président américain Bill Clinton a exhorté la population d'Irlande du Nord à concevoir l'avenir dans le cadre de l'accord de paix approuvé en juin et à ne pas se laisser influencer par le regain de tension actuel. On redoute des affrontements intercommunautaires à l'occasion du défilé de l'ordre d'Orange, prévu dimanche à Portadown (au sud de Belfast).

LONDRES a envoyé des forces de sécurité en renfort en Irlande du Nord, où l'on craignait que la traditionnelle marche protestante de l'ordre d'Orange, *prévue* dimanche 5 juillet à Drumcree Portadown (à 30 kilomètres au sud de Belfast), ne donne lieu à des *affrontements* intercommunautaires. Les orangistes entendent passer outre une interdiction *des autorités et emprunter*, comme ils le font chaque année depuis 1807, une rue catholique de cette ville à forte majorité protestante (Garvaghy Road), au risque d'un affrontement avec les forces de l'ordre.

Les résidents catholiques s'y opposent, considérant leur passage comme une provocation. La marche avait provoqué de violentes échauffourées en 1996 et 1997. Forts de la décision prise, lundi 29 juin, par la commission des défilés, qui a demandé aux organisateurs orangistes de modifier leur parcours, plusieurs centaines de catholiques se sont dit *déterminés à empêcher le passage* du défilé. Ils ont monté une tente au sommet d'une colline qui domine *Garvaghy Road* et ont l'intention de monter la garde pour s'assurer que les soldats britanniques et la police nord-irlandaise, majoritairement protestante, bloqueront bien la route aux orangistes.

La perspective de cette marche a provoqué, ces derniers jours, un regain de tension dans la province. Dix églises catholiques ont été incendiées dans la nuit de mercredi à *jeudi, deux* églises protestantes la nuit suivante, et, dans la nuit de vendredi à samedi, trois nouveaux incendies ont visé des locaux de l'ordre d'Orange.

APPEL AU DIALOGUE

Le premier ministre britannique, Tony Blair, s'est rendu dans la province *jeudi 2 juillet dans la soirée* pour tenter d'apaiser les tensions. Mais son appel au dialogue est resté sans succès apparent, nationalistes et protestants orangistes de Portadown campant sur leurs positions.

L'association des résidents de Garvaghy Road a répété, vendredi, que les habitants refuseraient le passage des orangistes, sans toutefois totalement fermer la porte à un arrangement. L'un des responsables de la loge locale de l'ordre d'Orange, David Burrows, a accusé l'association *d'être une émanation du « Sinn Fein-IRA »*. Il a mis en garde la police contre de *« graves »* conséquences au cas où le passage lui serait interdit. Les orangistes ont entamé vendredi les préparatifs de leur défilé, *sous haute surveillance* des forces de l'ordre, qui ont pris position aux points chauds du parcours.

Le cortège doit s'ébranler dimanche en fin de matinée dans le centre de Portadown, gagner l'église de Drumcree (qui a donné son nom à la marche), avant de se diriger vers Garvaghy Road. – *(AFP, Reuters.)*

Les deux principaux partis tchèques font alliance contre Vaclav Havel

PRAGUE
de notre correspondant

Deux semaines après les élections législatives anticipées en République tchèque, le social-démocrate (CSSD) Milos Zeman s'est mis d'accord, *contre toute attente*, avec son principal adversaire de droite, l'ex-premier ministre ultra-libéral Vaclav Klaus, pour se partager le pouvoir. Les deux rivaux d'hier ont annoncé, vendredi 3 juillet, à l'issue de plusieurs heures de discussions, qu'ils mettraient au point, dans les prochains jours, *« un accord de coopération »* devant conduire à la création d'un *« milieu politique stable »*. Le parti de M. Klaus ne devrait pas entrer dans une coalition avec le CSSD mais seulement lui permettre de former un cabinet minoritaire.

Cet accord prévoirait, outre un partage des fonctions de l'Etat, un changement du mode de scrutin. M. Zeman, chargé le 22 juin par le président Vaclav Havel de négocier la formation d'un nouveau cabinet, a indiqué que les deux partis *« pourraient présenter ensemble un amendement constitutionnel »* remplaçant le système proportionnel par le suffrage majoritaire. Selon son parti, l'ODS, M. Klaus devrait être élu au perchoir de la Chambre des députés et M. Zeman, *premier ministre, devrait former un gouvernement* composé uniquement de sociaux-démocrates. Des postes de vice-ministres pourraient *revenir à l'ODS*.

L'objectif de la réforme électorale envisagée est de « nettoyer » la scène politique des petites formations pour instaurer le bipartisme. Sont en particulier visés, à gauche, les communistes (KSCM) et à droite, l'Union de la Liberté (US) et les chrétiens-démocrates (KDU). Censé dégager des majorités claires, le nouveau système réduirait aussi définitivement l'influence du président Havel. Le chef de l'Etat, qui essuie un cinglant échec politique avec l'accord Klaus-Zeman, ne pourrait plus intervenir dans la formation des gouvernements.

M. Havel, qui appelait de ses voeux une coalition CSSD-KDU-US, n'a pas été aidé par son ami Jan Ruml, ex-dissident et chef de l'US, qui, fidèle à ses promesses électorales, a refusé toutes les *propositions de M. Zeman. Le président a bien* tenté de convaincre le chef social-démocrate de *« patienter le temps que certains partis mûrissent »* ; ce dernier a opposé une fin de non-recevoir.

De son côté, M. Klaus qui, à la veille des élections, appelait à la *« mobilisation »* contre la gauche, a totalement ruiné les chances d'une *coalition de centre droit, pourtant mathématiquement* majoritaire au Parlement. Il a posé des conditions inacceptables pour l'US et le KDU, responsables de sa chute en novembre 1997. En particulier, l'ODS réclamait le poste de premier ministre et un partage des portefeuilles au prorata des résultats électoraux.

Cimenté par le désir de revanche de M. Klaus sur ses anciens alliés et la volonté partagée d'humilier le président Havel qui leur a, dans le passé, imposé des choix politiques, l'accord ODS-CSSD pourrait assurer une stabilité relative. Les sociaux-démocrates, une fois la confiance obtenue, devront toutefois se chercher une majorité pour chaque projet de loi. La principale menace pesant sur MM. Klaus et Zeman est de voir une partie de leurs députés refuser l'accord qui est aux antipodes *de leurs promesses électorales respectives.*

Martin Plichta

La saga des Arizmendi, bandits mexicains coupeurs d'oreilles

MEXICO
de notre correspondant

« On leur bandait la tête avec du papier adhésif, puis on leur coupait les oreilles avec des ciseaux. Après, on envoyait les oreilles à la famille pour la convaincre de payer la rançon. » Des millions de Mexicains ont assisté, jeudi 2 juillet, à cette confession diffusée par la principale chaîne de télévision, qui avait l'obtenu l'autorisation d'interroger un des membres de la principale bande de ravisseurs du Mexique, Aurelio Arizmendi, capturé deux jours plus tôt par la police.

Depuis l'hôpital militaire de Mexico, où il est détenu pour soigner les blessures par balles infligées par la police lors de son arrestation, Aurelio Arizmendi a appelé son frère aîné, Daniel, à se rendre aux autorités. *« C'est à nous de payer pour ce que nous avons fait*, a-t-il expliqué, *pas à notre famille »*, dont la plupart des membres (l'épouse, les deux enfants et la *belle-fille) ont été arrêtés le 22 mai*, dans la ville de Cuernavaca, à une soixantaine de kilomètres au sud de la capitale.

Aurelio a reconnu que sa bande avait assassiné deux de ses victimes, dont la famille n'avait pas pu payer la rançon. Il a également avoué sa participation à huit des vingt enlèvements réalisés par les Arizmendi depuis qu'ils avaient décidé, il y a deux ans, d'abandonner le vol de voitures pour se consacrer à une activité qui leur a rapporté plusieurs millions de dollars.

LA FIN EST PROCHE

Les victimes avaient rompu le silence *à l'automne 1997 après l'enlèvement* et la mutilation de plusieurs représentants importants de la communauté espagnole, qui contrôle le commerce de gros et l'épicerie fine. Au cours d'une visite officielle au Mexique, début novembre 1997, le ministre espagnol de l'intérieur, Jaime Mayor Oreja, avait obtenu des autorités locales l'assurance que la capture des Arizmendi était proche.

Mais huit mois plus tard, Daniel Arizmendi, trente-neuf ans, est toujours en cavale. Jour après jour, la presse locale annonce son arrestation « imminente ». A la télévision, le *feuilleton Arizmendi est en passe* de détrôner les célèbres *« telenovelas »*. Les téléspectateurs ont pu entendre les conversations téléphoniques, enregistrées par la police, entre Arizmendi et les familles des victimes. Les menaces et les imprécations du ravisseur sont émaillées de références à Dieu et à la Guadalupe, la Vierge mexicaine, dont il demande sans cesse la protection. Alors que tous les corps de police sont mobilisés dans plusieurs régions à sa recherche, l'ennemi public numéro un s'offre le luxe d'accorder un long entretien téléphonique au quotidien *Reforma*. *Il raconte ses « exploits »* avec force détails, révèle que son frère Aurelio est un de ses complices et confirme qu'il a été membre de la police judiciaire durant quelques mois.

Il dément cependant les déclarations attribuées à sa famille, selon lesquelles la bande bénéficiait de la protection d'un juge et de certains policiers haut gradés, dont l'ancien patron de la brigade chargée d'enquêter... sur les enlèvements, le commandant Domingo Tassinari. Daniel Arizmendi crâne mais il sait que la fin est proche. *« Je ne me rendrai pas »*, dit-il à *Reforma*. *« J'ai bien trop peur de la prison et de la pauvreté. En revanche, la mort ne me fait pas peur. »* Le dénouement, laisse-t-il entendre, sera inévitablement sanglant et ses complices au sein de la police n'en seront sans doute pas fâchés.

Bertrand de la Grange

Nouveau marathon de Richard Holbrooke pour désamorcer la crise au Kosovo

BELGRADE. Le dialogue sur la crise au Kosovo *« doit reprendre sans délai »*, selon un communiqué diffusé dans la nuit du 3 au 4 juillet par la télévision yougoslave à l'issue d'un entretien de cinq heures entre le président yougoslave Slobodan Milosevic et l'émissaire américain Richard Holbrooke. Il a été souligné au cours de la rencontre, selon le document, que *« le terrorisme ne peut être et ne sera pas toléré »* et que pour surmonter les tensions *« il convient de mettre fin aux menaces et aux pressions exercées contre la Yougoslavie »*. L'émissaire américain, ajoutant qu'il reviendrait dans la soirée à Belgrade pour rencontrer à nouveau le président Milosevic. *« Nous souhaitons que tous ceux qui jouent un rôle légitime au Kosovo aient leur place dans les discussions, mais il reste à voir comment cela peut fonctionner »*, a déclaré M. Holbrooke, comme on lui demandait s'il rencontrerait à nouveau au Kosovo des représentants de l'Armée de libération du Kosovo (UCK). – *(AFP.)*

Un économiste nommé premier ministre du Sénégal

DAKAR. Mamadou Lamine Loum, ministre de l'économie et des finances du gouvernement sortant, *a été nommé premier ministre* par le président sénégalais Abdou Diouf, vendredi 4 juillet. M. Loum, quarante-six ans, est considéré comme un économiste rigoureux, qui a négocié *récemment* avec succès le rééchelonnement de la dette du Sénégal avec le Club de Paris. L'ancien chef du gouvernement, Habib Thiam, avait présenté au chef de l'Etat sa démission ainsi que celle de son gouvernement, après les élections législatives du 24 mai. Les dernières législatives, dont les résultats ont été contestés par l'opposition, ont été largement remportées par le Parti socialiste au pouvoir depuis l'indépendance en 1960. – *(AFP.)*

Bruxelles poursuit la France pour non-respect du droit européen

BRUXELLES. *La Commission européenne a annoncé*, vendredi 4 juillet, des poursuites contre neuf Etats-membres qui ne respectent pas le droit européen, dont onze concernent la France. Les manquements reprochés à la France concernent quatre types de secteurs : la libre circulation des personnes, la libre prestation des services, les entraves commerciales et la fiscalité. Sur la libre circulation des personnes, Bruxelles conteste la pratique de certaines préfectures d'exiger une traduction en français des documents d'état civil de personnes provenant d'un autre Etat-membre de l'UE. Par ailleurs, Bruxelles s'insurge contre les pratiques des consulats français qui demandent divers justificatifs (attestation d'emploi, bulletins de salaire, réservation d'hôtel, ou billet de retour) pour les citoyens de l'UE qui demandent des visas pour des membres de leur famille voulant aller en France et ne résidant pas dans l'UE. – *(AFP.)*

DÉPÊCHES

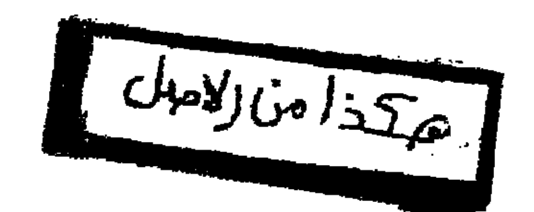
■ **CORÉE DU SUD : les autorités** ont annoncé, vendredi 3 juillet, un *vaste programme de privatisation de onze groupes industriels* d'Etat, dont Korea Telecom et Pohang Iron Steel Co, deuxième entreprise sidérurgique du monde, ainsi que la régie nationale des tabacs, dans l'espoir d'en tirer un montant de quelque 15 milliards de dollars destiné à financer la restructuration du secteur bancaire et un redémarrage de l'économie. – *(Bloomberg.)*

■ **INDONÉSIE : un homme** a été tué et deux autres blessés au cours d'affrontements dans la province d'Irian Jaya, vendredi 3 juillet. L'armée et les forces de police ont ouvert le feu sur des milliers de jeunes et d'étudiants qui, manifestant dans le centre de la ville, s'apprêtaient à hisser le drapeau de la Papouasie-Nouvelle Guinée sur le bâtiment du Parlement local. – *(AFP.)*

■ **SOMALIE : le groupe armé islamique Al-Ittihad al-Islami** a annoncé, vendredi 3 juin, qu'il détenait six collaborateurs du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) *enlevés dans l'Ogaden, (sud-est de l'Ethiopie)* le 25 juin parce qu'ils avaient pénétré dans la zone militaire qu'il contrôle. Ibrahim Cheikh Omar, un officier de haut rang au sein d'Al-Ittihad a déclaré à Mogadiscio que le personnel du CICR *« était en sécurité aux mains de gens qui craignaient Dieu »*. – *(AFP.)*

Shell se retire du consortium pour la privatisation du géant russe Rosneft

LONDRES. Le groupe pétrolier anglo-néerlandais Royal-Dutch/Shell a annoncé vendredi 3 juillet, dans un communiqué *publié* à Londres, son retrait d'un consortium candidat au rachat de Rosneft, dans le cadre de la privatisation de ce géant pétrolier russe. Shell était *associé à deux autres compagnies gazière et pétrolière russes* Gazprom et Lukoil. La participation de Shell à ce consortium était jugée déterminante pour le financement de l'opération. *« Cette décision s'explique par les perspectives faibles pour les prix du pétrole qui ne justifient pas une offre dans les conditions actuelles et également les circonstances financières difficiles en Russie qui contraindraient Shell à financer la majeure partie de l'offre »*, a indiqué Shell, la partie britannique de Royal Dutch/Shell. Le gouvernement russe avait d'abord tenté de privatiser la compagnie pour 2,1 milliards de dollars mais n'avait pas trouvé preneur. Il a lancé un nouvel appel d'offres le 2 juin, cette fois à un prix de 1,6 milliard de dollars. – *(AFP.)*



CONSTITUTION Réuni en Congrès à Versailles, lundi 6 juillet, pour la première fois de la législature, le Parlement devait adopter définitivement le projet de loi constitutionnelle relatif à la Nouvelle-Calédonie. *Le texte fait l'objet* d'un large consensus. Les autres *modifications que le premier ministre*, en accord avec le chef de l'Etat, souhaite apporter à la Loi fondamentale, *seront plus délicates* à mener à leur terme. ● LE SÉNAT a déjà montré, *lors de la discussion du projet de* réforme du Conseil supérieur de la magistrature, qu'il n'entend pas renoncer *à ses prérogatives*, quitte à s'affranchir, au besoin, de la tutelle *du président de la République*. ● SUR LE « CAILLOU », où l'accord n'avait pas soulevé l'enthousiasme des Kanaks et des Caldoches, une des préoccupations est la chute des *cours du nickel qui compromet* l'avenir économique du territoire.

La session parlementaire s'achève sur un Congrès consensuel

La révision constitutionnelle imposée par l'accord de Nouméa sur le statut de la Nouvelle-Calédonie devrait être largement approuvée à Versailles. Les autres modifications que Lionel Jospin souhaite apporter à la Loi fondamentale seront plus délicates à mener à leur terme

VERSAILLES, un havre de paix pour le premier ministre ? Cinq jours après avoir été contraint de retirer de l'ordre du jour de l'Assemblée nationale son projet de réforme du mode de scrutin aux élections européennes, Lionel Jospin pourra goûter, lundi 6 juillet, aux délices d'un large, très large consensus. Pour le gouvernement, ce premier Congrès de la législature s'annonce, en effet, sous les meilleurs auspices : tous les groupes de l'Assemblée et du Sénat, qui seront représentés chacun par un orateur à la tribune, se sont prononcés en faveur de la révision constitutionnelle imposée par l'accord de Nouméa du 5 mai. La majorité des trois cinquièmes des suffrages exprimés, nécessaire à l'adoption définitive d'un projet de loi constitutionnelle, devrait être largement dépassée : au Palais-Bourbon, le texte a été approuvé, le 16 juin, par 490 voix contre 13, et 4 abstentions ; au Palais du Luxembourg, le 30 juin, par 287 voix contre 10, et 11 abstentions.

Le paradoxe veut que ce soit le règlement du dossier calédonien, jadis explosif, qui permette au gouvernement – avant la lecture définitive, jeudi 9 juillet, au Palais-Bourbon, du texte sur l'exclusion – de terminer la session parlementaire sur une image de tranquille assurance. Le ciment politique a pris dès la signature de l'accord de Nouméa. Peu après, le RPCR et, surtout, le FLNKS ont mené une intense campagne de lobbying auprès des différentes formations politiques pour les convaincre que le maintien de la paix sur le « Caillou » méritait bien les quelques innovations juridiques susceptibles de mettre en œuvre *cet accord*.

PARCOURS SANS FAUTE

Relayé par le président du Sénat, *René Monory (UDF)*, l'engagement du président de la République – *qui a encore confirmé à* une délégation du FLNKS, vendredi, son *« soutien inconditionnel aux accords de Nouméa »* –, a permis de lever l'hypothèque d'une résistance d'une partie de la droite sénatoriale qui n'apprécie guère certaines formules contenues dans le préambule de l'accord, dans lequel l'Etat reconnaît les torts de la colonisation. Afin de parvenir à un vote conforme après une seule lecture dans les deux Assemblées, une réunion préalable à l'examen du texte au Palais-Bourbon a eu lieu, courant mai, entre les présidents des deux commissions des lois, Catherine Tasca (PS) et Jacques Larché (DL), qui se sont entendus, notamment, sur la réintégration dans le corps de la Constitution de dispositions qui devaient initialement constituer un *« texte autonome »*.

Ce parcours sans faute, qui aura permis l'adoption définitive du texte moins de six semaines après sa présentation en conseil des ministres, *ne doit pas faire illusion*. Si, de source gouvernementale, on envisage déjà l'éventualité d'une procédure similaire permettant de faire évoluer le statut de la Polynésie, les prochaines réformes constitutionnelles seront autrement plus délicates à mener à terme. Quatre autres chantiers sont aujourd'hui engagés. Le plus avancé – en terme de calendrier – est la réforme du Conseil supérieur de la magistrature (CSM), qui a *déjà fait l'objet* d'une première lecture dans les deux Assemblées.



Comme sur l'euro, les débats et le vote au Palais-Bourbon ont mis en *évidence* les réticences d'une partie de la gauche, et surtout les contradictions internes à la droite, écartelée entre le souci de s'opposer à un projet présenté par le gouvernement et la nécessaire prise en compte du soutien affiché par le chef de l'Etat à cette réforme (*Le Monde* du 5 juin).

Dans la foulée, la droite sénatoriale, sous l'impulsion de deux an*ciens ministres*, Charles Pasqua et Alain Peyrefitte, a décidé de s'affranchir de la tutelle élyséenne. En adoptant un sous-amendement de Charles Ceccaldi-Reynaud (RPR, Hauts-de-Seine) qui retire au CSM toute compétence en matière de *nomination des procureurs généraux* (*Le Monde* du 26 juin), les sé*nateurs ont écarté* la menace d'un vote conforme lors de la deuxième *lecture au Palais-Bourbon. Au* gouvernement, où l'on juge impossible tout *compromis sur la no*mination des procureurs généraux, on espère qu'il ne s'agit là, pour le Sénat, que de conserver la maîtrise du calendrier. Une réunion entre les présidents et les rapporteurs des commissions des lois des deux Assemblées doit être organisée à la rentrée, dans la perspective de la deuxième lecture au Palais-Bourbon, prévue à l'automne.

RISQUE DE SURENCHÈRE

Approuvé par le conseil des ministres du 17 juin, le projet de loi constitutionnelle sur la parité hommes-femmes *doit faire l'objet* d'une première lecture à l'Assemblée et, peut-être, d'un examen au Sénat en fin d'année. Le texte vise à modifier l'article 34 de la Constitution, en précisant que *« la loi ou la loi organique peut fixer des règles favorisant l'égal accès des femmes et des hommes aux responsabilités politiques, professionnelles ou sociales »*. Si l'accueil réservé à cette réforme a été plutôt favorable, à gauche comme à droite – le RPR indiquant qu'*« il n'a pas de préjugé défavorable »* –, l'incertitude, là encore, provient d'éventuelles réticences au Palais du Luxembourg.

La révision constitutionnelle imposée par le traité d'Amsterdam, qui sera au menu du conseil des *ministres du 29 juillet, et à l'ordre* du jour des deux Assemblées à la *fin de l'année, s'annonce plus déli*cate. Etant donnée l'hostilité du *PCF, du MDC et des Verts, le gou*vernement mise sur le soutien de la droite, dont il n'a de cesse de rappeler qu'elle a elle-même négocié le traité. Cette incertitude sur le vote se double d'un risque de surenchère sur deux points. Bon nombre de parlementaires pourraient anticiper l'examen du projet de loi de ratification du traité, en réclamant un engagement du gouvernement sur une formule liant l'application du traité à la reprise du chantier de la réforme des institutions européennes. En outre, *conformément à la tradition*, le Sénat exigera vraisemblablement, *en contrepartie de son vote, d'ob*tenir un élargissement du champ d'intervention des Assemblées sur la politique communautaire.

Le CSM, la parité, Amsterdam : le gouvernement n'exclut pas que plusieurs de ces sujets – s'ils font évidemment l'objet d'un vote conforme dans des délais raisonnables – soient à l'ordre du jour du prochain Congrès, qui pourrait être réuni au début de l'année prochaine. Le cinquième chantier *constitutionnel – l'interdiction du* cumul d'une fonction de ministre et d'un mandat local – a, quant à lui, du plomb dans l'aile. Un avant-projet du gouvernement qui interdisait à un ministre d'être maire ou président d'assemblée régionale ou départementale a été refusé par Jacques Chirac. Le président de la République tenait à ce que cette interdiction fût étendue aux fonctions d'adjoint et de responsable d'organisme de coopération intercommunale. Jugeant paradoxal de demander davantage aux *ministres qu'aux députés, le pre*mier ministre attend, désormais, de savoir quel sort le Parlement réservera à la limitation des cumuls des parlementaires. Les vives réticences manifestées, à droite comme à gauche, lors des débats au Palais-Bourbon, ainsi que la franche hostilité annoncée au Sénat, ne laissent guère présager une issue favorable à moyen terme.

Jean-Baptiste de Montvalon

Les trois articles du projet constitutionnel

● **Cadre institutionnel.** Le projet de loi constitutionnelle relatif à la Nouvelle-Calédonie est destiné à permettre la mise en œuvre de l'accord signé à Nouméa, le 5 mai, *par le premier ministre*, *Lionel* Jospin, le président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), Jacques Lafleur, et le président du Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS), Roch Wamytan. L'article premier du texte fait référence à cet accord, qui a fixé le cadre dans lequel s'inscrira l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie au cours des quinze à vingt prochaines années, période à l'issue de laquelle les habitants du « Caillou » seraient invités à se prononcer sur l'accession à l'indépendance du territoire.
Initialement, le gouvernement avait jugé préférable de proposer l'adoption d'un texte autonome par rapport à la Constitution du 4 octobre 1958. A l'initiative des présidents des commissions des lois des deux Assemblées – Catherine Tasca (PS) pour le Palais-Bourbon et Jacques Larché (DL) pour le Sénat –, les parlementaires ont rétabli le titre XIII de la Constitution, relatif à la Communauté et abrogé en 1995.

● **Corps électoral.** Le projet de loi constitutionnelle *prévoit*, en son article 2, que les populations de Nouvelle-Calédonie seront appelées à se prononcer, avant le 31 décembre, sur les *dispositions* de l'accord de Nouméa. Les critères sont définis par la loi référendaire de 1988, qui avait suivi les accords de Matignon : le corps électoral est limité aux citoyens qui étaient installés à cette date sur le territoire, *ainsi* qu'à leurs descendants.

● ***Transferts de compétences.*** Le troisième et dernier article prévoit qu'une loi organique permettra, à l'issue du référendum organisé sur le « Caillou », de mettre en œuvre l'accord de Nouméa, en matière, notamment, de transferts de compétences, de répartition des charges et d'organisation des futures institutions de la Nouvelle-Calédonie.

La chute du cours du nickel frappe l'économie calédonienne

NOUMÉA
de notre correspondant

La signature de l'accord de Nouméa a provoqué un soulagement quasi général en Nouvelle-Calédonie, mais aucune manifestation de joie. Car, si l'horizon politique s'éclaircit, l'avenir économique à court et moyen terme pose problème, en raison de la crise du nickel. Le 2 juillet, à Londres, la livre de métal est tombée à un cours record de 1,96 dollar. De quoi confirmer les propos *alarmistes tenus ces dernières se*maines par les professionnels, dans une île où le *« roi nick »*, exporté sous forme de minerai brut ou transformé à Nouméa, constitue la seule richesse.

« Nous traversons une crise particulièrement grave, qui s'annonce durable et profonde », déclarait, à Nouméa, le 16 juin, Janine Décamp, présidente du Syndicat des industries de la mine. Elle avançait quatre raisons pour tirer le signal d'alarme : la crise asiatique, les ventes « sauvages » de nickel russe, l'importance grandissante du recyclage des déchets d'inox et de nickel, et le démarrage de nouveaux projets d'unités d'extraction et de transformation à très bas prix de revient, notamment en Australie et au Canada.

Cette dernière donnée semble la plus inquiétante. Le procédé de transformation par pyrométallurgie utilisé par la Société le nickel (SLN), filiale du groupe Eramet, dans son usine de Nouméa comme chez les acheteurs japonais de minerai calédonien, revient à environ 2,55 dollars la livre. *« Le procédé hydrométallurgique, qui utilise du minerai à faible teneur, est de mieux en mieux maîtrisé. Il pourrait faire descendre le coût à 1,5 dollar la livre, et sans doute moins, dans les futures unités étrangères »*, explique un spécialiste calédonien.

DES INVESTISSEMENTS RETARDÉS

« Comme tous nos concurrents, nous perdons de l'argent », confirme-t-on à la SLN : 55 millions de francs pour les quatre premiers mois de 1998. Une somme qui pourrait atteindre 600 millions de francs pour l'année si les cours ne remontent pas. L'entreprise a d'ores et déjà décidé un plan de réduction de 15 % de ses coûts sur trois ans, passant par la réduction de ses effectifs de 2 150 à environ 1 850 personnes par le biais de départs en retraite et en préretraite non remplacés.

Le prix du minerai vendu au Japon ayant baissé de 40 %, deux des six *« petits mineurs »* (*exploitants de mine à leur compte*) locaux sont moribonds et le plus gros exportateur, la Société minière du sud Pacifique (SMSP), qui appartient à la province indépendantiste du Nord, vient de perdre son client américain Glenbrook. Celui-ci lui achetait chaque année 1 million de tonnes de garniérites (minerai à haute teneur) extraites d'un site où travaillent quatre-vingts personnes.

La SMSP s'est associée au canadien Falconbridge pour construire une usine de transformation dont le coût est estimé à 1 milliard de dollars dans le nord du territoire. Mais le projet, souvent retardé, ne sera pas opérationnel avant 2005.

Franck Madœuf

Quatre acteurs caldoches et kanaks de la vie du « Caillou »

NOUMÉA
de notre correspondant

● **Roch Wamytan.** La politique, la religion catholique, la défense de la coutume et des valeurs kanaks : ainsi se décline le parcours de Roch Wamytan, âgé de quarante-huit ans. Le président du FLNKS est le petit-fils de Roch Pidjot, premier député kanak, cofondateur de l'Union calédonienne (UC), devenu l'une des figures emblématiques de la cause kanak, qui lui a transmis les trois valeurs cardinales de toute sa vie. Ainsi Roch Wamytan est-il également aujourd'hui diacre de sa paroisse et grand-chef de la tribu de Saint-Louis, aux portes de Nouméa.

Attiré un temps par la prêtrise, le jeune homme est passé, comme nombre de futurs responsables indépendantistes, par les séminaires de Canala, sur la côte Est, puis de Nouméa. A vingt-deux ans, il part étudier les sciences économiques à Lyon, puis à Paris, où il devient l'assistant parlementaire de son grand-père. De retour au pays, il est *élu conseiller de la province* Sud, en 1989, puis il est désigné commissaire général de l'UC. Il devient alors le *« ministre des affaires étrangères »* du FLNKS, plaidant la cause de l'indépendance kanak auprès des instances régionales, des pays du Pacifique, à Paris comme à l'ONU. Fervent chrétien, c'est un modéré, un adepte du consensus qui arbore en toute circonstance un visage souriant. En 1996, l'UC avait radicalisé ses positions sur le dossier minier et choisi de nouveaux dirigeants, moins enclins au compromis. Elle avait ainsi écarté Roch Wamytan, jugé trop conciliant avec Jacques Lafleur qu'il a pourtant qualifié d'*« homme du passé »*.

● **Pierre Frogier.** Né en 1950, Pierre Frogier est député, maire de la ville du Mont-Dore et secrétaire général du RPCR. Il fait figure de possible dauphin de Jacques Lafleur, qu'il continue à vouvoyer. Entré en politique en 1977, il a présidé le congrès du territoire de 1995 à 1998, *où il représente toujours la* province Sud. Réservé et calme, d'origine polynésienne et caldoche, l'homme a participé à toutes les négociations sur l'avenir de la Calédonie depuis les accords de Matignon, en 1988. *« Il a la prudence d'un Sioux »*, dit un de ses collègues. Ses relations avec Roch Wa*mytan, né trois jours avant lui, sont* particulièrement bonnes. Le président du FLNKS est grand chef de la tribu de Saint-Louis, située sur sa commune du Mont-Dore. En février, en l'absence de Jacques Lafleur, c'est lui qui a dirigé la délégation RPCR à Paris pour la reprise des négociations officielles sur l'avenir du territoire avec *l'Etat* et le FLNKS.

● **Paul Néaoutyine.** A quarante-sept ans, Paul Néaoutyine, qui a présidé le FLNKS de 1990 à 1995 est, dans le camp indépendantiste, celui sur lequel bon nombre de décideurs, à Paris comme à Nouméa, placent tous leurs espoirs pour la période de quinze à vingt ans qui va s'ouvrir, en raison de sa solidité et de son expérience. Militant avant même d'aller faire des études de sciences économiques à Lyon dans les années 70, il fut, en 1975, l'un des fondateurs du Palika, longtemps considéré comme la composante marxisante dure du FLNKS. De 1985 à 1988, il est directeur de *cabinet de Jean-Marie Tjibaou. Un* signe de confiance du président du FLNKS qui l'a marqué à tout jamais.

L'année 1989 est décisive pour lui. Après l'assassinat de Jean-Marie Tjibaou, il le remplace à la présidence du Front indépendantiste. Il est élu conseiller provincial dans *le Nord et emporte la mairie de* Poindimié face au député Maurice Nénou du RPCR. Silhouette massive, barbe prématurément blanchie mangeant un visage rarement souriant, débit monocorde : l'homme n'est pas un orateur, mais *compagnons de lutte* et adversaires politiques apprécient sa droiture, sa simplicité et sa parfaite connaissance des dossiers.

Entre 1990 et 1995, il est président de l'Association des maires, poste qu'il vient de retrouver récemment. Maire sur la côte Est, élu à l'Assemblée de province de Koné, sur la côte Ouest, et au congrès du territoire à Nouméa, dans le Sud, il parcourt 60 000 kilomètres par an sur les routes calédoniennes. Devenu, en 1996, le *« Monsieur mines »* du FLNKS, le voici chargé de régler la délicate question de l'approvisionnement en minerai de l'usine que la province Nord (indépendantiste) souhaite construire, et dont le FLNKS fait un préalable à la reprise du dialogue politique avec l'Etat et *le RPCR. L'accord minier obtenu*, Paul Néaoutyine devient membre *de la « cellule de négociations »* indépendantiste. Il sera, à ce titre, et après d'autres voyages incessants vers la capitale, l'un des principaux artisans de l'accord de Nouméa. Kanak et donc *« fils de la terre »*, comme Jean-Marie Tjibaou il aime « disparaître » dans sa tribu d'Amoa, à Poindimié. Comme lui, ce fils d'ouvrier agricole a observé les injustices de la société coloniale de l'après-guerre, lorsqu'il était enfant, puis pensionnaire chez les Frères, une expérience qu'il a poursuivie en travaillant la nuit avec les immigrés sur les marchés de Lyon pendant ses études.

● **Harold Martin.** A quarante-quatre ans, Harold Martin – prononcer Martine – est fier d'être le descendant direct du colon britannique James Paddon. En 1851, son ancêtre s'installait, deux ans avant la prise de possession de l'île par la France, à l'emplacement de l'actuelle ville de Nouméa. Presque un siècle et demi plus tard, il préside le congrès du territoire.

L'homme aime à se définir comme un broussard. Spécialiste du monde rural au RPCR, il a longtemps présidé la commission de l'agriculture au congrès. En 1977, année de création du RPCR, il entre en politique, sous la houlette *de Jacques Lafleur, le président du* parti anti-indépendantiste. Il devient, deux ans plus tard, son attaché parlementaire et lui voue, dit-on, un respect quasi filial. Aux dires de ses adversaires politiques de l'UNCT (anti-indépendantiste) au congrès du territoire, sa présidence est marquée par une décrispation *certaine* et *« sa porte est toujours ouverte »*. Il est, depuis 1995, maire de Païta, une commune rurale aux porte de Nouméa. Sa famille y possède une propriété où repose son ancêtre Paddon.

F. M.

Les médecins et les caisses d'assurance-maladie vont devoir négocier une nouvelle convention

Le gouvernement veut endiguer le dérapage des dépenses

Le Conseil d'Etat a annulé, vendredi 3 juillet, la convention liant les médecins généralistes aux caisses d'assurance-maladie, estimant notamment les modalités de reversement en cas de dépassement des objectifs contraires au principe d'égalité. Une nouvelle convention doit être négociée. Martine Aubry doit présenter, lundi, des *« mesures fortes »* pour endiguer le dérapage des dépenses de santé.

C'ÉTAIT ATTENDU ! Le Conseil d'Etat a annulé, vendredi 3 juillet, la convention liant les médecins généralistes aux caisses d'assurance-maladie. Après l'annulation, la semaine dernière, de la convention des spécialistes, c'est un élément de base du plan d'Alain Juppé pour réformer la Sécurité sociale qui s'écroule. Cette décision n'a pas d'incidences pour les patients, mais elle contraint le gouvernement, la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM) et les syndicats de médecins à retrouver le chemin de la négociation pour mettre en place des dispositifs visant à réduire les dépenses de santé qui, depuis le début de l'année, dérapent à nouveau.

Saisi notamment par la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), qui reste farouchement opposée à la réforme Juppé, le Conseil d'Etat a dressé la liste des *« illégalités juridiques »* de la convention. Il a contesté les modalités de calcul du mécanisme de reversement d'honoraires en cas de dépassement des objectifs, qui *« porte atteinte au principe d'égalité entre les médecins »* : un généraliste dépensier mais résidant dans une région qui respecte les objectifs ne devait pas subir de sanctions financières, ont relevé les juges. Il a aussi estimé que les signataires ont *« excédé leur compétence »* dans le cadre du système de « médecin référent » (formule d'abonnement entre un patient et son généraliste), en mettant eux-mêmes en place des mécanismes de filières de soins. Les juges ont aussi critiqué le futur volet médical de la carte à puce Vitale ou la télétransmission des feuilles de soins.

UN RÉGIME TRANSITOIRE

Aussitôt cette annulation connue, le docteur Richard Bouton, président de MG-France, seul syndicat à avoir signé cette convention, a estimé que *« le Conseil d'Etat a annulé tous les éléments de modernisation du système de soins et toutes les avancées sociales »*. *« Dès demain matin,* a-t-il poursuivi, *les dérives du secteur privé à l'hôpital avec les dessous-de-table vont pouvoir continuer à se faire en toute impunité. »* De son côté, la CNAM s'est déclarée prête à reprendre des négociations avec les syndicats de généralistes pour *« adapter »* la convention à l'arrêt du Conseil d'Etat.

Parmi les *« mesures fortes »* que présentera, lundi 6 juillet, Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, doit figurer un régime transitoire concernant les médecins et impliquant une hausse de leurs cotisations sociales en fonction du respect des objectifs de dépenses. Le gouvernement prévoit de durcir ce dispositif si aucun accord n'est conclu entre les caisses et les syndicats d'ici quatre mois.

Or, les syndicats hostiles à la réforme Juppé (CSMF, SML et FMF) continuent à rejeter tout principe de reversement, que le gouvernement Jospin souhaite maintenir sous une forme simplifiée, comme le propose le rapport qu'a rédigé, à la demande de Mme Aubry, François Stasse (*Le Monde* du 18 juin). Le docteur Claude Maffioli, président de la CSMF, a déjà prévenu que *« ce sera la guerre »* si le gouvernement persévère.

Mme Aubry devrait aussi annoncer des mesures contraignantes, principalement des baisses de tarif, visant certaines catégories de spécialistes, comme les radiologues, dont les dépenses ont très nettement augmenté depuis le début de l'année. Les laboratoires pharmaceutiques pourraient être mis à contribution afin de réguler la surconsommation des antibiotiques. Certaines des mesures seront d'application immédiate, comme la décision de la ministre de reporter la revalorisation d'actes dentaires (*Le Monde* du 25 juin). D'autres seront intégrées dans la loi de financement de la Sécurité sociale.

Pour le gouvernement, il faut endiguer l'*« emballement des dépenses qui compromet les équilibres pour l'assurance-maladie »*. Selon Dominique Strauss-Kahn, ministre des finances, si le rythme des hausses constaté depuis janvier se poursuit, le déficit prévu de la branche maladie de la Sécurité sociale (4,9 milliards de francs en 1998) risque un dépassement *« de l'ordre de 5 milliards de francs »*.

Bruno Caussé

Jacques Chirac signe la loi sur la chasse

LE PRÉSIDENT de la République a signé, vendredi 3 juillet, la loi sur les dates d'ouverture et de clôture de la chasse aux oiseaux migrateurs, qui est publiée au *Journal officiel* du 4 juillet. Elle porte notamment la signature de la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, Dominique Voynet, qui était hostile au texte. Adoptée le 19 juin par l'Assemblée nationale, elle contrevient à une directive européenne de 1979.

En vertu de la Constitution, le chef de l'Etat devait la promulguer dans les quinze jours suivant sa transmission au gouvernement, sauf à *« demander au Parlement une nouvelle délibération »* ou à en saisir le Conseil constitutionnel (*Le Monde* du 1er juillet). L'Elysée a précisé que Jacques Chirac *« souhaite que la concertation se poursuive entre le gouvernement et la Commission européenne pour trouver une solution à cette affaire »*.

DÉPÊCHES

■ ***L'ALLIANCE : Philippe Séguin, président du RPR, admet*** que la constitution de l'Alliance connaît *« quelques difficultés »*. *« C'est au pied du mur que l'on voit le maçon. Ou qu'on ne le voit pas. Or, même parmi les défenseurs les plus enthousiastes des fusions les plus insensées, dès qu'il s'agit d'avancer concrètement sur la voie de l'union de l'opposition, on ne trouve plus grand monde »*, déclare le président provisoire de L'Alliance pour la France, dans un entretien publié samedi 4 juillet par *La Dépêche du Midi*. *« Il suffit que les prébendes, les titres, les statuts des uns et des autres paraissent menacés pour que les plus volontaires deviennent velléitaires »*, ajoute le député des Vosges.

■ **JACQUES PILHAN : le président de la République, Jacques Chirac, son épouse, Bernadette, et sa fille Claude ont assisté,** vendredi 3 juillet au crématorium du Père-Lachaise, à Paris, à une cérémonie en mémoire de Jacques Pilhan, qui fut pendant trois ans le conseiller en communication du chef de l'Etat après avoir été celui de François Mitterrand. L'ancien ministre socialiste Jean Glavany a prononcé un éloge funèbre devant une centaine de personnalités du monde de la politique, des arts et des médias (*Le Monde* du 30 juin).

■ **DROITE : le président du conseil régional Languedoc-Roussillon, Jacques Blanc,** exclu de l'UDF après avoir été élu avec les voix du Front national, a lancé, vendredi 3 juillet à Montpellier, *« l'Union pour le Languedoc-Roussillon »* (ULR), mouvement fondé sur *« une nouvelle réalité politique régionale »*. Pour M. Blanc, *« ce n'est pas dans l'alliance artificielle des leaders nationaux que nous pourrons répondre aux attentes de ceux qui refusent le pouvoir socialo-communiste »*.

CARNET

DISPARITIONS

Errol Parker

Un singulier du jazz

RAPHAËL SCHECROUN, dit Errol Parker, pianiste, organiste, batteur, compositeur français, est né à Oran (Algérie), le 30 octobre 1925. Il se croit d'abord sculpteur, ne manque pas de talent, troque le ciseau pour le piano, gagne un concours amateur en 1946, fait partie des Bebop Minstrels, devient un des piliers du club Saint-Germain, joue et enregistre avec *Kenny Clarke, James Moody, Don* Byas et même Django, dirige pas mal de trios.

Quand l'orgue devient à la mode, son producteur, Daniel Filipacchi, lui dégote un pseudonyme : Errol Parker. Un peu comme si un écrivain choisissait de s'appeler *Honoré de Stendhal* : Errol par passion pour Garner, et Parker pour Parker. Ce qui n'était qu'un coup fit un tube, et le nom un peu ridicule s'imposa. Errol Parker récidive au piano dans un énorme succès public en 1963 (*Lorre*).

Il roule en Alfa (très Roméo, comme genre), s'offre un duplex avec verrière, un peignoir à initiales et des costumes Renoma, seul à savoir qu'il ne joue plus très bien, en raison d'un sus-épineux (le muscle long et mince qu'un tendon ficelle à l'omoplate) qui s'était fait la malle. En 1964, il se présente à Antibes. La critique continue de bouder. Comme il n'y a pas de fumisterie sans feu, il peut par éclats jouer comme un dieu. Ce que pensait de *lui Ellington, ou deux de ses* musiciens, un soir de mars 1967, Harry Carney et Paul Gonsalves, descendus faire le bœuf au Living Room. Le *Day by Day* qu'ils ont pris pendant quarante-cinq minutes sur un tempo d'enfer est inoubliable. Par chance, il n'y a ni *disque ni trace. Les (bons) critiques* de l'époque ne fréquentaient pas trop le Living Room.

Du coup, Errol Parker a pris ses cliques et ses claques, vendu l'Alfa spider 1600 décapotable, et s'est installé à New York. Où il gagne pas mal de galons, perd énormément d'argent, croise un régiment de filles et met au point une sorte de « funk » bitonal qui ne manque pas d'intérêt, vivote : tantôt fameux, tantôt disparu, illustre ou alors clochard, une vraie vie de singulier du jazz qui se prolonge en disques, sur sa marque Sahara, avec les valeurs montantes de l'époque (Graham Haynes, Steven Coleman). A la fin, il se consacre à la batterie et à la composition. Vient en France en 1994.

En lisant son autobiographie, *De bohème en galère* (Ed. Filipacchi, 286 p., 109 F.), on apprend enfin pourquoi, un temps, des trotteurs se sont appelés Coleman ou Rollins. C'est son cousin, Jean-Pierre Schecroun, fou de jazz et de chevaux, qui, au sortir de la Santé (faussaire génial, mais faussaire : *dura lex, sed lex*), dont il avait par parenthèse repeint la chapelle, les nommait ainsi avec lui, Raph Errol. Ce type de musicien est en voie d'extinction. Son curieux talent, autodidacte, authentique et voyou, aussi.

Francis Marmande

Francis Ambrière

Un érudit des lettres

LE JOURNALISTE et écrivain Francis Ambrière est mort mercredi 1er juillet, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

Né à Paris le 27 septembre 1907, il avait hésité entre deux carrières : celle des lettres et celle de la comédie. C'est ainsi que, parallèlement à ses activités d'enseignant, il écrivit dans les colonnes des *Nouvelles littéraires* aux côtés de Georges Charensol, et suivit les cours du Conservatoire dans la même classe qu'Edwige Feuillère. Optant pour la critique littéraire, il s'illustra en 1949 par une chronique consacrée à Curzio Malaparte, qui, s'estimant offensé, le provoqua en duel. Il publia en 1930 une petite biographie de Joachim du Bellay, et rapporta de ses années de captivité pendant la guerre un roman (*Les Grandes Vacances*) qui lui valut de recevoir le prix Goncourt 1940 (décerné en 1946).

Au lendemain de la Libération, il devint le directeur des *Guides bleus*, jusqu'en 1972, tout en assurant la présidence et la direction de l'« Université des Annales », fondée en 1883 par Adolphe Brisson et Yvonne Sarcey. Il fut également directeur de la revue *Connaissance du monde* de 1958 à 1969, vice-président de la Société des gens de lettres, vice-président du prix Albert-Londres de 1972 à 1989, et membre du jury Renaudot, dont il était devenu le doyen. Un temps critique dramatique, il publia en 1949 un essai, *La Galerie dramatique*, et signa en 1987 un ouvrage en deux volumes sur *Le Siècle des Valmore, Marceline Desbordes-Valmore et les siens*, ainsi qu'une étude sur *Mademoiselle Mars et Marie Dorval* (1992). Cet érudit des lettres était féru de vieux livres, éditions originales dénichées chez les bouquinistes. Il travaillait à un ouvrage sur le tragédien Talma. La plupart de ses livres sont publiés au Seuil.

Jean-Luc Douin

■ **RENATO CAPECCHI,** baryton italien, est mort, à Milan dimanche 28 juin. Il était âgé de soixante-quatorze ans. Né le 6 novembre 1923 au Caire, il fit ses débuts dans Amonesro d'*Aïda* à Reggio Emilia (Italie). Dès l'été 1949, Gabriel Dussurget, alors directeur du Festival d'Aix, l'imposait dans le rôle de don Giovanni dans l'opéra éponyme de Mozart. Le baryton devait incarner ce personnage avec une élégance et une profonde vérité, dans les décors et costumes de Cassandre. A Aix, il devait ensuite interpréter Guglielmo dans *Cosi fan tutte*, Figaro dans les *Noces de Figaro* de Mozart, l'*Orfeo* de Monteverdi en 1950 et encore don Magnifico de *La Cenerentola*, de Rossini, en 1983. Renato Capecchi chanta aussi au Festival de Glyndebourne, au Mai musical de Florence et sur les grandes scènes, à Milan, Vienne, New York, Buenos Aires, etc. Il y sera fêté, tout au long de sa carrière, pour ses compositions de Bartholo dans *Le Barbier de Séville* de Rossini, de Fra Melitone dans *La Force du destin* de Verdi, de *Falstaff* de Verdi et du sacristain dans la *Tosca* de Puccini.

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du vendredi 3 juillet sont publiés :

● **RATP :** un décret déclarant d'utilité publique les travaux pour l'ouverture par la RATP de la station Tolbiac-Nationale et de la réalisation d'un atelier provisoire de maintenance sur la ligne de métro Météor dans le 13e arrondissement de Paris.

● **EDF :** un décret nommant François Roussely président du conseil d'administration d'EDF (*Le Monde* du 26 juin).

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Le Doyen
et Mme Claude LECLERCQ
ont la joie de faire part de la naissance de leurs 2e et 3e petits-enfants,

Geneviève
et
Dimitri.

Stéphanie et Sebastian HOCKLIFFE
sont heureux d'annoncer la naissance de

Henry,

le 1er juillet 1998, à Paris.

Décès

– Le président de l'université Joseph-Fourier (*Grenoble-I*)
Et les membres du bureau,
Les personnels de l'UFR de mécanique *et du laboratoire Sols, solides, structures,*
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean-Paul BOEHLER.

– Le 2 juillet 1998,

Lucienne BOUTHIER,
née LATREILLE,

a quitté les siens, dans sa quatre-vingt-douzième année.

Les familles Bouthier, Rocher.

5 bis, rue Antoine-Chantin,
75014 Paris.

– Le président et les membres du bureau de la section Ile-de-France de la Société des ingénieurs diplômés par l'Etat
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jacques BURGGRAFF,
ingénieur diplômé par l'Etat
OST 1958,
ingénieur européen (DPE-EURING),
président honoraire
de la section Ile-de-France,

à l'âge de soixante et onze ans, des suites d'une longue maladie.

Ingénieur, humaniste, il a mis sa généreuse volonté au service de notre titre, facilitant son accès au plus grand nombre, et nous a tracé la voie de l'ingénieur citoyen.

« Deviens qui tu es. »

SIDPE Ile-de-France,
7, rue du Docteur-Paquelin,
75020 Paris.

Martine CITONY

nous a quittés dans la nuit du 16 au 17 mai 1998, dans sa quarante-cinquième année.

Sa famille a la profonde tristesse de faire part du décès, survenu aux Abymes (Guadeloupe).

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité, à Soucy (Yonne).

« Ta présence demeurera. »

– Gérard Reynaud,
Chantal Reynaud-Quaglio,
ses enfants,
Ses petits-enfants,
Son frère,
Sa famille,
Ses amis,
ont la tristesse de faire part du décès, à quatre-vingt-huit ans, de

Germaine GOFFARD,
couturière de talent.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité, dans la Marne.

– Le 28 juin 1998, à Barcelone, est décédée

Guillemette HUERRE-PORTER.

De la part de
Miquel Porter,
son époux,
Ses six enfants
et leurs familles,
Ses neuf frères et sœurs
et leurs familles.

– Estelle Leibovici,
sa mère,
Sasha, Roman, Florian, Dimitri et Alexis,
ses fils,
Sylvie Khaitzine,
Gérard et Solange Leibovici,
ses frère et belle-sœur,
Sandra et Raphaële Leibovici,
ses nièces,
Les familles Khaitzine, Traiman, Bodin et Claudon,

ont la douleur de faire part du décès de

Michel LEIBOVICI,

survenu le 30 juin 1998.

Les obsèques auront lieu le 6 juillet, à 15 h 15, au cimetière parisien de Bagneux.

Ni fleurs ni couronnes.

35, boulevard des Coteaux,
92500 Rueil-Malmaison.

– Sa famille,
Et ses amis,
ont la tristesse d'annoncer le décès de

Pierre NARDIN,

le 1er juillet 1998, à Aix-en-Provence.

– Le président, Marcel Bluwal,
Et les membres de la commission de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques,
font part de leur tristesse après la disparition de

Jean-Yves RAIMBAUD,

leur confrère, auteur et réalisateur.

Ils adressent à ses proches et à ses amis l'expression de leurs sentiments affectueux.

SACD,
11 *bis*, rue Ballu,
75009 Paris.

– Le Père provincial,
Ses Frères jésuites de Rouen,
Sa famille,
recommandent à vos prières

le Père André ROCHE s.j.
en ministère à Paris et à Lille
et, depuis 1963, à Rouen,

décédé vendredi 3 juillet 1998, dans sa quatre-vingt-treizième année.

Ses obsèques seront célébrées lundi 6 juillet, à 10 heures, en l'église Saint-Godard de Rouen (Seine-Maritime).

Pères jésuites,
12, place de la Rougemare,
76000 Rouen.

Anniversaires de décès

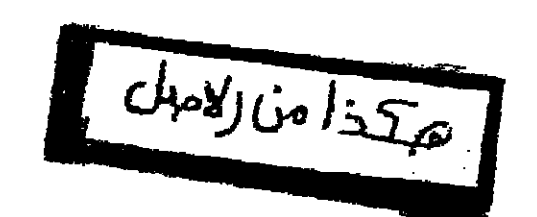
– 5 juillet 1990,

Jean-Pierre.

Huit ans déjà, la douleur est aussi violente, le souvenir aussi radieux de vie, d'amour et d'amitié.

Soutenances de thèse

– Le 18 juin 1998, Nicolas Monteillet a soutenu sa thèse de doctorat en anthropologie médicale à la Sorbonne-Paris-V : **« Un système et ses métamorphoses : histoire, thérapeutique et société dans le sud Cameroun. »** *Le jury,* composé des professeurs Warnier, Laburthe-Tolra, Pottier, Desurgy, lui a décerné la mention « très honorable » avec *ses félicitations* unanimes.



MAL-LOGÉS L'association Droit au logement (DAL), qui, jusqu'alors, s'en prenait essentiellement à la Ville de Paris et à ses sociétés immobilières, a décidé, il y a un an, d'engager un bras de fer avec les bailleurs sociaux. ● DAL, qui défend les mal-logés, cherche à obtenir le relogement de cent familles domiciliées à Paris. L'association multiplie dans cette intention les occupations d'organismes de logements sociaux. ● LA PLUPART DES FAMILLES concernées ont des ressources, mais elles sont d'origine étrangère et 40 % d'entres elles comptent plus de six membres, ce qui freine leur relogement, notamment dans Paris intra-muros. ● LE FORCING exercé par l'association sur les bailleurs sociaux a le mérite de poser des questions sur la gestion des attributions de logements HLM et sur le rôle de l'Etat et des organismes dans le traitement des dossiers dits prioritaires.

Droit au logement tente de faire pression sur les organismes HLM

Depuis un an, l'association multiplie les occupations afin d'obtenir le relogement de cent familles « ultra-prioritaires ». Malgré des ressources suffisantes, ces familles nombreuses, souvent d'origine étrangère, sont inscrites sur des listes d'attente depuis très longtemps

L'ASSOCIATION Droit au logement (DAL) est-elle en train de constituer une filière parallèle d'accès au logement social à Paris ? Les bailleurs sociaux de la capitale, qui font l'objet, depuis trois mois, des assauts répétés de l'association, en sont persuadés. Ils critiquent vivement les *« passe-droits »* dont bénéficieraient les familles soutenues par le DAL et l'appui que lui apporterait le secrétaire d'Etat au logement, Louis Besson.

Il est vrai que les occupations menées par l'association ont un certain succès puisqu'elles débouchent, presque à tout coup, sur la *« mise à disposition »* de quelques logements.

Le DAL choisit ses cibles avec soin. Le 25 juin, quelques militants et une dizaine de familles de mal-logés ont envahi le hall du premier groupe français de logement social, Immobilière 3 F, premier bailleur parisien (6 000 logements) après l'OPAC. Le 3 juin, c'était au tour de la SA d'HLM La Sablière de recevoir la visite des troupes de Jean-Baptiste Eyraud, porte-parole de l'association. Nul hasard là non plus : La Sablière (5 000 logements à Paris) est le troisième bailleur de la capitale mais c'est surtout une filiale de la SNCF. Or le ministre de l'équipement et des transports, Jean-Claude Gayssot, est aussi ministre du logement... Cette occupation a débuté deux jours avant les rencontres nationales du logement, pendant lesquelles Jean-Baptiste Eyraud a participé à la table ronde finale avec Louis Besson. Après treize jours d'occupation infructueuse, une *« médiation »* a été demandée au secrétaire d'Etat, qui a invité fermement la filiale de la SNCF à mobiliser cinq logements.

Inégalités de répartition des logements sociaux

PIERREFITTE-S-S. — VILLETANEUSE — GOURNAY-SUR-MARNE — VILLENEUVE-ST-GEORGES — SUCY-EN-BRIE

POURCENTAGE DE LOGEMENTS SOCIAUX : MOINS DE 20% — DE 20 À 30% — DE 30 À 40% — PLUS DE 40% — COMMUNES DE MOINS DE 10 000 HAB. (non représentatif)

En Ile-de-France, les logements sociaux représentent près du quart du parc de résidences principales (contre 16,5% au niveau national). Ils sont concentrés sur la première couronne (46,5 %), particulièrement au nord et à l'est. La grande couronne accueille 35,6 % de ces logements, Paris intra-muros 17,9 %. A l'intérieur d'un département, les écarts entre les communes sont considérables. Dans les Hauts-de-Seine par exemple, 70 % des résidences principales sont des HLM à Villeneuve-la-Garenne contre 5 % ou moins dans d'autres communes.

BRAS DE FER

Jusqu'alors, Droit au logement s'en prenait surtout à la Ville de Paris et à ses sociétés immobilières. Mais il y a un an, au congrès HLM de Lille – première sortie officielle de Jean-Claude Gayssot et de Louis Besson, récemment nommés au gouvernement –, l'association a commencé un bras de fer avec les bailleurs sociaux. Le DAL a alors fait irruption au congrès pour réclamer à l'Union nationale des fédérations d'organismes HLM le relogement de cent familles ultraprioritaires domiciliées à Paris. Louis Besson, qui venait d'abandonner la présidence du Haut Comité pour le logement des personnes défavorisées, a appuyé discrètement la requête. Après trois mois de flottement et quelques occupations supplémentaires, une vingtaine de bailleurs parisiens ont finalement accepté de discuter du cas des cent familles. L'Association des organismes de la région Ile-de-France (AORIF) s'est proposée comme médiateur.

Pourquoi vingt bailleurs seulement alors que l'AORIF en regroupe 140 ? *« Nous avons tenu à ce que la démarche reste fondée sur le principe du volontariat »*, explique le président de l'AORIF, Jean-Baptiste Combrisson. A l'exception de l'OPAC de Paris et de celui du Val-de-Marne, aucun office municipal de la première couronne parisienne n'a répondu à l'appel alors qu'elle concentre près de la moitié du parc social de la région. Jean-Baptiste Combrisson reconnaît que les bailleurs sociaux ont été *« un peu frileux »* à l'égard des *« familles difficiles »* soutenues par le DAL – sur les sept qui lui avaient été confiés, Logement français a ainsi retourné cinq dossiers jugés *« trop lourds »* – mais il évoque surtout la *« réticence considérable »* des élus qui président les offices municipaux. *« Plusieurs relogements se sont fait discrètement, au nez et à la barbe des maires »*, glisse même un responsable d'organisme.

Ces *« familles difficiles »* n'ont pourtant pas de gros problèmes de ressources, ce que reconnaissent les responsables d'organismes HLM. En revanche, elles sont toutes d'origine étrangère – en majorité africaine – et 40 % d'entre elles comptent plus de six personnes.

C'est, au dire des bailleurs, la difficulté majeure : ils invoquent l'absence de grands logements à Paris intra-muros, où les cinq pièces et plus représentent moins de 6 % du parc social, contre 7,5 % pour la région. La négociation avance cependant pas à pas à raison d'une réunion mensuelle à laquelle participent des représentants des familles. Huit mois après le premier rendez-vous, sur 98 ménages concernés, 31 ont signé un bail.

RESTER À PARIS

Seize ont cependant refusé les propositions qui leur étaient faites en banlieue. Ces ménages qui vivent pratiquement tous dans des pièces uniques, souvent insalubres, parfois dans des squats ou des hôtels meublés, veulent rester à Paris ou en proche banlieue. Certains ont refusé des logements situés en Seine-Saint-Denis ou aux confins du Val-de-Marne, ce qui a visiblement pris à contre-pied les responsables d'organismes HLM. Certains expriment sans détour leur agacement face à une exigence qu'ils trouvent *« inadmissible »* : *« On ne peut pas à la fois parler à tout bout de champ de mixité sociale et envoyer des familles déjà marginalisées ou socialement fragiles en grande banlieue »*, répond Jean-Baptiste Eyraud, le porte-parole du DAL.

La pression exercée par l'association sur les bailleurs sociaux a au moins le mérite de poser des questions sur la gestion des attributions de logements HLM, les rôles respectifs de l'Etat et des organismes dans le traitement des dossiers dits *« prioritaires »* et les marges de manœuvres réelles des uns et des autres. Les dossiers de ces ménages dans leur quasi-totalité, tous officiellement inscrits comme demandeurs de logement depuis au moins huit ans, n'avaient jamais fait l'objet d'une instruction véritable de la part de la Ville, de la préfecture ou des entreprises, qui sont chargées de proposer les candidatures aux organismes HLM. Bloqués à la source, ils n'avaient jamais été soumis aux commissions d'attribution des bailleurs.

Les bailleurs restent, en outre, évasifs sur le nombre de logements qu'ils attribuent en direct et sur les critères qu'ils appliquent à la gestion de cette « réserve ». Seuls les deux plus gros jouent véritablement carte sur table : selon son directeur général, Yves Laffoucrière, l'OPAC de Paris, qui dispose d'un patrimoine ancien, maîtrise en direct environ 40 % de ses 8 000 attributions annuelles. Quant au président d'Immobilière 3 F, Michel Ceyrac, il reconnaît que les attributions directes – suite notamment à l'abandon de leur droit de réservation par les entreprises – concerne 40 % des logements qui se libèrent tous les ans en Ile-de-France.

Le ministère du logement n'hésite pas à jouer les arbitres en faveur des mal-logés, mais il tarde à reprendre en main ou, au moins, à clarifier la gestion des contingents préfectoraux qui représentent le quart des logements, que ce soit dans les programmes neufs ou anciens. Dans l'entourage de Louis Besson, on reconnaît que, dans nombre d'offices, notamment dans la première couronne, l'Etat n'exerce plus son droit de réservation, qui a été abandonné aux élus depuis des années. Les responsables d'organismes HLM ont beau jeu, dans ces conditions, d'en appeler à la responsabilité de l'Etat, *« juge et partie dans cette affaire »*. Les discussions sur les 67 dossiers restants doivent se poursuivre en juillet.

Christine Garin

En attente depuis vingt-cinq ans

Lors du Conseil de Paris du 22 juin, Laure Schneiter, conseillère de Paris (écologiste), faisant allusion à l'occupation du siège de la Sablière par des militants de Droit au logement (DAL), a demandé au maire, Jean Tiberi, d'expliquer comment *« des familles* [pouvaient] *être en attente d'un logement social depuis vingt-cinq ans »*. Dans sa réponse, Michel Bulté, adjoint chargé du logement, a souligné que *« la Ville de Paris avait, en matière de relogement, des obligations réglementaires »*, citant les *« évincés d'opérations d'urbanisme »* et les *« familles dans lesquelles des enfants sont atteints de saturnisme »*.

« Il convient de préciser, **a t-il poursuivi,** ***que les dossiers les plus anciens correspondent dans un certain nombre de cas à des situations ne présentant pas un caractère d'urgence. Il s'agit en particulier de personnes propriétaires de leur logement, de locataires du parc social souhaitant obtenir un logement exclusivement dans l'immeuble où ils résident déjà, ainsi que de locataires occupant des logements du parc privé (...). Ces demandeurs renouvellent chaque année leur inscription au fichier afin de conserver l'ancienneté de leur demande de logement. »***

Initiative franco-italienne sur la culture classique

SIENNE
de notre envoyé spécial

Claude Allègre et Luigi Berlinguer, ministres français et italien de l'éducation ont adopté, jeudi 2 juillet à Sienne, en Toscane, une déclaration commune afin de développer la culture classique, *« fondement d'une renaissance de l'Europe »* et de préserver un *« patrimoine historique et linguistique aux racines communes »*. Le texte a été ratifié le même jour, lors d'une rencontre privée, par le premier ministre, Lionel Jospin, et son homologue Romano Prodi, qui s'étaient donné rendez-vous pour assister à la fête locale du Palio.

VALEURS COMMUNES

Cet axe privilégié entre la France et l'Italie est l'un des premiers prolongements du colloque organisé à l'occasion du 800e anniversaire de la Sorbonne à Paris (*Le Monde* des 25 et 26 juin). Au cours de cette rencontre, les ministres de l'éducation d'Allemagne, de France, de Grande-Bretagne et d'Italie avaient évoqué la nécessité de construire une *« Europe de la culture et de la connaissance »* face à celle de l'euro et de la monnaie. Les deux pays, qui *« ont besoin de réaffirmer des valeurs communes qui leur viennent de l'Antiquité grecque et latine »*, selon M. Berlinguer, ont décidé de mettre en œuvre des initiatives destinées à *« poursuivre et encourager l'enseignement et l'apprentissage des disciplines qui maintiennent en vie l'héritage de notre tradition »*.

En Italie, cette proclamation accompagne la réforme du système éducatif qui, outre la prolongation de l'école obligatoire de quatorze à seize ans, met l'accent sur l'enseignement scientifique et technique. Pour sa part, la France s'inquiète de la *« dilution des études classiques »* qui se traduit par la faiblesse des inscriptions d'étudiants à l'université. *« Si l'on n'y prend garde,* a indiqué M. Allègre, *le grec ne sera plus enseigné dans quelques années, faute d'enseignants. »* Fort de ce constat, le ministre envisage de regrouper dans des sites d'*« excellence »* les formations classiques disséminées dans les universités pour des effectifs dérisoires. Selon lui, il est préférable de privilégier l'étude des auteurs et des textes classiques dans l'enseignement de la littérature et du français plutôt que d'encourager l'étude du latin et du grec au collège et au lycée au profit d'une élite restreinte.

Sans vouloir les opposer, les deux ministres estiment nécessaire de *« rééquilibrer »* le développement de la culture scientifique et technique au profit des « humanités ». Plusieurs pistes de travail ont été proposées qu'un comité de suivi paritaire sera chargé de mettre en œuvre. Les deux pays envisagent de créer un site Internet, de relier les banques de données réciproques sur les études classiques et de favoriser la réalisation de logiciels éducatifs. Ils souhaitent associer à cette entreprise *« tous les pays qui partagent cet héritage culturel »*.

UNIVERSITÉ « SANS MURS »

Ils ont aussi annoncé la création d'une université franco-italienne *« sans murs »*, dont la *« tête de réseau »* pourrait être basée à Grenoble et à Turin. Plusieurs chaires de professeurs invités seront proposées ainsi que des bourses d'échanges pour les thésards. Tout en reconnaissant que l'anglais fait partie de la culture de base, ne serait-ce que pour l'utilisation des ordinateurs, Claude Allègre souhaite éviter enfin *« qu'Oxford ne devienne le centre de la latinité »*. Une raison supplémentaire, selon lui, pour développer l'enseignement des langues vivantes, et notamment de l'italien en France et du français en Italie.

Michel Delberghe

Accord entre « Libération » et Michel Codaccioni

LE PRÉSIDENT du tribunal de grande intance de Paris, Jean-Marie Coulon, examinait, vendredi 3 juillet, l'assignation en référé, par *Libération*, du journaliste Michel Codaccioni et des éditions Albiana. Le quotidien reproche au directeur de Radio Corse Frequenza Mora et correspondant du *Monde* à Bastia de l'avoir diffamé dans son livre *Corse, assassinat d'un préfet*, dans lequel *Libération* est accusé d'avoir participé à une manipulation conduisant à l'assassinat du préfet Erignac, le 6 février à Ajaccio.

Dans ses éditions de lundi 29 juin, *Libération* avait publié un article récusant point par point la thèse soutenue par Michel Codaccioni. Ce dernier affirmait que *Libération*, en publiant, avant la mort de Claude Erignac, deux communiqués du groupe Sampieru, aurait *« signé l'acte de naissance du principal instrument nécessaire à la manipulation, qui comprenait aussi, à terme, l'assassinat du préfet »*.

Le 2 juillet, *Libération* publiait une lettre d'excuses de Michel Codaccioni dans laquelle il affirmait qu'il s'était *« trompé »*. « Libération, écrivait-il, *n'a pas publié les communiqués "Sampieru" avant l'assassinat du préfet Erignac, et il n'a donc pas participé à l'entreprise de désinformation que je dénonce dans mon livre. »*

A l'audience, Me Henri Leclerc, avocat de *Libération*, a pris acte des excuses de Michel Codaccioni. *« Il n'y a rien de plus grave que le drame que connaît* Libération *et son journaliste Guy Benhamou* [spécialiste des questions corses], *victimes d'accusations violentes, provenant d'un journaliste réputé sérieux »*, a expliqué l'avocat, qui a cependant *« salué, quel que soit le préjudice subi, la reconnaissance d'une faute, un comportement peu fréquent dans la presse »*. *« Il est donc possible de sortir d'une affaire de diffamation par le haut »*, a-t-il souligné. Me Yves Baudelot, avocat de Michel Codaccioni, a lui aussi estimé qu'il était *« rare, dans la presse, de reconnaître de façon aussi éclatante une erreur commise »*.

Les deux avocats ont ensuite fait état de l'accord qu'ils ont conclu, Michel Codaccioni s'engageant à suspendre la diffusion de son livre, tiré à 2 034 exemplaires, pour y insérer un encart. Le journaliste devra également faire publier un rectificatif dans deux quotidiens et un hebdomadaire corses, et supprimer les passages erronés de son ouvrage dans les prochaines éditions.

Les avocats ont demandé au tribunal de trancher le montant de l'astreinte par exemplaire vendu sans correctif, ainsi que le montant de l'insertion dans les journaux corses. *Libération* demande 30 000 francs par insertion, une somme jugée *« excessive »* par la défense. Décision lundi 6 juillet.

Cécile Prieur

HORIZONS

PORTRAIT



ANDRÉ RAU/SYGMA

Oliviero Toscani, l'âme damnée de Benetton

Ses campagnes intriguent, dérangent ou scandalisent. Alchimiste de l'information-communication, il a choisi de parler du monde pour forger l'image d'une « entreprise antiraciste, moderne, qui ouvre la discussion sur des faits de société ». Paradoxe ou provocation, ce publicitaire, qui méprise la photo d'art, sera l'invité des Rencontres d'Arles

C'EST beau la vie quand on s'appelle Oliviero Toscani et que l'on peut s'en remettre à son protecteur, Luciano Benetton, pour réaliser ses rêves et ses caprices. Dix ans que cela dure ! Dix ans que le photographe italien façonne l'image du prince du textile et du pull coloré. Dix ans que ce Milanais fort en gueule affiche sur les murs de la planète, publie dans les journaux du monde entier, punaise dans les vitrines de sept mille boutiques des campagnes publicitaires qui intriguent, dérangent, scandalisent. Font jaser.

Elles font parler d'elles parce qu'il n'est pas question de qualité du tricot, de résistance de la maille, de variété des coloris ou de coupe du tissu. Mais de confrontation entre un logo – United Colors – et des faits de société. Des fesses tamponnées HIV Positive, des sexes d'hommes et de femmes, un rabbin qui embrasse sur la bouche une nonne, une femme noire allaitant un bébé blanc, un nouveau-né recouvert de placenta et retenu par le cordon ombilical – Toscani en a fait une carte de visite –, le treillis ensanglanté d'un cadavre à Sarajevo.

« Je n'ai jamais dit non à Oliviero », reconnaît d'une voix morne Luciano Benetton, qui reçoit en pull-over à la villa Minelli, superbe demeure plantée dans le gazon, au cœur de ses usines, à Ponzano, près de Trévise. Avant de trahir un léger sourire : *« Je m'amuse avec Oliviero parce que nous ne parlons pas de nous mais de ce qui se passe autour de nous. »* Ce patron plutôt réservé a même posé nu pour favoriser la collecte par la Croix-Rouge de vêtements usés – renforçant l'image sulfureuse de Benetton.

Exubérant et séducteur – l'antithèse de son patron –, Toscani confirme : *« Ponzano, c'est la Renaissance. Et Luciano est mon Laurent de Médicis. »* Et de conclure ce conte de fées : *« Je suis l'homme le plus chanceux au monde. »*

« J'ai défini quatre thèmes communs à l'humanité : le sexe, la religion, la race, la vie et la mort. Toutes mes affiches tournent autour de ça »

Il en a tellement, de la chance, qu'une bonne étoile semble l'accompagner : *« J'ai six enfants, j'ai pu aimer à une époque où il n'y avait pas le sida, j'ai beaucoup voyagé, j'ai habité New York, j'ai trouvé la femme idéale, je suis grand-père, j'ai connu les années 60, la minijupe, le rock'n'roll et j'ai assisté à un concert des Beatles. »*

Et puis il y a sa ferme toscane : 150 hectares qui dominent la mer, cinq mille oliviers, une huile d'olive qu'il produit – *Olio Vero Toscano di Oliviero Toscani* –, une soixantaine de chevaux américains Appaloosa, parce que, quand il était jeune, il aimait beaucoup les Indiens. *« Pour moi, le paradis est sur terre. »*

Toscani est devenu le gourou de Ponzano. Outre la communication, Luciano Benetton lui a offert le magazine *Colors* et une école d'arts visuels – la Fabrica – abritée dans un élégant bâtiment restauré par l'architecte Tadao Ando, à quelques kilomètres des usines, qui accueille une vingtaine d'étudiants du monde entier, tous pris en charge par l'entreprise.

« Les gens ne comprennent pas ma relation avec Luciano, dit Toscani ; *quand je suis à Ponzano, j'ai une chambre chez lui. On vit comme deux vieux. »* Entre eux, il n'y a pas d'écran ; ni surtout son pire ennemi, le publicitaire traditionnel – *« Je me suis débarrassé de ces monstres qui vendent du mensonge »* –, qu'il épingle dans un livre au titre clair : *La publicité est une charogne qui nous sourit.*

Oliviero Toscani a pourtant commencé par « vendre » la chaussure Bata ou le soutien-gorge Scandale. *« J'ai fait des milliers de pages de mode et la première couverture d'*Elle *avec Claudia Schiffer »*, claironne ce provocateur dans l'âme, qui, pour Prénatal, n'a pas hésité à photographier un bébé nu, telle une dinde de Noël, gisant sur le dos dans une assiette. Son premier scandale ? En 1973 pour les jeans Jesus : *« J'ai montré un beau cul de femme portant le jean avec l'inscription "Qui m'aime me suive". Tout le monde m'est tombé dessus. Sauf Pasolini qui a pris sa plume pour me défendre. »* Il fallait une complicité sans faille pour que le tandem Benetton-Toscani aille jusqu'à modifier, en 1988, le nom d'une marque qui marchait fort. L'industriel souhaitait donner un ton plus international. Le publicitaire cherchait autour du thème de la différence. Il prend à Paris des photos de gamins dans la rue, de toutes origines. Un représentant de l'Unesco, devant les images, leur dit : *« C'est United Colors of Benetton. »* Bingo. *« Evidemment, les publicitaires du groupe ont hurlé »*, se souvient Toscani. Ces photos d'enfants de toutes les couleurs – qui peuvent renvoyer aux coloris vifs des pulls – étaient encore *« de la publicité qui donnait bonne conscience »*, dit Toscani. Progressivement, il s'éloigne du produit.

EN 1989, une femme noire donne le sein à un bébé blanc – mais elle porte encore un pull-over rouge. Arrive la guerre du Golfe, en 1991. Luciano Benetton veut réagir. Toscani lui propose l'image du cimetière de guerre avec des milliers de croix blanches. Premières polémiques, premières censures. Suivront d'autres affiches dont le point ultime sera la récupération de photos de presse, estampillées United Colors, qui renvoient au sida, à la guerre, à la mafia, à la pollution, au racisme, aux réfugiés…

Oliviero Toscani reconnaît qu'il ne fait aucune différence entre information et communication. Il a un avis sur tout. Sauf sur la qualité des produits Benetton. Il préfère parler du monde pour forger l'image d'*« une entreprise antiraciste, moderne, qui ouvre la discussion sur des faits de société »*. Pour cela, Oliviero Toscani délivre une lecture universelle du monde, n'aborde que la surface des choses au moyen de stéréotypes intelligibles à Paris, La Havane, Rome, Tokyo, Pékin ou Los Angeles. *« J'ai défini quatre thèmes communs à l'humanité : le sexe, la religion, la race, la vie et la mort. Toutes mes affiches tournent autour de ça. »* Toscani aime aussi rappeler qu'il *« collecte nos peurs : maladie, vieillesse, étrangers, guerres, médecine, consommation, pollution, sida, sang, mort. »* Les campagnes Benetton parlent de ces peurs. Elles portent le tampon United Colors comme garantie de qualité et de rédemption.

Evidemment, les critiques – et quelques procès en prime – se sont accumulées : démagogie, populisme, indécence, provocation, récupération mercantile de la douleur des gens. Toscani, souvent traité de mégalomane et de cynique, s'emporte, parle d'*« hypocrisie »*, dit qu'il montre *« la réalité en face »*, tandis que Luciano Benetton reste mesuré et engrange les dividendes. Mais leur ligne de défense est la même : *« Benetton ne fait pas fabriquer un seul pull à un enfant indochinois. Tout est fabriqué à Ponzano, un peu en France et en Espagne. Sinon, nos affiches seraient indéfendables. »*

A force de dire que tout le monde ressemble à tout le monde, de gommer les hiérarchies, de comparer ce qui n'est pas comparable, de réduire des faits complexes à des stéréotypes, Toscani a fini par créer un Homme lisse, un mutant universel et sans personnalité propre. Il nie l'individu, préférant montrer une « Famille de l'Homme » pour reprendre le titre d'une exposition mythique de l'immédiat après-guerre et dont il a tiré des épreuves pour une présentation en Suisse quand il était étudiant.

Un nouvel Homme qui, finalement, lui ressemble. Ce grand gaillard de cinquante-six ans, qui porte la barbe et des lunettes violettes, la veste et le jean, qui fait pétiller ses yeux pour séduire son interlocuteur et se décrit comme *« ni de droite ni de gauche mais radical-libertaire »*, a-t-il encore une notion du temps et de l'espace ?

Il n'a pas de bureau à lui – *« Je m'installe où il y a de la place »*. Les décors où il évolue sont dépouillés et impersonnels. Les murs sont blancs. Cette étoile filante arbore une note de *« 100 000 dollars d'avion par an »*. Et encore, il sillonne l'Italie en voiture, sa Mercedes affichant 60 000 kilomètres par an. Il se lève à 4 h 30 en Toscane, va voir ses chevaux, et se retrouve à 9 heures en Vénétie après avoir traversé la moitié du pays. Les vacances ? *« Jamais, c'est un vide mental. »*

La force de son univers visuel vient d'une double influence aussi contraire que le feu et l'eau : l'émotion de la photo de presse et la neutralité ambiguë du document qu'il a adoptée durant ses études à l'Ecole des arts appliqués de Zurich où on lui a enseigné la nouvelle objectivité allemande des années 20-30. Le premier ingrédient vient de son père, reporter-photographe au quotidien *Il Corriere della sera*. Oliviero Toscani portait les tirages encore mouillés au journal avant de les découvrir imprimés dans l'exemplaire que brandissait son instituteur. *« J'ai gravé dans ma mémoire le cliché de la pendaison de Mussolini pris par mon père. »*

Se définissant comme un *« analphabète moderne »*, Toscani ne lit pas de livres, déteste la télévision – *« C'est pire que la bombe atomique, un désastre pour les têtes »* –, mais il dévore des dizaines de journaux.

Sa passion pour l'actualité le pousse à l'associer à ses affiches, mais aussi à faire poser pour ses catalogues des Palestiniens à Gaza et des Siciliens en terre mafieuse. Mais plus que le contenu informatif, c'est le sentiment généré par le visuel associé à la marque Benetton qu'il recherche : douleur, haine, compassion…

Toscani aime tellement les journaux que Luciano Benetton lui en a offert un : *Colors*. Un magazine sur papier journal, en couleurs, publié en une dizaine de langues dans une soixantaine de pays. *Colors* parle évidemment de tout : les animaux, les migrations, la race, la rue, le sida, la religion, le sport, le voyage, le paradis, la guerre, le travail, le shopping pour le corps…

On y retrouve un concentré de philosophie « toscanienne » : parler de l'actualité à travers des aventures humaines, entrechoquer toutes sortes de valeurs sans hiérarchie aucune, répondre à toutes les questions le plus simplement et le plus crûment possible, y ajouter une dose de soufre, et c'est comme ça que l'on apprend quels soutiens-gorge portent les religieuses et quels sont les meilleurs dieux sur le marché.

Ce sens de la provocation est servi par une esthétique photographique proche du Photomaton : portraits frontaux, précision clinique, fond blanc ou neutre. *« Pour susciter le débat, il faut que l'image soit le plus dépouillée possible*, explique Toscani. *La meilleure est celle des fils de fer barbelés sur fond blanc. Aucun détail ne vient brouiller le message. Mon souhait, ce serait d'arriver à sortir une image d'un catalogue de bricolage et d'en faire un message politique. »*

« Mon souhait, ce serait d'arriver à sortir une image d'un catalogue de bricolage et d'en faire un message politique »

LES portraits qu'il réalise pour les catalogues Benetton sont également plats, mais le contexte de prise de vue leur donne du sel puisqu'ils sont réalisés sur des lieux d'actualité, suivant un « casting sauvage » : des Chinois en Chine, des Palestiniens à Gaza. Toscani joue aussi sur la démesure en accumulant les photos d'identité.

Il vient par exemple de dresser un portrait de la ville de Livourne : mille personnes photographiées par jour pendant dix jours, qui seront affichées dans la ville. Evidemment, Oliviero Toscani méprise les photographes *« qui font de l'art et sont coupés du monde »*, préférant produire *« l'image de l'époque »*. Il dit ne pas conserver des archives et trouve *« ridicule le fétichisme des tirages d'artistes »*, qu'il assimile à des *« reliques »*. On ne trouve pas du Toscani en galerie. *« Galeries de frustrés. C'est un complexe de la vieille peinture. »* Toscani préfère l'image imprimée, tramée, photocopiée, agrandie sur ordinateur, multipliée à l'infini, maltraitée, associée à des mots, des titres. L'image non pas comme objet de contemplation mais de communication.

S'il y a un lieu que Toscani trouve ridicule, c'est Arles, qui accueille depuis plus de vingt ans, chaque début du mois de juillet, les Rencontres internationales de la photographie. *« Arles est plein de frustrés, de fondamentalistes de la photo, d'ânes qui se frottent entre eux. Moi, mes photos sont dans la rue, donc dans le plus grand musée du monde. »*

Toscani est pourtant cette année l'invité de marque du festival d'Arles. La rencontre s'annonce cocasse, voire musclée, dans la soirée du lundi 6 juillet, au Théâtre antique. Pendant deux heures, et face à trois mille personnes, il va parler de son *« métier de photographe »* et projettera sur l'écran géant uniquement des images imprimées ou affichées. *« La photo n'a de sens que si elle est liée au monde et à l'industrie. Warhol l'a bien compris, et Mozart était plus commercial que Madonna ! »*

Ce n'est qu'un des paradoxes du personnage : Toscani déteste la photo d'art mais il est un des rares photographes a avoir bénéficié d'une grande exposition à la Biennale d'art contemporain de Venise, à Sao Paulo, au Musée d'art contemporain de Lausanne…

En fait, ce personnage un brin mégalomane, qui a raconté sa vie et son travail dans *Ciao Mamma*, veut être partout. C'est un proche qui le dit : *« Oliviero pourrait imprimer ses images sur des poubelles comme dans la chapelle Sixtine. »*

Michel Guerrin

Les Etats-Unis débarquent à Cuba

Il y a un siècle, Washington chassait les Espagnols de La Havane et s'installait aux Philippines. Sortis tout juste de la guerre de Sécession, les Américains tournèrent le dos au principe de neutralité proclamé par George Washington. L'Amérique impériale était née

« Nous avons désormais à faire face à une étrange destinée, le goût de l'empire chez un peuple est comme le goût du sang pour les animaux de la jungle. Cela veut dire une politique impériale, une république renaissante prenant sa place au milieu des nations en armes », écrivait le *Washington Post* dans un éditorial, en 1898, au lendemain de la victoire écrasante des Etats-Unis face à la puissance espagnole déclinante. La guerre hispano-américaine, au terme de laquelle l'Espagne céda – selon les termes du traité de Paris conclu le 10 décembre 1898 – Cuba, Porto-Rico et les Philippines, signait l'entrée des Etats-Unis dans le club des puissances impérialistes et expansionnistes. Forte de seulement 80 millions d'habitants à la fin du XIX[e] siècle, l'ancienne colonie britannique se préparait à devenir ce qu'elles sera au XX[e], la première puissance mondiale.

Par contraste, la modeste présence des Etats-Unis sur la scène internationale à la fin du siècle dernier confirmait le repli sur soi d'un jeune pays, centré sur lui-même après avoir atteint ses limites territoriale en 1848, après la guerre contre le Mexique. Entre l'évacuation des Français de Mexico en 1867, sous la pression des Etat-Unis, et l'explosion du croiseur américain *Maine* dans la rade de La Havane en 1898, peu d'événements avaient émaillé la politique extérieure de Washington. Et les Etats-Unis assistaient en spectateurs frustrés à l'expansion impérialiste de la dernière décennie du XIX[e] siècle. La partition de l'Afrique était en cours tandis que la Chine était dépecée au mieux des intérêts des grandes puissances européennes.

Bref, à la veille de la guerre hispano-américaine de 1898, les Etats-Unis *« étaient en train de devenir une vraie puissance mondiale, avec un grand intérêt dans la paix, l'ordre et la prospérité »*, selon les historiens américains Allan Nevis et Henry Steele Commager. La proximité de Cuba en faisait un prolongement naturel des Etats-Unis dans l'imaginaire américain. La perspective d'un canal transocéanique en Amérique centrale donnait à l'île une position stratégique de premier plan. Enfin, sa richesse économique (sucrière, entre autre) était largement aux mains des industriels et des capitaux américains.

Mais à ces éléments s'ajoutaient les ravages provoqués dans l'opinion américaine par le spectacle des répressions sanglantes menées par les Espagnols à Cuba, dont le gouvernement local corrompu et tyrannique s'opposait finalement aux intérêts de Washington.

Au cours de ces années, la guérilla et son héros José Marti (tué dans une embuscade en 1895) multipliaient les opérations contre le pouvoir local. A cette époque – et ce qui se passe depuis 1959 en rend le souvenir piquant –, les révolutionnaires cubains lançaient des Etats-Unis leurs expéditions militaires. L'Espagne en était réduite à adresser de vaines protestations à Washington.

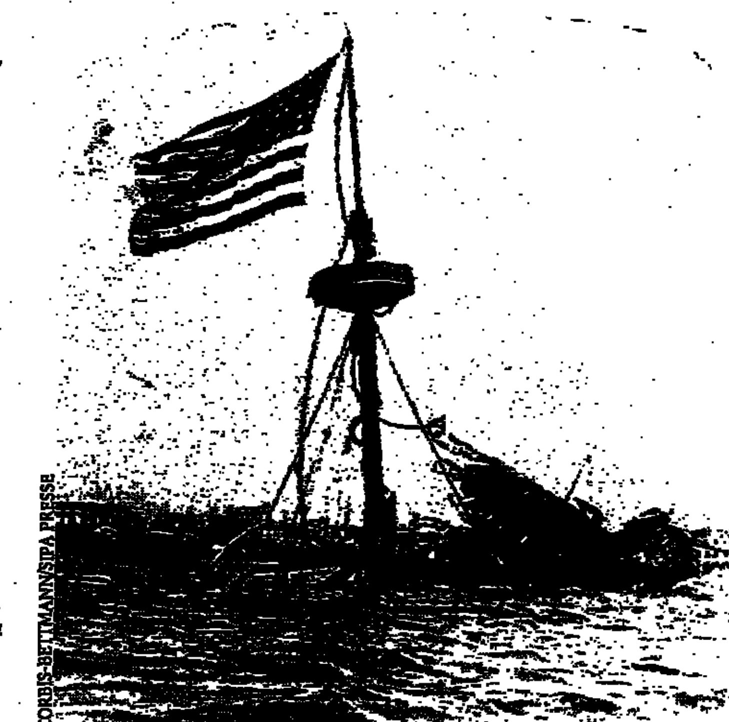
Les désordres dans l'île avaient des effets négatifs sur l'économie même des Etats-Unis, qui avaient investi à cette époque environ 50 millions de dollars en capital, alors que le commerce avec l'île atteignait 100 millions de dollars par an.

La répression s'exerçait également sur des citoyens américains résidant à Cuba. Elle atteignit son apogée en 1896. Les Espagnols ouvrirent des camps d'internement où femmes, enfants et vieillards cubains moururent comme des mouches. Au cours des années 1897-1898, environ 200 000 personnes y périrent. Le consul américain sur place faisait état de 400 000 femmes et enfants réduits à l'état de bêtes sauvages.

Les comités révolutionnaires cubains, influents à New York, instillèrent chez les Américains une authentique indignation et contribuèrent, au fil du temps, à créer un fort courant de sympathie envers ces Cubains en lutte pour leur indépendance. La répression menée par les Espagnols fut un facteur aggravant qui décida les Etats-Unis à agir.



Le premier corps expéditionnaire américain, d'environ 15 000 hommes, débarqua sur l'île des Caraïbes le 20 juin.



Une explosion à bord du cuirasser « Maine », dans la rade de la Havane le 15 février 1898, servit de prétexte à l'intervention américaine.

CORBIS-BETTMANN/SIPA PRESSE

Après diverses tentatives diplomatiques, l'occasion d'une intervention américaine fut fournie par l'explosion du cuirassier américain *Maine* dans la rade de La Havane, le 15 février 1898. Même si l'origine de cette explosion fut accidentelle (une déflagration dans les chaudières), les Etats-Unis le présentèrent à l'époque comme un acte d'hostilité.

Le 11 avril, le président McKinley demandait une intervention militaire au Congrès ; le 19, il autorisait le recours à la force pour libérer l'île et, deux jours plus tard, le blocus de Cuba par les Américains était effectif. L'Espagne, après avoir espéré en vain un soutien des puissances européennes, s'aperçut qu'elles étaient soucieuses de préserver leurs intérêts économiques en ne s'aliénant pas la jeune puissance du Nouveau Monde. Madrid déclara la guerre à Washington le 24. Les Etats-Unis répondirent le 29, dans un climat d'euphorie belliciste.

Très vite, toute la presse et l'opinion américaine se révélèrent enthousiasmées par ce qui fut qualifié de *« splendid little war »*. Pour expliquer en partie cet accès de bonheur, des commentateurs avançaient que *« la guerre allait guérir les blessures de la guerre civile, de la race et de la géographie »*.

Les combats contre les Espagnols commencèrent non pas à Cuba mais, à des milliers de kilomètres de là, aux Philippines, alors sous domination de Madrid. Le 1[er] mai 1898, la flotte espagnole fut détruite dans la rade de Manille. Elle était composée de vieux bateaux en bois alors que les Américains disposaient de bâtiments en acier. La guerre proprement dite ne dura que dix semaines et le premier corps expéditionnaire américain, d'environ 15 000 hommes, ne débarqua sur l'île des Caraïbes que le 20 juin.

Les combats furent alors acharnés et les Américains n'en forcèrent l'issue qu'avec la destruction le 3 juillet de la flotte espagnole, dans le port de Santiago. La ville tomba et les Espagnols capitulèrent le 17.

Jusqu'à cette guerre, les Etats-Unis s'étaient abstenus de toute intervention hors de leurs frontières. Cette première victoire, si aisée, les grisa. Ils venaient de rompre avec les principes de la stricte neutralité, définis par George Washington, à laquelle le pays, tout juste sorti de la guerre civile et de la conquêtes de son propre territoire, entendait se conformer face aux autres puissances.

Dans son message d'adieu en 1796, Washington avait écrit : *« L'Europe a des intérêts qui ne nous concernent aucunement ou qui nous ne touchent que de très loin (...). Quand nous aurons pris des mesures propres à faire respecter notre neutralité, les nations étrangères ne se hasarderont pas légèrement à nous provoquer. »* Il en concluait que les Etats-Unis ne devaient s'encombrer d'aucune alliance permanente.

Les années 1820 avaient vu se préciser les menaces d'intervention européenne en vue de secourir l'Espagne empêtrée dans ses colonies américaines. Ces menaces, autant que celles exercées par la Russie sur les côtes pacifiques, conduiront le président Monroe à préciser les principes de la politique extérieure des Etats-Unis. Dans un message au Congrès, en 1823, il réaffirmait la position de neutralité des Etats-Unis énoncée par George Whashington, mais il l'étendait à l'ensemble du continent américain. *« Nous ne voulons pas,* déclarait-il, *nous immiscer dans les querelles des puissances européennes, la neutralité nous paraît un devoir. »* Il précisait en même temps que les puissances européennes *« ne doivent pas intervenir aux dépens de colonies qui ont proclamé leur indépendance. Aux Européens le Vieux Continent, aux Américains le Nouveau. »* Pour ne pas avoir pris la mesure de cette volonté des Américains de ne plus tolérer d'ingérence sur leur continent, l'Espagne paya un prix élevé.

La guerre hispano-américaine marqua un tournant dans l'histoire des Etats-Unis parce que c'était la première fois que la jeune nation s'engageait dans une intervention hors de ses frontières, mais surtout parce qu'elle appliquait à la lettre la doctrine Monroe. Les Etats-Unis y prirent goût, comme si les anciennes colonies révoltées contre la domination britannique avaient gardé une fascination secrète pour l'arrogance des aventuriers coloniaux, dont la fin du XIX[e] siècle fut si riche.

« Nés eux-mêmes d'une révolte de colonies contre une métropole, les Etats-Unis étaient restés constamment fidèles au principe suivant lequel un peuple libre a le droit de se gouverner lui-même »

La question des Philippines n'était qu'une annexe de la question cubaine, même si elle fut le théâtre de la première humiliation espagnole dans la rade de Manille.

Après la victoire facile contre l'Espagne sur le continent américain, le désir de se ménager à peu de frais une porte d'entrée sur le marché chinois embourba les Américains dans un conflit autrement plus long en Asie, où l'armée américaine affronta pendant quatre années une rébellion.

« Nés eux-mêmes d'une révolte de colonies contre une métropole, les Etats-Unis étaient restés constamment fidèles au principe suivant lequel un peuple libre a le droit de se gouverner lui-même. C'est tout ce qui fondait la différence entre l'expansion territoriale américaine et l'impérialisme colonial des nations européennes », analyse l'historien Yves-Henri Nouailhat. Mais leur conquête des Philippines coûta cher aux Etats-Unis. 200 000 à 300 000 soldats américains y furent envoyés et près de 5 000 d'entre eux y moururent dans ce qui fut davantage une sanglante guérilla qu'une guerre aux objectifs militaires clairement identifiés. Au final, les Américains se rendirent coupables des mêmes atrocités que les Espagnols à Cuba. Les Etats-Unis en tirèrent les conséquences.

A l'expansionnisme militaire, ils préférèrent désormais des formes de domination commerciale et industrielle moins coûteuses, avec la complicité de gouvernements locaux fantoches dont l'histoire du XX[e] siècle regorge, en particulier en Amérique latine.

Cuba entra donc dans une époque de dépendance économique directe, parsemée d'interventions militaires et d'opérations de maintien de l'ordre. C'est ce quasi-protectorat américain et son illusion de gouvernement indépendant qui furent balayés par la révolution castriste de 1959.

Alain Abellard

★ « A Pocket History of the United States », d'Allan Nevins et Henry Steele Commager, Washington Square Press, 1976.
★ « Les Etats-Unis et le monde au XX[e] siècle », d'Yves-Henri Nouailhat, Armand Colin, 1997.

1998, Washington ne fait plus la loi en Amérique du Sud

Un siècle après la conquête de Cuba et l'affirmation politique et militaire d'une « Amériques aux Américains », les Etats-Unis rêvent d'un grand marché qui, de la Terre de Feu à l'Alaska, serait l'incarnation du panaméricanisme du XXI[e] siècle. Bill Clinton en a lancé l'idée en 1994 à Miami, lors du premier sommet des Amériques, qui réunissait tous les pays du continent, à l'exception de Cuba. Il a vérifié en juin dernier, lors de la deuxième édition de ce sommet à Santiago, que les pays du continent s'engageaient dans cette négociation sans pour autant s'en remettre à la toute-puissance de Washington.

Ils ont, tout au plus, accepté le principe de discussions pour la mise en place d'un tel marché, mais en posant leurs propres conditions. Ils s'engagent dans les négociations, non pas seuls, mais en tant que pays membres de groupements régionaux, comme le Mercosur, qui regroupe les pays du cône Sud (Brésil, Argentine, Uruguay, Paraguay) ; ils refusent de conclure des accords séparés mais exigent *« une négociation globale »*.

Enfin, ils se placent dans le cadre multipolaire, celui de l'économie de cette fin de siècle, et conduisent les mêmes négociations avec les autres marchés, telle l'Union européenne (UE). Comme les jeunes Etats-Unis il y a un siècle, les pays de l'Amérique latine ont pris conscience au cours de cette décennie de leur potentiel, de leur puissance et des perspectives qui s'ouvrent à eux. Leur commerce avec le reste du monde s'est accru de plus de 12 % par an depuis 1989, alors que la croissance du commerce interne à la région a été supérieur à 16 % par an.

Les dirigeants des pays latino-américains savent, après en avoir fini au cours des années 80 avec les régimes dictatoriaux et des inflations homériques, que, malgré les difficultés auxquelles ils sont confrontés, ils peuvent aujourd'hui discuter *« sur un pied d'égalité avec les autres puissances »*. Cela a été particulièrement sensible lors de la visite officielle du président américain, Bill Clinton, au Brésil en octobre 1997.

Venu plaider en faveur de l'entrée en vigueur anticipée du grand marché des Amériques, le président américain n'a pu que prendre acte de la détermination de son homologue brésilien, Fernando Henrique Cardoso, de *« consolider le Mercosur »* en préalable à *« l'intégration hémisphérique »* prévue en 2005.

« Les Etats-Unis ont enfin compris qu'ils ne parviendront pas à faire plier le Mercosur et qu'ils doivent, pour l'heure, s'accommoder du leadership brésilien dans la région », commentait alors un diplomate européen en poste à Brasilia pour résumer l'aggiornamento diplomatique annoncé par Bill Clinton au cours de son périple.

Le chef de la Maison Blanche n'a pas eu d'autre choix que de prendre acte de la réalité du Mercosur et d'y apporter son *« soutien »*. L'*« association de rien du tout »*, systématiquement dénigrée jusque-là par la représentante américaine pour le commerce, Charlene Barshefsky, n'était plus jugée un obstacle au grand projet commercial continental.

Après avoir vainement joué la carte de l'intimidation, Washington s'est donc rendu aux arguments et exigences des dirigeants des pays de l'Amérique latine. Au cours de son premier mandat, M. Clinton n'avait pas jugé utile de se rendre en Amérique du Sud, une zone longtemps considérée à la Maison Blanche comme une chasse gardée intouchable. Au cours de ces dernières années, les Etats-Unis ont pourtant découvert avec une certaine stupeur qu'ils n'étaient plus en position de jouer un rôle central dans le processus d'intégration en cours sur le continent.

« Les pays de l'Amérique latine ne sont pas en train d'attendre les Etats-Unis », déclarait à l'automne dernier le secrétaire d'Etat au Trésor, Lawrence Summers, pour convaincre le Congrès d'accorder à Bill Clinton le *fast track*, c'est-à-dire la possibilité, pour le président, de conclure des accords commerciaux privilégiés avec des pays du continent. *« J'en appelle à la Chambre des représentants à voter pour le leadership américain »*, lançait pour sa part Bill Clinton le 6 octobre 1997, quelques heures avant le vote du *fast track*. Le président visait autant la place de partenaire commercial des Etats-Unis que celle du pays capable de diriger la bataille pour l'abolition des frontières douanières et la mise en place d'une économie authentiquement libre-échangiste. Faute d'un soutien, Bill Clinton a été contraint de reporter *sine die* le vote. Cet échec cuisant pour l'avenir de la politique des Etats-Unis sur le continent américain et l'état des négociations commerciales en cours enseignent que l'hégémonie des Etats-Unis sur le continent américain n'est plus ce qu'elle était.

A. A.

هكذا من الاصل

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Sida, solidarité en souffrance

La douzième conférence mondiale sur le sida, qui vient de s'achever à Genève marquera la fin d'une époque : celle qui voyait dans cette nouvelle affection virale, toujours mortelle, transmissible par le sexe et le sang, le thème d'une nouvelle solidarité entre malades et bien-portants.

Dès le milieu des années 80, peu de temps après l'émergence de l'épidémie, on avait assisté, dans les pays occidentaux les plus touchés, à une mobilisation hors du commun, dépassant de beaucoup les seuls mouvements associatifs : elle avait tué dans l'œuf les tentatives d'enfermement ou de stigmatisation des malades. En France, par exemple, de multiples initiatives ont été engagées, permettant au plus grand nombre de manifester une forme de solidarité avec ceux qui payaient – ou qui allaient payer – de leur vie le fait d'être contaminés par ce nouveau virus. Cela devait être suivi par la prise en charge par la collectivité des coûts médicaux induits et la mise à disposition rapide de médicaments. Après les affaires du sang contaminé, les autorités gouvernementales avaient en effet accepté de reconnaître que la santé publique était en jeu.

Mais les temps changent, et cette nouvelle solidarité est, pour diverses raisons, en souffrance. Le même mal viral, qui ne cesse de progresser dans la plupart des pays du tiers-monde, est en net recul dans les pays industrialisés. Le succès de la prévention et la diffusion des dernières associations médicamenteuses antirétrovirales expliquent sans doute cette évolution. Omniprésent dans la sphère médiatique, actif sur le terrain, aidant à la fois à la prise de conscience et au développement de la politique de prévention et de soins, le monde associatif de lutte contre le sida montre aujourd'hui des signes d'affaiblissement. Et les progrès conjoints de la prévention et de la thérapeutique pourraient, paradoxalement, conduire à la fin de cette solidarité en Occident.

Face à la progression inexorable de la pandémie dans les pays du tiers-monde, rien ne permet encore, malheureusement, de penser que la politique conduite par l'Onusida non plus que les actions à venir du Fonds international de solidarité thérapeutique dont rêve la France pourront, en temps et en heure, prendre le relais de cette mobilisation à l'échelon planétaire. Tout concourt aujourd'hui pour que le sida ne soit plus perçu que comme une maladie des tropiques, une sorte de paludisme sexuellement transmissible ; un fléau frappant d'autres continents et ne générant plus aucun des réflexes de solidarité qui avaient suivi son émergence dans les pays industrialisés.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ;
Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhomeau, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Pierre Georges,
Laurent Greilsamer, Erik Izraelewicz, Michel Kajman, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Roynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médiateur : Thomas Ferenczi

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde ».
Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde.
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Le président Auriol et l'oncle Hansi

STRASBOURG... Sélestat... Colmar. La fière Alsace est là, pareille à elle-même, et si merveilleusement ressemblante à ce portrait, telle que, réduite à se l'imaginer, la France la vit si longtemps à travers ses rêves. Strasbourg, coeur de l'Alsace, reliquaire de la fidélité, une ville qui sait être majestueuse sans fierté, élégante sans afféterie, et qui criait son enthousiasme au passage du président de la République avec une telle ardeur que M. Vincent Auriol put dire que « le record de Toulouse était peut-être battu ». Puis le président reprit le train pour Colmar. Mais à Sélestat la rame s'arrêtera un quart d'heure pour permettre à de ravissants petits Alsaciens d'embrasser le président de la République, et à des milliers de braves gens de lui faire fête.

Colmar ! Admirable Colmar ! Et comme l'on s'en veut de ne pouvoir conter par le menu toutes les manifestations où son amour de la France se donna libre cours. Nous gardons le souvenir de cette réception dans le vieil hôtel des douanes par la municipalité, au cours de laquelle M. Vincent Auriol ne reçut jamais témoignage plus touchant, plus vibrant, plus unanime. Cependant qu'il répondait aux souhaits de bienvenue du maire, et qu'il décorait la ville de la croix de guerre, on vit s'avancer un homme d'âge, un peu voûté, le cou frileusement entouré d'une écharpe de laine, le regard étonnant de finesse malicieuse, de jeunesse et de bonté, c'était Hansi, « l'oncle Hansi », le sagittaire d'hier et d'avant-hier qui cribla, il y a quarante ans, de flèches sans pitié le Kaiser et ses représentants. Vous pensez si on lui fit fête !

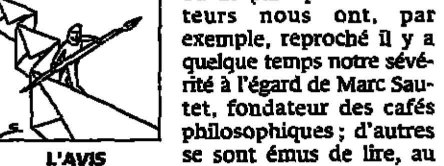
Jean Couvreur
(6 juillet 1948.)

LE COURRIER DES LECTEURS Lors du décès d'une personnalité, des lecteurs souhaitent souvent nous faire part de leur témoignage, soit pour saluer la mémoire du disparu, soit pour rectifier un fait ou un jugement. Ainsi Bernard Conein conteste un passage de l'article consacré à son père, Lucien Conein, ancien agent américain, dans *Le Monde* du 12 juin, selon lequel celui-ci aurait pu donner « *un feu vert indirect* » à l'assassinat, en 1963, du président sud-vietnamien Diem. André Ponticelli, d'Argenteuil, rend hommage à Mgr Pézeril, et Khaled Kottrache, de Damas, au professeur Jean Gaulmier.

La mémoire des morts

par Thomas Ferenczi

IL N'EST PAS rare que des lecteurs nous écrivent pour protester contre certaines des notices nécrologiques que publie quotidiennement *Le Monde*. Les reproches peuvent porter sur le contenu de nos articles, jugés incomplets ou de parti pris. Des lecteurs nous ont, par exemple, reproché il y a quelque temps notre sévérité à l'égard de Marc Sautet, fondateur des cafés philosophiques ; d'autres se sont émus de lire, au lendemain de la mort du psychanalyste René Diatkine, un point de vue critique ; d'autres encore ont estimé déplacé le rappel des positions antisémites de Cioran dans la page consacrée au grand écrivain d'origine roumaine.



L'AVIS DU MÉDIATEUR

Il arrive aussi que la longueur des notices soit jugée insuffisante par comparaison avec celle dont ont bénéficié d'autres célébrités : ainsi l'espace accordé au philosophe Isaiah Berlin a-t-il mécontenté quelques lecteurs, comme celui qui a été dévolu au pédagogue Fernand Oury ou à l'ancien ministre Jean Poperen. Certains s'interrogent également sur les raisons qui conduisent à publier ces articles tantôt dans la page Carnet, que dirigent Nadine Avelange et Edouard Masurel, tantôt dans la page Horizons-Portrait, tantôt dans les pages spécialisées, notamment celles de la séquence Culture, tantôt en dernière page.

Le choix de l'emplacement dépend de l'importance accordée à la personnalité disparue. C'est évidemment affaire d'appréciation. Les plus glorieuses, ou les plus médiatiques, bénéficieront de plusieurs pages comme la princesse de Galles ou François Mitterrand. Vient ensuite, dans la hiérarchie, l'ouverture d'une séquence : l'assassinat de Lounès Matoub a occupé la page d'ouverture de la séquence International, la mort de Georges Marchais celle de la séquence France, la fin de Jeanne Calment celle de la séquence Société, la disparition d'Eric Tabarly celle de la séquence Aujourd'hui, les décès de Frank Sinatra et Jean-François Lyotard celle de la séquence Culture. Viennent enfin la page Horizons-Portrait et la page Carnet, qui accueille elle-même des articles de différents formats, allant de la « brève » (non signée) à des textes assez longs.

D'autres facteurs, liés aux contraintes techniques, notamment aux délais de rédaction et de fabrication, peuvent toutefois intervenir. Si la nouvelle du décès est connue dans la matinée, *Le Monde* « bouclant » à 11 heures, il est trop tard pour modifier le « chemin de fer » du journal : la dernière page est alors utilisée, comme pour Maurice Schumann, ou, si l'article s'y prête, la page Horizons-Portrait, comme pour Lucien Bodard. A l'inverse, des articles prévus pour la page Carnet peuvent attendre faute de place.

La rédaction des « nécros » est confiée, par priorité, aux journalistes et aux collaborateurs réguliers du *Monde*. Celles-ci sont parfois écrites à l'avance, mais ce n'est pas toujours le cas. Si, pour une raison ou pour une autre, aucun journaliste ou collaborateur régulier du *Monde* n'est en mesure de rédiger l'article, alors il est fait appel à un signataire extérieur, qui est souvent un proche du disparu. Une telle situation doit demeurer l'exception afin d'éviter que la nécrologie ne tourne au dithyrambe. Certes les circonstances rendent la polémique inopportune mais le respect des morts ne saurait effacer l'esprit critique : beaucoup de lecteurs, il est vrai, n'en sont pas convaincus.

MATOUB ÉTERNEL

Non, Lounès ne peut pas mourir. Un dieu ne meurt jamais. Si Matoub meurt, l'Algérie meurt avec lui, car Lounès, c'est l'Algérie, qu'il souhaitait algérienne et laïque, dans laquelle chaque citoyen a le droit de parler, d'utiliser et de développer la langue qu'il a reçue de sa mère. Heureusement pour l'Algérie que Lounès n'est pas mort, peu importe le corps, car Lounès est avant tout un symbole, de liberté, de fraternité, de courage, d'amour. Lounès n'a fait que rejoindre ses frères de combat qui ont, depuis l'Antiquité, combattu l'ostracisme venu d'ailleurs : Jugurtha, La Kahéna, Krim Belkacem, Boudiaf, Djaout et tant d'autres. (...) Le pouvoir continue le combat d'arrière-garde contre la culture et la langue originelles de toute l'Afrique du Nord. L'arabisation est une des causes principales de la naissance de l'islamisme armé. Lorsqu'il fallait arabiser l'école, dans les années 70, on a sciemment choisi un ministre kabyle. Face à la prise de conscience naissante de la revendication identitaire amazigh, le pouvoir de Boumediène a encouragé le courant islamiste pour la contrer. (...) La lutte antiterroriste passe par la reconnaissance officielle de la langue originelle du pays, le tamazight. Heureux Lounès qui a gravé à jamais son nom dans l'histoire millénaire de l'Algérie.

Mohand Mokhtari
Hérouville-Saint-Clair (Calvados)

ALGÉRIE : LA PLURALITÉ DES LANGUES

A partir du 5 juillet, toute expression de mon identité devient un délit dans mon pays natal. A cette date entre en application la loi qui généralise l'arabisation dans tous les actes de vie quotidienne. S'exprimer, écrire ou chanter deviennent pour des millions d'Algériens des actions subversives et illégales passibles d'une lourde sanction pénale. Né en 1955 en Algérie, je suis donc hors-la-loi car je ne sais m'exprimer qu'en français ou dans ma langue maternelle, qui a un rapport très lointain avec l'arabe classique (...). Non satisfait d'être sorti indemne d'un piège sanglant dont il est responsable, le régime militaire algérien ne trouve rien de mieux à faire que de réactiver un explosif encore plus dangereux que l'islam, celui de l'identité nationale. Les Algériens vivaient leur islam tranquillement sous l'ombre de leur minaret puis, sans que personne s'en rende vraiment compte, les généraux les ont plongés dans l'horreur absolue. Les Algériens vivaient en parfaite intelligence dans une pluralité linguistique que leur a léguée l'histoire, et les généraux ne sont pas loin de déclencher un nouveau Rwanda. C'est insensé ! (...) Mais le plus grave dans cette décision est bien entendu le ressentiment de mes amis berbérophones, qui sont exclus à double titre, celui de leur langue maternelle et celui du français. Heureusement, des voix raisonnables s'élèvent pour dire que nous sommes tous victimes d'un fléau qui s'est abattu sur nous et que nous revendiquons tous une même identité qui se définit par la pluralité des langues et cultures algériennes.

Boumediene Sid-Lakhdar
Paris

M. BALLADUR ET LES IDÉES REÇUES

M. Balladur tente de nous expliquer, dans *Le Monde* du 25 juin, que lors de son intervention récente sur la préférence nationale, bien loin de vouloir flatter l'extrême droite, il n'a fait que briser courageusement l'un des nombreux tabous qui pèsent sur notre débat politique. Admiratif devant tant de hardiesse, j'aimerais lui suggérer un autre pavé à jeter dans le marigot des bien-pensants : qu'il propose donc une commission sur la dépénalisation du cannabis. Car enfin n'est-ce pas un beau sujet pour les pourfendeurs d'idées reçues (comme en témoigne le rapport récent dont vous avez rendu compte) ? Et puis, M. Balladur prédit que la préférence nationale devra de toute façon être évoquée au moment de l'harmonisation de notre droit social avec ceux de nos partenaires européens. Or il ne lui aura probablement pas échappé que, dans le domaine des drogues, notre législation diffère de celles de certains de nos voisins du nord. Je suis donc sûr que, soucieux de s'attaquer à tous les problèmes de l'Europe, l'ancien premier ministre va s'empresser d'enfourcher ce nouveau cheval de bataille. Avec lequel au moins on ne pourra pas le soupçonner d'aller chasser sur les terres de M. Le Pen.

Arnaud Merlen
Paris

CRISE IDENTITAIRE

Le même jour, dans la presse, on découvre les agissements barbares des hooligans autour des stades où joue leur équipe nationale ; et aussi la provocation d'un ancien premier ministre qui propose la création d'une commission de réflexion sur la « préférence nationale », à laquelle serait associé le Front national. La violence de la crise identitaire s'exprime différemment sous les lambris ministériels et dans les jugeottes atrophiées des gros bras. Pourtant, dans les deux cas, c'est la question identitaire qui est posée, le « qui je suis » étant abordé sous l'angle du « à quel groupe j'appartiens ». Et dans les deux cas, c'est la violence et l'exclusion qui y répondent (...). Lorsque la faillite identitaire est telle que le groupe ne se reconnaît plus en lui-même, que ses valeurs et ses croyances ne sont plus garantes de son identité, une solution par défaut est de graver par la violence des frontières tranchées. (...) Si les violences des hooligans renvoient à leur identité perdue dans la crise, à quelle crise identitaire de la droite pourrait-on imaginer que réponde la proposition scandaleuse d'un ancien premier ministre ? Car ce dont il s'agit, dans le faux débat autour de la préférence nationale, c'est de proposer, pour pallier les déficits de valeurs, de croyances et de mythes de la droite française, un tracé lisible des frontières. Mais les frontières en débat sont celles de la droite, et non celles de l'identité nationale. La question posée en réalité est celle des limites entre la droite et l'extrême droite (...) Les partisans de l'ouverture d'un tel débat stigmatisent la peur du thème tabou : il est en effet des principes qu'on ne peut discuter sans remettre en cause les fondations identitaires d'un groupe ou d'un individu. En particulier, il est des interdits, dans une famille, dont la transgression est synonyme de destruction. La droite ne peut prétendre ouvrir un débat sur la préférence nationale sans faire apparaître les images refoulées des relations incestueuses entre la droite et l'extrême droite.

Jean-Marc Baleyte
Paris

Europe - Etats-Unis nouvelle donne ?

Suite de la première page

Les Etats-Unis ont-ils lieu de s'en réjouir ? L'arrivée de la monnaie unique est un bon révélateur de leur attitude traditionnellement ambivalente à l'égard de l'unification européenne. Ils l'encouragent dans la mesure où elle peut les soulager d'une part de leurs responsabilités mais la craignent dès qu'elle apparaît menacer leur hégémonie. On ne compte plus les réunions, politiques ou académiques, où Américains et Européens se posent cette question : l'euro va-t-il changer les rapports de forces, monétaires dans un premier temps, stratégiques à moyen terme, entre les deux rives de l'Atlantique ? Le Conseil pour les relations entre l'Italie et les Etats-Unis et un séminaire organisé à Talloires par le Weatherhead Center for International Affairs de l'université Harvard ont récemment tenté d'y répondre.

Tous les observateurs américains n'ont pas le cynisme (ou le réalisme) tranquille d'Owen Harris : « *Si l'euro est un succès éclatant, le dollar aura trouvé un rival. S'il est un échec patent, les Etats-Unis devront voler au secours d'une Europe en miettes. Dans un cas comme dans l'autre, c'est mauvais pour les Etats-Unis*, explique cet ancien diplomate australien, éditeur de la revue conservatrice américaine *National Interest*. *La meilleure hypothèse est un demi-succès ou un demi-échec.* » A ceux qui pensent que la monnaie unique peut réussir mais qu'elle mettra longtemps à s'imposer sur le marché international des capitaux, un ancien banquier européen, proche du dossier, réplique qu'il ne faut pas sous-estimer la dynamique créée par l'Union économique et monétaire. L'euro créera « *un meilleur équilibre dans la manière dont l'Europe et les Etats-Unis réagissent à diverses situations* ». Un économiste américain n'a pas les mêmes pudeurs diplomatiques. Si l'euro devient rapidement une monnaie de réserve, s'il attire les capitaux internationaux comme les fonds de pension qui se portent aujourd'hui prioritairement sur le dollar, « *cela créera des problèmes énormes aux Etats-Unis...* ». Ceux-ci ne pourront plus aussi facilement qu'auparavant faire supporter leur dette extérieure par les étrangers, si une partie n'est plus libellée en dollars mais en euros. « *... et surtout à l'Europe* », ajoute ce professeur de Harvard. Les tensions transatlantiques résultant d'une perte d'influence monétaire des Etats-Unis risquent en effet de poser des problèmes à quelques gouvernements européens répugnant traditionnellement à s'opposer à Washington. Ces tensions peuvent aussi avoir l'effet inverse ; contraints à agir de concert par la monnaie unique, les Européens peuvent aussi être amenés à se montrer solidaires, y compris vis-à-vis des Etats-Unis, comme ils l'ont été dans les ultimes négociations du GATT.

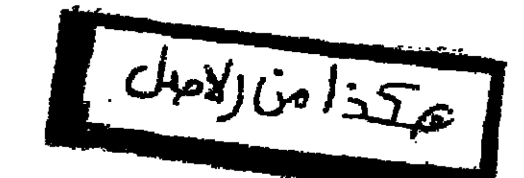
Cet infléchissement prévisible du rapport des forces monétaires aura-t-il des conséquences dans d'autres domaines, stratégiques, diplomatiques voire militaires ? Rien n'est moins sûr. L'Union européenne pourrait en effet très bien être « *un géant économique et un nain politique* », selon la formule appliquée à l'Allemagne il y a quelques décennies, ou rester « *une demi-puissance* », selon l'expression de Stanley Hoffmann. Entre les Etats européens, la politique étrangère est porteuse de divergences voire de conflits d'intérêts alors que la coopération économique sert l'objectif commun d'augmenter les richesses. Malgré tous les efforts de concertation, souvent couronnés de succès, dans les affaires internationales, l'UE n'a toujours pas de politique extérieure et de sécurité commune. Le traité d'Amsterdam aurait dû en partie y remédier, mais chacun s'accorde à penser qu'il est resté en deçà des objectifs minimum.

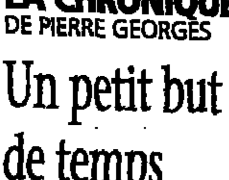
Les « grands » Etats européens restent très jaloux de leurs compétences en la matière tandis que les « petits » préfèrent encore le leadership – lointain – des Etats-Unis à la tutelle de leurs partenaires et voisins. De leur côté, les Américains n'ont pas fait grand-chose pour les détromper. Face aux hésitations des Européens (par exemple dans la crise albanaise de 1997), ils ont beau jeu de rejeter sur leurs alliés les retards de « *l'identité européenne de défense et de sécurité* » au sein de l'OTAN. « *Nous ne pouvons pas être plus européens que vous* », a lancé à une réunion parlementaire de l'UEO le nouveau représentant américain à l'OTAN.

Mais dans le même temps ils ont refusé une véritable restructuration des commandements au sein de l'OTAN et ils ont pris soin de garder un droit de regard sur toute opération de maintien de la paix que les Européens pourraient être tentés de lancer sans eux.

Fondamentalement, ils continuent de voir dans l'Union européenne un instrument parmi d'autres de l'hégémonie occidentale plutôt qu'un acteur autonome de la politique internationale. Avec l'euro, les Européens auront le pouvoir de les détromper... s'ils en ont la volonté.

Daniel Vernet





LA CHRONIQUE
DE PIERRE GEORGES

Un petit but de temps à autre ne nuirait pas

QU'EST-CE donc que le bonheur ? *Un bout de* barre, une barre qui dit oui, une barre qui dit non, et voilà ! Un gros bonheur en barre qui fait toute la différence. Cela ne s'écrit guère *« on a gagné, on a gagné ! »*, et se chante encore plus mal. Alors n'écrivons ni ne *chantons* trop fort. Parce que la pièce aurait pu tomber sur l'autre face, comme « d'hab », et qu'elle eut cette fois-ci le bon goût de retomber pile-poil.

S'il est une chose sur laquelle tous les joueurs du monde sont d'accord, c'est bien celle-là : l'épreuve des tirs au but est un jeu de hasard. Une loterie et la plus cruelle qui soit. Le chat noir qui traverse la route ou pas ! Donc il y faut de la chance. Et l'équipe d'Aimé Jacquet a de la chance. Et du mérite, en outre.

Pour dire si son mérite est grand, elle mérita même cette chance-là ! Comme une récompense pour tant d'énergie brûlée, tant de constance dans l'effort, *tant de rage de vaincre* et tant d'impuissance à le faire. Les statisticiens y verront une vérité des chiffres. Et les moralistes, le triomphe de la vertu. C'est un fait, en chiffres comme en coeur, l'équipe de France a *dominé* sa rivale. Ce n'est pas que les Italiens voulaient moins cette victoire. Mais que les Français, en une affaire de rivalité latine, la voulaient encore plus. A réalistes, réalistes et demi, les élèves ont renvoyé les maîtres !

ROULETTE RUSSE

Comme l'a dit Jacques Chirac, qui y prit la part qu'il put, *« nous avons fait un superbe match »*. Nous peut-être pas, eux c'est sûr. Et comme l'a dit Aimé Jacquet, *« j'en sors lessivé »*. Lui peut-être, nous c'est sûr. Car cette équipe de France est bien heureuse et bien étrange, qui fait, Paraguay ou Italie, durer son supplice et le nôtre jusqu'au bout. Elle domine tant ses matches et si peu son art qu'elle finit *par en vivre et faire vivre* l'issue dans des tourments de roulette russe.

Elle fait d'une même voix l'éloge de la puissance et celui de l'impuissance. Elle sait tout du football. Sauf, pour l'instant, l'*essentiel, marquer*. Elle ne prend pas de buts. Elle n'en marque pas. Elle domine, domine, et piétine, piétine. De fer derrière, de sable devant, disions-nous, et cela s'est encore vérifié.

Et pourtant elle gagne ! Il y a là quelque philtre étrange ou quelque sort mystérieux jeté à l'adversité par une équipe qui a élu domicile dans le bizarre. Et dans la victoire au forceps. C'est qu'à force de ne pas gagner *vraiment et de ne pas* perdre réellement, elle pratique l'usure, celle des corps autant que des nerfs, les siens propres et ceux des équipes adverses.

C'est son principal mérite, et il n'est pas mince : imaginez *qu'à* force de ne pas gagner et de ne pas perdre, l'entreprise de polissage de Coupe Jacquet et compagnie finisse par l'emporter son beau trophée planétaire ! *Voilà qui serait farce* ! Et qui n'est maintenant plus inimaginable.

Plus que deux prolongations, ou deux séances de tirs victorieuses, et elle y est. Et nous, au sens chiraquien du terme, avec. Plus que deux marches à grimper, le genou flagada et le poil mouillé, pour venger les glorieux et malchanceux ancêtres, et *c'est fait*. Plus que l'Allemagne peut-être, que le Brésil logiquement, et vlan, sur le buffet Henri-II national le magnifique objet d'art ! Mais quand même, jeunes gens de l'avant, un petit but de temps à autre, cela ne nuirait pas !



HUGUES DE WURSTEMBERGER

LIESSE « On est en demi. » La France chante sa victoire sur l'Italie en quart de finale. Vendredi soir 3 juillet, 40 000 personnes ont envahi les Champs-Elysées, entre le Rond-point et la place de l'Etoile.

LES TEMPS FORTS

● 1 MARSEILLE
Troisième quart de *finale* :
Pays-Bas - Argentine, samedi 4 juillet, au Stade-Vélodrome à 16 h 30. La dernière confrontation entre les deux équipes en Coupe *du monde avait permis* à l'Argentine de remporter le titre chez elle en 1978. L'équipe de Daniel Passarella sera emmenée, samedi, par Gabriel Batistuta *(ci-contre)*, meilleur buteur de ce Mondial à ce jour avec 5 buts.

● 2 LYON
Quatrième quart de finale :
Allemagne-Croatie au stade Gerland, samedi 4 juillet, à 21 heures. Lors du dernier Euro en Angleterre, en 1996, les Allemands avaient vaincu les Croates en quart de finale.

● 3 TÉLÉVISION
SAMEDI 4 JUILLET
TF 1, Canal Plus
Pays-Bas-Argentine, à 16 h 15
TF 1, Canal Plus
Allemagne-Croatie, à 20 h 45

France, le bonheur est dans le stress

ILS nous épuisent. Déjà, cent quatorze minutes contre le Paraguay. Cette fois, tirs au but inclus, deux heures et demie d'angoisse, bien pesées. C'est long. *In fine*, certes, ce fut bon, mais jusqu'au bout, honnêtement, on n'était pas fiers. Ces gars-là jouent avec nos nerfs, c'est insupportable, à la fin !

Alors on aimerait qu'ils cessent ce petit jeu du 0-0 à la fin du temps réglementaire, d'autant que ça devient une manie. *Les* quatre derniers matches à élimination directe joués par l'équipe de Jacquet en compétition officielle se sont terminés sur ce même score nul. Au championnat d'Europe *1996* en Angleterre, on était déjà allé aux tirs au but contre les Pays-Bas (gagné), et contre la République tchèque (perdu). Depuis on a eu le « but en or » contre le Paraguay, et vendredi, re-tirs au but *contre l'Italie*.

DERNIER REMPART

Enfin, la qualification est là, c'est le principal. La France a atteint les *demi-finales de « sa »* Coupe du monde, et pour Aimé Jacquet, tellement critiqué ces derniers mois, voilà une grande victoire personnelle. Jacques Chirac, qui devine que le football peut être une métaphore de la vie, semble d'ailleurs projeter sur l'entraîneur une part de sa situation personnelle. *A l'issue du* match, le président a insisté : *« Jacquet avait raison, ce dont j'ai toujours été convaincu. »* Il a également mis l'accent sur la partie *« formidable »* de Barthez. C'est que Jacques Chirac, il l'a dit, aurait aimé être goal, celui qui se pose en *« dernier rempart »*. Sans doute *s'est-il vu à la* place de Barthez, quand celui-ci arrêta *le tir de Demetrio Albertini d'un* plongeon sur sa droite qui rattrapait *l'échec* de Bixente Lizarazu et remettait les équipes à égalité.

Restait Luigi Di Biagio. Les Italiens n'ont pas de chance avec les tirs au but : au cours des deux dernières Coupes du monde, ils ont chaque fois échoué dans ces exercices. La poisse. Di Biagio pensait-il que « jamais deux sans trois », quand il posa le ballon sur le cercle de craie ? Il prit deux pas d'élan et tira. Barthez-Chirac s'était élancé sur la gauche. Le dernier rempart était aux pâquerettes. Di Biagio visa le centre du but, mais trop haut. La barre renvoya la balle. La France qui retenait son souffle *depuis le coup d'envoi* (personne dans les rues, bureaux transformés en salles de retransmission télé) avait gagné. Mais que ce fut dur.

Avec les Italiens il ne fallait pas s'attendre à autre chose. On l'a *assez répété, les deux équipes* se connaissent *« par cœur »* et se craignent. Elles avaient donc adopté la stratégie de la prudence, sûres que la partie se *jouerait dans les âpres batailles* du milieu de terrain. La France possède une défense de fer, c'est là sa principale vertu. Lilian Thuram, Laurent Blanc, Marcel Desailly, Bixente Lizarazu et Fabien Barthez forment un bloc qui désespère les attaquants adverses, *a fortiori* quand ceux-ci décident *de ne pas se risquer*.

Comme notre attaque ne brille pas par sa prolificité, on a vécu une partie tendue, avare en occasions de buts et en sujets d'enthousiasme, malgré le retour de « Zizou » Zidane fidèle à lui-même (brillant). L'affaire a surtout valu par sa tension permanente. Youri Djorkaeff rata deux belles occasions, les jeunes *Thierry Henry et David* Trezeguet enflammèrent la pelouse *l'espace de cinq minutes avant* d'être muselés par les défenseurs italiens qui s'y connaissent aussi. La France domina pendant le temps réglementaire, elle fut dominée dans la prolongation. Ce fut miracle que Roberto Baggio ne mît un terme à la partie, mais il rata d'un poil le « but en or ». Et c'est ainsi qu'on arriva au drame final.

Le Brésil-Danemark qui suivit à 21 heures, au stade de la Beaujoire de Nantes, fut autrement plus joyeux et plein de rebondissements, autrement plus « football ». Personne n'aurait misé sur des Vikings offerts en sacrifice aux quadrulples champions du monde.

Mais deux minutes ne se sont *pas écoulées qu'ils ouvrent* le score. Les Danois ont une spécialité, celle de tirer les coups francs à toute allure. Ils n'attendent pas qu'un mur se forme, hop ! une petite passe, et direction le but. Contre la France, le 24 *juin à Lyon, ils avaient* ainsi obtenu un penalty et marqué le seul but encaissé à ce jour par notre fameuse défense.

LAPSUS DE ROBERTO CARLOS

Si les Brésiliens avaient sérieusement *préparé ce* match, ils auraient évité de partir avec handicap. 1-0, puis 1-1, puis 2-1 pour les Brésiliens, puis 2-2 quand Brian Laudrup profite d'un lap*sus de Roberto Carlos, qui* frappe lamentablement à côté de la balle en tentant un retourné. Rivaldo offre le 3-2 final aux champions du monde. Mais ce fut miracle si les Danois n'égalisèrent pas à quelques minutes de la fin quand le cuir s'écrasa sur la barre. A l'issue de la partie, le défenseur brésilien Cafu déclara que si les Danois s'étaient révélés de si difficiles adversaires, c'est *« parce que, contrairement aux autres équipes, ils n'ont cessé d'attaquer »*. Cet excitant chassé-croisé s'est situé, on le voit, aux antipodes des oppressants calculs de France-Italie. Mais il ne permet toujours pas de se faire une idée de la valeur exacte d'une équipe brésilienne qui a *déjà encaissé six buts en cinq* matches.

A l'issue de ces deux quarts de finale, les bookmakers britanniques donnent toujours le Brésil favori à 2 contre 1, mais la cote de la France se rapproche : 9 *contre* 4. La France qui pourrait bien rencontrer en demi-finale, le 8 juillet, son adversaire « préféré », l'Allemagne évidemment, qui, deux fois déjà, nous a barrés *la route de la finale* (en 1982 et 1986). Si c'est le cas, il faut déjà se préparer à vaincre à la fois l'Allemagne et nos complexes. Vaste programme. A moins que les Croates ne viennent bousculer la logique des choses, et qui sait ?

Le Brésil, lui, affrontera à coup sûr un gros morceau, le vainqueur d'un électrique Argentine-Pays-Bas qui aura lieu à Marseille sous haute surveillance pour cause d'incidents prévisibles. Dispositif anti-hooligans en place. Les joueurs argentins ont donné le ton en qualifiant l'arbitre de la rencontre, le Mexicain Arturo Brizio Carter, d'*« anti-argentin notoire »*. Ça promet.

Jacques Buob

Tableau de la phase finale

QUARTS DE FINALE	DEMI-FINALES	
BRESIL-DANEMARK 3-2	BRESIL - ? le 7/7 à 21 heures à Marseille	Perdents : le 11/7 21 heures à Paris, Match pour la 3e place
PAYS-BAS-ARGENTINE le 4/7 à 16 h 30 à Marseille		
ITALIE - FRANCE 0-0 (3-4 t. a. b.)	FRANCE - ? le 8/7 à 21 heures à St-Denis	le 12/7 21 heures à St-Denis : FINALE
ALLEMAGNE - CROATIE le 4/7 à 21 heures à Lyon		

LES BUTEURS

5 buts	VIERI (Italie)	2	BERGKAMP (Pays-Bas)
5	BATISTUTA (Argentine)	2	COCU (Pays-Bas)
4 buts	HERNANDEZ (Mexique)	2	R. DE BOER (Pays-Bas)
4	SALAS (Chili)	2	HADDA (Maroc)
3 buts	BEBETO (Brésil)	2	HIERRO (Espagne)
3	BIERHOFF (Allemagne)	2	KIKO (Espagne)
3	CESAR SAMPAIO (Brésil)	2	KOMLJENOVIC (Yougoslavie)
3	HENRY (France)	2	B. LAUDRUP (Danemark)
3	KLINSMANN (Allemagne)	2	MOLDOVAN (Roumanie)
3	RIVALDO (Brésil)	2	MORIENTES (Espagne)
3	RONALDO (Brésil)	2	ORTEGA (Argentine)
3	SUKER (Croatie)	2	OWEN (Angleterre)
2 buts	R. BAGGIO (Italie)	2	PELAEZ (Mexique)
2	BARTLETT (Afrique du Sud)	2	SHEARER (Angleterre)
2	BASSIR (Maroc)	2	WHITMORE (Jamaïque)
		2	WILMOTS (Belgique)

Infographie : Le Monde

هكذا من الأصل

LE CHIFFRE DU JOUR

12 + 110

C'est le nombre d'hôtesses bilingues (12) et de vigiles (110) chargés de la sécurité à Ozoir-la-Ferrière (Seine-et-Marne), où l'équipe du Brésil s'entraîne pour la Coupe du monde, qui n'ont pas été payés. Selon la CGT, étudiantes ou sans-emploi, les hôtesses ont signé des contrats à durée déterminée (CDD), depuis le 23 mai, avec une société de Puteaux (Hauts-de-Seine), Express nettoyage hôtelier, elle-même sous-traitante de la société Hyper Service, installée à Saint-Maur (Val-de-Marne). C'est Hyper Service qui a conclu le marché avec Ozoir Brazil, organisateur des festivités à Ozoir-la-Ferrière pour le Mondial. Les cent dix vigiles ont également été embauchés par Express nettoyage hôtelier pour assurer la sécurité autour du stade des Trois-Sapins, où s'entraîne l'équipe du Brésil, et autour du chapiteau où des concerts étaient organisés au début de la compétition. Aucun vigile n'aurait reçu de salaire et très peu d'entre eux ont signé un contrat de travail en bonne et due forme.

LES ARBITRES

PAYS-BAS-ARGENTINE

Le match comptant pour les quarts de finale entre les Pays-Bas et l'Argentine, qui a lieu à Marseille samedi 4 juillet à 16 h 30, est arbitré par le Mexicain Arturo Sabrizio Carter. Il est assisté par le Jamaïcain Owen Powell et par le Hondurien Elias Salinas Rostran.

ALLEMAGNE-CROATIE

Le quart de finale entre l'Allemagne et la Croatie, samedi 4 juillet à 21 heures à Lyon, est arbitré par le Norvégien Rune Pedersen. Il est assisté par le Suédois Michael Nilsson et le Belge Marc Van den Broeck.

L'Italie éliminée par ses émules français à la loterie des tirs au but

Saint-Denis. A l'issue d'un match plus crispant encore que le huitième de finale contre le Paraguay, les Bleus se retrouvent dans le dernier carré du Mondial. Les hommes d'Aimé Jacquet gagnent le cœur du pays en le martyrisant

COMBIEN DE BAISERS se sont déposés sur la boule à zéro de Fabien Barthez ? *Difficile à évaluer. Il y en eut de furtifs et d'autres plus langoureux.* Celui de Laurent Blanc fut indécent, un *vrai suçon. L'un après l'autre*, les joueurs de l'équipe de France *sont venus déposer leur hommage* sur le crâne rasé du gardien *de but. Le personnage baissait* complaisamment la tête pour re*cueillir l'obole. Autour, ils étaient* 70 000 qui rêvaient de faire de même.

« Je ne suis pas un héros », assurait le dépositaire de l'affection commune. De fait, ce n'était pas vraiment là remerciements à un sauveur. L'ultime tir au but de Luigi Di Biagio avait ricoché sur la barre transversale. Lui n'y était pour rien. Sur cette chiennerie, la France s'était retrouvée en demi-finale. Elle n'avait pas volé sa place. Elle s'était simplement fait aider un peu dans ce France-Italie crispé, exaspérant par moment. Le chef de Fabien Barthez devenait un autel où l'on apposait les lèvres comme on brûle un cierge. Les baisers des joueurs étaient des ex-voto au football qui avait daigné les choisir comme vainqueurs, au bout d'une interminable fatigue.

« STRESS TOTAL »

Ce fut long, si long, cette fois encore. *« Une souffrance »*, exprimait Stéphane Guivarc'h. L'équipe de France gagne le cœur du pays en le martyrisant. Jusqu'au président de la République qui, avec le premier ministre Lionel Jospin sur les talons, y trouve *« le bonheur après le stress total »*. Elle joue cette équipe d'Aimé Jacquet sur l'émotion quand l'efficacité vient à manquer. Elle ne ménage pas ses effets, n'économise pas sa propre adrénaline. Vendredi 3 juillet, elle a confié son sort à une loterie après cent vingt minutes d'inutile bagarre.

Au bout d'une si longue attente, la démonstration de joie des Français avait quelque chose *d'exténuant*. On passait d'un bras à l'autre, mécaniquement, les chaussettes tombant sur les chevilles, les muscles *tétanisés*. On improvisa bien une sarabande dans le rond central mais elle tourna court, faute de forces suffisantes. Et puis, il y avait les héros fatigués de la Squadra azzurra que le regard croisait sans cesse. Autant de détresse ne pouvait que remuer les âmes. Le défenseur Guiseppe Bergomi l'exprime ainsi après avoir été à la pointe de ce combat perdu : *« Pour moi, c'est la deuxième fois que je perds de cette manière, après la demi-finale contre l'Argentine en 1990. Pour d'autres, ça fait trois fois de suite. C'est dur. »* Et Paolo Maldini, capitaine et fils de l'entraîneur : *« Je me rends compte que j'ai disputé trois Coupes du monde et que je n'ai perdu qu'un seul match, contre l'Eire (1-0). C'est incroyable. »*

VRAIS-FAUX VAINCUS

Honneur donc aux vrais-faux vaincus. C'était un peu grâce à eux si la France se retrouvait en demi-finale de la Coupe du monde 1998. Non point tant en se laissant éliminer mais bien plutôt en inculquant à leurs vainqueurs, à l'année longue, une culture du haut niveau qui construit les victoires, même si elles ne sont pas forcément belles. Marcel Desailly, Lilian Thuram, Youri Djorkaeff, Didier Deschamps, Zinedine Zidane avaient de la famille parmi les victimes. Ils sont allés à leur rencontre, ont échangé leur maillot frappé, sous le coq, de la date et du match. Les étreintes étaient sincères même si un vainqueur ne pourra jamais apaiser la peine du vaincu. Les hommages posthumes de Didier Deschamps et Lilian Thuram n'étaient finalement que des douleurs supplémentaires. *« Merci de nous avoir appris à vous battre »*, exprimait en substance les deux hommes.

Il fallut pour cela en venir aux tirs au but. Comme à Séville en 1982, comme à Guadalajara, en 1986, la France en arrivait à cette terrible extrémité. Aimé Jacquet est venu dans le rond central donner sa liste. Zinedine Zidane et Laurent Blanc s'imposaient d'eux-mêmes, l'un possédant la technique et l'autre les nerfs pour réussir leur tentative. ●●●

ITALIE-FRANCE [illegible]

QUART DE FINALE - VENDREDI 3 JUILLET
16 h 30, Stade de France, à Saint-Denis
● Temps frais et ensoleillé
● Terrain assez dur ● Pelouse un peu glissante
● Public éteint ● 80 000 spectateurs.
Arbitre : M. Hugh Dallas (Ecosse) assisté de MM. Warren (Angleterre) et Grigorescu (Roumanie).

[illegible]

ITALIE – Sélectionneur : C. Maldini
Pagliuca
P. Maldini (cap.), Bergomi, Costacurta
Cannavaro, Pessotto (Di Livio, 93e)
Moriero, D. Baggio (Albertini, 52e), Di Biagio
Del Piero (R. Baggio, 67e), Vieri

FRANCE – Sélectionneur : Jacquet
(16) Barthez (5) Blanc (8) Desailly (15) Thuram
(3) Lizarazu (6) Djorkaeff
(7) Deschamps (cap.) (17) Petit (10) Zidane
(9) Guivarc'h (Trezeguet, 60e)
(19) Karembeu (Henry, 65e)

[illegible] ITALIE : trois tirs transformés par Roberto Baggio, Costacurta et Vieri ; le tir d'Albertini (n° 2) a été arrêté par Barthez ; Di Biagio (n° 5) a tiré sur la transversale.
FRANCE : quatre tirs transformés par Zidane, Trezeguet, Henry et Blanc ; le tir de Lizarazu (n° 2) a été arrêté par Pagliuca.

[illegible] ITALIE : Del Piero (28e, jeu irrégulier), Bergomi (28e, jeu dangereux), Costacurta (113e, jeu dangereux).
FRANCE : Guivarc'h (53e, jeu dangereux), Deschamps (63e, jeu dangereux).

[illegible] En faveur de l'ITALIE : 30 coups francs (11 + 13 + 4 + 2) dont 5 hors-jeu (5 + 0 + 0 + 0), 2 corners (0 + 1 + 0 + 1).
En faveur de la FRANCE : 32 coups francs (14 + 14 + 1 + 3) dont 7 hors-jeu (1 + 4 + 1 + 1), 13 corners (5 + 6 + 0 + 2).

[illegible] ITALIE : 52 positions d'attaque dans les 30 m (15 + 16 + 11 + 10) dont 5 occasions (2 + 2 + 1 + 0) ; 7 tirs (3 + 3 + 1 + 0) dont 2 contrés (1 + 1 + 0 + 0) et 2 parés (1 + 1 + 0 + 0) par Barthez.
FRANCE : 108 positions d'attaque dans les 30 m (41 + 40 + 12 + 15) dont 10 occasions (5 + 3 + 1 + 1) ; 25 tirs (10 + 11 + 1 + 3) dont 7 contrés (2 + 4 + 0 + 1) et 8 parés (4 + 1 + 1 + 2) par Pagliuca.

[illegible] ITALIE : Paolo Maldini (30 ans, 93 sélections) monte moins que dans le passé sur son aile gauche, mais le défenseur du Milan AC reste une référence à son poste. Son élégance, son sens du placement, sa lucidité dans les duels ont éteint la plupart des tentatives de Henry, entré en jeu en seconde période.
FRANCE : Lilian Thuram (26 ans) n'est pas un homme à fréquenter pour les attaquants adverses. Inépuisable, vif, magnifique de vaillance sur chaque ballon traînant dans sa zone, le joueur de Parme a toujours cherché à créer le surnombre au milieu. Avec Marcel Desailly, il est un des piliers de la meilleure défense de cette Coupe du monde.



Maître tacticien

PAR JEAN-JACQUES BOZONNET

« CE SOIR, JE SUIS LES-SI-VÉ. » Sous le bonheur, la fatigue. Le sourire vainqueur éclaire un visage marqué, des yeux cernés, stigmates de ce long supplice que fût pour lui la rencontre France-Italie. Aimé Jacquet ne cherche pas à cacher sa fatigue physique et nerveuse, comparable à celle du joueur d'échecs. *« Quand on a un adversaire de cette qualité, on n'a pas intérêt à relâcher son attention une seconde »*, expliqua-t-il, confirmant ainsi l'intensité de la bataille tactique qui s'est déroulée depuis les bancs de touche. Echec et mat sur le dernier coup, Césare Maldini a aussitôt rendu hommage à son vis-à-vis. Son accolade et ses félicitations appuyées sont sans doute allées droit au coeur d'Aimé Jacquet. Ainsi adoubé, voilà le Français admis dans la confrérie très fermée des maîtres tacticiens. *« Nous avions bien préparé notre affaire tactiquement »*, reconnaissait Jacquet, soulignant la *« grande concentration technique et tactique des Français pendant les trois quarts du temps réglementaire »*. *« Nous avons essayé de surprendre l'adversaire, mais les quelques solutions offensives que nous avions mises au point n'ont malheureusement pas fonctionné »*, a-t-il reconnu. Alors, quand il a constaté que les Italiens s'étaient installés pour soutenir indéfiniment le siège des Blancs, Jacquet choisit de sacrifier un fou (Christian Karembeu) au milieu du terrain, ainsi que sa tour de l'attaque (Stéphane Guivarc'h), et de libérer des espaces pour ses deux cavaliers monégasques (David Trezeguet, Thierry Henry). *« Cet apport me semblait indispensable, il fallait apporter de la fraîcheur »*, justifie Jacquet, alors que Cesare Maldini s'était contenté d'un échange pion pour pion (Roberto Baggio à la place d'Alessandro Del Piero). L'audace n'a pas payé, elle aurait même pu avoir son revers : *« Cela nous a un peu désorganisés*, admettait le coach français. *L'équipe d'Italie a pu alors reprendre l'initiative tactique, mais je ne regrette pas d'avoir introduit ces deux jeunes joueurs pleins d'avenir. »*
Pour la séance des penalties, Jacquet avait choisi de se rasseoir sur son banc et de vivre le bout du suspense dans une apparente sérénité.
« Les tirs au but, ça se gagne au sang-froid. » La dernière intervention du sélectionneur a été de désigner les tireurs. Une liste dont était absent Youri Djorkaeff, pourtant tireur patenté de l'équipe de France, mais camarade d'entraînement du gardien de but italien Gianluca Pagliuca à l'Inter de Milan. Le b.a.-ba pour un maître tacticien.

AIMÉ JACQUET

« Les quelques solutions offensives que nous avions mises au point n'ont malheureusement pas fonctionné »

Opération « blindage des buts » réussie

Avec Christian Karembeu en milieu de terrain défensif, les arrières latéraux Lilian Thuram et Bixente Lizarazu ont pu s'engouffrer dans leur couloir respectif. Sans conclure hélas !

DIDIER DESCHAMPS ne se fera pas « chambrer », comme il le redoutait, en reprenant l'entraînement avec la Juventus Turin, le mois prochain. En éliminant l'Italie au terme de l'épreuve des tirs au but, l'équipe de France s'est qualifiée, vendredi 3 juillet, pour la quatrième demi-finale de Coupe du monde de son histoire après les *épopées de 1958, 1982 et 1986 qui* s'étaient achevées aux portes de la *finale. Après ce travail d'Hercule* accompli face à un adversaire culte, elle ne peut plus rater son Mondial. Il lui reste à le réussir en revenant, mercredi *8 juillet*, au Stade de France pour signer un sixième succès qui la propulserait dans l'histoire footballistique.

Même si ce duel franco-italien s'est joué sur un coup de transversale (celle qui a renvoyé le tir au but de Luigi Di Biagio), les Bleus ont étalé un savoir-faire de compétiteur de haut niveau. Sublimés par l'enjeu, ils ont surtout dominé physiquement leurs rivaux réduits à l'attentisme. Quelques chiffres situent la mainmise française. Vingt-cinq tirs ont menacé la cage de Gianluca Pagliuca alors que Fabien Barthez n'a été ciblé qu'à sept reprises. Le nombre de corners confirme le déséquilibre : treize pour la France, deux pour l'Italie.

Aimé Jacquet, en scout expérimenté, a confirmé ses talents exceptionnels de brouilleur de pistes. Aucun observateur n'avait deviné la formule mijotée par le sélectionneur dans la forêt de Clairefontaine. Si la présence d'un troisième milieu de terrain récupérateur fut évoquée, personne ne se doutait que le sésame serait confié à Christian Karembeu. Le champion d'Europe (avec le Real Madrid) a renoué avec un rôle que personne ne lui contestait lors du championnat d'Europe 1996.

Cette opération « blindage des buts » a été ardemment soutenue par les cadres de l'équipe. *« Ce fut une bonne décision »*, a commenté, après la rencontre, Marcel Desailly. Didier Deschamps et Laurent Blanc ont également adoubé l'option du tacticien de Sail-sous-Couzan, à moins qu'ils en aient été les initiateurs comme on l'a murmuré vendredi soir. Interrogé à ce sujet, Blanc l'a prestement esquivé : *« Cela fait partie de la vie interne du groupe. »* Avec un milieu de terrain plus défensif, les deux arrières latéraux (Lilian Thuram, époustouflant à droite, et Bixente Lizarazu, à gauche) ont pu s'engouffrer dans leur couloir respectif en se sachant couvert par un partenaire (Christian Karembeu, à droite, et Emmanuel Petit, à gauche). *« Le système a bien fonctionné, à tel point que j'ai souvent été libre pour servir de relais »*, s'est félicité Didier Deschamps, alors que Youri Djorkaeff rendait hommage à Jacquet : *« Il n'arrête pas de visionner des cassettes, il maîtrise parfaitement les tenants d'un match. »*

INCURIE OFFENSIVE

Le retour de Zinedine Zidane a permis de bonifier, par intermittence, l'animation offensive et de conserver la maîtrise de la partie pendant les trois quarts du temps. En revanche, la conclusion des actions a mis, une nouvelle fois, en évidence la faiblesse récurrente de l'équipe. Youri Djorkaeff a raté deux occasions, ce qui lui aurait été amèrement reproché en cas de malheur lors des tirs au but. Battu dans les duels, malheureux dans ses passes, le Milanais a manqué sa production. Stéphane Guivarc'h et David Trezeguet, qui se sont relayés à la pointe de l'attaque, ont bataillé dans l'ombre sans parvenir à déverrouiller la forteresse italienne. *« Nous avions affaire aux maîtres incontestés de la défense,* plaide Djorkaeff. *L'Italie a démarré la partie avec sept joueurs massés devant ses buts. Ce n'était pas évident de trouver l'ouverture. »* L'argument est recevable mais il n'excuse pas les opportunités laissées en plan. *« Nos neuf buts marqués au premier tour ont masqué provisoirement le problème*, affirme Deschamps. *Moi, je ne suis pas surpris. On ne devient pas un attaquant d'exception en deux semaines. »* Et le capitaine d'ajouter, d'un timbre agacé : *« Quand on n'arrive pas à finaliser les occasions, les matches se prolongent. Cela fait deux fois qu'on cavale pendant deux heures. »*

L'incurie offensive des Bleus place le secteur défensif sous pression permanente. *« Nous savons que nous n'avons pas le droit d'encaisser de but »*, abonde Lilian Thuram. Pendant la prolongation, Deschamps a demandé à ses arrières de rester en place pour résister aux contres italiens. *« Derrière, nous sommes sereins sans être pour autant à l'abri »*, tempère Blanc. Marcel Desailly, qui a donc gagné la rencontre la plus importante de sa carrière, tire la morale de l'histoire : *« On peut débattre à l'infini de nos forces et de nos faiblesses. Je remarque simplement que les Italiens se sont barricadés devant leur but et que Gianluca Pessotto s'est vu confier un marquage individuel sur Zinedine Zidane. Cela signifie que nous faisons peur. Normal puisque nous sommes forts. »* Avec le grand Marcel, tout est toujours limpide.

Elie Barth

● LA PHRASE DU JOUR

« Il n'y a pas de quoi rire. »

Elizabeth II, reine d'Angleterre, lorsqu'un but marqué par le joueur anglais Sol Campbell dans le huitième de finale contre l'Argentine a été refusé par l'arbitre. Propos rapporté par le maire d'Edimbourg, Eric Milligan, après une soirée royale mardi 30 juin où quelques personnalités avaient été invitées à suivre le match à la télévision au palais de Holyroodhouse (Ecosse).

●●●

Le sélectionneur avait ensuite opté pour deux hommes encore frais, David Trezeguet et Thierry Henry, entrés en jeu tardivement. Pour une fois, le patron comptait sans doute également sur leur insouciance, maintes fois fustigée. Restait une place dans le convoi : Youri Djorkaeff y postulait mais le coach lui préféra Bixente Lizarazu. *« J'ai toujours pris mes responsabilités*, expliquait ce dernier. *Il y a des joueurs qui refusent. Moi pas. »*

LE BASQUE A CRAQUÉ

Dans un Stade de France qui haletait dans son dos, le Basque a pourtant craqué, ne servant qu'une molle passe à Gianluca Pagliuca. Didier Deschamps le ramena par le bras dans le rond central, le consolant comme un enfant. *« Ne t'inquiète pas. Il faut être très courageux pour tirer les penalties, surtout à ce niveau-là »*, susurrait le capitaine au joueur meurtri par sa faiblesse. *« Ce n'est pas moi le héros*, martelait Fabien Barthez. *Ce sont les autres qui ont été vaillants. »* L'homme avait pourtant apporté son écot en arrêtant le tir au but de Demetrio Albertini. Il avait surtout atténué la terrible culpabilité qui s'était abattue sur son coéquipier maladroit.

Dans le vestiaire, Bixente Lizarazu pouvait chanter avec les autres. Sans doute le fit-il même un peu plus fort que ses compagnons. Jacques Chirac interrompit la chorale des potaches, le temps de serrer les mains à la ronde. Le responsable militaire transportant la valise nucléaire l'attendait à la porte. *« Le président nous a dit qu'il était très content. Il nous a répété qu'il s'entraînait pour nous remettre la coupe »*, rapportait Didier Deschamps. Et le capitaine des Bleus ajoutait : *« De toute façon, il ne faut pas s'arrêter là. Je crois que les joueurs de cette équipe de France ont montré qu'ils étaient de grands compétiteurs. »*

RÉVEIL DOULOUREUX

L'excitation était à son comble. Aimé Jacquet pouvait se lâcher : *« C'est le résultat des deux dernières années de travail. Le président de la République et le premier ministre sont venus nous rendre visite aux vestiaires. Je crois qu'ils voulaient nous faire comprendre que toute la France était derrière nous. »* La fièvre retomba à peine dans le bus qui ramena les joueurs à Clairefontaine (Yvelines). Le soir, les joueurs veillèrent tard avant de trouver le sommeil. *« La fatigue, elle va venir »*, savait Laurent Blanc. Elle arrivait en effet et terrassa les joueurs un à un quand les masseurs finirent d'évacuer le stress. Chacun savait que demain, le réveil serait douloureux. L'important dans cette Coupe du monde était d'être encore en vie.

Benoît Hopquin



SYGMA/TEMPSPORT



SYGMA/TEMPSPORT

TRANSFORMATION Laurent Blanc ne fléchit pas face à Gianluca Pagliuca. *Dans une poignée de secondes, Luigi Di Biagio enverra* la France en demi-finale en expédiant son tir sur la transversale.



AFP

DÉLIVRANCE Aimé Jacquet, *entouré de ses* joueurs et du staff technique, ne peut réprimer sa joie à l'issue du match. Pendant cent vingt *minutes*, les Français ont relevé le défi tactique et physique, à l'image de David Trezeguet *(ci-contre)* ou de Christian Karembeu *(ci-dessous)*, le titulaire surprise.



IAN WALDIE/REUTERS

COUPS DE SIFFLET
LA REVUE DE PRESSE

CORRIERE DELLO SPORT (Italie)
La France n'est pas plus forte que nous, mais elle a joué pour la victoire, alors que nous, nous ne l'avons jamais fait. Durant une heure, elle a joué avec trois attaquants plus Zidane et Thuram et Lizarazu qui ne cessaient de monter à l'assaut. Je ne sais pas franchement ce qui nous empêche de jouer nous aussi au football. La France s'est comportée en grande équipe, elle a joué au football, sa victoire n'est pas scandaleuse.

GAZZETTA DELLO SPORT (Italie)
Pour la troisième fois consécutive nous quittons le *Mondial* en pleurant. Cette fois, ce sont les erreurs d'Albertini et Di Biagio qui sont décisives après cent vingt minutes de bataille. La France a mérité son succès grâce à son meilleur jeu et à sa longue domination, que les nôtres n'ont que rarement interrompus.

L'ÉCLAIR DES PYRÉNÉES
Le spectacle que les deux équipes nous ont offert avait de quoi décourager par sa qualité et son intensité les critiques, les brocards de ceux qui trouvent ridicule de voir vingt-deux bonhommes en culotte courte courir pendant des heures après un ballon. Peu importe le vainqueur ? Il convient peut-être de nuancer ce propos. S'il est vrai que l'on doit englober dans les mêmes louanges l'ensemble des protagonistes de ce drame en cinq actes (deux mi-temps, deux prolongations, la séance enfin des tirs au but), il n'est pas indifférent que ce soit la France qui ait gagné ! D'abord parce que les techniciens du football diront qu'elle a un peu mieux joué que sa rivale, et qu'elle n'a donc pas volé sa victoire, même acquise à la loterie des penalties. Mais aussi et surtout parce que le pays le mérite, parce qu'il a fort bien organisé cette gigantesque manifestation.

LE JOURNAL DU CENTRE
Autrement plus un derby qu'une rencontre internationale ce match fou ! On en perdrait toute logique car ce n'est que du foot, mais du foot, et du foot à la française, comme on l'aime, délié et fluide (...).
Déjà les Français rêvent de la revanche sur les Allemands, après leur défaite en demi-finale, à Séville, en 1982. Les plus acharnés se disent qu'après être passés sur le corps des Italiens, nous allons pouvoir affronter les chevaliers teutoniques. Rassurez-vous, ce n'est que du sport.
Allez, champagne !

Zinedine Zidane,
le messie se fait attendre

GRIGORY DUKOR/REUTERS

Zinedine Zidane est agenouillé dans le rond central. Les mains derrière le dos, comme s'il disait une prière, le meneur de jeu français subit l'épreuve des tirs au but comme un calvaire. Lui, le moine-soldat aux cheveux clairsemés et au visage émacié, a pourtant accompli son devoir. Il vient de commencer la terrible séance en marquant le premier tir au but de l'équipe de France. D'une frappe à ras de terre, il a pris à contrepied le gardien italien et donné l'exemple à ses coéquipiers. Puis, il les a rejoints au milieu du terrain, un peu à l'écart, le regard fixé sur les buts.

Zinedine Zidane ne sait pas encore que sa prière sera exaucée et que les Français finiront par sortir vainqueurs de l'épreuve. Pour l'instant, il attend, encore plus crispé et angoissé que les autres, car il sait que c'est lui que l'on attendait et que l'on va juger. Célébré comme l'arrivée du messie, son retour sur la pelouse du Stade de France n'a pas provoqué le miracle escompté. La France est qualifiée mais, même avec son meneur de jeu, elle ne réussit toujours pas à marquer. Privée de son maître à jouer, suspendu lors du match contre le Paraguay, l'équipe d'Aimé Jacquet paraissait avoir perdu son âme et son inspiration. *« On ne remplace pas Zidane »*, proclamait alors le sélectionneur, tandis que le meneur de jeu affirmait avoir *« fait le point »* avec lui-même et promettait de disputer contre l'Italie le *« match le plus important de* [sa] *carrière »*.

Soupçonné après son expulsion contre l'Arabie saoudite de rater les grands rendez-vous et de fléchir sous la pression, Zidane l'introverti avait promis une revanche aux frais des Italiens. Avant d'entrer sur le terrain, il discute en souriant avec Christian Vieri, son ancien coéquipier de la Juventus de Turin. Une fois sur la pelouse, visage tendu et regard dans le vide pendant *La Marseillaise*, Zinedine Zidane a le masque du boxeur qui rentre sur le ring.

D'entrée de jeu, l'homme-orchestre des tricolores est partout sur le terrain. C'est lui qui crée la première occasion pour l'équipe de France d'un tir détourné *in extremis* en corner par le gardien italien. Devant en soutien des attaquants, derrière à la récupération, au milieu pour l'organisation, Zidane parcourt le terrain en diagonales avec Gianluca Pessotto, son garde du corps italien, comme ombre. *« Zidane est un joueur particulier, nous allons trouver une solution particulière »*, avait promis Cesare Maldini, l'entraîneur italien.

En première mi-temps, Zinedine Zidane ignore la menace et déjoue le marquage rapproché dont il fait l'objet. Puis le jeu du numéro 10 français s'étiole et tourne en rond. Son jeu est beau mais inefficace. Zidane ne trouve pas la solution offensive qui permettrait à l'équipe de France de marquer. Comme le reste de l'équipe, il semble s'y résigner. L'increvable Emmanuel Petit vient lui donner une tape d'encouragement et les *« Zizou »* redoublent dans les gradins. Rien n'y fait. Pessotto prend le dessus avant de sortir sur blessure. *« J'ai réussi à limiter l'action de Zidane. Il n'a ni marqué ni fait de passes décisives »*, pouvait se féliciter le joueur italien malgré la défaite de son équipe. Zinedine Zidane quittera le stade sans un mot. *« "Zizou" a fait de son mieux*, a estimé Didier Deschamps. *Il a été utile malgré le marquage de Gianluca Pessotto. Pendant la prolongation, il a souffert comme d'autres. »* A vingt-six ans, le numéro 10 français demeure un meneur de jeu brillant. Mais vendredi, au Stade de France, il a encore repoussé le rendez-vous qu'il s'était fixé pour entrer dans une autre catégorie, celle des joueurs d'exception.

Frédéric Chambon



GRIGORY DUKOR/REUTERS

Lilian Thuram,
une force tranquille de la nature

Belle force de la nature, Lilian Thuram a muselé la terreur Alessandro Del Piero, tout en portant le danger dans la surface italienne, avec de longues traversées du terrain ponctuées de séries de dribbles impressionnantes. Sacré meilleur joueur étranger d'Italie en 1997, il fait la loi sur son côté droit, rares étant ses partenaires du Calcio qui sont parvenus à le déborder ou même à l'inquiéter. Si la défense française confirme sa solidité, elle le doit beaucoup à sa contribution. Dans le dernier carré de la compétition, il aura à cœur de démontrer que le redoutable privilège de disputer une demi-finale de Coupe du Monde n'est pas usurpé : *« On a imposé un combat physique aux Italiens, et sur ce plan là nous avons gagné. Nous ne serons pas fatigués mercredi en demi-finale. Faites-nous confiance. »*



Emmanuel Petit,
le mouvement perpétuel

Discuté avant le Mondial, Emmanuel Petit s'est imposé. Le milieu défensif d'Arsenal a fait étalage d'une hargne hors du commun, dimension acquise outre-Manche, justifiant la confiance d'Aimé Jaquet. Volontaire et déterminé, il a su déjouer les plans de la Squadra azzurra. Associé à Karembeu et Deschamps, l'ancien Monégasque a récupéré quantité de ballons. Il s'est également montré dangereux en attaque avec notamment une reprise spectaculaire en début de la partie. Chaque seconde en mouvement, Petit a terminé le match exténué. *« Quand on a gagné, j'ai eu l'impression qu'on m'enlevait un poids. J'ai eu un contre-coup, je n'arrivais plus à bouger. Il faut louer la volonté de l'équipe, ce groupe est formidable. Cette victoire n'est qu'une étape, il ne faut pas s'arrêter là. Ce serait trop frustrant. »*



Fabien Barthez,
le talent et la confiance

Le portier français n'a encaissé qu'un seul but en cinq rencontres (contre le Danemark, lors du dernier match du tour préliminaire, le 24 juin). Un record. Toujours aussi rassurant pour sa défense, le Monégasque est sorti vainqueur de tous ses duels face aux Italiens. Le public du Stade de France ne s'y est pas trompé, scandant à maintes reprises le nom de l'artiste. Auteur d'un arrêt sur Demetrio Albertini lors de la séance de tirs au but, il a confirmé son statut de gardien exceptionnel. Sa prestation impeccable a peut-être fait douter Luigi Di Biagio sur l'ultime tir au but : *« J'étais sûr de gagner, même quand Lizarazu a raté son tir, j'avais ce pressentiment au fond de moi. J'étais persuadé d'arrêter un tir. J'avais vu juste. »* La confiance fait partie intégrante du talent.

هكذا من الاصل

● **LES RÉACTIONS**

« C'est vraiment le bonheur après le stress total. Nous avons fait un superbe match », a déclaré le président de la République, qui a assisté à la rencontre aux côtés de Michel Platini et de Lionel Jospin au Stade de France. « [Fabien] *Barthez a été formidable. Toute l'équipe a été extraordinaire.* » *« Aimé Jacquet avait raison, ce dont j'ai toujours été convaincu »*, a poursuivi le président, avant de confier : *« Nous avons une superbe equipe, pourquoi ne pas avoir de superbes ambitions ? »*

Jacques Chirac, président de la République

« Si on jugeait le football comme un match de boxe, la France aurait gagné aux points – donc elle a gagné aux penalties. C'est une très belle équipe de France qui, face à une des meilleures équipes du monde, une des favorites, a maîtrisé très bien son sujet », a déclaré le premier ministre, après avoir assisté au match au Stade de France. M. Jospin a reconnu avoir été moins *« frustré »* et *« inquiet »* que lors du huitième de finale contre le Paraguay à Lens, dimanche 31 juin. *« Je l'étais moins parce que je trouvais que la France dominait – et je pensais qu'elle marquerait : j'avais fait le pronostic 1-0. »*

Le premier ministre a jugé la *« première mi-temps superbe, ils les ont dominés physiquement sans faire de faute, ils ont eu quelques occasions (...) »*. *« Deuxième mi-temps, les Italiens ont sacrément repris du poil de la bête, ça a été plus équilibré, et à la fin je crois que les Français fatiguaient un peu, en raison peut-être du match contre le Paraguay. (...) Ça s'est joué aux tirs au but, et là c'est la tension nerveuse, c'est aussi la volonté et la détermination qui jouent. »*

M. Jospin a confirmé qu'il se rendrait au prochain match des Bleus, mercredi 8 juillet, en demi-finale contre l'Allemagne ou la Croatie : *« D'une certaine façon*, a-t-il dit, *je préférerais la Croatie et, d'une autre façon, on a une revanche sportive, amicale, à prendre contre l'Allemagne. »*

Lionel Jospin, premier ministre

« Cette qualification, on l'a bien gagnée face à une équipe d'Italie à la hauteur de l'événement », a dit la ministre, après avoir vécu un *« formidable suspense »*.

Marie-George Buffet, ministre de la jeunesse et des sports

L'impartialité du chrono de l'arbitre


REUTERS

● **GARDER LE RYTHME** L'arbitre doit imprimer au match *« un rythme harmonieux et respectueux de l'esprit du jeu »*, souligne Michel Dailly, président de l'Amicale des arbitres. Pour mener à bien cette mission, le directeur du jeu consulte régulièrement sa montre-chronomètre. L'accessoire, longtemps réservé à l'athlétisme, est apparu au poignet des arbitres au début des années 70.

● **LIBRE CHOIX** L'homme en noir choisit lui-même son instrument. Il dispose d'un large éventail, allant de la simple montre de précision au chronomètre haut de gamme, indiquant la fréquence cardiaque à la pulsation ou proposant un compte à rebours à répétition. La FIFA pourtant installée en Suisse (à Zürich), patrie des maîtres horlogers, n'a pas désigné de fournisseur officiel.

● **LA GESTION DU JEU** A partir des huitièmes de finale, en cas d'égalité au score à l'issue des quatre-vingt-dix minutes de jeu réglementaires, les équipes ont deux fois quinze minutes pour se départager. Celle qui marque la première est immédiatement qualifiée pour le tour suivant. Lors du Mondial, le gardien de but qui garde le ballon dans ses mains plus de six secondes avant de le dégager s'expose à un coup franc indirect dans sa surface de réparation.

● **ARRÊTS DE JEU** Chaque changement de joueur augmente automatiquement le temps de jeu de trente secondes. On ajoutera également une minute pour tout joueur blessé et soigné sur le terrain. A la fin de chaque mi-temps, la durée des arrêts de jeu est indiquée aux joueurs et au public par le moyen d'un tableau d'affichage. Un laps de temps pendant lequel il n'est pas rare de voir les supporteurs retenir leur souffle et les entraîneurs s'agiter sur le banc de touche en attendant que l'arbitre consulte sa montre-chronomètre et se décide à siffler la fin de la rencontre.

Cédric Ryan

La malédiction de la Squadra azzurra

Après la défaite contre l'Argentine en 1990, puis face au Brésil en 1994, les tirs au but ont été une fois de plus fatals à l'Italie

IL AURA FALLU qu'un journaliste italien remette quelque peu en question ses options tactiques pour que Cesare Maldini sorte doucement de ses gonds. Le sélectionneur italien n'avait même pas cillé à l'instant où le tir de Luigi Di Biagio avait rebondi dans le ciel de Saint-Denis. Dans les vestiaires des vaincus, il était resté impassible, consolant ses joueurs, leur assurant qu'ils n'avaient pas failli à la tâche mais au contraire parfaitement appliqué ses consignes.

Mais quand on lui a demandé s'il ne pensait pas avoir fait preuve d'une certaine frilosité offensive, Cesare Maldini a senti un début d'énervement le gagner. Son débit s'est accéléré, son long corps a commencé à s'agiter : *« Nous avions deux attaquants, plus un troisième en soutien, on ne pouvait pas faire plus*, a-t-il répondu. *Il faut quand même tenir compte de l'équipe adverse. Il ne me semble pas que nous ayons été mis réellement en danger par les attaquants français, sauf à deux reprises en première mi-temps. Je ne nous ai pas vus commettre d'erreurs. »*

IMMENSE AMERTUME

Le débat n'ira pas plus loin : les Italiens n'avaient pas le cœur à parler davantage tactique en ce soir d'élimination. L'isolement de Christian Vieri en attaque jusqu'à la rentrée de Roberto Baggio, les pannes d'inspiration d'Alessandro Del Piero, qui aura traversé cette Coupe du monde sans justifier la confiance placée en lui par Cesare Maldini, l'apport d'Angelo Di Livio et Demetrio Albertini, dont les entrées en jeu ont permis peu à peu au milieu de terrain italien de prendre l'ascendant sur son adversaire, il n'en sera donc pas question.

Seule compte dans ces instants cette séance des tirs au but que les Italiens ne parviennent décidément pas à apprivoiser. *« C'est la troisième fois que je me fais battre comme cela, c'est tragique*, se lamente doucement Roberto Baggio, qui a réussi le premier tir de la série italienne. *Je ressens une immense amertume. La prochaine fois, je ne viendrai pas. Quand j'ai marqué, je me suis dit que nous allions pouvoir enfin déjouer le sort. Mais au bout du compte, c'est toujours nous qui perdons. »*

Le sort, Roberto Baggio est bien placé pour en parler. En 1990, il a vu l'Italie se faire éliminer en demi-finale de « sa » Coupe du monde par les Argentins et aux tirs au but. Quatre années plus tard, en finale cette fois face au Brésil, c'est lui qui a enterré les espoirs des siens en ratant le tir au but décisif. Paolo Maldini, le capitaine italien et fils du sélectionneur national, était lui aussi de ces trois occasions maudites. *« J'ai l'impression que l'histoire se répète*, dit-il, ses grands yeux bleus noyés dans le vague. *J'ai perdu trois Coupes du monde – une en quart, une en demi et une en finale – et pourtant, tout au long de ces trois éditions, je n'ai été battu qu'une seule fois autrement qu'aux tirs au but, il y a quatre ans au premier tour, contre l'Eire. J'ai l'impression qu'il n'y a rien à faire. »*

Une espèce de fatalisme a envahi le camp italien en ces minutes qui suivent la désillusion. Les visages ne sont pas abattus, mais hébétés. *« Je suis très déçu*, admet le gardien Gianluca Pagliuca. *Après avoir arrêté le deuxième tir français, j'ai pensé que la route était dégagée. Mais de toute façon, c'était une loterie. »* En sortant du terrain, le gardien milanais n'a pas desserré les dents. Certains de ses coéquipiers ont essuyé une larme discrète, mais la plupart se sont précipités vers Luigi Di Biagio comme pour protéger des regards extérieurs la peine de celui-ci.

Au moment de revenir sur cette élimination, Cesare Maldini n'en démordra pas : son équipe, qui ne s'est pourtant créé que deux occasions franches de but en cent vingt minutes de jeu, n'a pas commis la moindre erreur. *« Je n'ai rien à lui reprocher et je suis très fier d'elle : elle a tout donné jusqu'à sa dernière goutte de sueur*, dira le sélectionneur transalpin. *Le match a été tout à fait équilibré, mais il fallait bien qu'il se termine d'une façon ou d'une autre. De ce côté-là, je crois que nous sommes victimes d'une véritable malédiction. »*


LIEWIG/SYGMA/TEMPSPORT

Fabio Cannavaro face à Youri Djorkaeff

Ah, ces maudits tirs au but... Ils évitent sans doute de se poser trop de questions autour de cette incapacité à conclure les matches décisifs, d'aller chercher des explications à ces trois quêtes mondiales avortées. Les Italiens préfèrent transmettre le relais à ces Français qui fréquentent pour beaucoup leurs clubs et leur championnat. *« Nous avons rencontré une équipe très forte, qui est plus que jamais l'un des favoris pour la victoire finale »*, assure Paolo Maldini. Quant à Gianluca Pessotto, affecté au marquage de Zinedine Zidane et qui s'estimait ne pas s'en être trop mal tiré, il passait le relais sans mauvaise grâce à son adversaire du jour : *« Je lui souhaite de gagner la Coupe du monde, il le mérite. »* Les maudits sont beaux joueurs.

Gilles van Kote, à Saint-Denis

Quatrième qualification des Bleus en demi-finale

L'équipe de France a obtenu, vendredi 3 juillet, sa quatrième qualification pour les demi-finales dans l'histoire de la Coupe du monde.

● **En 1958, en Suède,** la France avait battu l'Irlande du Nord (4-0) en quart de finale. En demi-finale, elle avait été dominée par le Brésil (5-2) et s'était emparée de la troisième place grâce à une victoire (6-3) sur la RFA.

● **En 1982, en Espagne,** la France s'était qualifiée pour les demi-finales en terminant première du groupe D devant l'Autriche et l'Irlande du Nord. En demi-finale, elle avait été battue par la RFA (3-3 après prolongation, 5 tirs au but à 4) et avait terminé quatrième après avoir perdu contre la Pologne (2-3) en match de classement.

● **En 1986, au Mexique,** en quart de finale, la France avait battu le Brésil (1-1 après prolongation, 4 tirs au but à 3). En demi-finale, la RFA avait battu la France (2-0), qui finira troisième en battant la Belgique (4-2 après prolongation).

Quant à l'Italie, elle en est à sa troisième élimination aux tirs au but en Coupe du monde.

● **En 1990, en Italie,** la Squadra azzurra avait été éliminée en demi-finale par l'Argentine (1-1 après prolongation, 4 tirs au but à 3). Tirs au but réussis : Jose Serrizuela, Jorge Burruchaga, Julio Olarticoechea, Diego Maradona pour l'Argentine. Franco Baresi, Roberto Baggio, Luigi De Agostini pour l'Italie. Tirs au but manqués : Roberto Donadoni, Aldo Serena pour l'Italie.

● **En 1994, aux Etats-Unis,** l'équipe d'Italie avait été battue en finale par le Brésil (0-0 après prolongation, 3 tirs au but à 2). Tirs au but réussis : Romario, Branco et Dunga pour le Brésil. Demetrio Albertini, Alberigo Evani pour l'Italie. Tirs au but manqués : Marcio Santos pour le Brésil. Franco Baresi, Daniele Massaro, Roberto Baggio pour l'Italie.

L'ANALYSE TECHNIQUE
DE RAYMOND DOMENECH

Question de nerfs

ON PARLE encore de beaucoup de choses dans les salles de presse. De cette fabuleuse équipe de France qui continue sa route vers la gloire, la même qu'il fallait jeter aux ordures il y a six mois ou des Italiens malheureux qui perdent encore une fois dans un domaine où pourtant on les croyait forts : les nerfs. Car c'est une évidence, les tireurs de penalty sont avant tout des joueurs mentalement au top. Deux heures d'efforts, 80 000 spectateurs, une possible élimination, il faut résister à tout cela.

Techniquement, les joueurs de ce niveau sont tous capables de faire mouche, alors comment peut-on les rater les fameux coups de pied au but ? Prenons Lizarazu, du départ de sa course au moment de sa frappe, il ne lève jamais la tête, le front plissé, le regard noir, tout intériorisé. Il ne redevient lui-même qu'au moment de l'arrêt du gardien. Les yeux sont pourtant l'élément essentiel. Oser défier le gardien adverse au moment de la frappe, les yeux dans les yeux, pour le clouer un centième de seconde sur sa ligne, pour qu'il ne puisse pas lire la position de votre corps. C'est le regard du serpent qui hypnotise et s'il bouge avant votre frappe vous pouvez encore changer de direction.

Car un gardien de but cherche, lui, à vous déstabiliser, prendre le ballon, vous le donner dans les mains, perdre du temps, vous parler. Tout est possible avant que vous soyez en possession de la balle. Ensuite, il jugera d'après l'angle de votre course vos possibilités. Il a vu les cassettes de match et connaît votre manière de tirer. Se mettre face au ballon provoque, neuf fois sur dix, une frappe croisée (le droitier à gauche, le gaucher à droite). Il faut beaucoup de sérénité pour ouvrir le pied au dernier moment. Il est pourtant un endroit inaccessible pour le gardien : entre 1,50 et 2,44 m sur un côté. Tous les ballons sous la barre sont gagnants. Mais voilà, il faut prendre le risque de lever ce ballon. Roberto Baggio l'a fait aux Etats-Unis et Di Biagio au Stade de France avec les résultats que l'on sait. Platini, Maradona, Socrates... J'en oublie certainement. Rien que des grands footballeurs qui, dans cette épreuve, ont failli au moins une fois. Il arrive que la pression soit trop forte. Il n'y a pas de surhomme. Les Français ont prouvé qu'ils avaient, avant tout, en ce jour précis plus de nerfs que les Italiens. Tout le monde nous promet une demi-finale de revanche contre l'Allemagne. Restent à ce qu'ils aient les nerfs assez solides contre les Croates pour nous rejoindre.

Platini, Maradona... Des grands footballeurs qui, dans cette épreuve, ont failli au moins une fois

Il en fallait un. Luigi Di Biagio fut celui-là

Le sort a voulu que la révélation italienne de ce Mondial rate le dernier tir au but de son équipe

LES RÈGLES du football sont ainsi faites : il faut toujours un joueur italien pour connaître le pire, dans une épreuve de tirs au but. En 1994, Roberto Baggio avait hérité de ce rôle. Jusque-là génial et souverain, il avait laissé l'infortune se coller dans son ombre, en finale de la World Cup américaine, et brutalement le priver de son art. Au dernier tir au but, sa frappe était partie se perdre tristement dans les airs. Le Brésil avait hurlé sa joie sans aucune pudeur. Et l'Italie avait plié l'échine, comme quatre ans plus tôt, dans son propre Mondiale, face à l'Argentine en demi-finale.

Cette fois, le mauvais sort a tourné ses regards vers un autre martyr. Luigi Di Biagio, vingt-sept ans, un milieu de terrain sans cheveux ni franche renommée, a été celui-là. Il a posé doucement sa balle sur le rond blanc que lui montrait l'arbitre, à onze mètres et quelques d'un autre crâne rasé, le placide Fabien Barthez. Il a reculé sans hâte, avalé discrètement une longue respiration et frappé dans le ballon en se forçant à ne penser à rien. Mais son tir a croisé sur sa route une barre transversale que la France, depuis, veut bien jurer bénie des dieux.

ARTISAN DU FOOTBALL

Les supporteurs français ont cru s'en étouffer de soulagement. Luigi Di Biagio, lui, a serré sa tête dans ses mains. Puis il a levé les yeux vers le ciel, avant de plier les genoux et de s'écrouler comme un soldat blessé. Et l'Italie a encore courbé l'échine. Comme toujours en pareil cas. Pourquoi lui ? Pourquoi justement lui, Luigi Di Biagio, jusque-là sérieux dans son ouvrage, toujours méritant et parfois admirable ? Allez savoir. Le basard, rien de plus. *« Et puis, il en fallait bien un... »*, avouera plus tard Paolo Maldini, capitaine de la Squadra azzurra. Il en fallait bien un, alors autant désigner le seul homme de l'équipe encore vraiment irréprochable dans ce Mondial. Le seul auquel le pays pourrait pardonner un éventuel faux pas.

LUIGI DI BIAGIO

Roberto Baggio, son aîné, sera d'ailleurs le premier à le relever. Et il lui glissera dans l'oreille, complice de son malheur : *« Je sais ce que tu ressens, je suis passé par là. Cette épreuve est terrible, mais elle te fera progresser. »* Singulière destinée. Au début de cette année, l'Italie ignorait tout de Luigi Di Biagio. Modeste travailleur dans un championnat nourri depuis toujours de luxe et d'abondance, il faisait son métier. Rien de plus. Et s'avouait volontiers pleinement satisfait d'en faire une existence. Plus appliqué que franchement inspiré, il avait pris son temps pour se faire remarquer. *« La réussite m'a longtemps ignoré »*, explique-t-il aujourd'hui.

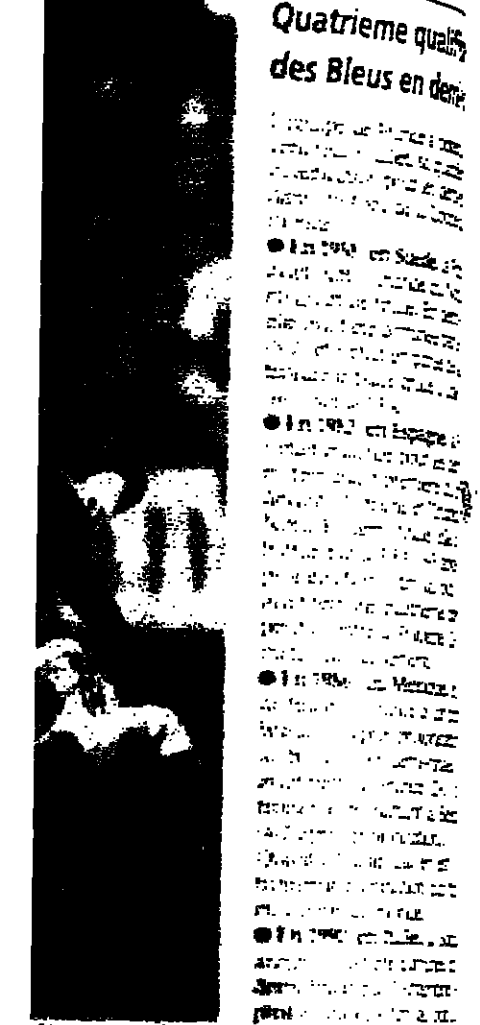
A ses débuts dans la carrière, un seul match pour la Lazio de Rome, sa ville de naissance, avait suffi à le renvoyer vers les bas-fonds. Jugé sur ce seul bout d'essai trop tendre vers l'élite, il avait été transféré vers Monza, un club de troisième division. Vexé mais obstiné, Luigi Di Biagio y est resté deux ans. En 1994, il revient par la petite porte dans l'autre club romain, l'AS Roma. Il le fait sans prétention, à voix basse, plus à son aise dans l'ombre que face aux caméras. Pas vraiment grand (1,75 m), plutôt banal, il se remarque à peine. *« Je ne suis pas une vedette*, s'excuse-t-il. *Simplement un humble artisan du football. »* Sans doute. Mais son heure ne tarde pas à sonner.

Début janvier 1998, Cesare Maldini profite d'un match amical de l'Italie face à la Slovaquie pour essayer quelques nouveaux venus. Il lance Luigi Di Biagio, pour voir, sans intention très claire. Au printemps, il renouvelle l'expérience lors d'une rencontre sans plus d'enjeu, disputée cette fois en Suède. Le débutant s'y montre plutôt à son avantage. Assez, en tout cas, pour gagner sa place dans l'équipe du Mondial. Depuis, Luigi Di Biagio ne veut plus traîner en route. Simple remplaçant lors du premier match de l'Italie, face au Chili (2-2), il a gagné sa place sans même lever la voix. Contre le Cameroun, au premier tour, il a marqué de la tête le deuxième but de son équipe. En huitième de finale, face à la Norvège, il a glissé vers Christian Vieri, d'une longue passe lumineuse, le ballon du deuxième but et de la victoire italienne.

Cesare Maldini, l'entraîneur national italien, n'a pas eu besoin de plus pour en faire le patron de son milieu de terrain. Et la presse italienne n'a pas tardé à le monter en première page. La victime idéale pour connaître, à son tour, la damnation des tirs au but ? Sans doute. La loi des séries, lui soufflent les anciens. Mais rien ne le console. En quittant le Stade de France, vendredi 3 juillet, Luigi Di Biagio a soupiré un aveu d'impuissance : *« Je suis désolé et très déçu. Je sais que des joueurs de la classe de Michel Platini ou Zico ont eux aussi, par le passé, raté un tir au but. Mais cela n'enlève rien à ma peine. »* Il s'en veut. Il a tort.

Alain Mercier, à Saint-Denis

هكذا من الاصل




GREGG NEWTON/REUTERS

Les supporteurs brésiliens d'autant plus heureux que les Danois leur auront bien fait peur.

Le Danemark cède avec panache devant les étoiles brésiliennes

Nantes. Le match généreux livré par les deux équipes s'est achevé sur la victoire de celle qui possède le plus de talents individuels

AUX VAINCUS, il ne reste que le malheur. Les Danois savent désormais la tristesse d'une pelouse que l'on quitte la tête basse. Ils savent ces fins de soirée lugubres, quand, peu à peu, les lumières s'éteignent dans les tribunes qui se vident de leurs spectateurs repus de dribbles, de tirs, et quand chaque joueur se sent seul face à la défaite. Vendredi 3 juillet à Nantes, ils ont vécu ce moment terrible et dérisoire où plus rien n'a d'importance que le match perdu. On voudrait tant jouer encore, disposer d'une minute, d'une seconde, et puis courir, marquer, revenir comme par miracle sur les sentiers de la gloire. Il est déjà trop tard. Le Brésil a battu le Danemark trois buts à deux. Ronaldo et ses coéquipiers ont encore droit à leur part de rêve. Ils peuvent encore miser sur une demi-finale et, qui sait, sur un cinquième titre de champion du monde. Aux Danois ne reste que la défaite inscrite pour toujours au palmarès de cette 16e Coupe du monde. Leur histoire s'est arrêtée en quart de finale.

Très vite viendra la douce musique des mots de consolation. Ils n'ont jamais eu peur. Ils ont joué jusqu'au bout. Ils ont perdu avec panache, poussant le Brésil à puiser dans ses réserves de diableries. Ils se diront que l'aventure fut belle, qu'au but d'un premier tour timide ils se sont révélés. Le Nigeria exécuté (4-1) en huitièmes de finale, le Brésil bousculé en quart, l'épopée danoise. A la façon dont les joueurs se congratulaient à l'entrée vers les vestiaires, on comprenait qu'ils n'avaient pas tout perdu. Bo Johansson, l'entraîneur, confiait : *« Nous avons vécu une aventure que peu de gens ont la chance de connaître. Je suis très satisfait de mes joueurs. »*

CLASSE MONDIALE

Michael Laudrup, l'aîné d'une fratrie vouée au ballon rond, peut partir tranquille. Le milieu de terrain de l'Ajax d'Amsterdam avait annoncé qu'en cas de défaite cette rencontre serait la dernière de sa carrière internationale. A trente-quatre ans, il s'en va, couvert de l'éloge des siens, qui l'ont désigné comme *« un joueur de classe mondiale »*. Il part avec la satisfaction d'avoir fait trembler Mario Zagallo, l'entraîneur brésilien. *« Je suis aussi fatigué que mes joueurs,* avouait celui-ci. *Ce soir, le Brésil et le Danemark ont montré à quoi doit ressembler un match de Coupe du monde. »*

Car le Danemark y a cru, ou du moins a tout fait pour y croire. Martin Jörgensen a commencé par marquer l'un des buts les plus rapides de la Coupe du monde. Au terme d'une minute et trente-*deux secondes, son équipe menait* 1 à 0, grâce à un coup franc joué à toute vitesse par Michael Laudrup. *Dans le football danois*, on sait de longue date qu'un Laudrup peut en cacher un autre. Le brio de Brian, le cadet, n'a plus rien à envier aux inspirations parfois magiques de son aîné. L'un est exilé au Pays-Bas, après avoir goûté à l'Italie et à l'Espagne, l'autre a choisi l'Ecosse et ses Glasgow Rangers, avant d'émigrer la saison prochaine vers Chelsea. Ils ne sont jamais avares de leur art.

UN RETOURNÉ RATÉ D'ANTHOLOGIE

A Nantes, Laudrup, le jeune, s'est amusé à mettre sous une cruelle lumière les insuffisances de la défense brésilienne. Combien de fois l'a-t-il prise à revers ? Combien de fois l'a-t-il fait paraître empruntée, lourde, inapte à mesurer les risques que provoquaient la lenteur d'Aldair *ou les facéties assassines de Roberto Carlos ?* Celui-là ne manque pourtant pas de talent. Le défenseur du *Real Madrid* promet régulièrement qu'un jour pas si lointain, il sera le meilleur joueur du monde. *Il* éblouit par sa vitesse, par la force de ses frappes. Souvent, il sait dominer au profit de le Seleçao, ce démon de l'attaque qui semble l'habiter sans cesse. A la Beaujoire, il s'est laissé aller à une terrible absence.

L'image de son retourné acrobatique manqué au beau milieu de sa propre surface de réparation, sous les yeux d'un Taffarel qui n'en revenait pas, entrera sans doute dans la mythologie du Mondial 1998. Brian Laudrup s'est contenté d'en tirer le meilleur parti. La bourde de Roberto Carlos est devenue par ses soins le second but danois, celui qui permettait de revenir à la hauteur des Brésiliens (50e). Puis les Laudrup et les leurs ont poussé, poussé encore, courant ventre à terre après le score, lorsque les Brésiliens ont inscrit leur troisième but. Comment auraient-ils pu ne pas y croire ?

« Le Brésil, c'est une équipe à part, admettait Bo Johansson. *Ils ont une grande classe naturelle. »* En *s'excusant ainsi* de la défaite, l'entraîneur scandinave faisait allusion à l'étonnant talent offensif *de ses adversaires. Faible en dé*fense, foudroyant en attaque, l'équipe de Mario Zagallo dans sa version de 1998 ne ferait après tout que rejoindre une tradition presqu'aussi vieille que le football brésilien. Vendredi, l'impression était frappante. Dans les pires moments de détresse de ses malencontreux arrières, la Seleçao semblait toujours capable de marquer un but. Tant pis s'il fallait, pour cela, bouleverser l'ordre de son football.

Depuis le début du Mondial, Ronaldo a échappé de justesse à une mise en accusation par la presse de son pays (*Le Mondial* du 3 juillet). Son entraîneur s'est mis en tête de recadrer son attaquant favori. A Nantes, celui-ci n'a pas amélioré son total de buts. Il s'est découvert une nouvelle spécialité. Ronaldo ne marque plus. Il offre des buts à ses coéquipiers, grâce à deux passes décisives pour Bebeto et Rivaldo. *Le voici transformé en* une sorte de grand organisateur de l'attaque, pour le plus grand bonheur d'une équipe vraiment *« à part »*.

Pascal Ceaux

BRÉSIL-DANEMARK

QUART DE FINALE - VENDREDI 3 JUILLET
21 heures, stade de la Beaujoire, à Nantes
• Beau temps • Terrain souple • Pelouse en bon état
• *Public coloré et chaleureux • 40 000 spectateurs*

Arbitre : M. Gamal Ghandour (Egypte) assisté de MM. Maneri (Tunisie) et Dante (Mali).

BRÉSIL
Sélectionneur : Zagallo
1 Taffarel, 6 *Carlos*, 3 Aldair, 4 Junior Baiano, 2 Cafu, 5 Cesar Sampaio, 8 Dunga (cap.), 10 Rivaldo (Ze Roberto, 87e), 18 Leonardo (Emerson, 72e), 9 Ronaldo, 20 Bebeto (Denilson, 64e)

DANEMARK
Sélectionneur : Johansson
1 Schmeichel, 5 Heintze, 4 Högh, 3 Rieper, 6 Helveg (Schjonberg, 87e), 7 Nielsen (Tofting, 46e), 12 *Colding*, 10 M. Laudrup (cap.), 21 Jörgensen, 18 Möller (Sand, 67e), 11 B. Laudrup

BRÉSIL : Roberto Carlos (12e, jeu dangereux) ; Aldair (37e, jeu irrégulier) ; Cafu (82e, comportement antisportif) ne jouera pas la demi-finale le mardi 7 juillet.
DANEMARK : Helveg (20e, jeu dangereux) ; Colding (39e, jeu irrégulier) ; Tofting (73e, jeu dangereux).

BRÉSIL : Bebeto (11e, de 16 m dans l'axe, frappe du plat du pied droit à ras de terre, à la base du montant gauche) ; Rivaldo (27e de 6 m à gauche, frappe « piquée » du pied gauche, à mi-hauteur au centre du but) ; Rivaldo (60e, de 20 m à gauche, frappe du coup de pied gauche à ras de terre, à la base du montant droit).
DANEMARK : Jorgensen (2e, sur une passe de Brian Laudrup, de 10 m dans l'axe, reprise du plat du pied gauche à ras de terre, dans le coin gauche) ; Brian Laudrup (50e, de 7 m à droite, reprise de demi-volée du pied droit, dans la lucarne droite).

BRÉSIL : 42 positions d'attaque dans les 30 m (16 + 26) dont 6 occasions (4 + 2) ; 11 tirs (5 + 6) dont 1 contré (0 + 1) et 3 parés (1 + 2) par Schmeichel.
DANEMARK : 48 positions d'attaque dans les 30 m (25 + 23) dont 7 occasions (2 + 5) ; 9 tirs (3 + 6) dont 1 *contré (1 + 0), 1 sur la barre transversale* (0 + 1) et 1 paré (1 + 0) par Taffarel.

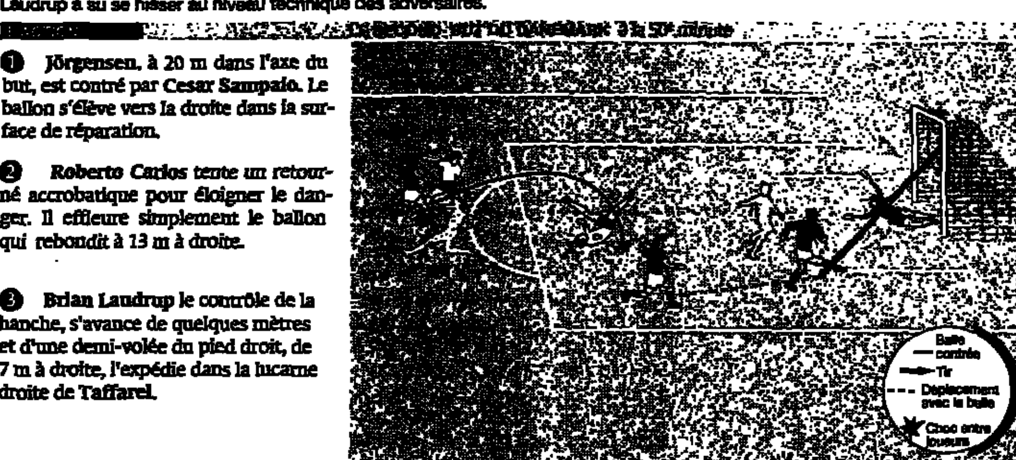
En faveur du BRÉSIL : 21 coups francs (7 + 14) dont 2 hors-jeu (1 + 1), 3 corners (1 + 2).
En faveur du DANEMARK : 27 coups francs (15 + 12) dont 9 hors-jeu (3 + 6), 7 corners (4 + 3).

BRÉSIL : Rivaldo (26 ans) a offert une très belle prestation au poste de milieu offensif, récompensée par deux buts. Moins meneur de jeu que percuteur et accélérateur, plus individualiste qu'altruiste, le joueur de Barcelone a multiplié les appels, dribble jusqu'à l'excès et a démontré un froid réalisme devant la surface.
DANEMARK : *Brian Laudrup (29 ans) aura été le meilleur Danois pendant le Mondial. Auteur d'une passe* décisive, d'un but et de multiples démarrages qui ont donné le tournis aux lourds défenseurs centraux du Brésil, le cadet des Laudrup a su se hisser au niveau technique des adversaires.

1 **Jörgensen**, à 20 m dans l'axe du but, est contré par **Cesar Sampaio**. Le ballon s'élève vers la droite dans la surface de réparation.

2 ***Roberto Carlos*** *tente un retourné accrobatique* pour éloigner le danger. Il effleure simplement le ballon qui rebondit à 13 m à droite.

3 **Brian Laudrup** le contrôle de la hanche, s'avance de quelques mètres et d'une demi-volée du pied droit, de 7 m à droite, l'expédie dans la lucarne droite de Taffarel.



L'heure de Rivaldo est arrivée

Le milieu offensif brésilien est fier de son âme de guerrier

PERCLUS de crampes, il a cédé sa place au milieu défensif Ze Roberto, à trois minutes de la fin du temps réglementaire. Par une salve nourrie d'applaudissements, les supporteurs brésiliens du stade de la Beaujoire lui ont rendu l'hommage qu'il méritait : Rivaldo Victor Barbosa Ferreira, vingt-six ans, a réalisé face au Danemark une superbe prestation, à vrai dire la meilleure en quatorze sélections en équipe nationale. Quand on porte sur ses épaules un maillot brésilien frappé du numéro 10, on se sait condamné à l'exploit *en série*. Vendredi 3 juillet, Rivaldo a honoré la tradition.

A la 27e *minute, sur un service en* or de Ronaldo, il a fait preuve du sang-froid nécessaire. Il a su attendre – pendant *la fraction de seconde* qui fait la différence – la sortie du gardien Peter Schmeichel, avant de glisser la balle d'un petit lob au ras du poteau. Grâce à lui, le Brésil avait pris l'avantage (2-1). Après l'égalisation danoise consécutive à un spectaculaire retourné loupé de Roberto Carlos, cinq minutes après la reprise, c'est encore lui qui a replacé les tenants du titre sur l'orbite des demi-finales. Déclenchée des dix-huit mètres dans l'axe central, sa frappe à ras de terre du pied gauche n'a laissé aucune chance au portier adverse.

DRIBBLES ÉPOUSTOUFLANTS

Grâce à ce doublé de fort belle facture, *Rivaldo a rejoint* Ronaldo, Cesar Sampaio et Bebeto en tête des meilleurs buteurs brésiliens (3 *buts chacun). Contre une forma*tion scandinave sans complexe et décidée jusqu'au bout à jouer crânement sa chance, le meneur de jeu du FC Barcelone n'a pas uniquement affiché des talents de canonnier. Deux époustouflants départs en dribbles, un à chaque mi-temps, ont échoué d'un rien lors de l'abordage des derniers retranchements danois. Intraitable balle au pied, vaillant à l'heure de prêter main forte au premier rideau défensif, domaine où il a énormément progressé sous la férule du sélectionneur Mario Zagallo, Rivaldo a enfin trouvé ses marques au sein d'une sélection où les places sont devenues très chères.

Pourtant, les supporteurs étaient en droit de douter. Rivaldo avait, en effet, fait piètre figure au Jeux olympiques d'Atlanta (1996). Le rêve de la médaille d'or – le seul titre international qui manque au palmarès des quadruples champions du monde – s'était envolé en demi-finale face aux Nigérians (3-4). Sa cote auprès de la commission technique s'était effondrée à la suite de cet échec. Certains chroniqueurs se demandaient même si Rivaldo n'appartenait pas à cette catégorie maudite de joueurs, excellents en club mais qui perdent leurs moyens en sélection. Interrogé à ce sujet peu après sa convocation pour le Mondial 1998, il s'est expliqué : *« Quand je joue, même mal, dans l'équipe de Barcelone, je sais que je ne serais pas remplacé. Dans la sélection, la pression est beaucoup plus forte, car il y a de nombreux joueurs de qualité dans le groupe. »*

Natif de Paulista, dans les environs de Recife (la capitale de l'Etat de Pernambouc, dans le Nordeste), Rivaldo, vingt-six ans, a fait ses débuts professionnels, en 1992, dans la modeste formation de Mogi-Mirim, dans l'Etat de Sao Paulo. *Il* a ensuite a porté les couleurs de deux des plus grands clubs brésiliens, Corinthians et *Palmeiras*, avant de signer à La Corogne, puis au Barça, où il est en train de faire oublier Ronaldo, parti à l'Inter de Milan. Champion en titre de la Liga espagnole, Rivaldo commence à explorer avec brio le sillage de Pelé et de Zico. *« En tant que Pernambucano, j'ai l'âme d'un guerrier. Je sens que mon heure est arrivée »*, disait-il avant d'embarquer pour la France.

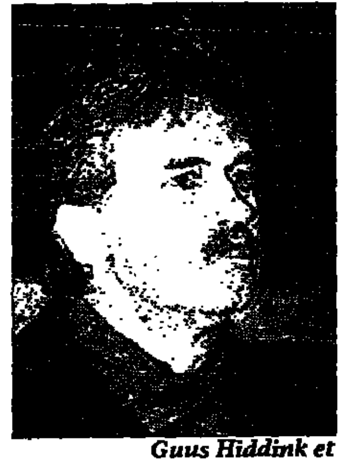
Jean-Jacques Sévilla

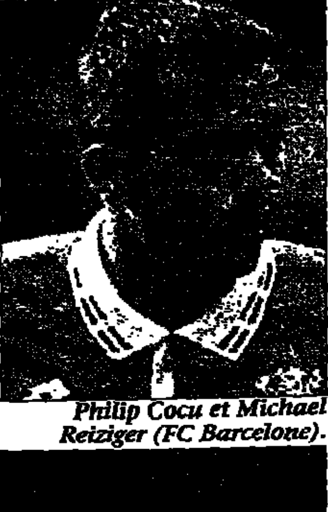
Le Brésil privé de Cafu

Mario Zagallo, l'entraîneur brésilien, a reconnu que *« la victoire avait été très difficile ». « Il s'agit d'abord d'une victoire de la volonté »*, a-t-il souligné. Le Brésil jouera son match de demi-finale, mardi 7 juillet, au Stade-Vélodrome de Marseille. Pour cette rencontre, Mario Zagallo devra se passer de son arrière droit Cafu. Celui-ci a reçu contre le Danemark un carton jaune, alors qu'il avait déjà été averti, lors du match précédent contre le Chili. Selon les propos du sélectionneur brésilien, son remplaçant pourrait être Ze Carlos, un défenseur de Sao Paulo. Agé de vingt-neuf ans, il ne compte pour l'instant qu'une sélection dans l'équipe du Brésil. Deux autres défenseurs brésiliens ont été avertis, vendredi, par l'arbitre égyptien Gamal Ghandour. Il s'agit de Roberto Carlos et d'Aldair. Trois Danois ont également reçu un carton jaune : Thomas Helveg, Soren Colding et Stig Tofting.

Un match en espagnol, avec l'accent hollandais

Pays-Bas - Argentine. A Marseille, l'arbitre mexicain pourra communiquer avec les Argentins et beaucoup de Néerlandais, qui évoluent en Espagne







Guus Hiddink et son adjoint Ronald Koeman.

Philip Cocu et Michael Reiziger (FC Barcelone).

Winston Boarde (Barça) et Clarence Sedorf (Real).







PHOTOS TEMPSPORT

ON PARLERA beaucoup espagnol, samedi 4 juillet, sur la pelouse du Stade-Vélodrome, à Marseille. Pour l'arbitre mexicain, c'est évident. Pour l'équipe d'Argentine, cela paraît normal, encore que les journalistes sud-américains se soient plaints du trop grand nombre de réponses en italien des Ciel-et-Blanc lors des conférences de presse. Et, pour l'équipe néerlandaise, le castillan ne sera pas un problème non plus. Dans les grands clubs du championnat espagnol, la proportion de joueurs hollandais tend en effet à être aussi importante que celle des baigneurs néerlandais sur la Costa del Sol.

Guus Hiddink, le sélectionneur, a entraîné le FC Valence pendant trois ans (1991-1994). Et s'il regrette que les arbitres venant des huit nations qualifiées pour les quarts de finale – les meilleurs à ses yeux – aient été renvoyés chez eux, il admet faire totalement confiance à l'avocat Arturo Brizio Carter, chargé d'arbitrer la rencontre. Et, si d'aventure une décision ne lui convient pas, il saura comment lui dire. Ses adjoints Johan Neeskens et Ronald Koeman également, puisqu'ils sont tous les deux d'anciens et éminents joueurs du FC Barcelone.

Malgré l'élimination prématurée de l'Espagne, le grand club catalan reste tout à fait dans la course au titre suprême grâce à la formation néerlandaise. Le pauvre Clarence Seedorf (Real Madrid) est bien seul pour s'opposer aux sarcasmes du clan du Barça. Ils sont en effet six à penser désormais le football en bleu et grenat. A Ruud Hesp, le gardien remplaçant d'Edwin van der Sar, et aux défenseurs Michael Reiziger et Winston Bogarde, il convient désormais d'ajouter les attaquants Boudewijn Zenden et Philip Cocu (passés du PSV Eindhoven au Barça à l'intersaison) ainsi que Ronald Koeman, qui est devenu l'adjoint de Louis van Gaal, l'entraîneur néerlandais du FC Barcelone.

Les problèmes de langue ne sont pas négligeables en football. Surtout quand on le pratique au cœur de la fierté catalane. Ainsi Louis van Gaal a bien failli prendre la porte au terme d'une saison où le Barça a réalisé le doublé coupe-championnat. Pourquoi ? Parce que, pendant six mois, il ne s'est exprimé qu'en anglais. Il a fini par comprendre : il s'est mis aux cours de langues et a prié ses compatriotes de l'imiter. Pour Ruud Hesp, cela fonctionne. Il pourrait se lamenter de n'être que le troisième gardien de la sélection, sans grand espoir de jouer dans ce Mondial. « *Non*, répond-il, *j'apprends beaucoup ici. Dans deux mois, je redeviendrai le gardien titulaire de la plus grande équipe du monde.* »

L'EXPÉRIENCE DE L'EXPATRIATION

Philip Cocu et Boudewijn Zenden s'expriment déjà dans un « spanglish » très compréhensible. Boudewijn Zenden avoue son bonheur de rejoindre le club « *de ses rêves* ». « *Et puis, nous allons y retrouver van Gaal* », ajoute Philip Cocu. L'entraîneur du Barça jouit d'une estime tout aussi importante que Guss Hiddink auprès des joueurs « Oranje ». Il n'est pas venu, à l'instar d'Arsène Wenger (entraîneur de Bergkamp et Overmars à Arsenal), rendre visite à ses protégés, mais beaucoup ont parlé au téléphone avec l'ancien entraîneur de l'Ajax d'Amsterdam.

Louis van Gaal, futur entraîneur des Pays-Bas ? Tout dépend évidemment du match contre l'Argentine. Guus Hiddink se dit persuadé que son contrat, expiré depuis le 30 juin, sera prolongé jusqu'au 12 juillet, au soir de la finale. Car, explique-t-il, « *mon équipe a beaucoup mûri depuis deux ans. Beaucoup de mes joueurs sont partis dans des grands clubs étrangers. Ils y ont acquis une expérience et une soif de gagner qu'ils n'auraient pas trouvées en restant chez nous* ». Il répète sa phrase favorite : « *Les Pays-Bas sont un petit pays qui a toujours voulu séduire le monde.* » Et de la séduction à la conquête, il n'y a qu'un mot : *gol*. Et celui-là, pas besoin de parler espagnol pour le comprendre.

Christian Jaurena, à La Turbie

Les souvenirs et les espoirs de Daniel Passarella

En 1978, le capitaine Daniel Passarella avait surmonté l'obstacle néerlandais pour offrir à l'Argentine sa première Coupe du monde, au terme d'une finale heurtée, jouée à Buenos Aires. Les Néerlandais, défaits 3-1, avaient boycotté les cérémonies d'après-match, en signe de protestation contre le comportement antisportif des joueurs de Cesar Luis Menotti. « *C'est un souvenir qui m'emplit de joie, atténuée cependant par l'époque dans laquelle on vivait* », a déclaré Daniel Passarella, devenu sélectionneur national, faisant allusion à cette victoire et à la dictature militaire qui sévissait alors en Argentine.

Vingt ans plus tard, il lui faut à nouveau battre l'équipe des Pays-Bas s'il veut réaliser son rêve de devenir le troisième homme, après le Brésilien Mario Zagallo et l'Allemand Franz Beckenbauer, à gagner un titre mondial comme joueur et entraîneur. Cette sélection l'impressionne et il ne le cache pas : « *Elle pratique un football de patience et de précision et sait accélérer au bon moment.* »







La photographie d'Hugues de Wurstemberger

« Allez papa ! » Jean-Baptiste Mathutin, « cuisinier de toutes les cuisines », à Saint-Denis, a vibré avec les Bleus.

Lothar Matthäus est toujours le patron

Allemagne-Croatie. A trente-sept ans, le libero allemand, bann par Berti Vogts puis rappelé comme remplaçant, s'avère indispensable

LA PRÉSENCE de Lothar Matthäus sur les pelouses du Mondial 98 pourrait se résumer comme étant la dernière aventure internationale d'un footballeur au crépuscule de sa carrière. L'histoire s'arrêterait là. Ce serait dommage. Agé de trente-sept ans, doté d'un physique semblable à celui qui était le sien à ses tout débuts, Lothar Matthäus participe à sa cinquième Coupe du monde d'affilée. Seul le gardien de but mexicain Antonio Carbajal avait fait aussi bien avant lui, entre 1950 et 1966. Le 29 juin à Montpellier contre le Mexique, le libero allemand a disputé son vingt-quatrième match de phase finale, améliorant au passage le record de présence d'un joueur sur un terrain de Coupe du monde (32 heures 38 minutes, soit 1 958 minutes). Qui aurait imaginé cela il y a encore quelques semaines ? Y songeait-il lui-même ?

Il ne faut jamais dire jamais. L'inflexible Berti Vogts, sélectionneur de l'équipe d'Allemagne, retiendra la leçon. « *Es wird kein Comeback für Lothar geben* » : en ce jour de mai 1996, la phrase fait le tour du pays. La Nationalmannschaft achève sa préparation en vue du championnat d'Europe des nations, et Berti Vogts se veut ferme en affirmant qu'« *aucune possibilité de retour ne sera offerte à Lothar* ». La raison officielle ? L'entraîneur possède en Matthias Sammer le meilleur libero du monde ; à quoi bon s'encombrer d'une doublure ayant l'âge canonique pour un footballeur ?

Le mal est plus profond, en vérité. Deux ans plus tôt, à la World Cup 1994, l'équipe d'Allemagne – éliminée en quart de finale – avait récidivé dans cet art si singulier consistant à déballer sur la place publique ses dissensions internes. Berti Vogts soupçonnera Lothar Matthäus d'avoir semé la zizanie dans le but de régler quelques comptes, notamment vis-à-vis de son ennemi de toujours, l'attaquant Jürgen Klinsmann. Ne pouvant se séparer des services du défenseur, véritable statue du Commandeur aux yeux de la presse germanique, Berti Vogts éconduira néanmoins « *pour toujours* » le Munichois de sa sélection lorsque, à la fin de la même année, une rupture du tendon d'Achille l'éloignera des terrains.

Trois ans et cinq mois viennent aujourd'hui de passer, et il est à nouveau question de blessure au sein de la Mannschaft. Mai 1998 : Matthias Sammer, homme au genou gauche trop fragile, renonce à la Coupe du monde ; son suppléant Olaf Thon, touché au mollet, n'est pas au mieux. La presse se déchaîne. « *Matthäus doit revenir !* », décrète-t-elle. Pas un jour ne passe sans article exhortant Berti Vogts à rappeler le « banni » le plus célèbre du pays. Tout concourt. Lothar Matthäus a effectué une excellente fin de saison avec le Bayern Munich. Et une majorité d'Allemands attendent son retour, comme en attestent des sondages d'opinion réalisés sur le sujet, preuve que la question a pris une ampleur nationale.

Pressé par le temps, Berti Vogts va faire volte-face. Il prend d'abord la précaution de prévenir Jürgen Klinsmann de son projet. Puis convoque LotharMatthäus. Les questions se succdent : « *Que se passera-t-il si tu néoues pas le premier match ?* » ; « *"imagines-tu capable de rester dns une position d'attente, comme l fit Rudi Völler à la Coupe du mond 1994 ?* » Lothar Matthäus donnedes garanties, convainc Berti Vgts. Et s'en va préparer ses valise, persuadé qu'il prendra part au Iondial comme remplaçant – Olf Thon ayant, entre-temps, recovré la santé.

COHABITATION AVC KLINSMANN

Mais les événeents, une nouvelle fois, viendrot bousculer les plans du sélectioneur. La prestation moyenne de es joueurs face aux *Etats-Unis* et l-début de match catastrophique cntre la Yougoslavie mettent Beti Vogts devant le fait accompli : ilnanque un chef, un leader charismatique, un fort-en-gueule, à sa ormation. Pas d'hésitation : Lchar Matthäus entre en jeu – à a place d'Olaf Thon. Le Munichcs n'a pas son pareil pour peser s: un match. Ancien numéro 10 levenu libero, l'homme aux 127 sélections est le joueur de champ en activité, le plus expérimenté e la planète. Remettre de l'ordre ans une équipe un rien perdue ? Dnner du tonus à des coéquipiers minés par le doute ? Distribuerles ballons ? Le capitaine de l'équpe championne du monde en 1990 ait faire.

Et si la Mannscaft n'avait pas encore trouvé sonrégime de croisière, avant son uart de finale contre la Croatie, smedi 4 juillet, à Lyon, Berti Vogts puvait se frotter les mains : qui aunit imaginé que ses deux fers de lace, Lothar Matthäus et Jürgen Klinsmann, puissent cohabiter aussi longtemps ? Il y a un pe plus d'un an, le défenseur avait pblié un brûlot (*Tagebuch*) dans equel plusieurs chapitres incendiaires étaient consacrés à son trs cher rival. Lothar Matthäus perdit, pour le coup, son brassard de caitaine.

Et le défenseur homas Elmer – tierce personne dns l'affaire – fit une remarque de ompassion restée fameuse : « *Il ut aider les malades.* » Le malad va mieux, aujourd'hui. Lothar Iatthäus a rangé son venin. Ces denières semaines, il donnait même 'impression de s'être acheté une onduite.

Frédéri Potet, à Nice



Franjo Tudjman dans les tribunes de Grland

Le président croate, Franjo Tudjman, devait assister, smedi 4 juillet, à Lyon, au dernier quart de finale du Mondial 1998, opposnt l'Allemagne à la Croatie. Grand amateur de football, Franjo Tudjman evait quitter Zagreb samedi matin pour retrouver, dans les tribunes ofcielles du stade Gerland, le chancelier allemand, Helmut Kohl, fidèle spporteur de la Mannschaft de Berti Vogts. Le président croate avait dê rendu une visite surprise aux joueurs de la sélection nationale, lors e leur entraînement en Croatie avant le début de la Coupe du monde. L'entraîneur national, Miroslav Blazevic, visiblement très ému par cette isite, avait alors fondu en larmes, déclarant qu'il s'agissait « *d'un des moents les plus impressionnants* » qu'il ait vécus, et qui « *motivera certainerent les joueurs à fournir les plus grands efforts en France* ».

هكذا من الاصل

Un trafic de billets hébergé au Paris Country Club

Les deux juges d'instruction chargés des affaires de billetterie s'intéressent au rôle du Paris Country Club et de son président, Patrick Dalia. C'est dans les salons de ce club qu'ont été signés des contrats entre un voyagiste parisien, Passeport International SA, et des sociétés créées par un consultant d'ISL France

DEUX semaines après les premières interpellations, on commence à découvrir l'ampleur de l'affaire d'*« escroquerie en bande organisée »* – selon la terminologie officielle – qui a entraîné l'ouverture d'une instruction judiciaire après la découverte d'opérations de vente de billets organisées dans les locaux d'ISL France. Les deux juges d'instruction chargés des affaires de billetterie, Jean-Paul Albert et Xavière Siméoni, ont mis en examen trois personnes, Gilles Favard, un consultant indépendant qui travaillait pour le compte d'ISL France, le directeur général de cette dernière société, Marc Loison, et un expert-comptable bordelais, Frédéric Sallam, architecte des deux sociétés créées en Irlande par Gilles Favard – Continental Contracts Ltd et Federal Partnership Ltd – pour organiser le « trafic ».

Les enquêteurs s'intéressent maintenant au rôle joué par le Paris Country Club (PCC) dans ces opérations. C'est dans cet établissement privé situé à Rueil-Malmaison à proximité de l'hippodrome de Saint-Cloud, et qui compte quelque 4 000 membres – dont Gilles Favard –, qu'ont eu lieu certaines des transactions litigieuses.

« Continental Contracts ne peut garantir que toutes les places commandées seront livrées » Préambule du contrat

M. Favard a notamment vendu des places à une dizaine de membres du club qui n'en ont jamais vu la couleur. Mais surtout, c'est dans les salons feutrés de ce club que l'un des plaignants, Gérard Russo, directeur général de Passeport International SA, voyagiste parisien, a négocié et conclu la commande de 15 600 billets, pour un montant de 4 411 000 dollars (soit plus de 26 millions de francs), avec la société Continental Contracts, représentée par son directeur, James P. G. Varrie (qui se révélera être aussi le mandataire de Federal Partnership). Une commande pour laquelle Passeport International a versé un acompte de 100 000 dollars.

Selon les affirmations de M. Russo aux enquêteurs, Patrick Dalia, le président du Paris Country Club, aurait participé directement aux négociations. Ce que semblent confirmer plusieurs documents versés au dossier par le voyagiste, dont plusieurs télécopies échangées, à propos des billets, entre Passeport International (ou son avocat-conseil belge Mᵉ Maingain) et M. Dalia, que M. Russo appelle parfois *« Patrick »* et qu'il tutoie.



HUGUES DE WURSTEMBERGER/VU

Loin des salons feutrés du Country Club, aux portes de chaque stade s'est tenu un marché noir tout aussi illégal mais plus folklorique.

Il n'en faut pas plus à l'avocat de Passeport International, Francis Debacker, pour parler de *« plaque tournante du trafic »* à propos du Paris Country Club. Mᵉ Debacker, qui représente également les intérêts d'autres voyagistes, belges et japonais, floués par des intermédiaires douteux, s'*« étonne que le principal intéressé, M. Dalia, n'ait pas encore été entendu par les enquêteurs et les juges »*. Joint au téléphone par *Le Monde*, M. Dalia, officiellement en déplacement à l'étranger ces jours-ci, affirme qu'il n'a participé à des négociations que dans le cadre d'opérations d'hospitalité qui devaient être organisées par Passeport International pour ses clients. Le président du PCC évoque notamment *« un déjeuner de 1 500 personnes qui devait avoir lieu sur le champ de courses la veille du match Belgique - Pays-Bas et qui a été annulé deux jours avant par M. Russo »*. En ce qui concerne le voyagiste, M. Dalia, qui reconnaît avoir assisté à des discussions, affirme : *« A aucun moment je n'ai eu l'impression de voir M. Russo se faire escroquer. »* Façon, pour l'ancien fondateur du Gymnase Club, aujourd'hui candidat à la présidence du Stade de France, de renvoyer dos à dos acheteurs et vendeurs, dans les multiples affaires de « vrais-faux billets » qui défraient la chronique du Mondial.

Dans la toute première convention conclue entre Passeport International et Continental Contracts le 12 février 1998, un avertissement préalable précise que *« Continental Contracts ne peut garantir que toutes les places commandées seront livrées et ne peut assumer aucune responsabilité de ce chef »*. Le voyagiste peut difficilement dire qu'il n'était pas prévenu des risques encourus.

IL reste à savoir dans quelle mesure le directeur général d'ISL France, Marc Loison, était ou non partie prenante à ces opérations. Les charges retenues contre lui portent pour l'heure sur la vente de 600 billets – prélevés sur l'allotement de 5 900 attribué à ISL France pour ses besoins propres – à la société Federal Partnership. Didier Forterre, le président d'ISL France, ne veut pas croire à la malhonnêteté de son associé et ami : *« Il a fait une connerie, il l'a d'ailleurs reconnu, mais il n'a commis aucun délit pénal, puisque la facture a été établie au nom d'ISL France et pas en son nom propre. »* Or, si la filiale d'ISL Worldwide n'avait pas le droit de vendre ses billets, aux termes des accords contractuels établis avec les organisateurs de la Coupe du Monde, rien, en droit français, n'empêche de le faire. Mᵉ Debacker a une autre interprétation des faits : *« ISL France avait besoin de boucler son budget commercial, n'ayant pas atteint ses objectifs. Il était tentant de vendre quelques billets à Favard. »* Version évidemment rejetée par les représentants d'ISL.

L'avocat cherche la faille qui lui permettrait de mettre en cause les instances officielles du football. Il affirme ainsi que les négociations menées par M. Russo étaient, en quelque sorte, « supervisées » par un représentant de la FIFA, *« que nous n'avons pas encore identifié »*. Il souligne que son client avait dû, dès le 12 février, signer une lettre de crédit de 1,8 million de dollars en faveur de la fédération colombienne, l'un des fournisseurs de Continental Contracts. Enfin, Mᵉ Debacker brandit avec gourmandise quelques billets pour le match Belgique - Corée du Sud, *« offerts par Gilles Favard à Gérard Russo pour le faire patienter »*, selon l'avocat, et qui portent des mentions tout ce qu'il y a de plus officiel : « Conseil régional d'Ile-de-France », « Fédération française de football » et même... « FIFA ».

Pascal Galinier

La fédération camerounaise voulait 64 500 places

La Fédération camerounaise (Fécafoot), désignée comme l'un des principaux pourvoyeurs de billets du marché parallèle, avait, selon des documents remis au *Monde* par un intermédiaire agréé par les Camerounais, commandé en janvier 1998 à la Fédération internationale (FIFA) un total de 64 500 places, dont plus de 19 000 pour les trois rencontres du Cameroun au premier tour. Dès le 24 février, Erwin R. Schmid, directeur financier et administratif de la FIFA, avait informé Vincent Onana, président de la Fécafoot, que ce n'était pas possible. M. Schmid insistait sur le fait que ces billets doivent être *« réservés aux supporteurs de votre association »*, y compris ceux qui seraient vendus par les trois agences de voyages retenues par la Fécafoot. Parmi celles-ci, SMP-VIP, à Paris, chargée de démarcher les supporteurs du Cameroun résidant en Europe, se mettra en rapport avec le voyagiste britannique Great Portland Entertainment (GPE), dont la faillite, fin mai, déclenchera le premier scandale. M. Onana, accusé d'avoir lui-même détourné des billets, a été emprisonné à Yaoundé peu après le début du Mondial.

SUR LES ÉCRANS DU MONDE
UNE TÉLÉVISION PAR JOUR

Les Pays-Bas s'arrêtent à l'orange

LE PLATEAU-TÉLÉ du supporteur néerlandais s'est alourdi pendant ce Mondial. On y trouve toujours des *bitterballen*, ces boulettes apéritif au goût indéfinissable et, ces jours-ci, de couleur... orange, comme le maillot de l'équipe nationale, et de la crème dessert... orange. Mais l'excédent de poids du plateau tient à l'indispensable complément de tout match télévisé : les canettes de bière. Les deux brasseurs leaders du marché ont en effet augmenté la contenance standard des boîtes de 33 à 50 centilitres. En outre, l'opercule d'ouverture a été élargi, ce qui permet de boire à vitesse accélérée. Grolsch a choisi d'inscrire – sur fond orange, bien sûr ! – les paroles du *Wilhelmus*, l'hymne national. Heineken a opté pour *Hup, Holland Hup !*, le chant d'encouragement que tout bon supporteur se doit d'entamer.

Le virus orange est en train d'emporter les Néerlandais. Dès Pays-Bas - Mexique, au premier tour, un jeudi après-midi, ils étaient 9,3 millions devant leur poste. Le soir où l'équipe nationale a battu la Yougoslavie, 10,1 millions de personnes, soit 72 % de la population âgée de six ans et plus, ont suivi la rencontre à la télévision. Le record absolu (10,2 millions) établi pour le match contre le Danemark, en 1992, était en danger, avant le quart de finale contre l'Argentine, samedi à Marseille, même si les départs en vacances brouillent les pronostics.

Etranges Néerlandais ! Comme le constate le quotidien *De Volkskrant*, dans aucun autre pays la fièvre chauvine en matière de football n'atteint de tels sommets. Des façades sont repeintes en orange, des quartiers entiers se cotisent pour tendre au-dessus de la chaussée fanions et banderoles, véritables déclarations d'amour à l'équipe nationale. Des entreprises se payent des pages ou des spots publicitaires pour clamer : *« Nous soutenons Orange ! »*

Pourtant, les sujets de Sa Majesté Beatrix n'y voient rien que de très normal et continuent à considérer le chauvinisme comme une odieuse invention française. Combien de regards incrédules ou franchement choqués reçoit-on chaque fois que l'on exprime son étonnement face à ces poussées de nationalisme ! *« Chauvins, nous ? Jamais ! »* Car le foot fédère hommes, femmes et enfants.

Habile, le virus rôde déjà dans les crèches, dont les murs se sont couverts de fanions et de posters. Personne ne doit lui échapper. Cet *« exhibitionnisme orange »* est devenu la norme, et *« celui qui n'y participe pas est suspect »*, analyse l'historien Herman Pleij. L'ampleur du mouvement frise l'hystérie collective. Mais peut-être ne faut-il y voir que le seul exutoire d'une nation qui se force à cultiver le cliché d'un peuple internationaliste, mais qui ne peut résister, à l'occasion d'un événement aussi « innocent », à ses propres pulsions nationalistes.

Alain Franco, à Amsterdam

INTERNET
http://www.france98.com/

POUVOIR dire à chaud, tout haut, à tout le monde, ce qu'on pense est l'un des petits miracles d'Internet. Et que de réflexions profondes à faire partager à la planète Net quand on n'est pas accoudé au zinc du Bar des sports pendant une Coupe du monde de foot. Le site officiel du Mondial offre ainsi cette version électronique du beugloir sous la forme d'un forum où tout un chacun peut encourager ou consoler son équipe préférée – d'engueulades aucunes, le site étant manifestement « modéré ». En tout cas, c'est l'occasion de mesurer l'indéfectible passion des Italiens pour la Squadra azzurra : *« Ciao, Maldini, ti amo per sempre »*, jure une *tifosa*.

★ Un forum sur la Coupe du monde est ouvert sur le site du *Monde* (http://www.lemonde.fr/mondial98) où *Le Mondial* est en ligne dès 10 heures.

PAROLES DE ZINC
LUC ROSENZWEIG

A votre santé !

CE N'EST QUE vers 15 heures, vendredi 3 juillet, que l'on sentit à Pic-Mentonnex, charmante station-village de Haute-Savoie, que la journée ne serait pas ordinaire. Certes, c'était un vendredi, et de plus un vendredi d'été propice aux ripailles dans les alpages, mais l'atmosphère avait quelque chose d'inhabituel. Ces fanions tricolores collés sur la vitre du café-bar Les Glaciers, par exemple, que l'on ne voit même pas le 14 juillet...

Pic-Mentonnex, selon les érudits locaux, n'a jamais montré de zèle particulier à répondre aux appels patriotiques de la nation. Cela avait d'ailleurs fait froncer le sourcil aux recruteurs de la guerre de 14, qui se souvenaient qu'en 1870, déjà, les deux conscrits du village s'étaient évaporés dans la montagne sans même avoir pris la peine d'écrire à *« Monsieur le Président »* la célèbre lettre du *Déserteur* de Boris Vian. On fit donc venir une compagnie de gendarmes pour veiller à ce que cette commune eût son quota de héros morts à Verdun.

Bon, aujourd'hui, tout cela est oublié, et il aura suffi qu'une barre transversale renvoyât un tir de Di Biagio pour que Pic-Mentonnex se montrât à l'unisson de la France entière, klaxonnante et vociférante. Les gendarmes, eux, sont forts occupés à faire aujourd'hui aux *« plus de 0,5 gramme »* la chasse qu'ils firent jadis aux réfractaires.

Le village dispose, pour veiller à sa santé, d'un médecin, le docteur Baquet, que l'on qualifie ici *« d'original »*, car il a coutume d'inonder ses concitoyens de libelles photocopiés et confus, dénonçant tout ce qui est dénonçable. Il avait pris, ce vendredi, ses quartiers aux Glaciers, annonçant d'emblée : *« Des urgences, aujourd'hui, il n'y en aura pas ! D'ailleurs, je me suis mis sur répondeur, et le 15 [le SAMU], c'est pas fait pour les chiens ! »*

Cette désinvolture dans la prise en charge de la santé publique suscite tout de même quelques grondements désapprobateurs dans l'assistance. Une fois le résultat acquis, le docteur Baquet se lance dans une justification scientifique de son comportement : *« Vous n'y connaissez rien ! Un beau match comme celui que l'on vient de voir suscite chez les patients de bonnes endorphines, comme l'adrénaline, et cela ne peut leur faire que du bien. Un mauvais match et une défaite de la France auraient produit chez les mêmes de l'acétylcholine, une saloperie ! »*

L'enthousiasme patriotique du médecin est tel que, dans son exaltation, il emboutit en sortant le pare-choc de la voiture garée derrière la sienne, ce qui vaut une réplique immédiate du bas peuple à l'émule de Diafoirus : *« Te trompe pas, c'est le constat amiable qu'il faut, pas les feuilles de Sécu ! »*

« Un match comme celui que l'on vient de voir suscite chez les patients de bonnes endorphines »

France-Italie improvisé au « Dock des peintures », à Paris

« On en est où ? On perd, on gagne... »

EN fait, Yazid, trente-six ans, avait prévu de regarder le match tout seul dans son magasin, le « Dock des peintures », rue du Cloître-Saint-Merri, à Paris. Devant un bananier en plastique et au-dessus des rouleaux de linoléum, Yazid bricole l'antenne de sa télé et plante sa chaise au milieu du local. Pascal, serveur au fast-food à côté, arrive, radieux.

« J'ai dit que je devais conduire ma femme, chez le médecin, ça a marché ! » Il s'appuie contre la vitrine. Dans la rue, des hommes, des femmes pressent le pas, certains courent, le regard affolé par les écrans qui se sont multipliés dans les cafés. C'est alors que survient Rony, quarante-cinq ans, un routard danois qui revient de Thaïlande. *« Ça fait trois ans que je n'ai pas mis les pieds au Danemark. J'ai eu un mon père au téléphone. Il m'a crié : "Où es-tu ?" »*, rigole-t-il.

« No problem », dit Yazid. Rony peut s'asseoir par terre. Cédric, Stéphane et Clarisse, dix-huit ans, viennent de la place de l'Hôtel-de-Ville où a été installé un écran géant, mais *« il y a trop de monde, on a dû partir, on ne voyait rien ». « Non, mais y a pas de problèmes »*, répète Yazid.

Karine et Magali, vingt-trois ans, d'Epinay-sur-Orge arrivent aussi. *« Bon, le seul truc*, précise Yazid, *c'est que faudrait pas boucher l'entrée. Faut que les clients entrent ! » « Mais on voudrait fumer »*, précise Stéphane. *« Tu t'assoies là, contre les pots de peinture, et je t'apporte un cendrier, y a pas de problème »*, dit encore Yazid.

Le match est déjà commencé. Les uns et les autres serrent les jambes, se mordent un pouce et soupirent, l'un après l'autre : *« Ah, putain... »* à chaque occasion manquée. *« Ils ont la pression, c'est dingue de les voir acculés comme ça »*, s'impressionne Yazid. Fredo, nouveau venu, habitué à dormir dehors, s'est assis sur des sacs de ciment. Il regarde le match et les stocks du magasin. *« A la fin du match, si on gagne, on la prend la moquette »*, dit-il en riant. Fredo n'a plus de dents. Kiko, elle, s'est assise en tailleur sur le carrelage devant Rony, le routard danois. *« Je me suis fait piéger par l'heure. Je travaillais à la bibliothèque. J'habite Saint-Lazare, c'est trop tard pour y aller »*, dit cette traductrice japonaise. *« Hi ! »*, crie Kiko en entendant des jambes claquer sur le terrain. Elle sourit, puis prend un air renfrogné. Première occasion ratée de Djorkaeff, seul face au goal, et le « Dock des peintures » s'indigne : *« Même ma sœur l'aurait mis ! »*

Yazid va chercher des bières que tout le monde se partage. Il répond au téléphone : *« Non, c'est le même client, il faut lui facturer à lui »*, conclut-il rapidement à son assistante qui l'appelle de l'autre magasin, à Noisy-le-Sec. Une religieuse, sœur Thérèse, haute comme trois pommes, pointe son nez à l'entrée du magasin. *« Y a pas but ? »*, s'inquiète-t-elle. Aurélie, soixante-douze ans, se pose avec son mari. *« On est en train de se dire que la France va perdre. »* Son mari marmonne : *« Pour nous, ce sera une fête quand ça sera gratuit. »* C'est le silence et l'immobilité dans la rue, dans le magasin. On sent la brise, les souffles sont retenus. Yazid se concentre et joue l'entraîneur sur sa chaise : *« Allez, les gars*, dit-il à chaque attaque française. *Faut monter. Voilà ! Faut monter en "une-deux", en "trois-deux" mais faut monter ! Voilà, voilà ! »*

« Franchement, des deux, y a pas de meilleur »

Djemel, trente ans, le chercheur en physique atomique, s'est arrêté . Louis, le menuisier retraité, aussi. Aldina, cinquante-cinq ans, une Italienne vivant à Paris depuis vingt ans, devait aller voir l'exposition Max Ernst à Beaubourg. Elle est paralysée devant le magasin. Angelo, un Romain de vingt ans, est là et enrage : *« Ils ne font rien les Italiens ! » « Nos milieux et nos avants n'arrivent pas à mettre du rythme »*, lui répondent en écho les Parisiens. *« C'est incroyable, tout est possible »*, admire Stéphane. *« Allez, mettez-le, mettez-le ce but ! »*, supplie-t-on dans le magasin. *« C'est fou, ils sont aussi forts l'un que l'autre »*, dit Louis, les bras sur les hanches. *« Pour Barthez, au moins ! Par respect pour lui, ils devraient le mettre, ce but »*, dit Yazid. *« C'est chaud, c'est chaud... »*, se réjouit Stéphane. *« You can go to Hollywood, my friend ! »*, dit le Danois à Henry, qui joue les blessés. *« Il nous a mis une équipe de folie, Jacquet ! »*, s'enthousiasme Yazid.


HUGUES DE WURSTEMBERGER/VU

Gagner sa vie avec la France qui gagne...

LES minutes s'écoulent. Yazid : *« J'en peux plus, je sens mon palpitant, j'ai de la tension, j'ai jamais été dans un état pareil ! »* Stéphane : *« Moi, je me sens monter, monter. »* Fredo : *« Attendez, j'appelle le SAMU ! »* Deux Parisiennes entrent dans le magasin, s'excusent. *« Non, on va vous laisser. On venait pour une shampouineuse. » « Ah, non, la shampouineuse, elle est en bas, revenez demain »*, supplie Yazid au moment de la prolongation. Angelo crie à l'arbitre qui sort un carton jaune : *« va fancullo ! »* Fredo : *« Franchement, des deux, y a pas de meilleur. »* Les non-fumeurs se mettent à fumer. *« Ils vont nous tuer, ils vont nous tuer ! »*, chuchote-t-on.

Les penalties sont annoncés. Chacun se regarde, éclate de rire. Yazid s'adresse à l'assemblée dans son magasin : *« Bon, maintenant, faut qu'on pense, tous, très fort : au fond du filet. »* Stéphane souffle à Yazid : *« Si on gagne, on vient voir le prochain dans le magasin, ça portera bonheur. »* On essaie de se réconforter : *« Non, non, ça va marcher... »* ; de s'interroger : *« Mais ils sont forts ces Italiens. » « Chut ! »*, ordonne-t-on. *« Pensez ! Pensez »*, rappelle Yazid. *« Mettez les doigts comme ça, je vous jure, ça fait de l'effet »*, dit-il en levant l'index et l'auriculaire de chaque main devant la télé.

Pascal, le serveur du fast-food, le fait ; Stéphane et Fredo aussi . *« Pas trop d'élan, mon grand »*, dit Yazid à Lizarazu, qui s'apprête à tirer son penalty. Le joueur *a pris* trop d'élan, et rate son but. *« Je ne sais plus où on est, on perd, on gagne, je ne sais plus... »*, dit Laetitia. *« Ça va être le destin, ça va être le destin »*, s'impatiente Fredo.

Laurent Blanc marque à son tour son penalty. Et puis, voilà que Di Bagio s'apprête à tirer le sien. Sur la transversale ! En quelques secondes, les uns et les autres se cherchent du regard, les yeux grands ouverts, n'osent y croire. Yazid pousse un énorme cri et tout le monde crie, tout le monde rit ! Les filles dansent dans la rue. Fredo, Rony, Stéphane, Laetitia, Yazid, Pascal montrent leur main, la paume grande ouverte, et cherchent celle des autres pour la frapper, la frapper encore une fois.

Dans les rues, les klaxons, les *« Hourras »*, *« Bravo la France, vive la France ! »*, hurlent Yasmina et sa copine. Un chauffeur de taxi, conduit, klaxonne d'une main et, de l'autre, fait flotter un maillot de l'équipe de France frappé à son prénom : « Georges ». La cliente, à l'arrière, n'est *pas très rassurée*. Dans le magasin, Yazid fait des bonds, embrasse tout le monde : *« C'est trop beau, c'est trop beau. »* Fredo, lui, dit : *« Merci, c'est bien ce que tu as fait, tu nous a accueillis. »* Et tout le monde s'évanouit dans les éclats de rire qui, d'un coup, ont saisi les rues de Paris.

Dominique Le Guilledoux

Consternation et silence dans les rues de Rome

COMME À CHAQUE MATCH, le silence est tombé sur Rome et sur toute l'Italie quelques dizaines de minutes avant le début de la partie. Il était cette fois peut-être plus épais, en raison de la canicule qui s'est abattue sur le centre et le sud de la péninsule. Mais surtout à cause de l'enjeu, le quitte ou passe face à la France.

Depuis le début du Mondial, ce pesant silence était interrompu par les ovations, les acclamations et les concerts de klaxons marquant bien évidemment chaque but, mais par-dessus tout la victoire. Car, jusqu'à présent, l'Italie n'avait perdu aucun match. Cette fois : rien. Pas un bruit, pas un mouvement. Le silence a duré jusqu'à 19 heures, et même au-delà. L'Italie était éliminée par la France. Dans les rues de Rome, la circulation n'a repris que lentement. Les drapeaux tricolores fanfaronnant au vent ont été repliés sur les balcons. Quelques invectives inutiles et peu sérieuses ont été lancées à l'adresse des Français. L'Italie est entrée en deuil et en introspection. Pour la troisième fois consécutive, la *Squadra azzurra* est sortie de la Coupe du monde à l'issue de la loterie des tirs au but. *« Che peccato ! »* (Quel dommage !) Comme si une malédiction s'acharnait sur l'Italie.

« Nous n'avons pas commis d'erreurs, a répété à l'envi l'entraîneur, Cesare Maldini. *L'équipe a joué jusqu'à la dernière goutte de sueur face à la bravoure de nos adversaires. Les attaquants français ne nous ont pas causé de problèmes outre mesure. Un résultat comme cela, en France, c'est un bon résultat. »* Cesare Maldini est satisfait. L'Italie est certes éliminée mais elle part la tête haute, sans avoir démérité, en ayant soutenu vaillamment les assauts répétés, mais sans conclusion, d'adversaires auxquels les commentateurs magnanimes ont pour la plupart rendu hommage.

Tous ou presque ont reconnu que l'essentiel du jeu avait été fait par la France, mais que la victoire pouvait basculer à tout moment dans un camp ou dans l'autre. Il s'en est notamment fallu d'un doigt d'adresse supplémentaire, en seconde mi-temps des prolongations, lorsque Roberto Baggio a manqué de peu la lucarne de Barthez. *« Adieu »*, en français, a titré le journal de 20 heures de RAI-Uno sur fond de *Marseillaise*.

Les *tifosi* repartent avec les regrets d'une défaite à la roulette que Roberto Baggio admet *« accepter difficilement »*. Mais il se reprend pour reconnaître *« qu'il y a des choses positives dans les grandes souffrances »*. Tous ont cependant pleuré dans les vestiaires. A commencer par Di Biagio, l'homme du penalty manqué qui *« ne souhaite à personne de vivre ce qui lui est arrivé. Le calcio est cruel. Je n'oublierai jamais ce Mondial »*, confesse, meurtri, celui qui, de l'avis de tous, a été pourtant l'un des meilleurs hommes sur le terrain.

Oui, le foot est cruel. Le dernier ballon s'est à peine écrasé sur la transversale que déjà les polémiques surgissent. Pas vraiment nouvelles à vrai dire. En Italie, le Mondial finit comme il a commencé. Fallait-il ou non titulariser comme attaquants de pointe Alessandro Del Piero et/ou Roberto Baggio. La controverse a nourri pendant des jours les commentaires, en raison de la prestation moyenne du joueur vedette de la Juventus, manifestement en petite forme.

PREMIER CLASH

La question de nouveau posée, vendredi soir, à Cesare Maldini a provoqué le premier clash à la télévision entre le sélectionneur et Aldo Biscardi, célèbre présentateur d'une émission de football sur TMC (Télé Montecarlo). L'entraîneur a tourné la tête et s'en est allé.

Le procès de Cesare Maldini ne fait que commencer. Car la Squadra azzurra a perdu mais, en plus, elle n'a pas convaincu. *« On n'a rien démontré. On n'a avancé comme ça, à petits pas, à l'italienne »*, a déploré le commentateur de la cinquième chaîne. On n'a pas fini d'épiloguer sur les recettes de Maldini, sur la préférence donnée à Del Piero face à Roberto Biaggio, sur les défaillances de l'attaque et l'infortune du sort...

Selon un sondage éclair réalisé par TMC, 88 % des Transalpins pensent que si l'Italie a été éliminée, c'est la faute à Maldini ! L'Italie avait déjà eu du mal à se qualifier pour la phase finale. Elle a tenu vaille que vaille pendant quatre matches et doit se retirer alors que la France fut la première à manquer un tir au but... Pourquoi la chance, cette compagne indispensable de la réussite, lui a-t-elle fait défaut ? Les commentaires ont commencé dans toute l'Italie. Ils ne se termineront jamais parce que achever son Mondial sur une barre transversale, ça fait mal.

Michel Bôle-Richard, à Rome

STRATÉGIES
LA POLITIQUE DE COMMUNICATION DES ENTREPRISES

15 000 poulets et 10 tonnes de poisson pour les « villages d'hospitalité »

Sur ces sites proches des stades, les entreprises partenaires du Mondial reçoivent des invités triés sur le volet

LE PLUS DÉLICAT est d'obtenir l'autorisation. Mais une fois le précieux badge autour du cou qui indique que vous avez été invité par l'une des quarante-cinq entreprises partenaires de la Coupe du monde, vous pouvez pénétrer dans les villages d'hospitalité. Ces espaces, dont le plus grand (22 000 mètres carrés) se situe à Saint-Denis, sont réservés à quelques privilégiés : des tables disposées en terrasses, des tentes blanches, des fontaines, des jardins aux fleurs exotiques et des musiciens doivent vous faire savourer, comme une boisson glacée que l'on siroterait sous un soleil de plomb, l'avant et l'après-match. A 300 mètres des stades.

Ici, ce sont les entreprises qui régalent, histoire de soigner leur image. *« Nous avons conçu les villages officiels avec un objectif clair : offrir aux associés commerciaux et aux villes organisatrices toutes les conditions nécessaires pour développer un programme de relations publiques exclusives »*, explique Jean-Pierre Koeltgen, le responsable du marketing des villages. Les entreprises appartenant aux catégories 3 et 4 (produits et services agréés et fournisseurs officiels) se retrouvent généralement au centre du village, dans de petites tentes montées sur le patio.

Les partenaires officiels de la FIFA – les Coca-Cola, Adidas, et autres multinationales – comme ceux du Comité français d'organisation (CFO) sont, eux, logés dans des tentes à double niveau qui s'étalent sur plusieurs centaines de mètres carrés au pourtour du patio central. Pour disposer d'une tente, les entreprises ont dû s'engager sur un site pendant au moins trois matches.

DE 300 F À 1 200 F

Rien n'étant jamais gratuit dès qu'il est question de marketing sportif, les villages contribuent au budget d'organisation de la Coupe du monde. Grâce aux contributions des entreprises qui souhaitaient sortir le grand jeu, 150 000 personnes auront été invitées, moyennant un prix variant de 300 à 1 200 francs par invité et par match. Pour restaurer et désaltérer leurs clients importants, elles ont dû ensuite remettre au pot en commandant mets et hors-d'œuvre à Lenôtre (groupe Accor), le restaurateur choisi – et imposé – par le CFO.

Si le prix payé par repas n'a pas été dévoilé, les quantités d'aliments utilisés sont impressionnantes : 15 000 poulets, 4 000 agneaux, 10 tonnes de poisson, 30 tonnes de légumes cuits, 350 000 petits pains et baguettes, 2 tonnes de chocolat, 2 tonnes de crème anglaise...

Si les VIP ont pu frôler l'indigestion, ces chiffres réjouissent la petite agence boulonnaise Bedel-Portes, promue maître d'œuvre du programme d'hospitalité : son chiffre d'affaires (22 millions de francs) va augmenter cette année de 40 % grâce au Mondial ! Dominique Bedel et Pascal Portes, deux anciens joueurs de tennis de haut niveau, ont courtisé les équipes de Jacques Lambert, le directeur du CFO, dès 1995. *« Les villages réservés aux VIP sont toujours la dernière roue du carrosse*, justifie Pascal Portes. *Les organisateurs commencent en général par s'occuper des sponsors et de l'aspect sportif ; nous avons dès le départ voulu qu'ils sachent que nous pourrions prendre en charge cet aspect de leur mission. »*

Ils ont donc visité les sites, dès octobre 1996, et ont fait plancher les architectes *free-lance* recrutés pour le projet, jusqu'au 31 mars 1998. Entre 50 et 80 plans ont été dessinés pour chacun des 10 villages : *« Le problème est que le CFO avait besoin de plans pour vendre les espaces alors que ni eux ni nous n'avions d'idée sur les nombre d'invités à accueillir. Pendant des mois, nous avons fait un boulot virtuel »*, indique encore Pascal Portes.

Le soir du 12 juillet, jour de la finale, le village de Saint-Denis n'aura plus rien de virtuel : il devra accueillir dans ses salons « Prestige » et « Officiel » près de 13 000 personnes.. avant d'être totalement détruit.

Florence Amalou

LES HOMMES DE L'OMBRE
MANU DE FARIA
FOURRIER DES BLEUS

De tout un peu en 22 exemplaires

COMME UN VACANCIER au moment du grand départ, Diamantino De Faria inspecte une dernière fois le contenu de deux cantines bleues ouvertes sur le sol. Il compte et recompte jusqu'à 22. Les tee-shirts sont bien là, les vêtements de pluie aussi, les survêtements idem. La caisse à outils remplie de crampons de rechange, les quinze ballons pour l'échauffement, les serviettes ? OK. L'homme referme ses malles. Elles pèsent 80 kilos à elles deux. Elles contiennent les équipements des Bleus pour France-Italie.

A cinquante-deux ans, Diamantino, dit *« Manu »*, ne veut pas rater le match le plus important de sa carrière. Rien ne doit manquer dans le vestiaire du Stade de France. La pluie de jeudi, l'annulation d'un entraînement lui ont laissé le loisir de préparer tranquillement le fourniment. Vendredi, au volant d'une camionnette de location, il est parti pour le Stade de France vers 12 h 30, en compagnie de Thierry Laurent, un kiné. Une heure et demie avant le car des joueurs. Il a déchargé les deux cantines dans le vestiaire B. Un coup d'œil périphérique pour calculer son affaire. A intervalles réguliers il dépose serviettes, maillots d'échauffement et bouteilles d'eau, vingt-deux de chaque au total.

C'est Gilles Bocq, un responsable d'Adidas, qui a apporté de Strasbourg des jeux de maillots blancs et de maillots bleus nominatifs. Sur chacun, au-dessous du coq, est inscrit le match et la date. Les joueurs ont reçu un maillot, un short et une paire de chaussettes. Diamantino garde les doubles, au cas où. Il vérifiera que sur tous les équipements ne figurent aucune marque interdite par la FIFA.

Quand, après avoir humé la pelouse, les joueurs ont choisi la dimension des crampons, Manu a pris une pince pour visser leur choix. Sa caisse contient près de mille crampons de tailles différentes. Que l'un d'eux casse dans le pas de vis et il sortira sa scie à métaux pour changer l'embase. Manu a aussi aidé les traînards à finir de cirer leurs chaussures pendant que les autres jonglaient dans les vestiaires. Puis le staff médical a placé des bandages autocollants sur les articulations fragiles, passé de l'embrocation, frotté énergiquement les muscles. Et Didier Deschamps a emmené sa troupe à l'échauffement.

DES CONSEILS SUR LE BANC

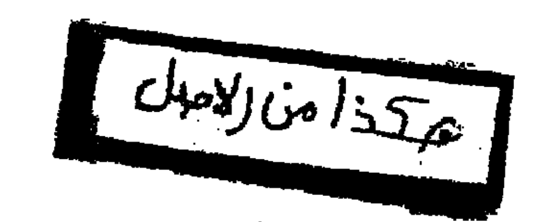
Dans le vestiaire insonorisé, Manu le Maniaque a fait le ménage avant que les joueurs ne reviennent. *« Avant l'échauffement, ils discutent et plaisantent. Après, ce n'est pas la même ambiance*, raconte le témoin. *C'est le jour et la nuit. »* Certains ont un dernier doute sur la longueur des crampons. *« Je ne les contredis jamais, c'est la règle*, explique Manu. *S'il y a un doute, on change. C'est psychologique. »* Certains font préparer deux paires de chaussures.

Quand l'arbitre écossais Hugh Dallas a appelé les joueurs, Manu a rejoint le banc de touche avec une pochette de premier secours où il a glissé un short sans numéro, une pince, quelques crampons et une paire de lacets. Le match, il l'a vécu intensément. *« Je ne peux pas m'empêcher de donner des conseils, c'est plus fort que moi*, explique-t-il en riant. *Pourtant je n'ai jamais bien joué. Les Portugais, c'est bien connu, sont maçons ou footballeurs. Moi, j'étais maçon. »*

A l'heure de la victoire il est aussi barman : il avait transporté quelques caisses de champagne qu'il débouche à point nommé. Tout à l'heure, longtemps après la liesse, une fois les joueurs partis, il a rangé le vestiaire. *« C'est un chantier ! »* Il a bourré des sacs-poubelle d'ordures, bouclé les cantines. Et il est parti le dernier du Stade de France.

Samedi matin, il sera à son poste. Manu habite le domaine de Clairefontaine avec sa femme et ses deux filles depuis 1972. Quand l'ancien propriétaire a revendu, en 1984, il est resté et est devenu employé de la Fédération française de football. Sa disponibilité et son souci du détail l'ont amené naturellement à se rapprocher de l'équipe de France. Et après France-Italie, Manu va avoir d'autres cantines bleues à préparer.

Benoît Hopquin



JUSTICE François Colcombet, député socialiste de l'Allier et président de la commission d'enquête parlementaire sur les tribunaux de commerce, se dit effaré par ses découvertes. ● **DEPUIS DES ANNÉES**, l'institution consulaire souffre de graves dysfonctionnements, sans que rien n'ait été entrepris. ● **JEAN-PIERRE MATTEI**, président du tribunal de commerce de Paris, conteste la bonne foi d'une commission *« animée d'une volonté de nuire »*, affirme-t-il. M. Colcombet justifie la *« brutalité »* des questions posées par l'état de dégradation des tribunaux. ● **PARMI LES PROPOSITIONS** de M. Colcombet : créer une juridiction spécialisée dans les faillites, réviser la carte judiciaire, instaurer un échevinage, dans lequel se côtoieraient juges professionnels et juges élus. ● **UN MEILLEUR CONTRÔLE** de l'économie générale des tribunaux de commerce – tarifs, honoraires et à-côtés – apparaît également nécessaire.

François Colcombet prône une réforme en profondeur des tribunaux de commerce

Dans un entretien au « Monde », le président de la commission d'enquête parlementaire, qui présentera, jeudi 9 juillet, son rapport sur les institutions consulaires, se dit favorable à l'échevinage, qui mêle juges professionnels et juges élus

« JE NE PENSAIS PAS que la situation était si grave. » Au terme de près de six mois d'investigation, rythmés par des audiences publiques et des visites de plusieurs tribunaux en province, François Colcombet, député socialiste de l'Allier et président de la commission d'enquête parlementaire sur les tribunaux de commerce, se dit effaré par ce qu'il a découvert. Des administrateurs judiciaires qui détournent les fonds des entreprises à leur profit, d'autres qui, poursuivis par la justice, n'en continuent pas moins à être désignés pour instruire des dossiers d'entreprises, des juges de tribunaux de commerce inculpés qui sont reconduits dans leurs fonctions, des jugements de tribunaux rédigés et tapés directement par les administrateurs judiciaires, des connivences et des renvois d'ascenseur... Tous les dysfonctionnements dénoncés depuis plusieurs années se révèlent exacts. *« Rien que ce qui se passe à Nanterre et à Bobigny, qui sont les deux plus grands tribunaux de commerce après Paris, justifie une enquête parlementaire »*, explique-t-il.

Mis en cause sur le dossier de reprise de l'hôtel Royal Monceau, Jean-Pierre Mattei, président du tribunal de commerce de Paris, conteste cette enquête parlementaire : *« Cette commission est uniquement animée d'une volonté de nuire et de porter atteinte à l'autorité judiciaire »*, a-t-il expliqué (*Le Monde* du 17 juin). M. Colcombet réplique : *« Cela fait des années que l'on parle de réformer cette institution. Rien n'a été fait. La situation ne cesse de s'aggraver. Il est normal que les députés s'emparent du sujet et posent des questions avec un peu de brutalité. »*

Pour cet ancien procureur de la République à Lyon, les responsabilités de cette dégradation sont partagées par de nombreux acteurs. *« Les tribunaux de commerce, bien que privés, n'ont pas su évoluer et inventer des formules répondant aux besoins modernes de l'économie. Ils tiennent plus d'un conseil de l'ordre que d'une justice économique »*, constate-t-il. *« Cette incapacité à se réformer nourrit d'ailleurs de plus en plus la suspicion des investisseurs étrangers à l'égard des tribunaux de commerce, alors que ces derniers ne contestent pas les juridictions en Grande-Bretagne ou en Allemagne »*, poursuit-il.

Mais M. Colcombet pointe aussi l'absence de contrôle par la justice. *« Les magistrats se sont trop souvent désintéressés du sujet. Ils n'ont pas très envie de contrôler le monde des affaires. La formation économique est mal adaptée dans les écoles de la magistrature »*, souligne-t-il, en remarquant que, depuis des années, aucune impulsion n'est venue du ministère de la justice pour changer les habitudes.

La commission d'enquête, qui présentera son rapport le 9 juillet, recommandera une profonde réforme de l'institution. *« Une justice des commerçants rendue par les commerçants n'est plus adaptée. Lors d'une grande faillite, les enjeux comme la propriété des actionnaires, la préservation des intérêts des salariés, l'aménagement du territoire dépassent largement la légitimité des tribunaux de commerce »*, dit M. Colcombet.

Pour promouvoir une justice économique moderne, il se demande s'il ne faut pas scinder les tribunaux de commerce et créer une juridiction spécialisée dans les faillites. Celle-ci ne traiterait que des procédures collectives, celles qui donnent lieu aux plus grands abus, pendant que les institutions consulaires garderaient un rôle auprès des commerçants et une mission de prévention. Une révision de la carte judiciaire serait instaurée à cette occasion. Le président de la commission d'enquête parlementaire imagine qu'une juridiction spécialisée dans les faillites pourrait être installée *« auprès de chaque tribunal de grande instance »*.

> « Une justice des commerçants rendue par les commerçants n'est plus adaptée »

En parallèle, il suggère un changement du mode de sélection des juges. Ceux-ci sont actuellement des commerçants, des chefs d'entreprise ou des cadres supérieurs détachés par des grands groupes. Elus par leurs pairs, ils arrivent souvent sans aucune formation. Pour pallier ce manque de connaissances, certains tribunaux de commerce cooptent au préalable les candidats à l'élection en fonction de leur formation mais parfois d'autres critères. M. Colcombet pense que l'échevinage, qui mélange juges professionnels et juges élus, pourrait être une bonne formule à l'avenir pour corriger ces défauts.

« Si l'échevinage est mis en place, je donnerai ma démission et beaucoup d'autres juges avec moi. Car notre fonction n'aura plus aucun intérêt », menaçait M. Mattei lors d'une audience publique de la commission d'enquête, le 3 mars. *« L'échevinage fonctionne en Alsace, dans les DOM-TOM. L'Allemagne et l'Italie ont adopté cette formule lorsqu'elles ont choisi de rénover leur justice économique. Je crois qu'il y a tout à gagner à aller vers un mixage des compétences »*, affirme le président de la commission. Il remarque que cette formule avait été prévue lors de la modification de la loi sur les faillites et des compétences des tribunaux de commerce en 1985. *« Mais les juges consulaires ont bloqué cette réforme. Les tribunaux de commerce ont été dotés de pouvoirs supérieurs sans contre-pouvoirs »*, note-t-il.

M. Colcombet préconise une modification de l'économie générale des tribunaux de commerce. Ceux-ci ont développé des systèmes de soutien financier parallèles, dénoncés par la Cour des comptes, pour subvenir à leurs besoins. Une révision des tarifs des greffes lui semble souhaitable pour mettre fin à ces pratiques. Tous les à-côtés développés par les greffes des tribunaux, notamment les recettes liées aux renseignements fournis par Minitel, devraient être mieux contrôlés. Mais ce sont surtout les honoraires des administrateurs, *« qui figurent parmi les plus grosses fortunes de France »*, qui, selon lui, doivent être revus par la loi. Le système, très lourd, pousse aux faillites, qui sont les plus rémunératrices pour les administrateurs, certains n'hésitant pas, par la suite, à récupérer par des moyens détournés les actifs à prix bradés.

Toutes ces réformes, cependant, ne pourront porter leurs fruits, selon M. Colcombet, si le parquet ne s'implique pas et ne met pas en place des contrôles sérieux et réguliers. Pour en finir avec les malhonnêtetés et les habitudes faciles prises dans les tribunaux de commerce, il se dit partisan *« d'une commission de la hache »*. *« Il faut faire passer très vite des procédures disciplinaires efficaces et faire des exemples. La justice ne peut continuer à tolérer de tels errements dans les tribunaux de commerce. »*

Martine Orange

Le sort de la Banque Pallas Stern sera scellé en septembre

LE DOSSIER de la Banque Pallas Stern (BPS), en liquidation, n'est pas encore réglé. Son sort devrait être scellé dans deux mois. Le tribunal de commerce de Paris, présidé par Jean-Pierre Mattei, a décidé vendredi 3 juillet de reporter sa décision au 7 septembre. Il avait le choix entre deux autres possibilités : accepter l'accord destiné à indemniser les milliers de créanciers de la banque ou le rejeter.

Cette affaire – qui constitue la plus importante faillite d'une banque privée depuis cinquante ans, liée à la crise de l'immobilier – dure depuis plusieurs années. Ce sont des dizaines de milliers de créanciers et plus de 15 000 porteurs d'obligations qui attendent depuis plus de trois ans. *« Ce report de deux mois ne changera sans doute rien. Un accord aurait pu être donné sous réserve »*, regrette Pierre Nothomb, de Déminor, une association de défense des actionnaires minoritaires qui, dans le cas présent, représente des détenteurs d'obligations français, belges et luxembourgeois. Mais M. Nothomb se dit *« relativement optimiste »* sur l'issue du dossier. Sur le fond, *« les propositions des actionnaires vont dans le bon sens »*, indiquait Déminor le 22 juin.

Les principes de l'accord entre les créanciers et les actionnaires de Comipar, la maison mère de Pallas Stern, semblent acquis. D'ores et déjà, les actionnaires ont accepté de verser une contribution de 1,2 milliard de francs. Les chèques ont été déposés vendredi au tribunal et seront débloqués le moment venu. Les actionnaires se sont également engagés à abandonner leurs créances, pour une valeur de 2 milliards de francs.

Le passif total de la banque se situé aujourd'hui à 8,5 milliards de francs. En face, les actifs – dont certains sont encore détenus par la banque et sa maison mère Comipar – atteignent 4,5 milliards. La plupart sont des actifs immobiliers, de nature très différente, locaux d'habitation ou commerciaux, loués ou non, allant d'un immeuble à Madrid à une villa à Ibiza, en passant par des parkings... Les liquidateurs avaient lancé un appel d'offres qui valorisait ces actifs à 1,5 milliard. Une centaine d'offres avait été déposée. Certaines portent sur une grande partie des actifs, comme celles de la mutuelle d'assurance MAAF ou de l'américain Goldman Sachs, d'autres sur un simple parking.

A ce stade, le montant des créances récupérables atteint 57,4 %. L'Adéfic, l'une des principales associations de créanciers de Pallas Stern, avait souhaité, début juin, être indemnisée à hauteur de 60 %. On peut arriver à ce ratio en augmentant la valeur des actifs à céder de 500 millions de francs. Comme il est apparu que cette valeur pouvait être revue à la hausse, en raison notamment de la reprise du marché de l'immobilier, le tribunal de commerce a décidé de procéder à un second tour. Les consultations en salles d'informations (*data-rooms*) pour les candidats repreneurs auront lieu du 9 au 15 juillet.

UN CAS D'ÉCOLE

Quelle que soit l'issue du dossier, son règlement restera un cas d'école. La justice n'a pas ménagé ses efforts pour tenter de sauver l'établissement, mais elle s'est trouvée devant un cas d'une immense complexité.

Fin 1993, pour atteindre les ratios de solvabilité, la banque Pallas Stern avait transféré 3,5 milliards d'actifs immobiliers à sa maison mère, qui lui accorde un prêt du même montant. La crise de l'immobilier s'aggravant, la banque se révélait incapable de rembourser sa dette. Ce qui l'a conduite à la mise sous administration provisoire et à la cessation de paiement le 22 juin 1995, faute d'accord entre les actionnaires de Comipar, présidé par Gérard Eskénazi, qui avait pourtant un tour de table prestigieux : la Société de banque suisse à hauteur 20 %, Schneider, Elf Aquitaine, le Crédit lyonnais, le GAN, le groupe Pinault, les AGF ou l'UAP, pour quelques pourcents chacun.

Une information judiciaire a été ouverte le 29 février 1996, les dirigeants de la banque sont mis en examen. La Commission des opérations de Bourse (COB), dans son « rapport d'enquête sur l'information financière et comptable diffusée par la Banque Pallas Stern », daté du 16 septembre 1997, révélera que les premières difficultés de l'établissement remontent à 1991, bien avant la fusion, en juin 1992, entre la banque Pallas de Pierre Moussa et Comipar, la holding de Gérard Eskénazi. Ce rapport accable les dirigeants de la banque et ses commissaires aux comptes.

Aucun des plans de reprise de la banque présentés en 1996 n'a été retenu, ce qui a conduit à la *« faillite du siècle dans le secteur bancaire français »*, selon la formule de Jean-Pierre Mattei. La BPS et Comipar ont été mises en liquidation le 28 février 1997.

Pascale Santi

Groupama dévoile ses projets pour le GAN

GROUPAMA, la première mutuelle d'assurance française, qui vient d'être désigné par le gouvernement comme repreneur du GAN, dernier assureur public généraliste (*Le Monde* du 2 juillet), a dévoilé son projet vendredi 3 juillet, dans une atmosphère de courtoisie, propre à l'image du mutualiste. C'est *« un chantier considérable »* et *« un défi »*, a expliqué Bernard Delas, directeur général de Groupama, qui devra débourser 17,25 milliards de francs.

« Ce rapprochement est porteur d'énormément d'atouts », a renchéri Didier Pfeiffer, président du GAN. *« Le GAN apporte sa connaissance des villes, des grandes entreprises et des professions libérales. Groupama, qui ne dispose d'aucun avantage fiscal, est immergé dans le jeu concurrentiel »*, a-t-il poursuivi. Il s'agit désormais de marier deux cultures très différentes, celle d'un groupe mutualiste, héritier des assurances mutuelles agricoles, décentralisée vers les caisses régionales, et celle d'un assureur classique, nationalisé, centralisé.

Groupama s'est donné jusqu'à 2002 pour redresser le GAN. Le groupe mutualiste va injecter 2 milliards de francs, dont 1,4 milliard dans l'informatique. *« Tout le projet est tourné vers l'absolue nécessité de restaurer la compétitivité commerciale du groupe »*, a souligné Gilles Laporte, directeur général délégué de Groupama.

Les synergies entre les deux groupes permettront de dégager une contribution nette au résultat du GAN de 500 millions de francs par an à l'horizon 2002, a indiqué Groupama. Les activités communes (international, gestion d'actifs, activités bancaires, et courtage) seront regroupées dans un pôle, GAN et Groupama conservant leurs activités propres. Il n'y aura pas de fusion. Ces trois entités seront chapeautées par un comité exécutif, composé de MM. Delas, qui sera président, Laporte, Pfeiffer, qui sera vice-président, et Thierry Aulagnon, directeur général du GAN. Ce comité sera responsable devant la caisse centrale Groupama, organe suprême de l'assureur, présidée par Jean Baligand. Parallèlement, GAN SA sera transformée en société à directoire – présidé par M. Laporte – et conseil de surveillance – présidé par M. Pfeiffer.

L'Etat a déposé vendredi un projet d'offre publique de retrait visant les actions de la Société centrale du GAN, holding de GAN SA. L'Etat, qui en détient 82,35 %, propose de racheter le reste au prix unitaire de 170 francs.

P. Sa.

Une assurance automobile contre la violence urbaine

DES CONTRATS SPÉCIAUX pourraient être prochainement mis en place par certaines communes de France et des compagnies d'assurances pour dédommager les familles modestes dont les voitures auront été saccagées en raison de la violence urbaine. Un accord de principe a été trouvé avec la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA) et les collectivités territoriales, a annoncé, vendredi 3 juillet, le ministère de l'économie. Les modalités restent à préciser. Ce dispositif pourrait concerner environ trois millions de foyers dits *« modestes »*, bénéficiant de l'aide sociale obligatoire, a précisé Bercy. Jusqu'à présent, ces familles n'avaient pas d'autre recours pour se faire indemniser qu'une aide facultative de la commune. Né de l'initiative du député de Côte-d'Or, Roland Carraz (MDC), ce dispositif consisterait à voir les communes dédommager ces familles à concurrence d'un certain plafond annuel par an, l'assureur apportant le complément.

DÉPÊCHES

■ **GIAT : les syndicats du groupe public** d'armement ont appelé le personnel à la grève sur plusieurs sites le mardi 7 juillet, jour où le conseil d'administration devrait entériner 3 274 suppressions d'emplois (*Le Monde* du 4 juillet).

■ **CRÉDIT FONCIER : quatre syndicats sur six** ont rejeté, vendredi 3 juillet, le projet de reprise du Crédit foncier de France par le consortium associant l'américain GMAC (filiale financière de General Motors) et le groupe américain Bass pour 70 % du capital. Les 30 % restants seraient partagés entre le Crédit Commercial de France et les Caisses d'épargne. Ces dernières ont confirmé vendredi ce schéma.

■ **PAPIER : la firme canadienne Abitibi-Consolidated**, premier producteur mondial de papier journal, a confirmé, vendredi 3 juillet, être, conjointement avec la firme norvégienne Norske Skogen, en discussions pour le rachat du plus grand producteur coréen de pâte à papier, Hansol Paper.

■ **VOLKSWAGEN : le groupe automobile allemand** a finalement payé 479 millions de livres (environ 4,8 milliards de francs) pour racheter le constructeur britannique Rolls-Royce.

■ **AÉRIEN : la Commission européenne** a adouci sa position sur le projet d'alliance entre British Airways et American Airlines en limitant les conditions demandées pour la réalisation de ce rapprochement, rapporte samedi 4 juillet le *Financial Times*.

L'ART ouvre une nouvelle voie pour libéraliser le téléphone local

L'AUTORITÉ de régulation des télécommunications (ART), le « gendarme » du marché du téléphone désormais libéralisé, veut voir se développer une concurrence *« effective dans la boucle locale »*, ce dernier kilomètre du réseau téléphonique qui aboutit chez les abonnés. *« C'est un objectif prioritaire »* pour les prochains mois, car *« la maîtrise de l'accès direct à l'abonné représente un atout considérable pour un opérateur »*, a assuré Jean-Michel Hubert, le président de l'ART, qui présentait, vendredi 3 juillet, son premier rapport d'activité.

France Télécom détient encore un monopole de fait sur ces réseaux locaux et donc sur les services de téléphonie locale (appels dans un même département). C'est pourquoi l'ART a décidé de *« lancer immédiatement »* une concertation avec les acteurs du secteur, puis une *« consultation publique avant fin 1998 »*, sur le « dégroupage ».

EXPÉRIMENTATIONS

Ce terme englobe la possibilité, pour un concurrent de France Télécom, de raccorder son réseau sur les fils de cuivre qui arrivent chez l'abonné. Il s'agit de louer cette partie terminale et non l'ensemble du tronçon remontant jusqu'au central téléphonique le plus proche. Cette dernière formule, actuellement en vigueur, est jugée trop coûteuse par les concurrents de France Télécom, dont les offres se cantonnent par conséquent au téléphone longue distance. La loi n'interdit pas formellement ce dégroupage, mais ne dit rien non plus de spécifique sur le sujet. Il pourrait être nécessaire de *« clarifier les textes »*, note-t-on à l'ART, où l'on veut veiller à ce que le dégroupage, s'il prend forme, ne se fasse pas au détriment des investissements qu'auraient consenti sans cela les opérateurs.

Pour encourager la concurrence sur la boucle locale, l'ART a déjà donné son feu vert à des expérimentations de raccordement des abonnés par voie radio. Elle a aussi, en arbitrant un litige opposant France Télécom à Lyonnaise Communications (*Le Monde* du 26 juin), signifié qu'elle souhaite que les opérateurs de télévision câblée puissent offrir du téléphone.

Enfin, l'ART n'est pas opposée à ce que les communes cherchent à favoriser la concurrence en déployant elles-mêmes des infrastructures locales pour les louer aux opérateurs (*Le Monde* du 3 juillet). L'ART juge qu'*« il faudrait considérer le déploiement de fibres optiques non équipées comme un immeuble que l'on peut louer »* et pour cela *« réformer le droit des communes »*.

Philippe Le Cœur

Les marchés accueillent avec prudence le plan japonais

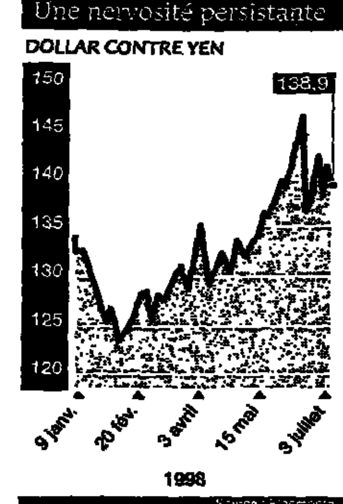
La monnaie nippone a connu une évolution heurtée après la présentation du programme de restructuration bancaire au Japon. Aux Etats-Unis, les signes de ralentissement ont permis une nouvelle détente des taux d'intérêt

L'annonce, par le gouvernement japonais, d'un vaste plan de sauvetage de son système bancaire, soutenu avec prudence par les Etats-Unis, n'a pas permis de ramener entièrement le calme sur les marchés financiers asiatiques. Le yen a évolué de façon heurtée, *les opérateurs s'interrogeant sur l'application* effective des mesures promises. Ils ont semblé déçus que les autorités nippones se contentent de dire qu'elles réfléchissaient à un allégement de la fiscalité. Aux Etats-Unis, *les statistiques du chômage pour juin ont in*diqué un ralentissement de l'activité dans le secteur manufacturier tout en confirmant l'absence de tensions sur les salaires. Cet environnement a favorisé une nouvelle détente *des taux d'intérêt à long terme. Le rendement* de l'emprunt à 30 ans, qui constitue la référence outre-Atlantique, a terminé la semaine à 5,60 %, son plus bas niveau depuis 1977.

LE VENT est-il en train de tourner en Asie ? La crise financière dans laquelle est plongée la région depuis un an est-elle en passe d'être endiguée ? Depuis quelques jours, les opérateurs de marché semblent *se montrer, sinon plus optimistes*, du moins un peu moins pessimistes à l'égard de la situation financière et économique au Japon. La Bourse de Tokyo se redresse (+ 9 % en une semaine) tandis que les rendements obligataires se tendent : le taux de l'emprunt d'Etat de référence, qui était tombé à un plus bas niveau historique de 1,13 % il y a un mois, est remonté jeudi 2 juillet à 1,40 %.

*L'enquête de conjoncture trimes*trielle de la Banque du Japon – le Tankan –, publiée lundi, tout en confirmant la gravité de la crise, *s'est révélée un peu moins catastro*phique que prévu par les économistes. Certains d'entre eux prédisent, prudemment encore, que *l'économie a touché le fond* et qu'on pourrait assister à un rebond de la croissance dès le mois d'août dans l'archipel. Ils mettent en avant *les atouts de l'économie nippone* : une épargne colossale, des excédents commerciaux gigantesques, la richesse par habitant la plus élevée *du monde, l'excellence technolo*gique des grandes entreprises, la faiblesse du chômage, même si celui-ci progresse.

Les opérateurs ont accueilli avec circonspection le changement d'attitude du gouvernement japonais.



Si sa chute a été stoppée, la devise *japonaise reste sous* pression et connaît une évolution heurtée.

Alors que ce dernier donnait le sentiment depuis plusieurs mois d'être *paralysé et dépassé par les événe*ments, il semble aujourd'hui décidé à agir. Il a annoncé jeudi un vaste plan de sauvetage de son système bancaire, prévoyant l'apurement des créances douteuses par l'intermédiaire de la création de « banques-relais ». Il s'agit là d'une réforme-clé lorsqu'on sait à quel point les difficultés des banques se font ressentir directement dans l'économie nippone en provoquant un ralentissement de la distribution de crédits aux entreprises japonaises (phénomène de credit crunch).

Tokyo, enfin, envisagerait – le *premier ministre Ryutaro Hashimo*to l'a confirmé vendredi – une réduction permanente des impôts, afin de stimuler la consommation *des ménages. Mesure importante*, là encore, car, si les exportations japonaises se portent bien, la demande intérieure est atone dans l'archipel.

INCERTITUDE

Si la restructuration du système bancaire et l'allégement de la fiscalité répondent aux aspirations des marchés, ils étaient aussi réclamés par les partenaires du Japon, au premier rang desquels les Etats-Unis.

Le président américain, Bill Clinton, a qualifié vendredi de « *mesure positive* » le plan de sauvetage des *banques présenté* jeudi à Tokyo, estimant qu'il était « *potentiellement très important* ». Il a aussi promis que « *les Etats-Unis feraient tout pour aider les gouvernements asiatiques déterminés à se remettre d'aplomb sur le plan financier* ». *Mais il a admis que* « *restaurer la stabilité et la croissance économiques* » des pays de la région « *ne sera pas facile* » et « *nécessitera du courage* ». De son côté, le secrétaire américain au Trésor, Robert Rubin, personnage plus influent que M. Clinton sur les marchés, s'est montré plus prudent encore, parlant de mesure « *potentiellement significative* ». « *L'important* » est désormais « *que les autorités japonaises agissent promptement pour que cette approche se traduise par des actions concrètes visant à éponger toutes les mauvaises créances, à mettre en œuvre les restructurations nécessaires et à consolider le système bancaire à l'aide de fonds publics* », a-t-il ajouté.

Comme M. Rubin, les marchés ont évité de s'enflammer à l'annonce du plan japonais, échaudés par les multiples programmes de relance présentés depuis plusieurs années et qui n'ont jamais connu le moindre début d'application.

La question qui se pose dans l'immédiat pour les opérateurs est de savoir si la Maison Blanche est prête à appuyer les mesures japonaises par une nouvelle salve d'interventions sur le marché des changes.

Certains analystes pensaient que les banques centrales américaine et japonaise allaient profiter de l'étroitesse des marchés, vendredi après-midi – la journée étant fériée aux Etats-Unis –, et de l'engouement des opérateurs pour la Coupe du monde de football – grâce aux postes de télévision installés dans les salles de marchés depuis la guerre du Golfe –, pour lancer une intervention et jouer de l'effet de surprise. Elles n'en ont finalement rien fait, mais la menace reste présente. « *Il y a des circonstances où une intervention est appropriée, et dans ce cas nous intervenons, et d'autres où une intervention n'est pas appropriée, et dans ce cas nous n'intervenons pas* », a expliqué mercredi M. Rubin, une déclaration très proche de celle qui avait précédé l'intervention conjointe, il y a deux semaines, de la Banque du Japon et de la Réserve fédérale américaine. *Dans ce contexte où doute et espoir* se mêlent, la monnaie japonaise a connu une évolution heurtée, cette semaine, entre 143 et 138 yens pour un dollar.

La nervosité sur la parité dollar-yen est d'autant plus grande que l'incertitude monétaire grandit aux Etats-Unis. Les statistiques du chômage au mois de juin publiées jeudi y contribuent : si 205 000 emplois ont été créés, 28 000 postes ont été supprimés dans le secteur manufacturier et le taux de chômage est remonté, de 4,3 % à 4,5 %.

Le salaire horaire moyen, enfin, a augmenté seulement de 0,1 %, la *plus faible progression depuis fé*vrier 1996. Les effets de la crise asiatique commencent à se faire ressentir dans l'économie américaine. Voilà qui devrait rassurer les membres de la Réserve fédérale, qui s'étaient inquiétés, lors de leur réunion du mois de mai, des risques de *tensions inflationnistes et s'étaient* alors mis en position de relever leurs taux.

Vont-ils ils maintenant songer à *les abaisser ? C'est ce que semblent* penser les opérateurs des marchés obligataires : le taux de l'emprunt d'Etat à 30 ans est tombé, vendredi, à 5,60 %, *son plus bas niveau depuis* 1977, date à laquelle le Trésor américain a commencé à émettre des titres d'une telle durée.

Pierre-Antoine Delhommais

Emprunt indexé sur l'inflation en septembre

L'Etat français lancera en septembre son premier emprunt indexé sur l'inflation, a indiqué, jeudi 2 juillet, le ministre des finances, Dominique Strauss-Kahn. *Le ministre a laissé entendre que le montant* de ce type d'emprunt sera limité. « *Ces emprunts n'ont pas vocation à devenir une part substantielle du financement de l'Etat* », a-t-il expliqué. Il a toutefois ajouté que ces émissions bénéficieront de « *l'engagement de régularité et de liquidité attaché à toutes les valeurs du Trésor* ». Ces obligations sont censées à la fois protéger les investisseurs des risques de hausse des prix, et permettre à l'Etat, grâce au maintien d'une faible inflation, d'alléger le coût global de sa dette.

Marché international des capitaux : EDF et les investisseurs « avertis »

LES EMPRUNTEURS internationaux affluent dans les compartiments de l'écu et du deutschemark qui permettent bien d'anticiper l'euro. Le franc français est pour l'instant un peu en retrait. Certains spécialistes estiment qu'il pourrait davantage être utilisé ces prochaines semaines pour libeller des émissions internationales. La demande existe. De nombreux investisseurs disposent, en effet, d'importantes liquidités en francs, qu'ils s'apprêtent à placer dans de nouvelles obligations du Trésor indexées sur l'inflation. La première émission de tels titres, espérée pour le début de l'été, vient d'être reportée à la rentrée.

Il en faudrait toutefois davantage pour empêcher les émetteurs français de s'échapper hors du cadre de leur propre marché. Ils sont *de plus en plus nombreux à affronter* la concurrence internationale. L'exemple de Rémy Cointreau est frappant. On croyait cette société sur le point de lancer un emprunt de *800 millions de francs. Or son nom figure* maintenant au calendrier des prochaines émissions en écus. La durée des titres pourrait être de sept ans et leur rendement promet d'être *très élevé. Il est question d'un supplément* de 3 à 3,5 points de pourcentage, qui s'ajouterait au rapport des obligations en écus du Trésor français. L'opération sera dirigée par deux banques, une américaine, Bankers Trust, et le Crédit lyonnais.

Lorsque le débiteur est une société dont le crédit est discuté et qui pour cette raison doit payer très cher, les investisseurs, bien rémunérés, se soucient assez peu du risque de change lié à l'écu. Rappelons que l'écu n'est pas une vraie monnaie, mais une unité de compte et que sa valeur, exprimée en francs, en marks ou en florins, demeurera imprévisible jusqu'à la fin de cette année, alors qu'on sait depuis longtemps qu'il sera remplacé par l'euro au taux de un pour un au début de 1999. L'incertitude tient principalement au fait que le cours de l'euro dépend en partie de celui de la livre sterling, laquelle continue d'évoluer en toute indépendance. Le risque de change prend des proportions comparativement plus grandes lorsque les emprunteurs sont de tout premier plan et que leur crédit leur permet d'offrir une rémunération à peine supérieure (moins de 0,2 point) à celle offerte par les grands Trésors publics.

Pourtant, il est actuellement fait un très bon accueil aux nombreux émetteurs de qualité qui se présentent dans le compartiment de l'écu. Cela tient au fait que les marchés sont très bien arbitrés aujourd'hui, de sorte que les rendements proposés dans les différentes monnaies reflètent l'échelle des risques. Les obligations d'un même débiteur en écus rapportent davantage qu'en francs, par exemple, et la différence suffit à couvrir le risque de change.

La région Ile-de-France vient ainsi de lever 200 millions d'écus par l'intermédiaire de Paribas et, dans la foulée, Electricité de France va emprunter un millard d'écus pour une longue durée (onze ans probablement) sous la direction de la Deutsche Bank et de la Caisse des dépôts. Cette affaire sera la première à bénéficier de la constitution en France d'un groupe d'investisseurs institutionnels dits « avertis » (assurance, caisses de retraite, fonds communs de placement, etc.), dont la liste sera publiée sous peu. Ces investisseurs se verront proposer des emprunts qui échapperont aux lourdes contraintes administratives liées à l'appel public à l'épargne auxquelles étaient jusqu'à présent soumises toutes les émissions obligataires lancées en France. Il s'agit là d'une importante mesure de libéralisation. Le marché y gagnera en souplesse et les émetteurs pourront mieux répondre à la demande. L'opération d'EDF se distinguera, en outre, parce que, tout en appartenant au marché national, elle sera prétendument contractée « hors de France ». C'est, bien sûr, une fiction, la même sur laquelle se fonde ce qu'on appelle le marché des euro-obligations en francs. Cette fiction permet de justifier l'exemption de la retenue à la source sur les revenus des placements en valeurs mobilières.

L'emprunt d'EDF aura d'autres particularités. A son aspect français s'ajouteront des caractérisques allemandes et néerlandaises, mais il n'aura rien d'anglo-saxon. Il sera coté à Paris, à Francfort et à Amsterdam. La compensation des titres se fera en premier lieu par l'intermédiaire des organismes spécialisés nationaux. Le but est d'en faire une émission « paneuropéenne », selon la formule de ses promoteurs, qui veulent qu'elle soit un modèle permettant de surmonter les barrières qui subsistent à l'intérieur de l'Europe de la monnaie commune.

Christophe Vetter

MATIÈRES PREMIÈRES

Le cuivre au plus bas

COURS DU CUIVRE À LONDRES EN DOLLARS PAR TONNE

1 950 / 1 900 / 1 850 / 1 800 / 1 750 / 1 700 / 1 650 / 1 600 / 1 550 — 1 612 — 9 janv. / 20 févr. / 3 avril / 15 mai / 2 juillet — 1998

LE MARCHÉ mondial du cuivre est en pleine déroute. Même les soubresauts de l'affaire Sumitomo, il y a juste deux ans, n'avaient pas provoqué semblable effondrement. *Les prix sont descendus* en ce début juillet à leur niveau le plus bas depuis onze ans, sur le marché londonien des métaux (LME) comme sur le Comex à New York. Le contrat à terme d'octobre sur le LME s'inscrivait le 1er juillet à 1 602 dollars la tonne, remontant légèrement le lendemain à 1 612 dollars et celui de septembre sur le Comex ne décollait pas des 72,50 cents la livre-balle. Parallèment, on assiste à une forte progression des réserves mondiales : celles du LME, qui avaient fondu au début de l'année, se reconstituent, atteignant 249 150 tonnes. Les stocks chinois de Shanghai sont devenus impressionnants avec près de 64 000 tonnes contre moins de 16 000 tonnes en début d'année. Quant aux stocks japonais, ils tournent autour de 67 000 tonnes. Ceux-ci s'ajoutant à la production, l'offre risque d'être plus qu'abondante.

PRÉVISIONS ALARMISTES

C'est une vague d'opérations spéculatives sur le court terme qui a « achevé » un marché gagné par le pessimisme. Selon un analyste de la Deutsche Morgan Grenfell, on pourrait espérer une stabilisation des prix dans une fourchette de 1 580 dollars à 1 620 dollars la tonne. Pour de nombreux professionnels, l'estimation la plus basse n'est pas improbable, compte tenu de l'hypothèque asiatique qui pèse sur l'économie mondiale. Le soulagement provoqué par le soutien américain au yen, le mois dernier, a fait long feu et c'est de nouveau l'incertitude qui règne après la baisse de la devise japonaise sur le marché des changes. Rien d'engageant *non plus du côté de la Chine* : va-t-elle libérer ses stocks sur le marché occidental et quelle est la tenue de son propre marché ? L'hypothèse d'une dévaluation du yuan taraude tous les esprits. Sachant que l'Asie absorbe habituellement 40 % de la consommation *mondiale de cuivre* et que les indicateurs du FMI virent au rouge, les prévisions alarmistes semblent, hélas, de mise.

Carole Petit

L'euphorie se poursuit sur les places boursières

TOKYO NIKKEI	NEW YORK DOW JONES	PARIS CAC 40	LONDRES FT 100	FRANCFORT DAX 30 IBIS
↗ + 8,55%	↗ + 0,90%	↗ + 2,09%	↗ + 1,88%	↗ + 1,54%
16 511,24 points	9 025,26 points	4 304,38 points	5 988,40 points	5 961,45 points

***SOULAGEMENT** sur les places* boursières. Le Japon, maillon faible du système financier mondial, a esquissé un redressement. L'indice *Nikkei des 225 plus grandes va*leurs a enregistré sept séances consécutives de hausse cette semaine. Au total, il s'est adjugé un *gain hebdomadaire de 8,55 %*, pour revenir à 16 511,24 points, un niveau abandonné depuis le mois de mars qui marquait la fin de l'exercice fiscal. En début de semaine, la publication de l'enquête de conjoncture trimestrielle (Tankan) *a créé la surprise en démontrant* que l'économie nippone était, certes, mal en point, mais qu'elle se portait mieux que ne l'avaient redouté *les économistes mondiaux*.

Jeudi 2 juillet, le gouvernement japonais a annoncé un plan d'apurement des créances douteuses *(estimées à 3 300 milliards de francs)* accumulées par les banques de l'Archipel. Ce plan de sauvetage s'étalera sur deux ans et confiera à *des banques relais* le soin de gérer les établissements en difficulté. Le premier ministre, Ruytaro Hashimoto, a tenu les marchés en alerte *en laissant entendre, vendredi* 3 juillet, que la commission chargée de la réforme de la fiscalité pourrait adopter des mesures de réduction d'impôts permanentes.

La consolidation de la Bourse japonaise a profité à la place américaine. *Celle-ci a progressé de* 0,90 %, à 9 025,26 points, à l'issue d'une semaine écourtée en raison de la fête de l'indépendance. Les *gestionnaires, soulagés par les ré*centes statistiques démontrant une légère détente sur le marché du travail aux Etats-Unis et par le *maintien des taux directeurs* de la Réserve fédérale, ont poursuivi leurs opérations d'ajustement sur leurs portefeuilles pour la fin du *trimestre*. Et ils se sont gardés de prendre des positions trop tranchées avant la publication des résultats des sociétés américaines *pour le premier semestre* 1998. Plusieurs entreprises comme Motorola, 3M, Intel et Boeing ont déjà prévenu le marché que leurs béné*fices ont été affectés* par le ralentissement des économies asiatiques.

Les marchés boursiers européens sont toujours préservés du doute. Feignant d'ignorer que les premiers signes de ralentissement *sont apparus dans les balances* commerciales des pays exportateurs ou que l'Italie connaît une pause dans sa croissance économique, ils ont encore *atteint* de nouveaux records cette semaine.

A Francfort, l'indice Dax 30 a progressé de 1,54 % sur la semaine, *pour atteindre un nouveau record* historique à 5 961,45 points. L'appétit du constructeur automobile Volkswagen ne semble pas avoir de *limite*. Après *avoir racheté* Rolls-Royce et Lamborghini, Volkswagen a entamé des discussions avec le suédois Volvo pour une alliance *dans le secteur des poids lourds*. On lui a également prêté des vues sur le constructeur spécialisé MAN. L'ensemble du secteur automobile a *profité d'une vague* d'achats spéculatifs.

SOMMET HISTORIQUE

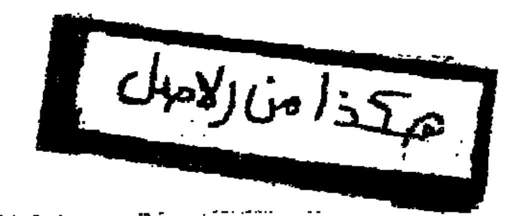
A Londres, les financiers ont occulté les craintes d'un nouveau relèvement des taux d'intérêt de la Banque d'Angleterre (le dernier remonte au 4 juin 1998). L'indice FT 100 a progressé de 1,88 %, à 5 988,40 points en cinq séances. *Les valeurs de télécommunication* ont guidé le marché à la hausse tandis que les titres des banques ont souffert des anticipations de *tension sur les taux*.

La Bourse de Paris s'est distinguée, avec une progression hebdomadaire de 2,09 %. Lundi 29 juin, le *marché parisien* a débuté la semaine sur une hausse de 0,77 %, mais, dès le lendemain, les prises de bénéfices faisaient chuter l'indice CAC 40 de plus de 1 %. Jeudi, la Bourse atteignait son sommet historique, à 4 312,49 points en séance avant de terminer dans le *rouge sous l'effet conjugué* d'une confirmation du tassement de la croissance outre-Atlantique. La fermeté du dollar et les nouvelles *prévisions, publiées le 3 juillet*, par l'Insee, d'une croissance encore plus forte ont rassuré les investisseurs. La Bourse terminait, vendredi, en hausse de 1,23 %, franchissant le seuil des 4 300 points (à 4 304,38 points).

« *En l'absence de nouvelles importantes, le marché n'a aucune raison de monter ou de baisser fortement* », note Bruno Guilloton, responsable de la gestion actions chez Crédit mutuel Finance. « *Il faudra attendre la publication des résultats semestriels et la confirmation des effets positifs de la reprise pour que la Bourse reprenne sa course en avant à un rythme soutenu. D'ici là, de petites corrections ne sont pas à exclure. Ceci est tout à fait normal étant donné la progression de la Bourse depuis le début de l'année* », estime Henri Couzineau, directeur de la gestion actions à la Banque Worms. Pour le moment, les opérateurs continuent à jouer la reprise et les restructurations en Europe.

Ainsi, le secteur de l'automobile a tenu la vedette de la Bourse au cours de la semaine. Les rumeurs *autour d'un rapprochement* entre Volvo et Volkswagen et la publication de bons chiffres d'immatriculations en France ont bénéficié aux actions *de sociétés comme* Renault, Michelin, Peugeot et Valeo qui terminaient la semaine en forte hausse. « *Le titre Renault reste attractif avec un niveau de valorisation assez bas et bonne rentabilité* », note Thierry Pauwels, de State Street Banque.

Joël Morio et Enguérand Renault



SPORTS Avant de s'élancer sur les routes de France, les *concurrents* de la Grande Boucle devaient courir le *prologue* et les deux premières étapes sur le sol irlandais. ● TERRE NATALE de grands professionnels, comme Stephen Roche et Sean Kelly, l'île sait également satisfaire le simple amateur de bicyclette : les Irlandais *sont accueillants*, les paysages bucoliques et les pubs réconfortants ● MAIS LA VÉRITABLE RICHESSE de l'île pour le cyclotouriste, ce sont ses routes, ses innombrables petites routes – vaillantes, paisibles, familières – qui maillent la verte Erin. Vainqueur du Tour 1987, Stephen Roche ne s'y trompe pas, qui y voit *« la beauté, le patrimoine de [ce] pays »*. ● VOYAGE, hébergement, location de vélos, pubs, visites : une sélection de bonnes adresses pour suivre *in vivo* les premiers coups de pédales du Tour de France *hors les murs*.

Les routes d'Irlande se préparent à accueillir le Tour de France

Samedi 11 juillet, les 198 coureurs participant à l'épreuve vont parcourir les rues de Dublin avant de s'élancer vers le sud-est de l'île. Une occasion de découvrir ce pays, véritable paradis pour les amateurs de bicyclette, où des pubs sont toujours présents au sommet des voies trop raides

DUBLIN
de notre envoyée spéciale

Du jamais-vu, de mémoire d'étudiant dublinois, dans la vénérable université de Trinity College créée en 1592 par la reine Elisabeth Ire. Le muscle dans *le temple* de la connaissance. Maillots fluo moulés au corps, les coureurs vont emprunter la longue avenue en boucle de l'immense Phoenix Park. Une mise en jambe pour les sportifs. Pour le public, l'occasion, inédite, de participer à un spectacle haut en couleur dans la verte Erin.

L'Irlande est optimiste. Depuis cent ans, foi de météo, il n'est jamais tombé une goutte entre le 11 et le 14 *juillet. Alors, que* saint Patrick nous garde et vacances pour tout le monde ! Enfants, étudiants, administrations et même commerces et pubs, le temps d'applaudir les *champions. Une* ville honorée d'être, pour quelques jours, le centre du monde et tout entière massée le long du parcours. On peut faire confiance aux *Dublinois pour réserver le meilleur* accueil aux gloires et aux sans-grade du guidon.

A en juger par le professionnalisme des préparatifs, la fête sera *belle*, car *le vélo, ici, est* vraiment populaire. D'abord, l'Irlande a de vrais et beaux champions : Sean Kelly, d'abord avec son glorieux palmarès, et Stephen Roche, vainqueur *du Tour de France en 1987*. « *Il* » l'a dit : l'Irlande est un paradis pour l'amateur de bicyclette. Elle a tout ce qu'il faut. Tout, c'est-à-dire l'essentiel, des routes. Un *nombre incroyable de petites* routes. Proportionnellement à la taille du pays, plus que partout ailleurs. Vaillantes, paisibles et familières, qui forment des dos d'âne et plongent *soudain, et font* l'école buissonnière. Fils d'Ariane d'un *gentle country*, un pays plein de douceur, elles ont le sens de la mise en scène. Elles longeaient la *rivière et les voici qui s'élancent* dur pour mieux s'écouler, virevoltent à droite, à gauche, au milieu d'une campagne verte, si verte et vraiment bucolique. Avec des moutons paissant, éparpillés, et des chevaux à robe brune qui se déplacent avec nonchalance.



Quand vient la soif, ou la fatigue...

Quand vient la soif, ou la fatigue, *les petites* routes ralentissent auprès de pubs aux poutres noircies, escadrons de bouteilles à la parade, manette et bec cornu des bières à la pression, mousse débordant des chopes. A 7 km du centre de Dublin, Dundrum.

Le départ de la première étape sera donné devant la statue que la ville a *édifiée* à Stephen Roche, tout près d'un lieu historique : le magasin de cycles de Joe Daly. Joe Daly, soixante-dix-sept ans, yeux bleux, teint frais et rose, un personnage. A l'intérieur de sa boutique, roue contre roue, des Raleigh, des Amazon. Dehors, une affiche : *« Joe Daly welcomes the Tour de France. »* Entre une dame, un bébé dans un bras, une bicyclette d'enfant dans l'autre : *« Vous pourriez la réparer ? »* Joe a placé de grands espoirs dans cette compétition. *« Les Irlandais font moins de bicyclette, même en été*, constate-t-il. *Le Tour devrait les remettre en selle. »* Il fourrage sur son bureau et montre une coupure *de journal* : *« Le nombre de personnes qui vont au travail à bicyclette est passé de 100 000 au milieu des années 60 à 20 000 aujourd'hui »*, précise *Lifetime*, *journal local, daté 11 décembre 1997*. Cette même année, il s'en serait vendu 90 000 mais, à Dublin – un tiers de la population de la République – les étudiants sont pratiquement les seuls à braver le flot des voitures sur leur engin.

ÉCONOMIQUE, SAIN ET RAPIDE

Joe, qui a ouvert sa boutique de *deux-roues à Dundrum en 1951*, se fait l'avocat de la petite reine pour trois raisons : c'est économique, sain et, dans les encombrements, plus rapide que la voiture. En *outre, à la campagne, c'est un vrai* bonheur. Stephen Roche, il le connaît depuis qu'il est *« grand comme ça »*. Dans cette famille irlandaise de six enfants, son fils Paul, *un physiothérapeute, organisait* de petites promenades à vélo. Un jour, il fonda un club. C'est là que Stephen Roche vint s'entraîner. Avec Paul.

Cette année, Stephen et Paul seront parmi les spectateurs. Parti de la Cartoon Inn, à Rathdrum, dans le County Wicklow, les athlètes fileront devant Clara – *« le plus petit village d'Irlande : une église, deux maisons, trois pubs »*, disent les Irlandais. Témoins de leur ardeur à l'ouvrage, les vaches, les taureaux laineux, les petites fermes blanches, les arbres noueux, la rivière sous les sapins. Dans le County Wexford, Enniscorthy, fief historique de l'Irlande profonde, *verra le départ de la deuxième* étape. Son maire, Keath Doyle, trente et un ans, est fier de recevoir le Tour. Quand il n'officie pas dans le petit hôtel de ville, il s'active dans son magasin d'appareils électriques.

Ultime étape irlandaise, le *Sunny South-East*, le sud-est ensoleillé. A Waterford, les coureurs passeront devant la cristallerie, célèbre dans le monde entier.

Le voyageur qui, lui, pourra prendre le temps de la visiter, se verra remettre un petit objet quand s'effilera le peloton. Après l'avoir chaudement applaudi, découvrir la cité sous la conduite de Jack Burtchaell : ce pur produit de l'Université conduit avec brio un tour de ville réjouissant. De toute façon, admirer la façade de la Waterford Harbour Commission, une *magnifique* bâtisse XVIIIe, à trois étages de taille décroissante, et y pénétrer. A gauche, un escalier en ellipse, à fine balustrade, caractéristique du style géorgien. Un pur plaisir architectural, avant de dîner, en face, au vénérable *T. & H. Doolan*, *qui sert des plats* traditionnels. Un de ces endroits chaleureux, à l'image du Johnny Fox, à Glencullen, dans les Dublin Mountains, à quelque 15 km de la capitale. Stephen Roche aime beaucoup ce lieu convivial où l'on peut lire : *« Dans ce pub, il n'y a pas d'étrangers, il n'y a que des amis qui ne se sont pas encore rencontrés. »*

Danielle Tramard

Carnet de route

● **Le Tour.** Samedi 11 juillet, prologue à Dublin ; le 12, 1re étape, Dundrum-Dublin. Le 13, 2e étape : Enniscorthy-Cork. Des *manifestations sont prévues dans* les villes où passera l'épreuve, notamment à Dundrum, Enniscorthy, Carrick-on-Suir (patrie de Sean Kelly), Waterford et Cork.

● ***Vols.*** *Trois vols quotidiens* Beauvais-Dublin de Ryanair (tél. : 03-44-11-41-41) à partir de 695 F A/R (navette Beauvais-Paris, 80 F), trois vols quotidiens Paris-Dublin de *CityJet (tél. : 01-48-62-13-40)* à partir de 895 F mais complets jusqu'en septembre et 5 vols quotidiens Aer Lingus (tél. : 01-55-38-38-55) à partir de 895 F *A/R, selon disponibilité*.

● **Vélos à louer.** Le réseau Raleigh Rent-a-Bike (00-353-1-626-1333, à Dublin) couvre tout le pays. En font partie, à Dundrum, Joe Daly Cycles *(00-353-1-298-1485) : la location* inclut cadenas, pompe, kit de réparation et assurance. Dépôt de garantie, 400 F, 70 F/jour, 300 F/semaine environ. A Rathdrum, Celtic Trails (00-353-1-661-9546), où Paul *McQuaid* a monté des circuits (8 jours, à partir de 6 500 F environ). Les engins sont neufs, hybrides entre VTT et vélo de course, légers et costauds, à *21 vitesses dans le guidon. Voir* également la brochure *Randonnée pédestre et cycliste en Irlande*. Pour les stages de vélo de Stephen Roche, consulter l'agence parisienne Aquatour (tél. : 01-44-25-05-05).

● ***Pubs.*** A Dublin, Kitty O'Shea's (23-25 Upper Grand Canal), où trois musiciens – violon, accordéon, banjo – jouent la musique la plus sautillante et gaie, de l'air le plus concentré ; à Rathcoole, An Poitin Stil ; à Rathdrum, Cartoon Inn ; à Waterford, T. & H. Doolan, le plus *ancien* ; *à Dungarvan, Seanachai* Bar & Restaurant (00-353-58-46285), perdu sur la hauteur.

● **B&B.** Consulter les brochures « B&B Guide », « Friendly Homes » et « Hidden Ireland » pour se loger chez l'habitant. Privilégier le charme et l'authenticité avec « Be our *Guest* », « *Manor House Hotels* » et « Ireland's Blue Book » dont fait partie, à Youghal près de Cork, Aherne's (00-353-24-92424), accueil aisé, table poissonneuse et *quelques chambres d'hôtes*. L'excellence, à prix fort : Cashel Palace Hotel (tél. : 00-353-62-62707), à Cashel, ex-palais géorgien de l'archevêque, *qui figure dans l'album Great Irish Houses and Castles*, de Jacqueline O'Brien (Desmond Guinness).

● **Visites.** La distillerie Jameson à Midleton (Cork) et son musée à Dublin. Les ateliers de la cristallerie de Waterford : ici, pas de second choix, on casse ce qui n'est pas parfait. Découvrir Waterford avec Jack Burtchaell (tél. : 00-353-51-873711), qui ressuscite l'histoire avec humour (1 heure, *30 F/personne environ). A Wexford*, festival d'opéra (réservations au 00-353-53-22400) du 15 octobre au 1er novembre.

● **Renseignements.** L'Office national du tourisme irlandais (33, rue de Miromesnil, 75008 Paris, tél. : 01-53-43-12-12) diffuse brochures et cartes.

Régis de Camaret, entraîneur de Nathalie Tauziat

« Je ne suis jamais tranquille dans un match où elle mène »

LONDRES
de notre envoyée spéciale



TENNIS

Régis de Camaret est l'entraîneur de Nathalie Tauziat, qui, à trente ans, jouait la première finale d'un tournoi du Grand Chelem de sa carrière, samedi 4 juillet à Wimbledon. Il entraîne la Française depuis dix-huit ans, en marge de la Fédération française de tennis, au Tennis-Club du Gaillou, à Cap-Breton, dont il est le directeur.

« Comment avez-vous rencontré Nathalie Tauziat ?

– Je travaillais à Saint-Tropez. Un jour, nous avons joué contre Toulon. Elle faisait partie de *l'équipe*. Je crois qu'elle a pris 6-0, 6-0 ou un score assez sec. Après, elle a été qualifiée pour les championnats de France, et c'est moi qui ai encadré l'équipe de la Côte d'Azur. C'était en 1980. Elle était minime. Elle est venue prendre des leçons pendant l'hiver. Cela s'est très bien passé, elle a aimé ce qu'elle faisait. Elle est arrivée *dans* mon club en janvier 1981.

– Qu'avez-vous remarqué chez elle quand vous l'avez vue ?

– A priori, rien de particulier. Cependant, ce qui m'a étonné, *c'est* qu'elle avait un air de pas y toucher en étant toujours là. Elle travaillait *et ne disait* rien. Elle a eu des situations d'entraînement difficiles, elle les a exploitées au mieux. Nathalie a des volontés, elle a toujours fait les bons choix. Quand, en 1989, je lui ai dit : "Tu ne vas pas continuer à jouer au fond du court, tu n'as pas le physique pour, tu vas te crever, tu devrais t'orienter vers la volée", elle a sauté sur la proposition. Elle ne se voyait pas faire dix ans de carrière en ramant au fond du court. Je pense qu'elle avait envie de changer avant moi.

– Elle a du talent ?

– Oui, car elle a un bon œil. On n'arrive pas là sans un certain talent, mais ce n'est pas un talent qui, au départ, était évident. Il s'est forgé petit à petit.

– Comment travaillez-vous avec elle ?

– Nous avons un accord. Elle est à ma disposition pour s'entraîner quand j'ai du temps de libre. *Même dernièrement, dans* mon club de Cap-Breton, elle a adapté ses horaires en fonction de l'école de tennis ou des membres. Cela donne une bonne idée de ce qu'est Nathalie et des rapports qu'elle a avec les gens. Elle me paie très cher car je travaille *au pourcentage. Si* elle ne gagne pas d'argent, je ne gagne rien. Evidemment, je suis aussi motivé par ce qu'elle gagne.

» Nous vivons au jour le jour. En *fin d'année*, nous nous disons que l'on repart pour un an, nous faisons le bilan de *l'année*, ce qui a marché, ce qui n'a pas marché. Et puis il y a son âge [elle a trente ans]. Aujourd'hui, Nathalie n'a pas besoin de jouer dix heures sur un court ; quand elle fait deux heures, c'est le maximum. Le travail physique prend plus d'importance. Il est plus étudié, plus fin.

– Elle est souvent critique envers la Fédération. Pourquoi ?

– La Fédération a fonctionné pendant des années en considérant qu'elle n'aidait qu'un joueur qui *venait s'entraîner dans ses centres*. C'est une politique qui a détruit pas mal les clubs, car ils ont enlevé tous les jeunes et donc découragé tous les enseignants de faire un effort vers eux. Si on refuse cette politique, on reste en dehors et on en subit les conséquences.

» Nathalie a pris des coups. Pour qu'elle aille dans son giron, la Fédération lui a fait du chantage : pas de bourse, pas d'argent, rien du *tout. Non seulement elle* n'a pas calé, mais elle a décidé, contre ses parents, contre tout *le* monde, qu'elle continuait avec moi. Elle a pris des décisions difficiles.

» Par exemple, je me souviens des débuts : elle avait été obligée *de se débrouiller toute seule*, comme Isabelle Demongeot, que j'entraînais aussi. La première fois qu'elles ont voulu aller sur un circuit professionnel, c'était aux Etats-Unis. Il y avait l'Orange Bowl, une forme de championnat du monde juniors, et quatre tournois. Il a fallu trouver l'argent. Nathalie et Isabelle ont joué des tournois français pour gagner les 25 000 francs nécessaires au voyage. Elles en ont gagné quatre. Le cinquième était bien doté, elles l'*ont joué ensemble. Il* y avait 10 000 francs pour la gagnante, 7 000 francs pour la finaliste : Isabelle a battu Nathalie en finale.

– Qu'aimez-vous chez elle ?

– Elle est très honnête, elle a le cœur sur la main. Elle aime être re*connue mais, en même temps*, elle est très simple. Son jeu est pareil. Quand elle joue bien, il est simple et pur.

– Pas de côtés négatifs ?

– Je ne suis jamais tranquille dans un match où elle mène, car elle a tendance à ne *plus aller* chercher les points, elle attend que l'autre lui donne le dernier.

– Qu'est-ce que cela représente pour vous de voir votre joueuse en finale de Wimbledon ?

– C'est un peu un rêve. C'est sur l'herbe que le tennis est né et sa vraie nature s'exprime pleinement ici, où la qualité est au maximum. C'est *vrai que* gagner à Roland-Garros, chez soi, c'est merveilleux. Mais Wimbledon demeure aussi un rêve. Enfin, pour les Internationaux des Etats-Unis, en septembre, j'espère que Nathalie ne va pas me faire le même coup qu'à Wimbledon... Vendredi 3 juin, je devais assister au mariage de l'*une* de mes filles. »

Propos recueillis par
Bénédicte Mathieu

Ivanisevic retrouve Sampras

Il a bien eu deux balles de match au quatrième set, mais Goran Ivanisevic s'est fait peur et a *transformé une partie plutôt tranquille en match fou*. Après trois heures vingt de jeu, vendredi 3 juillet, en demi-finales, le Croate, tête de série, a battu le Néerlandais Richard Krajicek (6-3, 6-4, 5-7, 6-7... 15-13). Après quelques années de flottement, il revient en force pour jouer sa troisième finale sur le gazon de Wimbledon. En 1992, il avait été battu par Andre Agassi et en 1994 par Pete Sampras. Son service est plus fragile, se soldant souvent par de trop nombreuses doubles fautes, mais son jeu est plus sage et semble mieux construit. En finale, Goran Ivanisevic retrouvera Pete Sampras, *tenant du titre, l'Américain ayant mis fin au beau* parcours du héros local, le Britannique Tim Henman (6-3, 4-6, 7-5, 6-3).

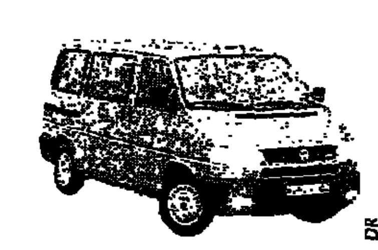
هكذا من الأصل

Le minibus Volkswagen s'embourgeoise

Héritier du célèbre Combi, le Multivan veut concurrencer les monospaces

AVEC L'ÉTÉ, les minibus Volkswagen Combi, vétérans des années Patchouli, sont de retour sur l'autoroute du Sud. Un peu tordue, la plaque d'immatriculation est allemande, anglaise ou néerlandaise. La carrosserie est burinée, les autocollants Peace and Love ne sont pas non plus de première jeunesse, et l'on devine derrière les rideaux un joyeux bazar de sacs de couchage et de cassettes du Grateful Dead ou du Jefferson Airplane.

Les plus anciens sont reconnaissables à leur pare-brise en deux parties et certains peuvent compter jusqu'à vingt-trois vitres, avec des petites fenêtres nichées le long de l'arête du toit. Témoignage irréfragable d'une mécanique issue de la Coccinelle : le bruit de casserole qui s'échappe de l'arrière.



DR

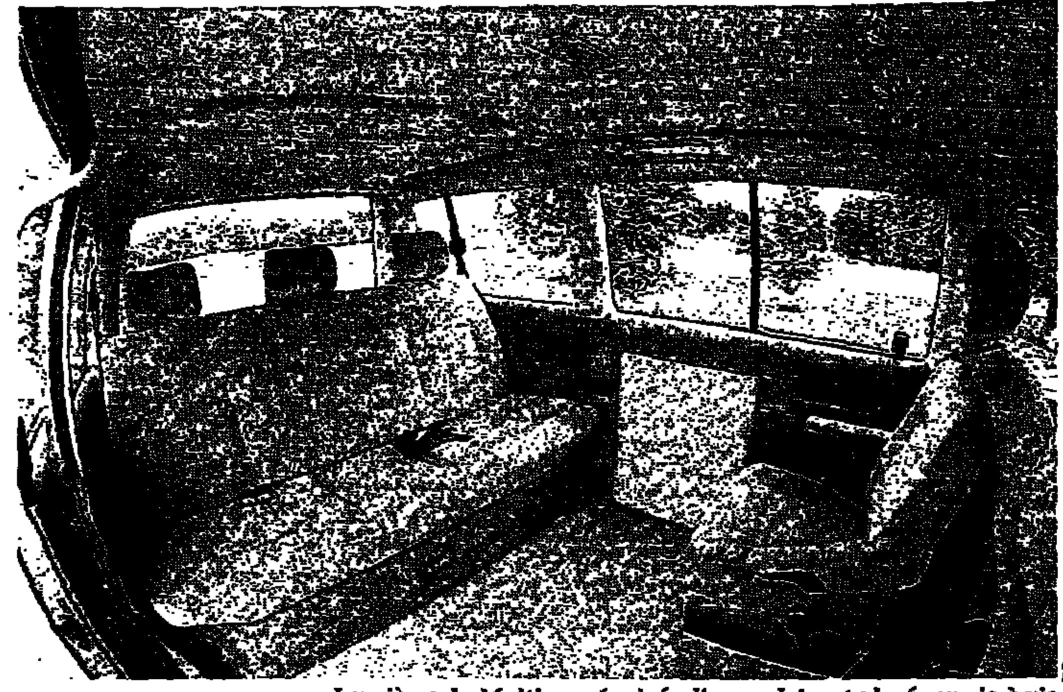
Cette camionnette élevée au rang de voiture-culte a toujours su combiner de multiples fonctions, d'où son nom. Rien ne la prédisposait particulièrement à prendre la route du Larzac, de Woodstock et encore moins de Katmandou, mais elle a fait de son mieux et n'a manqué aucun des grands rendez-vous de la jeunesse des années 60 et 70.

Aujourd'hui, les baby-boomers qui rafistolaient un Combi pour faire la route ont bien changé. Ils ont pris leurs aises, et le minibus de Volkswagen a pris des goûts de luxe. Ses héritiers portent le nom de Caravelle, California Coach ou Multivan et sont proposés avec réfrigération, armoire de cuisine, banquette transformable, vitres électriques ou pavillon relevable. Ils transportent des familles éprises de grand air ou jouent les navettes pour businessmen entre l'hôtel et l'aéroport.

Avec la nouvelle version du Multivan, un degré supplémentaire dans l'embourgeoisement vient d'être franchi. Sur ce modèle, la principale nouveauté est l'apparition d'un moteur Diesel (2,5 litres) à injection directe (TDI) dont la puissance a été portée à pas moins de 150 chevaux. Cette motorisation, précise le constructeur, permet d'atteindre *« quelque 181 km/h en vitesse de pointe, avec une accélération époustouflante »*.

Tout cela est-il bien nécessaire et raisonnable, sachant que la version 102 chevaux du moteur TDI permet déjà au Multivan de croiser allègrement à 130 km/h sur l'autoroute, sans parler des performances du VR6, un moteur également disponible sur les Golf du haut de gamme ? *« La clientèle apprécie les possibilités de dépassement, notamment sur les routes des stations de montagne qu'elle fréquente en toutes saisons*, argue-t-on chez Volkswagen. *Elle réclame donc davantage de puissance, sans compter qu'il lui arrive de tracter une caravane ou un bateau vers son lieu de villégiature. »* Une transmission intégrale (4 × 4) est même disponible pour les routes enneigées. Bref, le descendant du Combi reste un véhicule de loisirs et s'adresse toujours aux familles nombreuses, mais, à près de 200 000 francs tout équipé, il se donne des airs de carrosse.

Avec des accoudoirs incorporés, les sièges du Multivan ressemblent à des fauteuils, et les places arrière, disposées en vis-à-vis pour mieux papoter, sont accueillantes. Atmosphère conviviale et conversations enjouées jusqu'à ce que le petit dernier, pris de nausée, avoue que, finalement, il n'apprécie pas tant que cela la position dos à la route.



DR

Les sièges du Multivan, équipés d'accoudoirs et placés en vis-à-vis, transforment le minibus de Volkswagen en salon.

On le comprend. La suspension à trop large débattement n'est pas très agréable et rend assez pénible l'incessant « stop and go » des départs en week-end. Les amortisseurs de la Caravelle, version minibus plus traditionnelle, sont mieux calés. En outre, l'importance de la surface vitrée fait de l'air conditionné une option pratiquement obligatoire en cette saison si l'on veut éviter la déshydratation.

Pour le reste, le Multivan ne démérite pas. A mi-chemin entre monospace et camping-car, il transporte facilement sept personnes et – ce qui ne va pas toujours de soi – leurs bagages dans un volume intérieur très vaste tout en gardant des proportions point trop gigantesques (4,78 mètres de longueur, soit tout de même 16 centimètres de plus que le Sharan, équivalent de l'Espace chez Volkswagen).

L'habitacle, où l'on peut installer une table rétractable, se mue en mini-chambre d'hôtel grâce à sa banquette transformable en lit

L'habitacle, où l'on peut installer une table rétractable, se mue en mini-chambre d'hôtel grâce à sa banquette transformable en lit et compte quelques ingénieux rangements. Parfaitement parallélépipédique, le coffre est énorme et le plancher plat peut, à l'occasion, faciliter l'accueil de quelques objets de brocante. Conçu comme une alternative au monospace, le Multivan s'attaque à beaucoup plus fort que lui. *« En France*, reconnaît-on chez Volkswagen, *l'image sociale du monospace est tellement forte que nombreux sont ceux qui auraient l'impression de régresser en optant pour un Multivan. C'est un problème culturel. »* La firme allemande, qui espère commercialiser un millier d'unités dans l'Hexagone en 1999, compte en vendre au moins dix fois plus en Allemagne et dans les pays d'Europe du Nord. Ce décalage est, au fond, assez logique. Il y a trente ans, le routard français s'en remettait plus souvent à la fourgonnette 2 CV ou 4 L, voire au Citroën Tube (celui des cars de police...), qu'au Volkswagen Combi.

Jean-Michel Normand

★ **Volkswagen Multivan, de 168 700 francs à 257 500 francs.**

La Mercedes Classe A reprend sa carrière avec une version diesel

DANS LA RUE, on ne la montre plus du doigt et, au feu rouge, son conducteur ne sent plus de regards mi-étonnés, mi-amusés se porter sur sa voiture. La Classe A s'est fondue dans le paysage et Mercedes respire. Suspendue entre mi-novembre 1997 et fin mars 1998 pour parfaire une tenue de route *problématique*, la *commercialisation* a repris depuis plus de trois mois en France.

Les premiers résultats font état de 1 877 modèles vendus de fin mars à fin mai. Pour atteindre le nouvel objectif de 12 000 immatriculations cette année (contre 15 000 espérées avant l'interruption des livraisons), le constructeur allemand compte sur... une tournée des plages organisée du 24 juillet au 16 août pour populariser sa nouvelle voiture et sur l'arrivée, à partir de septembre, d'une version diesel, en complément des motorisations essence déjà connues (1,4 litre et 1,6 litre) ainsi que d'une *boîte de vitesses automatique*.

Le modèle 170 CDI est animé par un nouveau moteur de 1 689 cm^3 et de 90 chevaux, doté d'une injection *« common rail »*, autrement dit d'une *« rampe d'alimentation commune »* capable de doser avec une précision extrême le mélange air-carburant et de l'injecter à très forte pression au moment le plus opportun. Le gazole est brûlé plus vite et plus complètement, ce qui permet de réduire les émissions polluantes et d'afficher des niveaux de consommation très bas. Mercedes fait état d'une moyenne de 4,9 litres aux cent kilomètres.

Cette technologie, que maîtrisent aussi plusieurs constructeurs (Fiat, mais aussi Renault et bientôt Peugeot, notamment) et que Mercedes décline depuis quelques mois sur des cylindrées plus importantes, offre à la Classe A de bonnes reprises sans être trop bruyante. D'ici la fin de l'année, la firme de Stuttgart espère vendre en France 2 000 Classe A *diesel* – dont le prix a été fixé au même niveau que celui de la 1,6 litre – à moins que les effets du réajustement de la fiscalité automobile et de la probable revalorisation du prix du gazole soient plus importants que prévu.

Les chiffres de vente de ces derniers mois s'inscrivent dans une honnête moyenne. Ils sont rassurants sans être exceptionnels. Chez Mercedes, on souligne que l'usine de Rastatt, dans le Land de Bade-Wurtemberg, dont la production passera de près de 160 000 Classe A cette année à 180 000 en 1999, monte en cadence sans hâte pour ne pas risquer de compromettre la qualité de fabrication. Un nouveau rappel de la Classe A, même pour *un motif secondaire, serait en effet* catastrophique. Toutefois, les concessionnaires dans leur ensemble ne manquent pas de voitures.

30 % DE FEMMES

D'un point de vue qualitatif, le premier bilan est plus nettement favorable. Les premiers acheteurs de la Classe A présentent un profil pour le moins inédit pour la marque à l'étoile : 30 % sont des *femmes (celles-ci représenteraient* même 50 % des utilisateurs) et la moyenne d'âge tourne autour de 46-47 ans contre 52 ans pour le reste de la gamme. Trois quarts des *clients sont des nouveaux venus* chez Mercedes qui espère néanmoins atteindre un taux de conquête de 85 %. La nouvelle Classe A n'est pas seulement pétrie de systèmes électroniques de sécurité (antidérapage, aide au freinage d'urgence). Ses concepteurs ont également durci sa suspension alors que sa direction est devenue un peu plus ferme car la taille des pneus a été élargie. Or les responsables de Mercedes, *qui ne nient* pas la réalité de ces petits désagréments, assurent que *« pratiquement aucun client n'a formulé de critique »*.

L'aura de Mercedes est donc restée intacte... Pourtant, la petite dernière n'est pas encore vraiment au-dessus de tout soupçon. Contrairement aux acquéreurs d'autres modèles de la marque, pratiquement tous les candidats à l'achat d'une Classe A demandent à conduire la voiture *avant de signer* un chèque. Hardis, mais prudents.

J.-M. N.

★ **Mercedes Classe A 170 CDI (5 chevaux fiscaux). A partir de 119 500 francs.**

DÉPÊCHES

■ **AUTOROUTE.** Autoroute FM (107,7 MHz), la radio créée par Cofiroute (gestionnaire des autouroutes A10 et A11) est désormais diffusée sur l'autoroute A13 (Paris-Rouen-Caen). Autoroute FM, qui diffuse en temps réel des informations météo et relatives au trafic, est écoutée par 67 % des automobilistes les jours de grands départs.

■ **MINI.** La future Mini, qui sera diffusée au début du prochain millénaire, sera commercialisée en tant que marque autonome par des concessionnaires BMW qui constitueront un réseau distinct.

■ **CITROËN.** Peugeot-Citroën a demandé à Torrente de *« relooker »* la XM, pour une série exclusive destinée aux femmes d'affaires avec étui à lunettes de soleil suspendu au plafond, parapluie dans un sac ou sacoche en cuir. La carrosserie est laquée rouge flamboyant, le toit en laque noire et les sièges sont en cuir et daim sable.

■ **ACCESSOIRE.** Mis au point par deux ingénieurs, Mobix est une mallette qui s'accroche au repose-tête des sièges avant afin d'offrir aux enfants une tablette pour dessiner ou jouer. Fourni avec un miroir, un bloc papier et un porte-gobelet, cet accessoire est vendu au prix de 249 francs. Renseignements : 03-26-67-63-49.

■ **TRABANT.** Pas moins de 5 500 Trabant ont participé du 19 au 21 juin à Zwickau (Saxe) à la cinquième rencontre internationale des amateurs de ces voitures produites dans l'ex-RDA jusqu'en 1991. Epreuves techniques de démontage, concours d'élégance et *« test de l'élan »* étaient au programme de ce rassemblement auquel ont participé quatre voitures du club Euro-Trabi qui regroupe les amateurs français.

■ **NORMES.** La norme NF s'applique dorénavant aux antivols moto, qu'il s'agisse des antivols mécaniques ou électroniques. La certification garantit aux consommateurs un contrôle régulier des produits par un organisme indépendant.

■ **CONDUITE.** La prévention routière, la gendarmerie nationale et Renault organisent jusqu'au 26 août l'opération itinérante *« 10 de conduite accompagnée »* sur les plages et lieux de villégiature. Les adolescents pourront ainsi *« découvrir les avantages de l'apprentissage anticipé de la conduite et se familiariser pour la première fois à la conduite d'une voiture »*.

■ **MONDIAL.** Michelin a trouvé un moyen original de fêter l'implantation de sa première usine de pneumatiques tourisme-camionnette au Brésil : un pneu en série limitée aux couleurs de l'équipe *« auriverde »*. Baptisé *« Artilheiro »* (*« buteur »*) cet article utilisant la même technologie que le pneumatique Coraldo en Europe, *Artilheiro* est exclusivement réservé au marché brésilien.

■ **SÉCURITÉ.** Les accidents de la route prendront d'ici à l'an 2020 la troisième place des causes de décès et d'invalidité dans le monde, estime la Fédération des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. L'automobile a fait en un siècle d'existence 30 millions de victimes et la majorité des victimes sont des piétons. C'est dans les pays en développement qu'il y a le plus de victimes.

Maussade au nord-est

DIMANCHE, un vaste anticyclone est installé sur l'océan Atlantique. Il génère un faible flux de nord-ouest sur la France et protégera la plupart des régions. Néanmoins, des nuages circuleront dans un couloir dépressionnaire axé de l'Ecosse à l'Allemagne. Ils amèneront de la grisaille et parfois quelques gouttes du Pas-de-Calais à l'Alsace surtout en matinée.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. – Les nuages domineront parfois près de la Manche surtout aux premières heures du jour. En revanche, le soleil s'imposera sans trop de mal dans l'intérieur des terres et près de l'Atlantique. Il fera de 18 à 24 degrés.

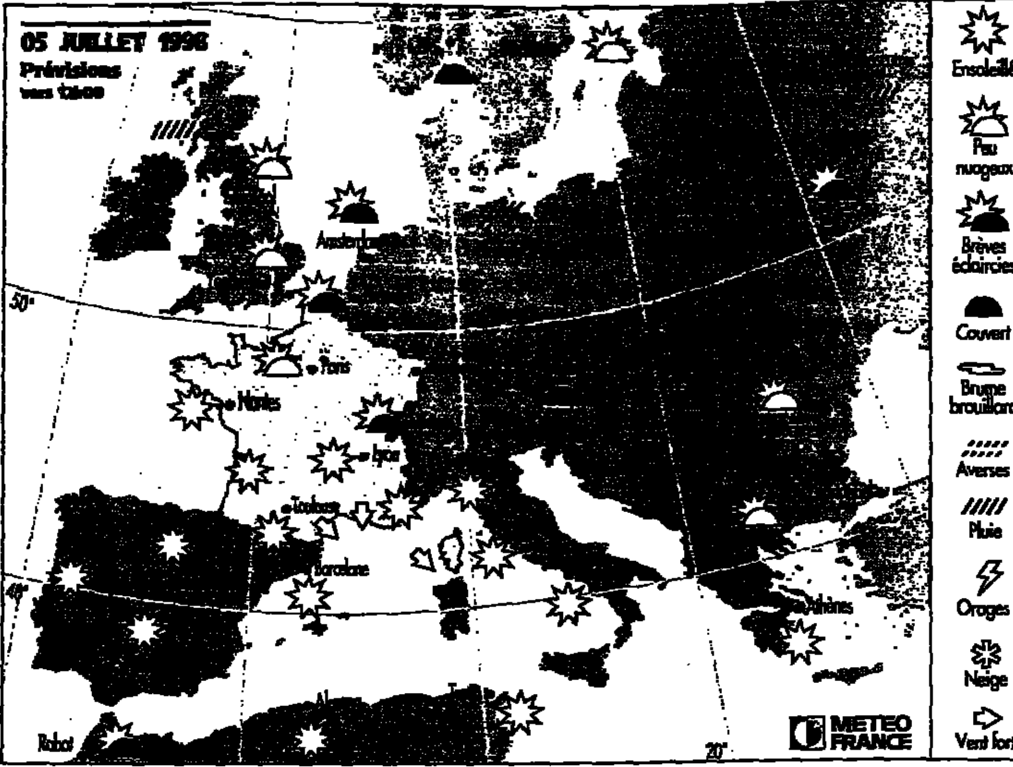
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. – La journée débutera souvent dans la grisaille. Quelques pluies tomberont près des frontières. Des éclaircies agrémenteront l'après-midi surtout du Centre à l'Ile-de-France. Il fera de 18 à 24 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. – Les nuages seront bien présents le matin, on s'attend même à quelques gouttes par endroits. L'après-midi, le soleil fera quelques percées. Il fera de 20 à 23 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – Le soleil chassera sans mal les rares nappes de grisaille du matin. Il brillera largement jusqu'au soir. Il fera de 28 à 32 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. – Les nuages seront plutôt discrets, on attend un temps largement ensoleillé ce dimanche. Quelques cumulus apparaîtront parfois dans le ciel des Alpes du Nord à l'Allier. Il fera de 24 à 28 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. – Le soleil prend vraiment ses quartiers d'été près de la Méditerranée. Un vent de nord-ouest assez fort continuera à souffler du golfe du Lion aux bouches de Bonifacio. Il fera de 28 à 33 degrés.



PRÉVISIONS POUR LE 05 JUILLET 1998
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropole		NANCY	12/22 N	PAPEETE	22/28 S	KIEV	12/18 N	VENISE	19/28 S	LE CAIRE	24/38 S
AJACCIO	17/28 S	NANTES	12/22 S	POINTE-A-PIT.	26/31 N	LISBONNE	16/26 S	VIENNE	14/19 C	MARRAKECH	22/39 S
BIARRITZ	15/26 S	NICE	19/27 S	ST-DENIS-RÉ.	19/25 S	LIVERPOOL	13/21 S	**AMÉRIQUES**		NAIROBI	13/21 C
BORDEAUX	15/30 S	PARIS	12/22 N	**EUROPE**		LONDRES	15/23 N	BRASILIA	17/26 S	PRETORIA	1/20 S
BOURGES	12/24 S	PAU	13/28 S	AMSTERDAM	16/21 N	LUXEMBOURG	12/24 P	BUENOS AIR.	17/20 P	RABAT	20/28 N
BREST	12/19 S	PERPIGNAN	20/32 S	ATHENES	23/29 S	MADRID	21/36 S	CARACAS	25/30 C	TUNIS	20/31 S
CAEN	13/18 N	RENNES	12/20 S	BARCELONE	20/29 S	MILAN	20/29 S	CHICAGO	17/27 S	**ASIE-OCÉANIE**	
CHERBOURG	14/19 N	ST-ETIENNE	11/23 S	BELFAST	13/17 P	MOSCOU	12/15 P	LIMA	16/20 C	BANGKOK	26/31 P
CLERMONT-F.	12/24 S	STRASBOURG	13/23 P	BELGRADE	14/20 P	MUNICH	13/19 P	LOS ANGELES	15/21 S	BOMBAY	27/29 P
DIJON	11/22 N	TOULOUSE	15/31 S	BERLIN	13/18 P	NAPLES	18/29 S	MEXICO	14/25 C	DJAKARTA	26/31 P
GRENOBLE	13/28 S	TOURS	11/24 S	BERNE	12/22 N	OSLO	10/18 C	MONTREAL	15/23 S	DUBAI	28/38 S
LILLE	13/21 N	**FRANCE outre-mer**		BRUXELLES	14/23 N	PALMA DE M.	19/31 S	NEW YORK	23/28 S	HANOI	27/31 P
LIMOGES	12/23 S	CAYENNE	24/29 P	BUCAREST	13/25 S	PRAGUE	12/17 P	SAN FRANCIS.	14/20 S	HONGKONG	26/28 N
LYON	13/25 S	FORT-DE-FR.	27/30 C	BUDAPEST	15/18 C	ROME	19/28 S	SANTIAGO/CHI	6/16 N	JERUSALEM	22/35 S
MARSEILLE	19/31 S	NOUMEA	19/23 C	COPENHAGUE	13/16 P	SEVILLE	24/36 S	TORONTO	17/26 S	NEW DEHLI	28/31 P
				DUBLIN	13/17 C	SOFIA	13/21 S	WASHINGTON	21/29 S	PEKIN	25/28 P
				FRANCFORT	14/25 C	ST-PETERSB.	13/16 N	**AFRIQUE**		SEOUL	22/29 N
				GENEVE	15/25 S	STOCKHOLM	12/17 S	ALGER	16/31 S	SINGAPOUR	27/32 C
				HELSINKI	8/20 S	TENERIFE	15/20 S	DAKAR	24/28 S	SYDNEY	11/19 S
				ISTANBUL	19/23 P	VARSOVIE	13/14 P	KINSHASA	19/29 S	TOKYO	24/31 S

Situation le 4 juillet à 0 heure TU

Prévisions pour le 6 juillet à 0 heure TU

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ *GRÈCE.* La chaleur, avec un pic de 43 degrés, et la pollution, qui a dépassé les cotes d'urgence, ont provoqué des dizaines d'hospitalisations vendredi 3 juillet à Athènes. C'est le troisième jour consécutif que la canicule sévit en Grèce. La vague de chaleur, qui a atteint 47 degrés vendredi à Argos, dans le Péloponnèse, et 46 degrés à Larissa, en Thessalie, pourrait se poursuivre jusqu'à l'arrivée de vents du nord dimanche 5 juin.

■ **GRANDE-BRETAGNE.** Les 18 hôtels Forte de Londres annoncent des tarifs promotionnels (jusqu'à 50 % du prix) du 19 juillet au 3 septembre. Le Regent Palace, proche de Picadilly, commence l'opération à partir de 320 F environ par chambre et par nuit. Les Posthouse affichent 630 F environ, les enfants de moins de 16 ans étant accueillis gratuitement dans la chambre de leurs parents. Réservations au 0800-40-22-15.

PRATIQUE

Les offres estivales des opérateurs de téléphonie mobile

A LA VEILLE des vacances, les promotions du téléphone mobile destinées au grand public se multiplient. Pour détrôner SFR, jusqu'alors maître incontesté du week-end avec ses forfaits « 1 heure en semaine + 1 heure week-end », Itinéris a créé en mai « Ola Temps libre », limité aux soirs et aux fins de semaine. La mode est aussi aux couples téléphoniques, l'objectif commercial étant de vendre deux téléphones, et les deux abonnements qui vont avec. SFR a créé « Complice » (deux appareils dans un même pack), et Bouygues propose jusqu'au 30 août « *un téléphone acheté, un téléphone offert* ».

La baisse des prix ne dépasse pas un certain seuil ; ainsi, l'achat d'un pack avec un forfait de deux heures de communications par mois pendant un an, n'est jamais inférieur à 2 300 francs, quel que soit l'opérateur. Mais la concurrence a du bon pour le consommateur : par exemple, pour son offre grand public « Ola », Itinéris a imité Bouygues en rendant l'interrogation du répondeur gratuite ; quant aux appels vers les mobiles concurrents, ils sont désormais inclus dans les forfaits, chez les trois opérateurs. Il reste encore des progrès à faire, notamment pour la gratuité des appels vers les numéros verts, inconnue de l'univers des portables. A chacun de trouver dans l'éventail des promotions de l'été la formule qui lui convient le mieux.

LES ABONNEMENTS

Pour ce qui est des abonnements Ola, Itinéris propose deux formules : une heure par mois (155 francs) ou deux heures (195 francs) utilisables à tout moment pendant un an, messagerie gratuite. Un abonnement avantageux pour quelqu'un qui téléphone plutôt en semaine, aux heures pleines. Ola « temps libre » : 155 francs les deux heures, ou 195 francs les quatre heures, à utiliser de 18 à 8 heures, et le week-end ; 30 % de réduction sur trois « *numéros malins* », à choisir parmi les plus fréquemment appelés. Messagerie gratuite. Une formule intéressante pour ceux qui téléphonent en dehors des heures ouvrables. Coffrets avec deux appareils au choix : Alcatel et Nokia 5110. Offre spéciale sur le coffret Alcatel : 290 francs jusqu'au 8 juillet.

Chez SFR, on est obligé de répartir sa consommation sur la semaine, et le week-end (du vendredi 20 heures au lundi 8 heures) : par exemple, une heure + une heure. On peut reporter les heures de la semaine sur le week-end, mais l'inverse n'est pas possible. De plus, chez SFR, la messagerie n'est pas gratuite : le temps de consultation du répondeur est déduit du forfait. Pack SFR donne accès à l'abonnement 1 heure semaine + 1 heure week-end pour 165 francs par mois. Avec un téléphone « Alcatel, one touch club » (490 francs), ou avec un Motorola (290 francs). Jusqu'au 20 septembre. Pack « Complice » : deux téléphones « Alcatel one touch club » dans un même pack, avec l'obligation de souscrire deux abonnements ; au choix : 1 heure semaine + 1 heure week-end (165 francs par mois), ou 2 heures + 2 heures week-end (215 francs). En cadeau, une heure « *complice* » par mois pour communiquer entre les deux numéros (soit 30 minutes chacun). Prix : 890 francs.

Bouygues fête son deuxième anniversaire en offrant pour chacun de ses coffrets « Gold » (690, 990 et 1 190 francs selon l'appareil), un second téléphone (B616 de Siemens). Cette opération baptisée « *un téléphone acheté, un téléphone offert* » est facultative (il faut renvoyer un coupon), mais oblige celui qui en bénéficie à souscrire un abonnement d'un an à l'un des trois forfaits (deux heures par mois pour 165 francs, quatre heures pour 240 francs, ou six heures pour 340 francs). De plus, tout nouvel abonné se verra offrir une heure de communications gratuite par mois pendant six mois, vers deux numéros préférentiels. Offres valables jusqu'au 30 août. Tous les téléphones de Bouygues sont équipés du son digital haute résolution, mais la couverture de cet opérateur reste incomplète, notamment sur le quart sud-ouest de la France (de La Rochelle à Biarritz) et en montagne.

LES CARTES PRÉPAYÉES

Les trois opérateurs proposent des cartes prépayées qui permettent d'utiliser le téléphone mobile sans abonnement : « Mobicarte mct » d'Itinéris, « Entrée libre » de SFR et « Nomad » de Bouygues. Si l'on ne possède pas de téléphone portable, on achète un « pack » : 990 francs, quel que soit l'opérateur, incluant la première demi-heure de communication. Si l'on possède déjà un téléphone mobile on achète seulement une carte (coût : 270 francs) qui donne un numéro de téléphone, puis des recharges.

« Mobicarte mct » (Itinéris) : 144 francs la recharge d'une demi-heure (soit 4,80 francs la minute), valable deux mois. Interrogation du répondeur : 2,40 francs la minute. A recharger tous les six mois pour ne pas perdre le numéro.

« Nomad » (Bouygues) : la recharge, valable trois mois, coûte 145 francs (soit 3,80 francs la minute en semaine de 16 h 30 à 21 h 30 et 1,90 franc en heures creuses). Interrogation de la messagerie vocale : 0,90 franc la minute. Il faut recharger son téléphone tous les six mois pour ne pas perdre le numéro.

« Entrée libre » (SFR) : 144 francs la demi-heure (soit 4,80 francs la minute) ou 3,73 francs la minute, avec une recharge d'une heure à 224 francs, valable deux mois. Interrogation du répondeur : première minute gratuite, et ensuite 4,80 francs la minute. Il faut recharger tous les dix mois pour ne pas perdre le numéro.

Michaëla Bobasch

Des options pour l'étranger

Les trois opérateurs, France Télécom, SFR et Bouygues, offrent des options temporaires pour partir à l'étranger :

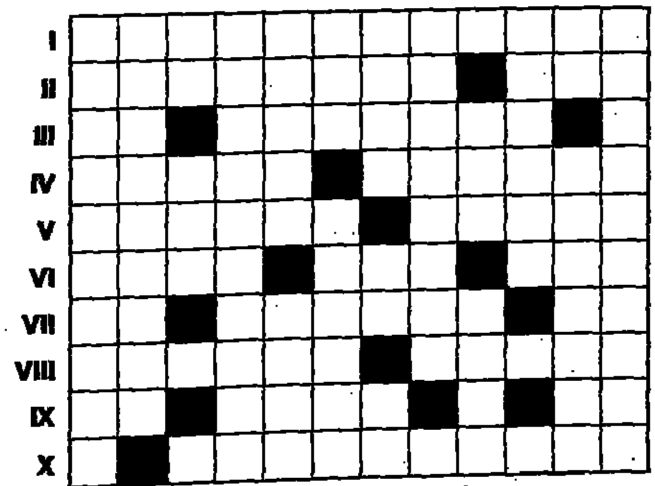
● **Ola-Itinéris** : option « *Europe temporaire* » : 40 francs pour 45 jours consécutifs ; « *Monde temporaire* » : 90 francs pour 45 jours ; facturation selon le tarif du réseau étranger. Les nouveaux abonnés doivent attendre quinze jours pour disposer de cette option.

● **SFR** : forfait « *trans-Europe* » (25 francs par mois) et « *trans-Continent* » (60 francs par mois). Facturation selon le tarif du réseau étranger.

● **Bouygues** : accords avec 24 pays : de 2,90 à 12 francs la minute, selon les horaires et les pays.

● **Cartes prépayées** : il est possible d'appeler l'étranger avec « *Mobicarte* » (Itinéris) et « *Nomad* » (Bouygues).

MOTS CROISÉS PROBLÈME N° 98159



HORIZONTALEMENT

I. Bill Clinton ou Charlie Parker. – II. Sélection par la taille et le poids. Pour faire la peau. – III. Cité mésopotamienne. Gouverneur en Perse, il est devenu pataphysicien. – IV. Dont on vient de parler. Préparer l'épreuve. – V. En font trop dans leurs manières. N'en fait pas trop. – VI. Ne pourra plus rien fournir. Fruit rouge. Au bout du compte. – VII. En jugement et en rouge. Fait la liaison. Dans le quotidien. – VIII. Assurent les descendances chez les fourmis. Finit par devenir mortel. – IX. Arrive en tête. Petit au comptoir. Préposition. – X. Remise sur la table.

VERTICALEMENT

1. Beau comme un bronze antique. – 2. Restent dus. – 3. Quatorzième chez les Hellènes. N'a peur de rien. – 4. Cassante, elle vient du centre de la Terre. – 5. Sans saveur, sauf chez les huîtres. Travailleur sud-américain. – 6. Couvre-chef à la City. Marque un coup d'arrêt dans les affaires. – 7. Monstre de papier. En bas de la page. Ramassent toutes les informations. – 8. Réduit à rien. – 9. Devenu démocratique et de gauche en Italie. Spectacle renversé. – 10. Reconstitution spatiale. – 11. Possessif. Bien formée. – 12. Garde les distances.

Philippe Dupuis

▸ *SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).*

SOLUTION DU N° 98158

HORIZONTALEMENT

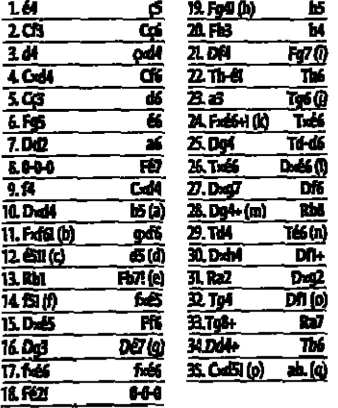
I. Concertation. – II. Union. Arbore. – III. RDA. Usni (unis). Sic. – IV. Rubiconde. Ee. – V. Ill. Liaisons. – VI. CEE. Eg. Torts. – VII. Sienne. – VIII. Lb. Vrai. Nini. – IX. Urée. Inciter. – X. Musset. Alèse.

VERTICALEMENT

1. Curriculum. – 2. Ondulé. Bru. – 3. Niables. Es. – 4. Co. Ives. – 5. Enucléer. – 6. Soignait. – 7. Tanna. Nin. – 8. Aridité. Ça. – 9. TB. ESO. Nil. – 10. Ios. Orbite. – 11. Orient. Nés. – 12. Nécessaire.

ÉCHECS N° 1799

TOURNOI DES GÉANTS (Francfort, 1998)
Blancs : G. Kasparov.
Noirs : V. Ivantchouk.
Défense sicilienne.
Système Richter-Rauzer.



1. é4	ç5	19. Fg4! (h)	b5
2. Cf3	Cç6	20. Fh3	b4
3. d4	çxd4	21. Df4	Fg7 (i)
4. Cxd4	Cf6	22. Th-é1	Th6
5. Cç3	d6	23. a3	Tg6 (j)
6. Fg5	é6	24. Fxé6+! (k)	Txé6
7. Dd2	a6	25. Dg4	Té-d6
8. 0-0-0	Fé7	26. Txé6	Dxé6 (l)
9. f4	Cxd4	27. Dxg7	Df6
10. Dxd4	b5 (a)	28. Dg4+ (m)	Rb8
11. Fxf6! (b)	gxf6	29. Td4	Té6 (n)
12. é5!! (c)	d5 (d)	30. Dxh4	Df1+
13. Rb1	Fb7! (e)	31. Ra2	Dxg2
14. f5! (f)	fxé5	32. Tg4	Df1 (o)
15. Dxé5	Ff6	33. Tg8+	Ra7
16. Dg3	Dé7 (g)	34. Dd4+	Tb6
17. fxé6	fxé6	35. Cxd5! (p)	ab. (q)
18. Fé2!	0-0-0		

NOTES

a) Cette variante fait l'objet d'analyses fouillées depuis deux ans.

b) Première finesse, qui oblige le doublement du pion f noir. En effet, si 11..., Fxf6? ; 12. é5!, dxé5 (ou 12..., Fé7 ; 13. éxd6, Ff6 ; 14. Dé4, Tb8 ; 15. Cd5!) ; 13. Dç5, Fd7 ; 14. Cxb5, axb5 ; 15. Txd7!

c) Cette avance est supérieure aux continuations connues 12. Dé3, 12. Fé2, 12. Fd3 et 12. f5.

d) Forçé. Si 12..., dxé5 ; 13. Dé4!, Fd7 ; 14. Txd7!, Rxd7 ; 15. Fxb5+, axb5 ; 16. Td1+, Fd6 (ou 16..., Ré8 ; 17. Txé8+ avec avantage aux Blancs) ; 17. fxé5, fxé5 ; 18. Cxb5, etc. 12..., fxé5 ; 13. fxé5, d5 ouvre aux Blancs la colonne f et rend vulnérable le pion f7.

e) 13..., f5 est faible : 14. g4!, fxg4 ; 15. f5! De même, si 13..., b4 ; 14. Cé2, a5 (ou 14..., Tb8 ; 15. f5!, Db6 ; 16. Dg4, fxé5 ; 17. Dg7, Tf8 ; 18. Dxé5, Dd6 ; 19. Dg7, é5 ; 20. Cg3!) ; 15. Cg3, f5 ; 16. Ch5!, Tb8 ; 17. g4!, fxg4 ; 18. f5!, Tg8 ; 19. Cf6+, Fxf6 ; 20. éxf6, Dd6 ; 21. Fg2, Tg5 ; 22. Fxd5, Fd7 ; 23. Th-é1, h6 ; 24. fxé6, fxé6 ; 25. Da7, abandon. 13..., Fb7 est meilleur. 13..., Tg8 est aussi à envisager.

f) 14. Fd3, Dç7! ; 15. éxf6, Fç5 ; 16. Dé5, Fd6 est bon pour les Noirs, comme 14. Fé2, fxé5 ; 15. fxé5, b4! et comme 14. Dé3, Dç7!

g) 16..., Db8 est connu, mais Ivantchouk craint une variante préparée par son adversaire.

h) La faiblesse de é6 est réelle.

i) Après 21..., Fxç3 ; 22..., bxç3, les Blancs contrôlent les cases noires.

j) Si 23..., Fxç3 ; 24. bxç3, Dxa3 ; 25. Txé6!

k) Combinaison gagnant un pion.

l) Ou 26..., Txé6 ; 27. Té1, Rd7 ; 28. Txé6, Dxé6 ; 29. Dxg7+.

m) Mieux que 28. Dxf6, Txf6 ; 29. Cxd5, Fxd5 ; 30. Txd5, Tf1+ ; 31. Ra2, Tf2.

n) Pour trouver du contre-jeu.

o) Ou 32..., Dxç2 ; 33. Tg8+, Ra7 ; 34. Dd4+, Tb6 ; 35. h4! (menaçant 36. h5 et 37. Tg6), Df5 ; 36. Tg7.

p) 35. Tg6 est moins efficace : 35..., Dç4+ ; 36. Dxç4, dxç4 ; 37. Txb6, Rxb6.

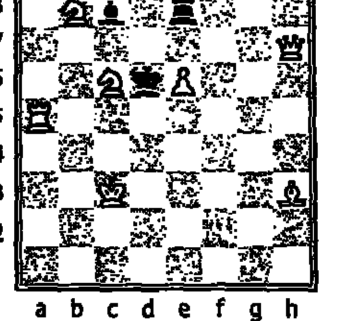
q) Après 35..., Fxd5 ; 36. Dxd5, les Noirs n'ont rien à espérer.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1798
A. HERBSTMAN (1947)

(Blancs : Rd7, Th6, Pé5. Noirs : Ra8, Ta5, Pa7, b4, ç5 et f7.)

1. é6!, fxé6 ; 2. Rç6! (et non 2. Rç7?, a6 ; 3. Rb6, Tb5+ ; 4. Rxa6, Tb8 nulle), a6! (et non 2..., Ta6+ ; 3. Rç7 et 4. Th8 mat) ; 3. Th8+, Ra7 ; 4. Tb7+, Ra8! (si 4..., Rb8 ; 5. Rb6, Tb5+ ; 6. Rxa6 et 7. Rxb5) ; 5. Rb6, Tb5+ (si 5..., Ta1 ; 6 Th8 mat) ; 6. Rxa6, Tb8 ; 7. Ta7 mat.

ÉTUDE N° 1799
E. LEBEDKIN (1991)



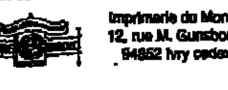
Blancs (7) : Rç3, Dh7, Ta5, Fh3, Cb8 et ç6, Pé6.

Noirs (3) : Rd6, Té8, Fç8.

Mat en deux coups.

Claude Lemoine

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0395-2037



Imprimerie du Monde
12, rue M. Gunsbourg
94852 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

Le Monde PUBLICITÉ
Président-directeur général : Dominique Alduy
Vice-président : Gérard Morax
Directeur général : Stéphane Corre
21bis, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26

هكذا من الأصل

ART *La Fondation Maeght a réuni* 150 peintures et aquarelles, ainsi que 70 gravures d'Otto Dix (1891-1969), représentant méconnu d'une génération allemande qui aura vécu la Grande Guerre et le nazisme. ● *JUGÉ* « DÉGÉNÉRÉ » par le régime hitlérien, le peintre n'en a pas moins longtemps souffert d'une trouble réputation. ● SON EXPÉRIENCE du *front a nourri une inspiration désillusionnée, à la violence abrupte, qui* ne recule pas devant les laideurs de son temps. ● QUELQUES TENTATIVES expressionnistes et futuristes *ouvrent une œuvre qui utilise tous* les styles et les genres, du paysage au portrait, mais témoigne toujours d'une même intransigeance. ● PROSTITUÉES et bourgeois, bas-fonds et beaux quartiers : rien n'échappe au trait de ce témoin des années folles, dont la redécouverte constitue *l'un des grands* événements de cet été.

Otto Dix, ou comment prendre la laideur à bras-le-corps

Les visions grinçantes du peintre allemand, à qui est consacrée une rétrospective à la Fondation Maeght, n'ont rien perdu de leur force. L'exposition s'organise autour du célèbre triptyque de 1928, « La Grande Ville » (« Metropolis »), qui ne quitte, en principe, jamais la Galerie der Stadt de Stuttgart

OTTO DIX : METROPOLIS, Fondation Maeght, Saint-Paul. Tél. 04-93-32-81-63. Tous les jours, y compris jours fériés, de *10 heures à 19 heures (jusqu'au* 30 septembre), de 10 heures à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 heures à partir du 1er octobre. Jusqu'au 18 octobre. Catalogue : 250 F

SAINT-PAUL
de notre envoyée spéciale

Otto Dix n'est sûrement pas le peintre allemand le mieux connu en France. Il ne détone d'ailleurs pas, de ce point de vue, avec sa génération, celle qui arrivait à l'âge adulte dans l'entre-deux guerres et qui s'est trouvée prise dans la tourmente de l'histoire. On connait mal, en particulier, ceux des artistes qui, n'ayant pas quitté le pays à l'arrivée des nazis, choisissant l'exil intérieur, ont vécu longtemps après la guerre, isolés.

C'est le cas d'Otto Dix, né en 1891, mort en 1969, considéré comme un peintre fini depuis longtemps et de toute façon trouble, comme la plupart des peintres rattachés à ce courant figuratif glacé que l'on baptisa « nouvelle objectivité ». Un courant dont le réalisme a bien longtemps été perçu comme une réaction passéiste et a été suspecté d'avoir une lourde part de responsabilité dans les maux dont les expressionnistes ont souffert sous le régime de Hitler. Lorsque, après sa mort, circula une rétrospective en Allemagne et qu'on le présenta à *Paris, les amalgames allèrent* bon train. Qui était prêt à recevoir cette terrible peinture dont la facture à l'ancienne répercutait la laideur du monde et des réalités que *l'on pouvait croire révolues ?*

MALENTENDUS

Les expositions « Paris-Berlin » et « Les Réalismes » ont quelque peu permis de mieux saisir la situation d'artistes comme Dix. Mais sans balayer pour autant nombre de malentendus que des expositions récentes ont tenté de dissiper. Expositions lacunaires qui ne permettaient pas de recoller les morceaux d'une œuvre complexe et d'apparence chaotique, ni de battre en brèche l'image convenue du peintre au réalisme froid, désengagé, inconvenant, politiquement incorrect. *En fait, un grand, très grand* peintre indépendant. L'exposition de la Fondation Maeght donne l'occasion de le constater.

Non, bien sûr, tout n'est pas là, mais il y en a beaucoup : quelque cent cinquante peintures et aquarelles, auxquelles il faut ajouter soixante-dix gravures, dont la série complète de *La Guerre*. Mais aussi des prêts exceptionnels, comme celui du triptyque *La Grande Ville*, qui, en principe, ne quitte pas la Galerie der Stadt de Stuttgart en raison de son poids (c'est une peinture sur bois, comme les retables des anciens maitres) et de sa fragilité. *Un petit miracle en somme*, bien orchestré par Jean-Louis Prat, qui, à force d'entêtement, a réussi à convaincre du bien-fondé de son projet. Du coup, les barrières sont tombées : Stuttgart a beaucoup prêté, mais aussi la Fondation Dix, de Vaduz, et d'autres musées *européens et américains. Et, bien sûr, des collectionneurs privés.*

L'ensemble permet de reconnaître la richesse et la diversité des moyens d'expression auxquels Dix a pu avoir recours. Des années 10 aux années 60, l'œuvre de Dix a bougé, pris alternativement, ou même simultanément, des tournures contraires, à l'emporte-pièce ou infiniment précises, sommaires ou détaillées. Le traitement dépendait du sujet. Et cela, dès les débuts, dans ces tableaux antérieurs à la grande guerre, où Dix se confronte à l'expressionnisme de la Brücke et au futurisme des Italiens, en de noirs paysages et des portraits aux couleurs hurlantes, déjà. La violence est là, d'emblée, dans ces bois coupés, dans ces vues de rails et de ferrailles traitées en pleine *pâte obscure. Et cette obsession* de la sexualité.


« Souvenir des galeries des glaces à Bruxelles », 1920, huile sur toile, 124 × 80,4 cm

KARLHEINZ GRÜNKE

Cette violence abrupte dont le jeune Dix est capable, l'artiste au front aura l'occasion de la cristalliser dans des dessins pris sur le vif, imprégnés d'esthétique futuriste, et plus que cela. L'enthousiasme du soldat engagé volontaire, parce qu'en mal d'expériences extraordinaires, comme Dix l'expliquera plus tard, tombera face à la réalité. Resteront le déchaînement des forces, la vitalité, l'instinct de vie, la bestialité. Les gravures qui, plus tard, découleront de cette épreuve iront plus loin, beaucoup plus loin dans le désir de mettre l'horreur à nu. Servies par la technique de l'eau-forte et de la morsure de l'acide, ce ne seront que chairs déchiquetées, sols criblés d'obus, mutilations, cadavres pourrissants reversés à la terre, à la boue, et folies à l'arrière, viols, dépravations *sexuelles, misères* et ruines... Dix y est à la hauteur des *Désastres* de Goya.

Retour du front. Dix navigue encore entre différents partis *plastiques : tableaux d'un réalisme* sommaire (*Jeune ouvrier, Mère et enfant*), essais dans les registres de l'art populaire ou symbolique (une femme enceinte toute en cercles, cosmique). Autant de tentatives avant de devenir grinçant, comme peut l'être son ami Grosz, en 1920. Voir *Souvenir de la galerie des glaces de Bruxelles*, sa prostituée et son officier et *Rue de Prague*, où le peintre confronte les jambes de *bois des mutilés et des mendiants* à des prothèses de luxe exposées en vitrines.

Un an plus tard, le froid terrible l'emportera, dans *Le Salon*, où ces *dames en chemise transparentes* attendent, assises, le client. Une salle d'aquarelles faussement légères et voici déjà des portraits époustouflants – de la journaliste *Sylvia von Harden, son monocle,* sa bouche chevaline, sa cigarette et sa robe à carreaux rouges et noirs sur fond écarlate, à la danseuse Anita Berber, une rousse aux lèvres en cœur dans une pose déhanchée, soulignée par une robe moulante rouge, sur un fond qui l'est tout autant. De ces *rouges torrides que* l'on retrouve dans le grand triptyque de *La Grande Ville*, où les bourgeois s'amusent et dansent près d'un orchestre de jazz, quand, de part et d'autre, le peintre donne l'image de la rue, celle des beaux quartiers et celle des bas-fonds. *Le tableau, devenu le symbole des* années folles en Allemagne – mais pas seulement –, est accompagné de son dessin préparatoire, au même format que la peinture, à *laquelle on* peut le préférer.

A partir de 1933, Dix est classé parmi les artistes *« dégénérés »* par le régime nazi ; il ne peut plus enseigner, ni exposer. Voici venu le temps du repli sur les bords du lac de Constance, qui donne lieu à une série de paysages, regroupés *dans une salle de l'exposition.* Une autre rassemble les toiles postérieures à 1945, où Dix renoue avec l'expressionnisme...

VANITÉS RÉACTUALISÉES

La richesse de moyens dont Dix dispose tout au long de son parcours, et la liberté avec laquelle il en use parfois, ne sont évidemment pas ce que l'on remarque de prime abord, saisis que nous sommes par la violence des scènes représentées, par l'extraordinaire laideur des sujets qu'il nous projette en pleine figure. Une laideur vraie, vive, fascinante, répugnante, livrée sans *mode d'emploi. Dix se garde bien* de juger. Il n'a pas de leçon de morale à donner, pas non plus de recettes pour une meilleure société. Il est sans illusions. A nous de *nous débrouiller avec ses vieil*lards et ses prostituées, ses estropiés et ses assassins, et cette vitalité qui déborde tout et triomphe de la mort, toujours là, aussi, inscrite dans la chair flasque ou ridée des putains à l'affût du client, ou dans la peau contractée du nouveau-né. De la naissance à la mort : les âges de la vie. Dix réactualise les bons vieux thèmes des vanités.

Dix, témoin de son temps, qui *n'était pas au beau, va loin*, au-delà des tabous, de la bienséance. La violence, la mort, le sexe, sans voile, sans écran, mais – il faut le souligner – sans vulgarité, avec un *ou deux soupçons d'humour, en* particulier au temps de dada, de belles caresses sur le ventre de la femme enceinte ou l'épaule de Martha – la compagne du *peintre –, des douceurs et de la* tendresse sur les visages des enfants. Le repos du guerrier ? En tout cas celui du visiteur de l'exposition. Il ne faut pas la manquer. C'est un beau cadeau. Empoisonné ? D'actualité.

Geneviève Breerette

« Je suis au moins sûr d'une chose : c'était comme ça et pas autrement »

● *Quoi et comment*

« Créez de nouvelles formes d'expression ! » – tel était le slogan qui a excité ces dernières années la génération active des artistes. Moi, je doute que ce soit possible. Et en regardant, en étudiant les tableaux des maîtres d'autrefois, d'autres se rallieront à mon opinion.


VERBATIM

L'élément nouveau de la peinture réside pour moi dans l'élargissement du domaine des sujets et *dans l'intensification des formes* d'expression déjà existantes *in nuce* chez les vieux maîtres. L'objet est pour moi primordial, et c'est l'objet qui oriente la forme. Etre le plus près possible de l'objet que je vois a été toujours pour moi de la plus grande importance. Car pour moi, le « quoi » prime le « comment », qui découle du « quoi ». (1927)

● *Pourquoi ?*

Quand ces messieurs viennent, n'est-ce pas, et me disent : « Alors à quoi ça rime tout ça ? C'est pour le peuple ou pour les esthètes ? C'est pour qui, au fond ? Ce n'était vraiment pas la peine de faire tout ça », je peux seulement leur répondre : je fais ça ni pour eux ni pour les autres. Je m'en fiche à tel point que je leur dis : ça c'est ce que je fais ! Vous pouvez dire tout ce que vous voulez ! A quoi bon, je n'en sais rien moi-même. Mais je le fais parce que je suis au moins sûr d'une chose : c'était comme *ça et pas autrement.* (1963)

● *Sur la guerre*

La guerre était une affaire monstrueuse, mais malgré tout quelque chose de puissant. Il ne fallait en aucun cas que je manque cela ! Il faut avoir vu l'homme dans cet *état déchaîné* pour savoir quelque chose de l'homme. (1962)

Un volontaire de la Grande Guerre persécuté par l'Allemagne nazie

À UNTERMHAUS, près de Gera, Otto Dix naît en 1891 d'un père ouvrier et d'une mère qui savait dessiner. Après un apprentissage de peintre-décorateur à Gera, il entre à l'Ecole des arts décoratifs de Dresde en 1909. Il y restera jusqu'en 1914. Ses études, *dans le respect* du beau métier et de la tradition, seront enrichies par la découverte de Van Gogh dans une exposition à Dresde (1912), et par un voyage d'étude en Autriche et en Italie. Le jeune peintre, dont les premiers tableaux datent de 1908, est alors influencé par le futurisme. Il lit Nietzsche.

Pendant la première guerre mondiale, Dix s'engage comme volontaire dans l'artillerie de campagne à Dresde. Il sera mitrailleur sur les fronts de Flandres, de Pologne, de Russie, puis à nouveau en France. En 1916, ses premiers dessins sur la guerre sont exposés dans une galerie de Dresde. Il peint quatre autoportraits à l'huile et des gouaches témoignant de son expé*rience de la guerre. En 1918, il* rentre à Gera.

De 1919 à 1922, Dix reprend ses études à l'Académie des beaux-arts. Il participe à la première exposition du groupe *Dresdner Sezession*, en 1919. Avec Grosz, Schlichter et Hearthfield, il participe à la première foire dada, à Berlin.

Düsseldorf et Berlin, entre 1922 et *1927. Dix à Düsseldorf éprouve* encore le besoin d'étudier à l'Académie, mais il a son marchand exclusif à Berlin : la galerie Nierendorf. Il épouse Martha, dont il aura trois enfants, et termine *Les Tranchées*, que le musée de Cologne achète. L'œuvre sera – dit-on – dé*truite par les nazis. Un voyage à* Palerme et il enchaine sur beaucoup de portraits et de scènes « de genre ». Il participe à des expositions de groupe à Berlin, à Munich, et à Mannheim. En 1926 a lieu sa première grande exposition individuelle, galerie Nierendorf à Berlin et galerie Thannhauser à Munich.

En 1927, Dix revient à Dresde, où il est nommé professeur à l'Académie des beaux-arts. Il travaille à son triptyque *La Grande Ville*. En *1929, il commencera celui de La Guerre* qu'il terminera en 1932. Dans le même temps, il peint des portraits de ses enfants. Voyage à Paris en 1930, et à Vienne. Il participe la même année à la Biennale de Venise et à l'exposition « Art socialiste contemporain » au Stedelijk Museum d'Amsterdam. En 1931, Dix devient membre à part *entière de l'Académie prussienne* des beaux-arts à Berlin. Il figure notamment dans une exposition d'art allemand au Musée d'art moderne de New York.

« REFLET DE LA DÉCADENCE »

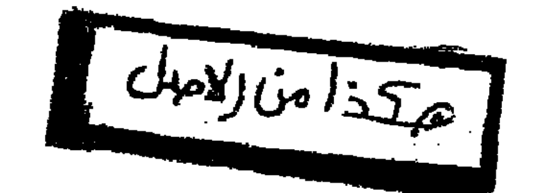
En 1933, considéré comme un ar*tiste « dégénéré » par le* gouvernement nazi, Dix perd son poste de professeur à Dresde et est exclu de l'Académie prussienne des beaux-arts. Ses œuvres figurent dans l'exposition « Reflet de la décadence » à Dresde et à Stuttgart. En réponse, Dix peint *Les Sept Péchés capitaux*, dont le dessin figure dans l'exposition de Saint-Paul. En 1934, on lui signifie l'interdiction d'exposer en Allemagne. Il a quitté Dresde pour s'installer dans le château de Randegg, *près de Singen, où il* restera jusqu'en 1936, et peindra des paysages, dont *Le Cimetière juif*. Puis il se retirera à Hemmenhofen, au bord du lac de Constance, où il vivra jusqu'à la fin de sa vie, non sans avoir été encore pris dans la tourmente.

En 1937, deux cent soixante de ses œuvres sont saisies sur l'ordre *de Goebbels. Huit de ses tableaux* sont montrés dans l'exposition « Art dégénéré » à Munich. Hitler, devant ses œuvres, à Dresde, déclare : *« Dommage qu'on ne puisse pas enfermer ces gens-là. »* En 1939, il sera provisoirement arrêté, soupçonné d'avoir participé à l'attentat de Munich contre Hitler, et, en 1945, enrôlé dans le *Volkssturm*. Fait prisonnier à Colmar, il peindra un triptyque pour la chapelle du camp.

Dix retourne à Hemmenhofen en 1946. Il commence à peindre des sujets religieux, comme *Job*, dans un nouveau style expressionniste. Chaque année, il se rendra à Dresde, voyagera en France, en Italie. Il deviendra membre d'honneur de plusieurs académies et recevra des *prix. Il meurt d'une attaque*, à l'hôpital de Singen, en 1969.

G. B.





Mode, art et foulard islamique

Arles accueille les robes-sculptures d'inspiration musulmane de Majida Khattari

LES ARLÉSIENS qui *se risqueront* sur la place de la République, mardi 7 juillet, pour l'apéritif de la mi-journée, assisteront à un défilé-performance sur le thème du foulard islamique. Avec plein de robes importables et portées par des Arlésiennes, des corps qui se débattent et s'épuisent, se cachent et s'exhibent, souffrent et aguichent. A voir : un « Tchador de la République » aux couleurs bleu, blanc, rouge, qui défilera sur fond sonore du *Douce France*, de Trenet. Et puis une « Mariée de l'église Saint-Bernard », dont la robe est constellée de cartes de séjour appartenant à l'artiste. Le spectacle risque de provoquer des remous dans une ville il est vrai douce, mais où le Front national affiche un score inquiétant.

L'auteur de cette œuvre qui ose rapprocher mode, art et islam, est une Marocaine élégante et réservée de trente-deux ans, Majida Khattari, installée à Paris depuis neuf ans, mariée à un Français. Née à Casablanca, musulmane, ayant bénéficié d'une éducation *« très libre »*, elle a étudié à l'Ecole nationale des beaux-arts de Paris. *« Je me suis tout de suite posé la question de l'accessibilité de mon œuvre par les gens de ma culture. Ce qui m'a logiquement amenée à abandonner la peinture, car la tradition du tableau est inexistante dans les pays maghrébins et musulmans. »*

Arrive la polémique du foulard islamique dans quelques collèges de France. Majida Khattari est une passionnée d'*« informations »* qui veut réagir à l'actualité. Sans être séduite, loin de là, par les thèses des islamistes radicaux, elle fut *« choquée »* par la façon dont le débat était abordé : *« Il était question uniquement du foulard imposé par les parents, de choix personnel ou religieux. Jamais il n'a été dit que le foulard est aussi une tradition ancienne, un vêtement ou un accessoire. Même au Maroc, on l'a interdit en disant aux élèves qu'il empêche d'entendre. »*

Le débat était passionnel entre *« les censeurs et ceux qui sacralisent l'objet pour le rendre intouchable »*. Majida Khattari veut imaginer une œuvre qui ouvre le dialogue en insistant sur la fonctionnalité de l'objet. Son sens. Là encore, elle cherche le *« langage »* qui sera reçu *« plus vite et mieux qu'un tableau »*. La forme du défilé – elle invente des formes, qu'elle met ensuite en scène – s'est imposée à elle à l'Ecole des beaux-arts, non pas dans l'atelier ou l'amphithéâtre, mais dans la magique Cour vitrée, régulièrement investie par des couturiers pour leurs défilés professionnels. Elle assiste aux *« spectacles »*, séduite par Christian Lacroix, John Galliano, Issey Miyake...

Majida Khattari a surtout trouvé son support. Elle contacte des maisons de couture pour obtenir des aides. En pure perte. Tant mieux, car elle n'est pas styliste, ne fait pas plus de mode qu'elle ne règle ses comptes avec l'islam. Elle dessine, puis réalise des *« vêtements-sculptures »*, tous uniques, portés par des *« filles de culture musulmane, qui savent interpréter le vêtement »* pour former des œuvres animées destinées à faire réagir. Elle parle du monde, de son environnement quotidien, en donne des formes vivantes.

« SE PROTÉGER OU SÉDUIRE »

Pour chaque robe sont annoncés le titre, le numéro et la matière sur fond de musique orientale. *« Robe kacha. Feutre cousu avec fil de fer et bande élastique au niveau de la tête pour avoir une certaine souplesse. »* En guise de souplesse, le fil de fer écrase le nez. Les titres sont ludiques – « Robe serpent », « Robe couteau suisse », « Sésame, ouvre-toi » – et l'ironie ne manque pas pour dédramatiser un sujet assez crispant, d'abord traité avec des pièces pesantes et intouchables, ensuite désacralisées dans un jeu ambigu de la femme victime, *« mais qui joue de la complexité du vêtement pour se protéger ou séduire, laisse entrevoir son corps nu derrière un objet toujours ouvert. »*

Les matériaux ? Velours, satin, acier, polyester, bandages, caoutchouc, plastique, cordes, toile... Et baskets bleues brillantes aux pieds. Une robe pèse 5 kilos avec des boulets qui traînent au sol, écrasent la poitrine, brisent le mouvement, font du bruit, *« repoussent, font peur »*. Un tchador moulant incite à l'agression, mais reste *« imprenable comme une prison »* avec ses lames acérées qui en défendent l'accès. La robe « 1 001 épingles » attire avec ses trous ronds qui dévoilent la peau, mais gardés par des piquants. Une autre est *« étouffante comme une rose qu'on empêche de s'épanouir »*. Une autre encore, ficelée : *« Si la femme l'ouvre pour se libérer, elle est étranglée. »* L'ambiguïté est totale avec la « Robe serpent » où un corps, d'abord invisible, qui danse sous le polyester, hésite à éclore : *« Ne veut-elle pas ou ne peut-elle pas sortir ? »*, demande Majida Khattari.

Le danger de la forme défilé est de n'y voir qu'un spectacle. Majida Khattari le sait, mais aller sur un autre terrain que celui de l'art, défiler sur la place publique et plus seulement à l'Ecole des beaux-arts ou une galerie, comme elle l'a fait, est le meilleur moyen de *« dédramatiser »* son sujet et d'aller vers un *« islam laïc »*. Elle aurait voulu investir l'Institut du monde arabe, qui a refusé. Elle est à Arles où sa performance figure au programme des Rencontres photographiques. On est loin de la photo, mais il est vrai que l'intitulé du festival 1998 – « Un nouveau paysage humain » – est un tel poncif qu'on peut tout y mettre. Y compris les choses les meilleures.

Michel Guerrin

★ Défilé-performance, le 6 juillet, à 16 heures au Musée de l'Arles antique, et le 7 juillet à 11 heures, place de la République. Tél. : 04-90-96-76-06.


VINCENT GAUVREAU

Sous la « Robe serpent », un corps hésite à éclore.

Seize expositions et six soirées

Sous le titre « Un nouveau paysage humain », les 29es Rencontres internationales de la photographie d'Arles proposent seize expositions, six soirées-projections (dont deux reprises), un colloque (« L'Homme virtuel »), une table ronde sur le marché de la photographie et cinq stages. C'est un programme plus mince que de coutume, notamment en soirées : l'année 1968 vue par Magnum, Mai 68 de Claude Dityvon, les Anglais vus par les Anglais et, le 6 juillet, Oliviero Toscani *(lire aussi page 8)*. **Côté expositions, signalons : les Hongrois restés au pays, la mode de David La Chapelle, Pouvoirs et incertitudes, le monde du travail par Moreno Gentili et par Luc Choquer, le Marseille de Beat Streuli et les panoramiques grouillant de personnages d'Eugene Goldbeck**

★ Exposition du 6 juillet au 16 août, soirées du 5 au 10 juillet. Maison des Rencontres, 10, rond-point des Arènes, 13200 Arles. Tél. : 04-90-96-76-06. Catalogue, Actes Sud, 250 francs.

DÉPÊCHES

■ **MUSIQUE : deux ouvrages contenant des œuvres de Lully** *ont été préemptés* par la Bibliothèque nationale de France (BNF) pour près de 93 000 francs, le jeudi 2 juillet, à l'occasion de la vente d'une partie de la collection André Meyer, à Paris. La BNF a acquis un recueil de ballets composés par Lully et ses fils pour 71 000 francs, ainsi qu'une édition originale publiée en 1686 d'*Acis et Galatée* pour 21 900 francs.

■ **Les subventions attribuées au Royal Opera House de Covent Garden devraient être doublées**, selon un rapport remis au secrétaire britannique à la culture, Chris Smith. Cette augmentation est considérée comme indispensable à la survie de l'Opéra londonien. Ce rapport recommande également une baisse des tarifications, afin de permettre l'accès à un plus large public.

■ **CINÉMA : l'Association des paralysés de France (APF) a constaté** que 73 % des salles sont hors de portée des personnes handicapées motrices à Paris. *« La situation est pire en province, où le choix est encore moindre quand il n'est pas nul pour les personnes handicapées »*, note l'APF, qui demande que le décret du 26 janvier 1994 imposant l'accessibilité des installations ouvertes au public soit respecté.

هكذا من الأصل

Dianne Reeves invoque l'âme du jazz au Festival d'Orléans

Accompagnée de son quartet, la chanteuse ondule, charme, donne vie à son récital

Où que passe la belle Dianne Reeves cet été, à Paris, à La Haye, à Souillac, Montélimar et Antibes, il faut courir les yeux ouverts. La chanteuse impressionne par son incroyable capacité à animer un récital de l'intérieur, à passer de l'énergie brute et ronde à l'âme du jazz par un rien de Brésil. Au Festival d'Orléans, les spectateurs envoûtés ont oublié le froid, les martinets se sont tus devant la grâce de l'artiste.

ORLÉANS JAZZ, Dianne Reeves, le 1er juillet ; Joëlle Léandre, Clusone Trio, Carla Bley, le 3. Prochains concerts : Marc Ducret, Louis Sclavis Trio, Clarence Gatemouth Brown, Buddy Guy, le 4 ; Duo Achiary/Doneda, Claude Barthélémy Quartet, Mike Stern, Maceo Parker, Screamin'Jay Hawkins, le 5. Tél. : 02-38-24-05-05. De 40 F à 130 F.

ORLÉANS
de notre envoyé spécial

On reconnait une chanteuse à ses mains. Dianne Reeves est en plein centre de son quartet (piano, batterie, basse, percussions : Renato Neto, Herlin Riley, Chris Severin, Mernygo Jackson). Lieu géométrique parfait. Elle se tient, les pieds joints le plus souvent, au début, au cœur d'un très petit polygone. Elle n'arpente pas la scène, ne va pas de l'un à l'autre. Se pose, danse sur place de sa voix et de ses mains. Dans les longs passages « scat », parfois *a cappella*, ne bouscule jamais les syllabes. Elle les astreint à un alphabet simple, ondule serpentine sur place, sculpte l'air de ses mains.

Les mains des chanteuses disent tout, surtout dans les passages *scat*. Elles grimacent des mouvements d'oiseaux, cherchent l'instrument invisible que l'ange vient d'apporter, dessinent sous la lumière de très imaginaires obturations de touches et navettes de coulisses qui produiraient la voix. Si elles jouaient d'un instrument comme les musiciens. Qui en tout cas l'expliquent. Jouer d'un instrument *imaginaire* n'est pas moins difficile que jouer d'un vrai. C'est un art que possèdent tous les joueurs, toutes les chanteuses de jazz.

Dans l'improvisation, Dianne Reeves invente un trombone. Ce qui pour une femme étonne. Elle va en cueillir la coulisse très bas, qu'elle ramène à elle, change de registre, alourdit sa diction. Deux secondes après, elle est le charme même, la voix dévoilée, chanteuse jusqu'au bout – mais au féminin. Si le mot de chanteuse avait un féminin, ce serait Dianne Reeves. Au début, pendant les deux premiers morceaux d'attaque, elle paraît trop chanteuse. Puis, très femme, et enfin, complètement et de nouveau chanteuse. Donc femme. Elle est ce féminin de la chanteuse.

UN OPÉRA À CINQ PERSONNAGES

Son spectacle se déroule en opéra à cinq personnages. Tout y sonne d'une justesse qui appelle. Les changements à vue du bassiste (Chris Severin) fléchent le parcours. A bras-le-corps, il commence à la basse électrique, gros son, rentre-dedans, pour régler le rapport au public, la confiance, l'autorité. Sur un *Yersterday* torturé et lumineux, tout bascule à la quatrième chanson. Le bassiste se déshabille de sa grosse guitare à manche de héron. Il joue d'une contrebasse classique en bois clair. On entre en musique comme on entre dans l'action.

La bourrasque d'introduction – variété, world music, on sait faire, jouons pour les jeunes – permet ce retour au calme, cette écoute tendue dans la nuit d'Orléans. C'est un moment magique. Il fait froid. On n'a pas froid. Les martinets criaient en virevoltant durant la première partie (superbe David Murray). Ils se sont posés. Ils sourient doucement. Dianne Reeves chante *Love for Sale*. On pourrait énumérer toutes les versions qui comptent. Celle-ci les achève.

Où que la belle Dianne passe cet été, à Paris, à La Haye, à Souillac, Montélimar et Antibes, il faut courir les yeux ouverts. La force qu'elle a d'animer un récital de l'intérieur, de le construire, de changer l'alignement de chansons en théâtre d'habileté, de donner le sens du sens dans l'excellence de la diction, est ce qui peut s'entendre de plus cassant. Rien d'un programme, d'une série. On passe sans savoir, en sachant, de l'énergie brute et ronde, à l'âme du jazz par un rien de Brésil aux airs de première langue, le plus difficile dans le genre, pour finir, cheveux dénoués, dans une image de l'Afrique brute, pacotille et complexe, dévorante, renouvelée. C'est intéressant, parce qu'à ce moment-là, les musiciens jouent vraiment à plein.

Sur le gazon du Campo Santo, large cloître à l'ombre des tours de la cathédrale, David Murray est attentif. Il tombe quelques gouttes, mais on ne les sent pas. Lui vient d'assurer en remplaçant (de James Carter) une première partie de puncheur. Solide garde rapprochée : Kirk Lighstey au piano, James Lewis (basse) et l'impensable Billy Hart à la batterie. Si l'on ajoute à cette première journée le duo Corneloup-Kassap dans le Temple (du monde, beaucoup d'émotion, la rage de jouer), Willem Breuker Kollektief à l'Institut et l'extravagante musique tzigane des Kocani Orekestar de Macédoine, on mesure qu'Orléans, d'un coup, a changé de peau. Et par Dianne Reeves, continue d'entendre des voix.

Francis Marmande

★ Dianne Reeves à La Villette (5 juillet), à La Haye (le 11), à Souillac (le 18), Montélimar (le 21), Antibes-Juan-les-Pins (le 23), Marciac (le 13 août).

L'« Escalator Over the Hill », de Carla Bley, descend enfin sur scène

ORLÉANS
de notre envoyé spécial

Belle journée. Au temple protestant d'Orléans, vers midi, Joëlle Léandre, seule, cœur et corps avec sa contrebasse, de l'archet aux cordes, de la voix au souffle, improvise. Salle de l'Institut, stuc et ors vieillis, 17 h 30, les trois Néerlandais du Clusone Trio (Michael Moore, clarinette et saxophone, Ernst Reijseger, violoncelle et Han Bennink, batterie) dynamitent l'histoire du jazz, du new orleans au free, bop et bossa.

C'est ce soir du 3 juillet, au Campo Santo, que Carla Bley entame la tournée européenne d'*Escalator Over the Hill*. Cet « opéra jazz » a été enregistré par fragments de novembre 1968 à juin 1971 avec Gato Barbieri, Enrico Rava, Howard Johnson, Don Cherry, Charlie Haden, Jimmy Lyons, Roswell Rudd, Jeanne Lee, Paul Motian et une trentaine d'autres du même tonneau... l'avant-garde de l'époque. John McLaughlin tenait la guitare, Jack Bruce, du groupe Cream, la basse et la voix, Linda Ronstadt, en starlette pop, chantait aussi. *Escalator* est un moment d'histoire. Puzzle psychédélico-free avec ses fanfares tristes et ses emprunts à l'Inde musicale, ce grand œuvre donne des sons aux poèmes de Paul Haines. Il y a un vague argument dramatique, un décor, le Cecil Clark's Old Hotel, des personnages, Jack, Ginger, Viva, le docteur, un perroquet, Calliope Bill, un client... Un opéra possible, donc.

Mais un opéra sans scène jusqu'à 1997, à Cologne. Jeff Friedmann le réorchestre, l'équipe a changé. Les solistes sont ceux que Carla Bley met en tête de ses formations depuis plusieurs années, Gary Valente, Andy Sheppard et Wolfgang Puschnig. Steve Swallow est à la basse. Phil Minton, Linda Sharrock et Syd Straw sont les nouvelles voix. David Moss, le batteur-chanteur créateur du groupe Dense Band gronde, crie ou s'esclaffe. Assis, un petit homme rond, à lunettes, souriant de bout en bout dit par moments des textes. C'est Paul Haines, écrivain et poète.

Le vent gêne un peu la formation – ils sont vingt-trois. Carla Bley – sa célèbre coupe de cheveux dans les yeux, veste et pantalon blanc flottants –, dirige, peste contre les lumières, rattrape les partitions et amène son orchestre vers les hauteurs des fantaisies libertines de ses petits big bands des années 70. On oublie le disque de chevet. C'est une autre pièce, toute neuve, sans âge. Certains intermèdes sont évacués, les morceaux qui comprenaient les dialogues les plus longs aussi, pour que la version scénique puisse s'épanouir. Mais, sale coup, l'introduction instrumentale a disparu. Quand le jazz actuel – classique ou avant-gardiste – ne se fait souvent, sans s'en inquiéter, qu'en référence à son passé, Carla Bley, dans ce contexte, vient de lui donner un futur tout en éclats.

Sylvain Siclier

★ Carla Bley à La Villette (5 juillet) et à Jazz à Vienne (le 6).
★ Escalator Over the Hill, réédité en double CD, JCOA-Watt Records/ECM 839 310-2.

Susana Baca, une voix pour la musique noire du Pérou

FESTIVAL D'ÉTÉ DE NANTES jusqu'au 5 juillet. Tél. : 02-40-08-01-00. Susana Baca en tournée, prochaines dates : le 6 à Saint-Denis au festival Africolor, le 9 aux Jeudis du Port à Brest, le 18 aux Rencontres du Sud à Arles.

NANTES
de notre envoyé spécial

« *Ce que je chante, c'est la musique des Noirs du Pérou.* » Cette phrase sera pratiquement la seule que Susana Baca prononcera. Elle résume tout. Les percussions, très mises en avant, la danse sensuelle de la chanteuse, les mots (pour la plupart écrits par des poètes afro-péruviens) portent des parfums de terre, des éclats de fêtes paysannes, et la fierté d'être noir. « *La musique afro-péruvienne occupe ma vie* », disait, avant de monter sur scène le 2 juillet, Susana Baca, révélée l'an dernier au même endroit, au Festival d'été de Nantes. L'édition 98 du festival étant consacrée aux musiques « *qui traversent, mènent et partent de l'Afrique* », Susana Baca y a été de nouveau invitée, d'autant, explique Bertrand de Laporte, directeur artistique du festival, que « *nous avions eu un véritable coup de cœur. Cela nous a conduits à lui monter cette année une tournée européenne* ». Une démarche adoptée également par d'autres festivals de musiques du monde tels qu'Africolor ou les Nuits atypiques de Langon.

Susana Baca est encore peu connue en France, malgré la sortie ces derniers mois de deux rééditions (*Vestida de Vida*, chez Iris Musique / Harmonia Mundi ; *Del Fuego y del Agua* chez Tonga Productions / Night & Day) et d'un nouvel album, *Susana Baca*, publié par Luaka Bop, le label de David Byrne (distribué par Warner Music). Figure célèbre de la galaxie rock, David Byrne lui a permis de jouir d'une nouvelle notoriété aux Etats-Unis, où elle s'est produite à plusieurs reprises. Née en 1944 à Lima dans un quartier de pêcheurs et de paysans, Susana Esther Baca de la Colina a pris le goût du chant en famille. « *Mon père et ma mère, qui travaillaient comme chauffeur et comme cuisinière, chantaient.* » A l'âge de dix ans, elle arrive première à un concours de chant. On lui refuse pourtant le prix, une bourse pour étudier la musique : « *J'avais la peau noire.* »

REFUS DE L'HÉRITAGE AFRICAIN

Les mentalités ont évolué, mais, selon elle, la population, qui est pourtant de plus en plus métissée, refuse d'accepter son héritage africain. Avec son mari, Ricardo Pereira, sociologue d'origine bolivienne, elle entreprend un travail de collectage sur la côte péruvienne où la majorité de la population noire était concentrée autrefois. « *Nous avons tout réuni dans un centre de documentation, le Centro Negro-continuo.* » Susana Baca boit de cette même eau avec gourmandise pour construire son répertoire. Au XVIe siècle, les conquistadores amenèrent avec eux des esclaves. Danses et rythmes d'influence noire sont apparus dans le pays andin, comme le *lando*, le *festejo*, le *golpe é tierra*. Ces rythmes ne sont pas nécessairement débridés, si l'on en croit la relecture qu'en a faite la chanteuse dans la cour du château des Ducs de Bretagne. A deux pas de là, chez Bahia, une gargote tenue par une Egyptienne danseuse du ventre ayant vécu au Brésil, des supporters de la *Seleçao* se chauffent la voix pour le match du lendemain.

Patrick Labesse

SORTIR

PARIS

La Nuit des travestis
A l'origine de situations plus cocasses les unes que les autres, l'image du travesti a évolué à mesure que la libéralisation des mœurs autorisait l'affirmation de l'homosexualité, et s'il est encore bien souvent un personnage de comédie, sa représentation s'accompagne aujourd'hui d'une véritable réflexion sur l'identité sexuelle. Dans le cadre de sa thématique « Sexe et tabous », la Vidéothèque projette quatre comédies où les femmes se déguisent en hommes et les hommes en femmes : *Victor Victoria* de Blake Edwards, *Tenue de soirée* de Bertrand Blier, *Certains l'aiment chaud* de Billy Wilder et *Priscilla, folle du désert* de Stephen Elliot. Des intermèdes musicaux pour vivre cette nuit au rythme de la samba et de la salsa seront assurés par le groupe Latinosson.
Vidéothèque de Paris, 2, Grande Galerie, Nouveau Forum des Halles, Porte Saint-Eustache, Paris 1er. Mº Châtelet-Les Halles. Le 4, à partir de 23 heures.

Oscar D'Leon
Natif de Caracas (Venezuela), Oscar D'Leon, comparse de Victor Mendoza à ses débuts, sait danser comme on danse dans les îles, et même mieux. Le salsero contrebassiste mène ses musiciens sur les sentiers du rythme qui fait danser les barrios. Piano et percussions irréprochables, chœurs en souplesse et cuivres de velours, le chef interprète des classiques et des succès.
Bataclan, 50, boulevard Voltaire, Paris 11e. Mº Voltaire. Le 4, à 20 heures. Tél. : 01-47-00-55-22. 80 F et 100 F.

RÉGION PARISIENNE

Rias – Kammerchor Berlin
L'un des meilleurs chœurs de chambre du monde dont la perfection peut avoir quelque chose d'intimidant parfois montre qu'il est à l'aise dans les *Motets* de Bach comme dans la musique romantique.
Bach : *Motets* (le 4). Œuvres chorales de Berlioz et Brahms (le 5). Marcus Creed (direction).
Chapelle royale du château, 78000 Versailles. Les 4 et 5, à 18 heures, tél. : 01-30-83-78-75. De 70 F à 130 F.

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

A la recherche du paradis perdu
de Robert Salis (France, 1 h 40).
Breaking Up
de Robert Greenwald (Etats-Unis, 1 h 28).
La Piste du tueur
de Jeb Stuart (Etats-Unis, 2 heures).

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn)

REPRISES

L'Epouvantail (*)
de Jerry Schatzberg. Américain, 1973, copie neuve (1 h 44).
Action Ecoles, 5e (01-43-29-79-89) ; Lucernaire, 6e ; MK2 Quai-de-Seine, 19e.
Guêpier pour trois abeilles
de Joseph L. Mankiewicz. Américain, 1967 (2 h 11).
VO : Action Christine, 6e (01-43-29-11-30).
Manhattan
de Woody Allen. Américain, 1979, noir et blanc, copie neuve (1 h 40).
Gaumont les Halles, dolby, 1er ; Grand Action, 5e (01-43-29-44-40) ; Mac-Mahon, 17e (01-43-80-24-81).
Scaramouche
de George Sidney. Américain, 1953 (1 h 56).
L'Arlequin, 6e (01-45-44-28-80).
Vérités et mensonges
d'Orson Welles. Franco-iranien, 1973 (1 h 30).
VO : Racine Odéon, 6e (01-43-26-19-68).
(*) Film interdit aux moins de 12 ans.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et Parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.
Cirque de rue
avec le Théâtre en tête.
Jardins du square Saint-Lambert, Paris 15e. Mº Vaugirard. Les 4 et à17 heures. Tél. : 01-45-08-55-25. Entrée libre.
Les Femmes savantes
de Molière, mise en scène de Simon Eine.
Château, 78 Versailles. Les 4 et 5 à 19 heures. Tél :01-13-83-78-78 . De 80 F à 320 F.
Les Fourberies de Scapin
de Molière, mise en scène de Jean-Simon Prevost, avec le Théâtre Adonis.
Pré-Catelan-Théâtre de Verdure-Jardin Shakespeare, route de Suresnes-Pré-Catelan, Paris 16e. Mº Porte-Maillot puis bus 244, arrêt Bagatelle. Le 4, à 15 h 30 et 18 h 30 ; le 5, à 15 h 30. Tél. : 01-40-19-95-33. 60 F et 100 F.
Rencontre jazz-classique
Œuvres de Stravinsky, Lockwood, Lockwood-Vengerov, Artango et Ravel. Dans le cadre du Festival de Saint-Denis. Maxim Vengerov, Didier Lockwood (violon), Artango, Orchestre national de Lille, Jean-Claude Casadesus (direction).
Auditorium de la Légion-d'Honnneur, 5, rue de la Légion-d'Honneur, 93 Saint-Denis. Le 4, à 20 h 30. Tél. : 01-48-13-06-07. De 80 F à 200 F.
Octuor de France
Schubert : *Quatuor à cordes D 810* La Jeune Fille et la mort. Weber : *Quintette pour clarinette et cordes*. Jean-Louis Sajot (direction).
Parc floral de Paris, Bois de Vincennes, Paris 12e. Mº Château-de-Vincennes. Le 5, à 16 h 30. Tél. : 01-43-43-92-95.
Teresa Berganza (mezzo-soprano)
Airs d'opéras et canciones espagnoles.
Maison de la Légion d'honneur, 5, rue de la Légion-d'Honneur, 93 Saint-Denis Mº Saint-Denis-Basilique. Le 5, a 17 heures. Tél. : 01-48-13-06-07. De 90 F à 150 F.
La Villette Jazz Festival
Programme des 4 et 5 juillet : Olodum, Diane Reeves, POM (Putain d'orchestre modulaire), Carla Bley « Escalator over the Hill », Bojan Z Solo, Bruno Chevillon, Paul Motian, Stephan Oliva, Elvin Jones « Jazz Machine », Jef Sicard Quartet invite Serge Marne et Nedim Nalbantoglu.
Parc de la Villette, Paris 19e. Mº Porte-de-la-Villette. Tél. : 08-03-30-63-06. Forfait 170 F, valable sur les différents lieux du site.
Maxim Saury
Hippocampus, 81, boulevard Raspail, Paris 6e. Mº Saint-Placide. Le 4, à 20 h 30. Tél. : 01-45-48-10-03.
Festival XXL Performances (hip-hop)
Busta Flex, Driver, le Damier & Menelik.
Salle Pablo-Neruda, 31, avenue du Président-Allende, 93 Bobigny. Mº Bobigny-Pablo-Picasso. Le 4, à 20 heures. Tél. : 01-41-60-95-92. 70 F.
Festival Banlieues du Monde
Programme des 4 et 5 juillet : Neon Knights (rock), M'Widi (rap), Sanmélé (soul), Musique ensemble (percussions), Iraten (moderne kabyle) Baladi Group (world music), Ea I (flamenco fusion), 88 Tasti (rock).
Stade Mandela, 93 Saint-Denis. RER Plaine-Voyageurs (stade de France). Tél. : 01-55-87-08-70. Entrée libre.
La Goutte d'or en fête
Khaldoun, Cyrius et le Septeto turquino (le 4). Rani, Africando (le 5).
Square Léon, rue Polonceau, Paris 18e. Mº Barbès-Rochechouart. 19 heures. Entrée libre.

RÉSERVATIONS

Hommage à Léo Ferré
Claude Piéplu, Pierre Barouh, Catherine Ringer, Paco Ibanez, Michèle Atlani, Fabienne Thibeault, Céline Caussimon et plusieurs autres chanteurs et comédiens participeront à un concert commémorant le 5e anniversaire de la mort de Léo Ferré.
Le Trianon, 80, boulevard Rochechouart, Paris 18e. Le 14 juillet à 20 h 30. Tél. : 01-44-92-78-03. 150 F.
Sonic Youth
Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris 9e. Le 8 juillet à 19 h 30. Tél. : 01-47-42-25-49. 159 F.

DERNIERS JOURS

11 juillet :
Les Présidentes
de Werner Schwab, mise en scène de Marcela Salivarova-Bideau.
Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, Paris 16e. Tél. : 01-53-65-30-00. 120 F et 160 F.
12 juillet :
Biennale de l'image Paris 98
Ecole nationale supérieure des beaux-arts, 13, quai Malaquais, Paris 6e. Tél. : 01-47-03-50-00. Fermé lundi. 20 F.

SAMEDI 4 JUILLET

FILMS DE LA SOIRÉE

17.35 **Les Diaboliques** ■■■ Henri-Georges Clouzot (France, 1954, N., 115 min). Cinétoile

0.30 **La Main au collet** ■ Alfred Hitchcock (Etats-Unis, 1955, v.o., 125 min). Cinétoile

4.00 **La Truite** ■■ Joseph Losey (France, 1982, 100 min). Cinétoile

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

19.30 Histoire parallèle. Semaine du 4 juillet 1948 : L'excommunication de Tito. Invité : Gilles Martinet. Arte
19.40 Le Bazar de Cinécinémas. Ciné Cinémas
20.00 Le Journal de François Pecheux. Invitée : Romane Bohringer. Canal +
20.00 Thalassa. Des poissons dans les arbres. TV 5
20.45 Le Magazine de l'Histoire. Invités : Evelyne Lever ; Jean-Yves Marin ; Jean-Louis Biget ; Hugues de Varine. Histoire
20.45 Le Club. Invitée : Nicole Courcel. Ciné Cinéfil
21.00 Outremers. TV 5
21.40 Metropolis. Avignon 98. Œdipe le tyran. Désir d'Asie. Roland Dubillard. Arte
22.00 Ciné-Cinécourts. Ciné Cinémas
22.15 T'as pas une idée ? Invité : Djamel Bouras. Canal Jimmy
23.50 Saturnales : Musique et Cie. Aix, Orange... opéras au soleil. France 3
0.00 L'Histoire des loisirs. Du voyage au tourisme. Histoire

DOCUMENTAIRES

18.00 et 19.15, 20.05 Des canyons aux étoiles, le monde d'Olivier Messiaen. [1, 2 et 3/3]. La foi. Muzzik
18.30 Des animaux et des hommes. [4/6]. Odyssée
18.30 Entre deux jardins. Le Vieux-Colombier de Jacques Copeau. Planète
18.45 et 19.15 Le Cinéma des effets spéciaux. Modèles réduits en flammes. Des environnements artificiels. Ciné Cinémas
19.00 Le Peuple de la mer. Odyssée
19.50 Voyage aux pays des dieux. [5/13]. Egypte, cycle de vie. Odyssée
20.00 Vraiment sauvages. Primates. Canal J
20.20 Afrique du Sud - Canada : histoires parallèles. Odyssée
20.45 L'Aventure humaine : La Fascination du Grand Nord. [2/4]. Détroit de la terreur. Arte
21.15 Rattenbury. Génie, meurtre et mystère. Odyssée
21.30 Planète Terre : Anciennes civilisations. TMC
22.00 Hollywood Backstage. Ciné Cinéfil
22.00 Une leçon particulière de musique avec Yvonne Loriod. Muzzik
22.00 Cités océaniques. Odyssée
22.45 ▶ Viol, un crime de guerre. Planète
23.00 Churchill. [4/4]. Histoire
23.00 et 0.00, 0.55 Des canyons aux étoiles, le monde d'Olivier Messiaen. [1, 2 et 3/3]. La foi. Muzzik
23.15 Les îles sauvages. [3/3]. Odyssée
0.00 Ces garçons qui nous font rêver. Téva
0.05 Over the Limit. [4/5]. Canal Jimmy
0.05 Des tortues et des hommes. TMC
0.10 Desmond Tutu, cette chose étrange qu'on appelle la grâce. Odyssée

SPORTS EN DIRECT

14.00 Motocyclisme. Championnat du monde de vitesse. Eurosport
15.00 Tennis. Internationaux de Grande-Bretagne. Eurosport
15.10 Athlétisme. Championnats de France. France 2
15.50 Automobilisme. 24 heures de Francorchamps. RTBF 1
23.00 Golf. Greater Hartford Open. AB Sport

MONDIAL 98

16.30 Pays-Bas - Argentine. Quart de finale, à Marseille. TF 1, TSR, RTBF 1, Canal +
21.00 Allemagne - Croatie. Quart de finale, à Lyon. TSR, TF 1, Canal +, RTBF 1

MUSIQUE

18.30 Concert : Celibidache dirige l'Orchestre de la Radio de Stuttgart. Mezzo
21.00 Messiaen, Quatuor pour la fin du temps. Concert. Muzzik
21.25 Opéra : L'Elixir d'amour. Mise en scène de Frank Dunlop. Mezzo
22.30 Music Planet : Spécial Eurockéennes. Arte
22.35 Simply Red. Paris Première
23.35 Compil RTL9. RTL 9
0.35 Un soir avec Marlène Dietrich. Paris Première

THÉÂTRE

17.05 La Poule aux œufs d'or. Pièce. Alexandre Vial. Festival

TÉLÉFILMS

20.55 Les Deux Madame Grenville. John Erman [1 et 2/2]. Téva
23.35 Irrésistible force. Kevin Hooks. M 6
23.55 650 calories pour mourir. Marc Lobet. Festival
0.40 Mémoires d'un pervers. Nick Ranieri. Ciné Cinémas

SÉRIES

20.30 Dans un grand vent de fleurs. Gérard Vergez [1 et 2/7]. Festival
21.40 Buffy contre les vampires. Le manuscrit. Série Club
22.13 New York Undercover. L'amour est aveugle. 13ème Rue
23.20 Star Trek, la nouvelle génération. Rédemption. Canal Jimmy
23.20 Stargate. Les Nox. TSR
23.45 Earth II. Eve. 13ème Rue
0.30 Highlander. Le révolutionnaire. Série Club
1.00 Seinfeld. La couverture (v.o.). Canal Jimmy

NOTRE CHOIX

● 23.00 Ciné Cinéma II
Voyage au bout de l'enfer

En 1968, trois jeunes Américains, ouvriers sidérurgistes d'une petite ville de Pennsylvanie, partent faire la guerre au Vietnam. Les trois amis, dont l'un vient tout juste de se marier, se retrouvent plongés *dans l'enfer. Film admirable*, bouleversant. Michael Cimino manie le réalisme et le lyrisme comme le fit King Vidor. Dans une mise en scène passant de l'étude de mœurs à la folie, à la panique, à l'horreur, puis à la tragédie, il montre l'Amérique avant et après cette guerre suicidaire, la mort de *l'innocence, le saccage des existences*, le grand traumatisme national, à travers trois destins. – *J. S.*

● 2.00 Ciné Cinéma II
Hurlevent

Jacques Rivette a tourné en 1985 cette adaptation de la première partie du roman d'Emily Brontë, *Les Hauts de Hurlevent*, sans le romantisme échevelé du modèle. Pas de lande anglaise au XIXe siècle, mais des paysages de Haute-Provence dans un temps « *moderne* » indéfini (années 30, années 50 ?). Les personnages ont vingt ans, et ils découvrent la douleur d'aimer, la passion. Heatchcliff est devenu Roch, et c'est Lucas Belvaux, Cathy est devenue Catherine, et c'est Fabienne Babe. Ils se donnent à fond. A leurs côtés, Alice de Poncheville et Olivier Torrès ont l'air de comédiens en train de prendre des cours. Une mise en scène géométrique et d'étranges éclairages *de Renato Berta donnent à ce film* (qui n'est pas le mieux aimé de Jacques Rivette) une sorte de magie par le dépaysement même du modèle littéraire. – *J. S.*

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

16.15 Mondial 98. Pays-Bas - Argentine.
18.25 Extrême limite.
18.55 Sous le soleil.
20.00 Journal, Coupe du monde.
20.40 et 0.43 Météo.
20.42 Trafic infos.
20.45 Mondial 98. Allemagne - Croatie.
22.55 Hollywood Night. Double enfer. Téléfilm. Δ Jeffrey Obrow.
0.30 TF 1 nuit.
0.45 Histoires naturelles.

FRANCE 2

17.55 Une nana pas comme les autres. Téléfilm. Eric Civanyan.
19.20 En avant tôôt.
19.50 Tirage du loto.
19.55 Au nom du sport.
19.56 et 20.45 Météo.
20.00 Journal, Coupe du monde.
20.50 Tirage du loto.
21.00 Fort Boyard.
22.45 Smaïn au Casino de Paris.
0.05 Journal, Coupe du monde.
1.50 Les 30 Dernières Minutes.

FRANCE 3

18.10 Expression directe.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Météo des plages.
18.55 Le 19-20 de l'information.
20.01 et 22.30 Météo.
20.05 Benny Hill.
20.25 Tout le sport.
20.28 Le Journal de la Coupe.
20.55 Le Paradis absolument. Téléfilm. Patrick Volson.
22.35 Soir 3.
23.00 Le Club du Mondial.
23.50 Saturnales : Musique et Cie.
0.45 Saturnales : Journal des festivals.

CANAL +

16.30 Mondial 98. Pays-Bas - Argentine.
▶ En clair jusqu'à 21.00
19.00 Flash infos.
19.05 Décode pas Bunny.
19.35 Meego.
20.05 Le Journal de François Pécheux.
20.43 Golden Foot.
21.00 Mondial 98. Allemagne - Croatie.
23.30 Surprises.
0.00 Le Journal du hard.
0.05 Le Ramoneur des Lilas.
0.15 L'Indécente aux enfers. Film. Marc Dorcel.
2.00 Othello ■ Film. Oliver Parker (v.o.).

ARTE

19.00 Absolutely Fabulous. [11/18].
19.30 Histoire parallèle. Semaine du 4 juillet 1948 : L'excommunication de Tito.
20.15 Le Dessous des cartes.
20.30 8 1/2 Journal.
20.45 L'Aventure humaine. La Fascination du Grand Nord. [2/4].
21.40 Metropolis.
22.30 Music Planet : Spécial Eurockéennes.

M 6

18.05 Le Saint.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Les Piégeurs.
20.35 La Météo des plages.
20.40 Ciné 6.
20.55 FX, effets spéciaux : la série. Le père spirituel.
21.45 The Sentinel. Sur le fil du rasoir.
22.40 Players : les maîtres du jeu. Père, impair et passe.
23.35 Irrésistible force. Téléfilm. Kevin Hooks.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.00 Fiction. (rediff.). *Le Foyer*, d'Octave Mirbeau et Thadée Natanson.
22.35 Opus. David Robertson ou la musique vivante.
0.05 Le Gai Savoir. Pierre Bessis.

FRANCE-MUSIQUE

19.31 Zoroastre. Opéra de Rameau. Donné le 31 mars, au Théâtre du Châtelet, par Les Arts Florissants, Gaëlle Méchaly (Amélite), Anna Maria Panzarella (Erinice).
23.07 Présentez la facture. Augstin Dumay et quelques surprises.

RADIO-CLASSIQUE

20.40 Le Violoncelliste Paul Tortellier. Œuvres de Bach, Beethoven, Bruch, Saint-Saëns, Chostakovitch.
22.40 Da Capo. Franz Schubert. Œuvres de Schubert, Brahms.

DIMANCHE 5 JUILLET

FILMS DU JOUR

17.50 **La Dangereuse Aventure** ■■ Mitchell-Leisen (Etats-Unis, 1943, N., v.o., 88 min). Ciné Cinéfil
18.00 **Niagara** ■■ Henry Hathaway (Etats-Unis, 1952, 85 min). Ciné Cinémas
19.15 **Friends** ■■ Elaine Proctor (France-Grande-Bretagne, 1993, 105 min). Cinéstar 2
19.30 **West Side Story** ■■ Robert Wise et Jerome Robbins (Etats-Unis, 1960, 150 min). Cinétoile
20.13 **A bout portant** ■■ Don Siegel (Etats-Unis, 1964, 92 min). 13ème Rue
20.30 **Fievel au Far-West** ■■ Phil Nibbelink et Simon Wells (Etats-Unis, 1991, 75 min). Cinéstar 1
20.45 **Vivement dimanche !** ■■ François Truffaut (France, 1983, N., 110 min). Arte
21.00 **Crossing Guard** ■■ Sean Penn (Etats-Unis, 1994, 110 min). Cinéstar 2
21.45 **Conte d'hiver** ■■ E. Rohmer (F, 1991, 110 min). Cinéstar 1
23.30 **Week-end en famille** ■■ Jodie Foster (Etats-Unis, 1995, v.o., 105 min). Ciné Cinémas
0.35 **La Force des ténèbres** ■■ Δ Karel Reisz (Grande-Bretagne, 1964, N., v.o., 105 min). France 3
1.00 **Les Nuits de la pleine lune** ■■■ E. Rohmer (F, 1984, 100 min). Cinétoile
1.10 **A bout portant** ■■ D. Siegel (EU, 1964, v.o., 95 min). 13ème Rue
1.15 **Viens chez moi, j'habite chez une copine** ■■ P. Leconte (F, 1980, 85 min). Canal +
2.40 **Va où ton cœur te porte** ■■ Cristina Comencini (Italie - Allemagne, 1996, 100 min). Canal +

GUIDE TÉLÉVISION

DEBAT

12.10 et 23.10 Le Monde des idées. Invité : Erik Izraelewicz, Dominique Moïsi, Roland Marchal. LCI

MAGAZINES

14.50 Inédits. Mémoires d'événements, mémoires d'intimistes. *Les étonnantes prémices de l'Expo 58.* De 1942 à 1950. RTBF 1
16.50 Sud. Invités : Dominique Vingtain ; Marc Saracino ; Catherine Peillon. TMC
19.00 Public. Les meilleurs moments. TF 1
19.00 Le Gai Savoir. La politique, la presse, le mensonge. Invités : Thierry Wolton, écrivain ; Roger-Gérard Schwartzenberg, ancien ministre ; Michel Onfray, philosophe ; Guy Konopnicki, éditorialiste. Paris Première
19.10 Le Club. Invitée : Nicole Courcel. Ciné Cinéfil
19.55 Le Journal de François Pécheux. Invité : Mano Solo. Canal +
20.00 Rive droite, rive gauche. Les plus grands invités de la saison. Paris Première
20.45 Les Dossiers de l'Histoire. Capitales en guerre : Leningrad l'héroïque. Histoire
20.50 Capital spécial été. Le secret des étiquettes. M 6
23.00 Envoyé spécial, les années 90. Drogue et sida. Afrique du Sud hors jeu. Histoire
0.20 Le Gai Savoir. La politique, la presse, le mensonge. Invités : Thierry Wolton, écrivain ; Roger-Gérard Schwartzenberg, ancien ministre ; Michel Onfray, philosophe ; Guy Konopnicki, éditorialiste. Paris Première
0.55 Metropolis. Avignon 98. Arte

DOCUMENTAIRES

17.35 Secrets des rois. [2/13]. La Cinquième
17.50 Les Derniers Marranes. Planète
18.00 Salsa opus 4. [4/5]. Venezuela : un visa pour les barrios. Muzzik
18.05 Le Grand Rift. Ici les hommes sont apparus. Odyssée
18.30 Churchill. [4/4]. Histoire
18.45 Viol, un crime de guerre. Planète
19.00 L'Enfant lama. Odyssée
19.25 Best of Cannes 1998. [1/2]. Ciné Cinémas
19.55 Romantiques Pyrénées. Odyssée
20.00 Vraiment sauvages. Vive la famille. Canal J
20.30 Une petite reine. Téva
20.35 La Terre promise. [3/5]. Planète
20.50 Les Nouveaux James Bond. Odyssée
21.00 Salsa opus 1. [1/5]. Muzzik
21.25 Underground USA. [11/14]. Planète
21.40 Canaries, continent atlantique. [1/5]. Mer d'Afrique. Odyssée
22.10 Les Maîtres de la voile et de la mer. Odyssée
22.15 Les Grands Explorateurs. [3/10]. Henry Morton Stanley. Histoire
22.30 Variations : Le Monde en rythmes. [13 et 14/14]. Mezzo
22.35 Femmes de l'ombre. Arte
22.35 Grand document : Le Rêve africain. [2/5]. RTBF 1
22.55 Les Banques suisses et l'Or nazi. Odyssée
23.50 Pacifique, océan mythique. [1/5]. Odyssée
0.25 20 ans de courses automobiles. [17/20]. Canal Jimmy
0.30 Hanan Ashrawi, une femme de son temps. Téva

SPORTS EN DIRECT

15.00 Tennis. Internationaux de Grande-Bretagne. Eurosport
15.30 Cyclisme. Championnats de France sur route. France 3
15.50 Automobilisme. 24 heures de Francorchamps. RTBF 1
18.30 Athlétisme. Grand Prix II IAAF. Eurosport
22.30 Golf. Greater Hartford Open. AB Sport

MUSIQUE

19.30 Maestro : La Damnation de Faust. Enregistré au Neues Gewandhaus de Leipzig, en 1997. Arte
19.55 Salsa Meets Latin Jazz. Concert enregistré lors du Festival de jazz de Montreux, en 1996. Muzzik
22.55 Roy Hargrove. Concert. Paris Première

THÉÂTRE

21.55 ▶ Tartuffe ou l'imposteur. Pièce de Molière. France 3

TÉLÉFILMS

18.30 Mariage en noir. James Goldstone. Téva
20.00 *C'est l'homme que j'ai tué.* Giorgio Ferrara. TV 5
20.30 Un petit grain de folie. Sébastien Grall. Festival
20.55 Aime-toi toujours. Michael Perrotta. Téva
23.25 Belle comme le diable. ◻ Patrice Gautier. M 6

SÉRIES

17.10 Les Repentis. Souffler n'est pas jouer. Canal +
17.15 Ally McBeal. Being There. Téva
18.05 Le Fugitif. L'autre versant de la montagne. La Cinquième
18.05 Loïs et Clark. Il faut qu'on se parle. RTBF 1
18.35 Sweet Justice. Amour et haine. TMC
18.55 Demain à la une. Vision finale. M 6
19.15 Highlander. La croix de Saint-Antoine. Série Club
19.35 Mike Hammer. La fille de Mike. TMC
20.00 Loïs et Clark. L'invasion de la Terre. Série Club
20.45 Les Incorruptibles. La loi de la mafia. Série Club
20.50 Derrick. Le canal. France 3
21.00 Seinfeld. La couverture (v.o.). Canal Jimmy
21.25 Dream On. *Nos plus belles années* (v.o.). Canal Jimmy
21.55 Presque parfaite. C'est dans la boîte (v.o.). Canal Jimmy
22.25 Friends. Celui qui jouait au rugby (v.o.). Canal Jimmy
22.30 Robocop. Pilote : Justice mécanique. Série Club
22.40 Alfred Hitchcock présente. Le traquenard. 13ème Rue
22.50 New York Police Blues. Je ne veux pas mourir (v.o.). Canal Jimmy
23.45 La Maison de tous les cauchemars. Maléfices. Série Club
23.20 Millennium. Δ L'empreinte de la mort. France 2
23.35 Spin City. The Pope of Grance Mansion (v.o.). Canal Jimmy
0.25 Haute tension. La trahison du sergent Ryker. 13ème Rue
4.50 Father Ted. Le Noël de Ted (v.o.). Canal Jimmy

SIGNIFICATION DES SYMBOLES :
▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■■ Ne pas manquer.
■■■ Chef-d'œuvre ou classiques

LES CODES DU CSA :
○ Accord parental souhaitable.
Δ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans.
◻ Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans.

Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et – accompagnés du code ShowView – ceux de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.
Le nom qui suit le genre de l'émission (film, téléfilm, etc.) est celui du réalisateur.
◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

NOTRE CHOIX

● 12.00 France 3
Parole d'Expert ! en famille

Scènes de vies ordinaires

EFFET DE LA CRISE ? Phénomène de mode ? On voit en ce moment se multiplier reportages et documentaires sur la vie des gens. Pas celle des stars, non. Les héros c'est vous, c'est nous. Tous les dimanches d'été, jusqu'au 30 août, « Parole d'Expert ! en famille » plonge à son tour dans le quotidien de Français repérés au long de l'année par Valérie Expert pour son programme habituel (du lundi au vendredi). La présentatrice a choisi les familles qui parlaient de leur façon de vivre avec le plus de passion, de verdeur, de jovialité et de lucidité.

Ils sont de Paris, Lille ou Marseille, chauffeur de taxi, gardien d'immeuble, retraité, électronicien, caissière ou employé de banque, et ils nous font partager leur univers. Où font-ils leurs courses ? Ont-ils acheté leur maison à crédit ? Où vont-ils passer leurs prochaines vacances ? Comment occupent-ils leur temps libre ? Quel est le dernier cadeau qu'ils ont offert à leur conjoint ? Comment gèrent-ils leur budget? Le regard fixé sur les « personnages » est simple et naturel, sans une ombre d'ironie.

« *Durant les tournages, j'ai compris comment vivaient les Français*, raconte Nicolas Beauvisage, le journaliste qui pose les questions. *Ils vivent avec peu d'argent, ils ont tous des combines pour arrondir les fins de mois, ils mangent beaucoup de pommes de terre, ils aiment le bricolage, ils ont peu de vacances et donnent tout à leurs enfants.* » Ces reportages de vingt-six minutes permettent également de découvrir ou de redécouvrir des tranches de vie ordinaires (une vaisselle faite à la main, des enfants qui font leurs devoirs...) mais qui laissent coi lorsqu'elles surgissent sur le petit écran. La caméra est sensible, elle est aussi intelligente. Elle suit avec pudeur ces Français qui, avec courage, sincérité, et un humour salvateur, font part de leurs difficultés et de leurs angoisses. Les reportages, dénués de tout commentaire, y gagnent une rare authenticité. Tous répètent un simple message : M. Tout-le-Monde est formidable.

Karine Nakache

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

15.00 Rick Hunter, inspecteur choc.
15.50 Pacific Blue.
16.45 Disney Parade.
17.55 *Vidéo gag.*
18.25 30 millions d'amis.
18.58 Euro en poche.
19.00 Public.
20.00 Journal, Coupe du monde.
20.45 Le Résultat des courses.
20.50 et 0.40 Météo.
20.55 Peter's Friends ■ Film. Kenneth Branagh.
22.45 Ciné dimanche.
22.55 La Caravane de feu ■ *Film. Burt Kennedy.*
0.40 TF 1 nuit.

FRANCE 2

14.55 Drôles de dam's. Téléfilm. Al Waxman.
16.30 L'Affaire Angel Harwell. Téléfilm. ○ Brian Dennehy.
18.10 JAG. Fils du héros.
19.00 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.05 Stade 2.
19.55 et 20.45 Météo.
20.00 Journal, Coupe du monde.
21.00 L'espion qui m'aimait ■ Film. Lewis Gilbert.
23.10 Séries illimitées.
23.20 Millennium. Δ L'empreinte de la mort.
0.05 Nikita. L'évasion.
0.50 Cobra. Otage par amour.
1.35 Journal, Météo.
1.50 15 ans, l'aventure.

FRANCE 3

13.00 ▶ Enguerrand le guerroyeur. Reine de trèfle.
13.28 Keno.
13.35 Les Quatre Dromadaires.
14.30 Au-delà de l'écran.
15.00 Sports dimanche.
15.05 Tiercé à Enghien.
15.30 Cyclisme.
16.40 *Athlétisme.*
18.00 Corky, un adolescent pas comme les autres.
18.50 Météo des plages.
18.55 Le 19-20 de l'information.
20.00 et 0.00 Météo.
20.05 Benny Hill.
20.25 Le Journal de la Coupe.
20.50 Derrick. Le canal.
21.55 ▶ Tartuffe ou l'imposteur. Pièce de théâtre en cinq actes de Molière.
0.10 Soir 3.
0.20 Le Club du Mondial.
0.35 La Force des ténèbres ■■ Film. Δ Karel Reisz (v.o.).

CANAL +

15.15 Alys, mon idole, mon amie. Téléfilm. ○ François Labonté.
16.55 Spécial John Woo.
17.10 Les Repentis.
18.00 Un amour de sorcière. Film. René Manzor. ▶ En clair jusqu'à 20.45
19.45 Flash infos.
19.55 Le Journal de François Pécheux.
20.45 Anna Karenine. Film. Bernard Rose.
22.30 Flash infos.
22.35 Mes doubles, ma femme et moi. Film. Harold Ramis (v.o.).
0.25 Surprises.
1.15 Viens chez moi, j'habite chez une copine ■■ Film. Patrice Leconte.

LA CINQUIÈME/ARTE

15.00 Histoires de stars. Sammy Davis Junior.
16.00 Les Yeux de la découverte. Les planètes.
16.35 Nunavik. Une terre immense.
17.35 Secrets des rois. [2/13].
18.00 Aires de fête.
18.05 *Le Fugitif.*
19.00 Cartoon Factory.
19.30 Maestro : La Damnation de Faust. Opéra de Hector Berlioz.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Soirée thématique. Les secrétaires et leurs patrons. 20.45 Vivement dimanche ! ■■ Film. François Truffaut. 22.35 Femmes de l'ombre. 23.55 Un jour, je serai secrétaire. 0.30 The Newsroom. The Walking Shoe Incident. 0.55 Metropolis. Avignon 98. Œdipe le tyran. Désir d'Asie. Roland Dubillard. 1.45 Les Derniers Chants de guerre. Les maîtres chanteurs des stades.

M 6

13.20 Pour l'amour d'un homme. Téléfilm. John Patterson [1 et 2/2].
16.45 Les Piégeurs.
17.00 La Petite Rebelle. Téléfilm. Piers Haggard.
18.55 Demain à la une.
19.50 Tour de France à la voile.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.05 E = M6. Le meilleur de E = M6.
20.30 La Météo des plages.
20.35 Sport 6.
20.50 Capital spécial été.
22.45 *Météo.*
22.50 Culture pub. Spécial Festival du film Publicitaire de Cannes.
23.25 Belle comme le diable. Téléfilm. ◻ Patrice Gautier.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 Laisser-passer. Le Temps de la danse : Jean-Christophe Maillot ; Jazz : Jazz à Vienne ; Carla Bley ; Maria Schneider Big Band ; Jazz à Luz : Uri Caine Ensemble.
21.30 Musique traditionnelle de Cuba.
22.35 Atelier de création radiophonique. Etat nomade, Nicolas Bouvier.

FRANCE-MUSIQUE

19.05 L'Atelier du musicien. Œuvres de Schubert.
20.01 Concert. Donné en direct des Hospices de Beaune, par l'Ensemble Discantus, dir. Brigitte Lesne : *La Paix des cloîtres : chants des abbayes de Bingen*, Las Huelgas, etc.
21.15 Concert. Donné en direct des Hospices de Beaune, par The Boston Camerata et Camerata Mediterranea, dir. Joël Cohen et Anne Azéma : *Les Troubadours et les Trouvères : l'amour courtois.*
22.30 Concert. Donné en direct des Hospices de Beaune, par l'Ensemble Alla Francesca et l'Ensemble Richard Cœur de Lion : *Sur les routes de l'Orient : chants de croisades.*

RADIO-CLASSIQUE

20.00 Soirée lyrique. *La Fille du Far West*, opéra en trois actes, de Puccini, par le Chœur et l'Orchestre de la Scala de Milan, Zampieri (Minnie), Domingo (Dick Johnson), Pons (Jack Rance) etc.
22.15 Les grandes heures du Metropolitan Opéra de New-York.

هكذا من الاصل

Le Monde
DIMANCHE 5 - LUNDI 6 JUILLET 1998

Un supporteur anglais arrêté pour assassinat

UN SUPPORTEUR anglais a été mis en examen, samedi 4 juillet, pour le meurtre d'un homme dans un train, à Saint-André-le-Gaz (Isère), commis mardi 30 juin, jour du match Angleterre-Argentine à Saint-Etienne. Ingénieur, domicilié à Londres, Paul Birch, quarante-trois ans, a été écroué. Il était venu en France pour encourager l'équipe anglaise. Après son interpellation, la gendarmerie a indiqué que l'homme ne semblait pas en possession de tous ses moyens. La victime, Eric Frachet, un comédien âgé de trente-trois ans, originaire de Grenoble, avait été mortellement atteinte de plusieurs coups de couteau au ventre alors que le train s'arrêtait en gare de Saint-André-le-Gaz. Assis dans le wagon en face d'Eric Brachet, Paul Birch l'aurait vu sourire et, le prenant pour un supporteur argentin, il se serait imaginé que le jeune homme se moquait de lui. Il avait pris la fuite à pied et a finalement été interpellé, dans la nuit de mercredi à jeudi, dans un hôtel à Grenoble, à la suite d'une bagarre avec le veilleur de nuit.

Un journaliste de Marseille accusé de corruption et écroué

CHRISTIAN RODAT, correspondant d'Europe 1 et ancien journaliste au *Provençal*, a été mis en examen, vendredi 3 juillet, à Marseille pour *« corruption »* de fonctionnaires de police et *« association de malfaiteurs »* et écroué à Draguignan. Deux autres personnes – André Cermolacce, dit *« gros Dédé »*, fiché au grand banditisme, notamment pour des faits de proxénétisme, et Richard Laaban, responsable d'une boutique de l'Olympique de Marseille – ont été mis en examen et écroués également. Tous trois sont soupçonnés d'avoir corrompu un policier afin de lui soutirer des informations sur une procédure. Les trois hommes ont été interpellés alors qu'ils faisaient l'objet de filature depuis plusieurs semaines. L'enquête avait été ouverte après qu'un fonctionnaire de police eut fait part à sa hiérarchie de propositions financières faites en échange de renseignements sur des investigations et des opérations de police.

DÉPÊCHES

■ **LOGEMENT : les militants de l'association Droit au logement (DAL) et des familles mal-logées ont mis fin**, vendredi 3 juillet, à l'occupation du siège du Consortium de réalisation du Crédit lyonnais (CDR) *qu'ils avaient investi le 1er juillet. Une table ronde aura lieu*, mardi 7 juillet, afin de permettre le relogement des habitants du 61, rue d'Avron et du 108, rue de Belleville, des immeubles appartenant à des sociétés gérées par le CDR.

■ **PRESSE : les salariés du quotidien *La Croix* ont voté, vendredi 3** juillet, un arrêt de travail de trois jours. Après une nouvelle réunion avec le directoire du groupe Bayard, des membres de l'intersyndicale assurent que *« la direction de Bayard Presse a campé sur sa volonté d'externaliser la fabrication du quotidien »*.

■ **ESPACE : le Japon a lancé**, vendredi 3 juillet, sa première sonde à destination de Mars, un engin de 535 kg baptisé *« Nozomi »* (espoir) qui doit se placer en orbite autour de la planète rouge en octobre 1999. Elle évoluera autour de la Terre jusqu'en décembre avant d'entreprendre son long voyage. Le succès de ce lancement intervient après une série d'échecs des programmes spatiaux japonais.

Tirage du Monde daté samedi 4 juillet 1998 : 492 924 exemplaires 1

Sans-papiers : la Commission des droits de l'homme en appelle au médiateur de la République

Elle critique l'initiative du gouvernement qui vient de créer une commission de réexamen

L'HEURE de l'apaisement n'a pas encore sonné sur le front des sans-papiers. La décision du gouvernement de créer une *« commission consultative »* destinée à superviser le réexamen des dossiers des étrangers déboutés de l'opération de régularisation a redonné espoir aux défenseurs des sans-papiers mais elle fait l'objet de critiques lourdes et convergentes. La principale charge est venue, vendredi 3 juillet, de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH), une instance placée auprès du premier ministre où siègent les représentants des associations humanitaires et de l'administration.

Usant d'une formulation très critique, la CNCDH indique qu'elle *« ne peut donner un avis favorable »* à cette nouvelle procédure. Elle ne se satisfait ni de la composition de la « commission consultative », qui *« est majoritairement composée de fonctionnaires d'autorité »* et risque donc d'avaliser les pratiques restrictives des préfectures, ni de sa mission *« insuffisamment définie, notamment en ce qui concerne les cas individuels »*. L'avis propose de confier au médiateur de la République la charge de réinterpréter les critères de régularisation. Soucieux de court-circuiter cette dernière proposition, dont le ministère de l'intérieur ne veut pas, le gouvernement avait décidé de rendre publique sa décision la veille de la réunion de la CNCDH.

Prévu de longue date, le texte de la CNCDH s'en prend à l'ensemble de la procédure de régularisation. Alors que le gouvernement répète qu'il n'a fait qu'appliquer les critères définis par la Commission des droits de l'homme elle-même à l'automne 1996, l'avis constate que *« l'application qui en a été faite par les préfectures* [a] *conduit à des résultats qui sont considérablement éloignés de ces critères »* : *« Là est sans doute la source des difficultés persistantes qui ont engendré la déception légitime des intéressés. »* La CNCDH note que *« l'exigence de preuves documentaires (...) a représenté une difficulté insurmontable pour la plupart des étrangers concernés »*.

Elle estime que ses critères étaient *« profondément différents dans leur esprit »* puisqu'ils reposaient sur une *« prise en compte des situations concrètes »*, notamment de la *« bonne insertion dans la société française »*, et non sur la fourniture de pièces officielles. *« Toute procédure fondée sur une logique du soupçon ne peut aboutir qu'à un échec »*, assène la Commission. Puisque nos critères sont les vôtres, conclut-elle à l'adresse du gouvernement, appliquez-les dans *« l'esprit »* et avec la *« logique »* où nous les avons conçus. Les disparités constatées entre les préfectures sont également stigmatisées par la CNCDH qui les analyse comme *« une rupture du principe d'égalité »* appelant *« un réexamen cohérent des demandes »*. L'avis demande donc un *« réexamen »* des dossiers des déboutés *« dans les délais les plus rapides »*. Il souhaite que le médiateur de la République soit chargé d'une *« mission de réflexion et de propositions portant sur les critères de régularisation »*, leur *« interprétation »* et leur *« mise en œuvre »*. Il serait assisté par un « conseil consultatif » mêlant magistrats et universitaires désignés par le médiateur en liaison avec la CNCDH.

La méfiance manifestée par la Commission est partagée par les principales associations de défense des droits des étrangers, qui y siègent pour la plupart. Après un certain soulagement, l'initiative gouvernementale a soulevé un scepticisme certain. La Ligue des droits de l'homme, qui se satisfait de ce que le *« principe d'un recours devant une commission soit admis par le gouvernement »*, critique sa composition *« essentiellement administrative »*. *« Nous avions demandé que des personnalités indépendantes en fassent partie »*, rappelle son président, Henri Leclerc. Quant au Groupe d'information et de soutien des immigrés (Gisti), il voit dans l'ouverture gouvernementale *« un nouveau leurre dans une opération très partielle de régularisation »* et un *« tour de passe-passe essentiellement destiné à tromper l'opinion »*.

Le flou qui entoure le fonctionnement de la commission gouvernementale, annoncé par un simple communiqué de presse, alimente les réticences d'un milieu qui voudrait pourtant bien *« en sortir »*. Mais pour l'heure, chacun sent bien que tout dépendra de l'esprit dans lequel travaillera la nouvelle instance et des consignes qui seront données aux fonctionnaires qui doivent y siéger.

Philippe Bernard

Emmanuel Terray continue sa grève de la faim

***« C'est un pas en avant significatif, une avancée par rapport à l'époque où Chevènement nous traitait de complices de la mafia chinoise. Mais pas suffisant pour que nous arrêtions la grève de la faim »*, a déclaré au *Monde*, samedi matin, Emmanuel Terray, l'anthropologue français qui, avec vingt-neuf sans-papiers chinois, turcs et maghrébins, observe une grève de la faim depuis le 16 juin, au temple protestant *des Batignolles, à Paris*.**

Prenant appui sur l'avis de la Commission nationale des droits de l'homme, les grévistes estiment que l'annonce de la création d'une commission consultative par le gouvernement n'offre aucune garantie sur l'assouplissement des critères de régularisation, le caractère contradictoire des débats et le sort des sans-papiers dont le premier recours a déjà été rejeté.

Le fondateur d'Ikea face à son passé pronazi

STOCKHOLM
de notre correspondant

Pour la deuxième fois en trois ans et demi, le fondateur d'Ikea s'est senti obligé d'écrire à ses quelque vingt-cinq mille employés pour évoquer ses *« pêchés de jeunesse »* et leur *« demander pardon »*. Après des articles de presse fin 1994, un livre projette cette fois Ingvar Kamprad un demi-siècle en arrière : une biographie écrite par un journaliste qui exhume les activités pronazies du Suédois pendant et après la seconde guerre mondiale.

Aujourd'hui âgé de soixante-douze ans, l'intéressé a refusé de participer à l'écriture du livre, *Ingvar Kamprad et son Ikea, une saga suédoise*. Le patron du géant de l'ameublement a promis de faire toute la lumière sur *« le plus grand fiasco de* [sa] *vie »* dans une autre biographie, autorisée celle-ci, qui devrait sortir à l'automne.

Après un an d'enquête, Thomas Sjöberg affirme qu'Ingvar Kamprad fut beaucoup plus engagé dans la mouvance nazie que ce dernier n'a bien voulu l'admettre jusqu'à présent. Le premier contact eut lieu, semble-t-il, en avril 1942 dans une Suède neutre, mais loin d'être antigermanique. Alors âgé de seize ans, ce fils de paysans pauvres écrivit à la direction d'une organisation pronazie, Opposition suédoise, pour lui demander des exemplaires de sa revue. *« Dans l'espoir de bonnes relations et avec mes salutations nordiques »*, conclut-il. Il ne croyait pas si bien dire : ses *« bonnes relations »* avec le responsable de l'organisation, Per Engdahl, admirateur d'Hitler, se prolongèrent jusqu'aux années 50, selon le biographe.

« Son engagement dans les cercles nazis s'intensifia » après son entrée, à dix-sept ans, à l'Institut commercial de Göteborg, ajoute Thomas Sjöberg. L'un de ses camarades de classe fut témoin d'*« un discours enflammé d'Ingvar Kamprad sur le nazisme, debout sur les marches du Musée d'arts* (...), *vêtu d'une veste verte et d'une casquette de coupe allemande »*.

Dans le même temps, affirme l'auteur (documents à l'appui), le futur entrepreneur adhéra, fin 1942, à la section jeunesse d'une autre organisation, le Rassemblement socialiste suédois, encore plus imprégnée de l'idéologie nazie. Thomas Sjöberg se demande comment le jeune homme put mener à bien, de front, ses études, ses activités politiques et la gestion de ses affaires naissantes. *« Peut-être n'a-t-il pas pris ses adhésions autant au sérieux que ses camarades nationaux-socialistes »*, avance le journaliste.

Dans sa lettre manuscrite au personnel – sa *« chère famille Ikea »* –, Ingvar Kamprad affirme que le livre *« n'amène rien de neuf et comprend des informations inexactes »*. Et le patron d'ajouter : *« J'ai certainement aussi des trous de mémoire, en particulier sur les premières années – c'était il y a cinquante-soixante ans. »* Influencé par une grand-mère membre de la minorité allemande des Sudètes, alors sous domination tchèque, *« j'ai cru stupidement, jeune, à trop de jolis mots diffusés généreusement par la propagande* (...). *J'ai peut-être cherché à recruter des membres et à distribuer de la propagande, bien que je ne m'en rappelle pas »*, poursuit-il.

Contacté à son domicile suisse, l'intéressé s'est refusé à *« faire tout commentaire avant la publication de la biographie »* à laquelle il coopère. En Suède, l'ouvrage de Thomas Sjöberg n'a pas suscité de débat, ce qui *« étonne »* son auteur. *« Ikea est partie intégrante des foyers suédois ; les gens ne veulent pas en savoir plus »*, regrette-t-il. Sans doute l'absence de réactions participe-t-elle aussi d'une certaine répugnance des Suédois à se pencher sur leur passé pendant la seconde guerre mondiale.

Antoine Jacob

Robert Hue propose à la gauche italienne de militer pour les 35 heures à l'échelle européenne

ROME
de notre envoyée spéciale

Comme les socialistes français, qui souhaitent *« dénationaliser »* le scrutin de juin 1999 et préparent déjà un manifeste de l'ensemble des partis européens, le secrétaire national du PCF a lancé, vendredi 3 juillet à Rome, quelque chose qui pourrait bien ressembler à une campagne européenne. Devant ses amis communistes de Rifondazione, jeudi, puis à l'issue de sa rencontre avec le secrétaire du Parti démocratique de la gauche (PDS, social-démocrate), Massimo D'Alema, et le président du conseil, Romano Prodi, Robert Hue a esquissé un argumentaire de campagne. D'abord, *« porter partout à l'échelle de l'Europe les 35 heures »*. Ensuite, *« renégocier le pacte de stabilité pour qu'il devienne un pacte pour l'emploi et la croissance »*. Enfin, taxer les mouvements de capitaux à l'échelle européenne, a lancé M. Hue.

Rien de maximaliste, rien de franco-allemand : le Parti communiste n'entend en aucun cas tourner le dos aux diverses *« forces progressistes »*. Il souhaite faire d'un *« partenariat latin »* la pierre angulaire d'une *« réorientation de l'Union européenne vers l'Europe sociale »*. *« Même si nous n'avons pas la même appréciation sur l'évolution de l'euro, nos réflexions peuvent conduire à des convergences possibles »*, a commenté vendredi Robert Hue. L'organisation très diplomatique de son voyage de deux jours en Italie était là pour en témoigner.

« TOURNANT HISTORIQUE »

A l'issue de sa rencontre avec Massimo D'Alema, le dirigeant français n'a pas hésité à parler d'*« un tournant historique dans les relations du PCF avec la gauche européenne »*. Le symbole, il est vrai, était fort : depuis la naissance du PDS, en 1991, sur les décombres du Parti communiste italien, ses dirigeants n'avaient jamais renoué les contacts avec le PCF, refusant les invitations aux congrès de ce dernier. Histoire de solder l'histoire ancienne, Robert Hue s'est d'ailleurs arrêté quelques minutes avec M. D'Alema dans le hall du siège historique du PCI, devant la faucille et le marteau coulés dans le mur, sous l'hommage aux communards français : *« Formidable ! C'est très émouvant. »*

En clair, ce que les dirigeants communistes français jugent avoir fait et réussi pour la gauche « plurielle » française, en 1996, ils estiment pouvoir le renouveler avec la gauche européenne. Pour Robert Hue et Pierre Blotin, responsable des relations avec la gauche française et numéro deux du PCF, qui participait au voyage, les forums et les rencontres entre les divers mouvements de la gauche française ont permis la formation d'un gouvernement pluriel : *« Nous pensons que les contacts et la dimension humaine sont souvent plus constructifs que le reste »*, a résumé le secrétaire national devant la presse transalpine, à Rome. La veille, il expliquait que les liens d'amitié tissés entre Fausto Bertinotti et lui depuis 1996 *« doivent contribuer à un rassemblement plus large »*.

« L'Europe, ce n'est pas de la politique étrangère, c'est de la politique au quotidien », a résumé M. Bertinotti. *« Avec les 35 heures, avec la marche pour l'emploi sur Amsterdam, nous avons commencé à montrer que l'Europe, ce n'est pas seulement Maastricht, c'est aussi la nôtre »*, s'est réjoui le responsable communiste italien. *« A bientôt ! »*, a promis de son côté Robert Hue à la presse transalpine. Avec Massimo D'Alema, le secrétaire national du PCF a décidé *« d'établir des relations et des contacts réguliers »*. M. Prodi a aussi promis de prochaines retrouvailles, même si, quelques heures avant le quart de finale qui opposait la France à l'Italie, au Stade de France, *« les deux hommes ont convenu que, quoi qu'il arrive, ils ne se verraient pas pendant dix jours »*. Le président du conseil italien a gentiment proposé à M. Hue une visite privée, avant son ouverture au public, de la maison de... Néron.

Ariane Chemin